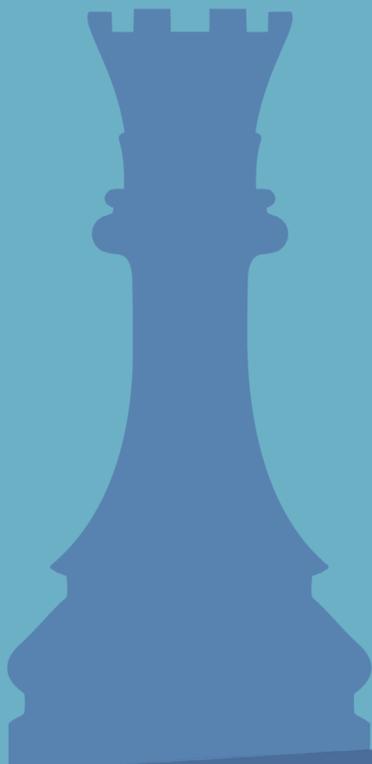


PERSPECTIVES *Stratégiques*

**L'EFFONDREMENT
DES CERTITUDES**



2024-2

LA REVUE DE L'INSTITUT FMES
AOÛT / DÉCEMBRE 2024



FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

SOMMAIRE

L'Institut FMES

L'Institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations. Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux, au continent africain et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources. Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications. Il est partenaire de l'Institut des hautes Etudes de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Côte d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

1. **Éditos**
2. **Cartes du mois**
3. **Infographies**
4. **Nos Articles Moyen-Orient et Méditerranée**
5. **Nos Articles Afrique**
6. **Nos Articles Maritimes**
7. **Philosophie des Relations Internationales**

PRÉFACE

L'EFFONDREMENT DES CERTITUDES

L'année 2024 a vu les tensions s'accroître, donnant l'impression de se rapprocher chaque jour un peu plus du moment où l'élastique va se rompre. Les ruptures s'enchaînent et l'ancien monde disparaît peu à peu, emporté par un double mouvement que la FMES décrit depuis plusieurs années : d'une part une fracturation globale qui sépare les points de vue, les valeurs et les intérêts, des Etats comme des populations ; d'autre part une recomposition géopolitique qui s'accélère sous l'effet de la polarisation provoquée par la remise en cause du leadership occidental par les puissances eurasiatiques. Ce bouleversement se fait dans une atmosphère rendue délétère par la menace et l'emploi désinhibés de la force militaire et par la généralisation d'un ressentiment très fort, exacerbé par des réseaux sociaux et des logiciels de plus en plus sophistiqués et incontrôlables.

Quatre événements majeurs ont marqué ce semestre et illustrent par eux-mêmes la violence qui s'installe, l'imprévisibilité des événements et leur interdépendance dans un monde qui s'est paradoxalement rétréci alors qu'il est soumis à des forces centrifuges : le rebond israélien, la chute brutale de Bachar El Assad, la stabilisation sanglante du front Ukrainien et l'élection de Donald Trump.

Si l'armée israélienne avait démontré sa puissance lors de sa riposte au massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023, la situation d'Israël à l'été 2024 n'était pas confortable et le sentiment de sa vulnérabilité a prédominé jusqu'en septembre. Au sud, l'attaque du Hamas avait montré que l'Etat hébreu n'était pas invulnérable ; au nord, le Hezbollah promettait d'être un adversaire autrement plus coriace ; à l'est, un tabou avait sauté avec la première frappe sur son sol de missiles balistiques iraniens en avril et à l'ouest, l'isolement de Tel Aviv allait croissant, en particulier aux Etats-Unis qui lui apportent un soutien militaire indispensable.

En six mois, la posture d'Israël s'est considérablement améliorée. L'Etat hébreu se retrouve dans une position autrement plus confortable après une succession de réussites militaires : la décapitation (septembre) des cadres du Hezbollah par une opération spectaculaire de sabotage de bipeurs et de talkies-walkies ; l'élimination des chefs du Hamas et de la milice chiite libanaise quelques semaines plus tard ; les frappes meurtrières sur les milices pro-iraniennes au Liban comme en Syrie ; la riposte enfin de l'aviation israélienne, limitée mais très efficace, après la frappe de missiles balistiques iraniens (octobre). En ce début d'année 2025, la crédibilité militaire israélienne est restaurée et ses adversaires directs considérablement affaiblis. Ces succès vont de plus provoquer un autre événement majeur qui va rebattre les cartes du Moyen-Orient.

La chute brutale de Bachar el-Assad en décembre et la victoire des rebelles islamistes du Hayat Tahrir al-Cham (HTC) est en effet à la fois une conséquence et un amplificateur de ce mouvement. Certes, la crise économique liée aux sanctions est probablement la première cause de l'affaiblissement du régime syrien qui s'est progressivement transformé en narco-Etat spoliateur de ses propres soutiens internes. Mais les coups portés par Israël au Hezbollah et à l'Iran qui soutenaient militairement le régime ont porté le coup de grâce, favorisé par l'excellente préparation des rebelles entraînés par l'armée turque. Face à cette dégradation soudaine de la situation, la Russie a donné la priorité au front ukrainien et abandonné son protégé, ce qui va probablement laisser des traces.

Ce coup de théâtre bouleverse en effet la hiérarchie géopolitique au Moyen-Orient comme en Afrique. C'est un revers pour la Russie qui a dû prendre langue avec les rebelles qu'elle combattait pour négocier le maintien de ses deux bases militaires sur le littoral syrien. C'est un revers encore plus grave pour l'Iran qui vient de perdre coup sur coup ses deux alliés historiques au Liban et en Syrie, de même que son accès à la Méditerranée et à Israël. Le troisième partenaire du processus d'Astana, la Turquie, est la grande gagnante et peut espérer étendre sa bande frontalière tampon au nord de la Syrie, éliminer toute résistance kurde et renvoyer de nombreux réfugiés syriens sur place. Ce bouleversement est plutôt une bonne nouvelle pour Israël qui pourra pendant un temps dominer militairement ses voisins du Nord. Il reste que l'hypothèse de l'installation à sa frontière d'un califat sunnite radical et hostile à Israël comme aux Européens, accédant à la Méditerranée et pouvant s'étendre à la Jordanie, l'Irak et au Liban, est préoccupante pour tous.

Le front Ukrainien a compté, on l'a vu, dans l'effondrement du régime syrien. Vladimir Poutine a « mis le paquet » ce semestre en Ukraine pour contrer l'offensive ukrainienne vers Koursk et continuer à grignoter la ligne de front. Le renfort de 10 000 soldats nord-coréens illustre à la fois la difficulté du Kremlin en termes de recrutement, la volonté pugnace de Poutine et la solidarité eurasiatique qui s'installe progressivement à l'occasion de cette guerre ; Pyongyang rejoint ainsi Téhéran et Pékin dans le soutien concret à Moscou dans ce conflit, structurant un peu plus un bloc géopolitique autocratique opposé à l'Occident. Ce conflit, existentiel pour les Ukrainiens, est devenu majeur pour Poutine car son issue déterminera le positionnement russe dans le concert des puissances qui se met progressivement en place.

Pour compenser une avance trop lente en Ukraine, Moscou joue à fond la carte indirecte destinée à affaiblir le camp européen. Dans son étranger proche d'abord, en Moldavie, en Roumanie et en Géorgie, elle perturbe les processus électoraux pour éloigner ces pays de son adversaire. En Afrique ensuite, où les milices aux ordres du Kremlin renforcent leur position au sud de la Méditerranée, en Libye, au Soudan, au Mali, au Niger et désormais au Tchad. En Europe de l'ouest enfin, où les tentatives de déstabilisation russes sur les réseaux sociaux sont de plus en plus fréquentes. La pression monte donc en attendant le game changer : la prise de fonction de Donald Trump le 20 janvier 2025.

Car la victoire du candidat républicain le 5 novembre, associé au disruptif milliardaire Elon Musk, est probablement l'évènement le plus déterminant de ce semestre par les conséquences multiples qu'elle a déjà entraînées et qu'elle promet. Son pacifisme, son transactionnalisme, son unilatéralisme, son obsession pour la Chine et son absence totale de références idéologiques, historiques ou morales laissent la place pour des changements de cap radicaux et inattendus. Si on peut s'attendre à un allègement du dispositif militaire américain dans la région, le caractère imprévisible du futur président et la conscience que ce dernier mandat sera déterminant pour l'image qu'il laissera dans l'Histoire laissent ouverte l'hypothèse de retournements de situation totalement imprévus. En tout état de cause, seul l'intérêt des Etats-Unis comptera, les alliés comme les adversaires seront jugés et traités à cette aune. Les Européens doivent s'y préparer.

Ailleurs c'est « l'accroissement normal du chaos » qui est à l'œuvre. Le désintérêt qui a entouré la 79^e Assemblée Générale des Nations Unies à l'auditoire très clairsemé, a illustré la perte de prestige et d'autorité de l'ONU. Curieusement, son secrétaire général Antonio Guterres a renforcé un organisme concurrent en participant au sommet des BRICS+ en octobre à Kazan à l'invitation de Vladimir Poutine pourtant poursuivi par la cour pénale internationale. Le trucage, dans un désintérêt général, des élections présidentielles en Algérie et en Tunisie (Septembre-Octobre) confirme que l'époque des espoirs démocratiques est révolue. Dans l'indifférence générale, la guerre fait rage au Soudan et l'insécurité et les massacres s'accumulent au Niger, au Mali comme dans la région des Grands lacs.

Il n'y a aucune raison pour que la montée des tensions entre populations et entre Etats ne se renforce pas en 2025. Les Européens qui sont positionnés à proximité de ces foyers sont déjà concernés, même s'ils n'en ont pas tous conscience. Ils devraient se préparer à affronter des antagonismes de toute nature (économiques, informationnels, politiques, sécuritaires et militaires) et venus de toute part (de l'Est, du Sud et même de l'Ouest) qui sont déjà sensibles et qui vont s'accroître. Une chose paraît sûre : le parapluie américain risque de coûter de plus en plus cher et d'être de moins en moins étanche pour nous protéger de l'orage d'acier qui approche.

Face au basculement qui s'accélère et aux anciennes certitudes qui s'effondrent nous devons, comme l'avait identifié il y a 80 ans March Bloch : bientôt panthéonisé, ne pas perdre la bataille intellectuelle de la compréhension du monde qui advient et des guerres qui se profilent. C'est ce combat auquel la FMES est fière de participer.

L'élastique de l'Histoire se tend et peut se rompre à tout instant. L'Europe et la France doivent être prêtes à faire face à la rupture, pour ne pas connaître une nouvelle « étrange défaite ».

PASCAL AUSSEUR

Directeur Général de l'Institut FMES



1

ÉDITOS



.....p 8



.....p 10



.....p 12



.....p 14



.....p 16



ÉDITO DE L'ÉTÉ

JUILLET - AOÛT 2024

Comme nous le laissions entendre en juin, l'été s'est avéré riche en rebondissements. Le 13 juillet, Donald Trump a échappé de justesse à une tentative d'assassinat et Joe Biden, critiqué sur son état de santé, a finalement renoncé à se représenter, transmettant à la vice-présidente Kamala Harris le flambeau de la candidature démocrate. Celle-ci semble avoir inversé la dynamique électorale à son profit. Pour la première fois depuis le début de la campagne, Donald Trump paraît hésitant sur ses chances de l'emporter, conscient que l'âge, argument qu'il a abondamment utilisé contre Joe Biden, joue désormais en sa défaveur. Une victoire de Kamala Harris le 5 novembre prochain aurait pour conséquence probable la continuation de la politique étrangère de Joe Biden ; ce serait une très mauvaise nouvelle pour le Kremlin et pour tous ceux, au Moyen-Orient comme dans le reste du monde, qui espèrent le retour d'une administration américaine transactionnelle et peu attachée à la défense des valeurs ; par effet miroir, il s'agirait d'une bonne surprise pour l'Ukraine, pour les Européens, pour les alliés traditionnels des Etats-Unis en Asie du Nord (Japon, Corée du Sud et Taïwan), mais aussi paradoxalement pour l'Iran et la Chine qui espèrent poursuivre des négociations « constructives » avec Washington.

À l'est, Volodymyr Zelensky a tenté d'échapper au rouleau compresseur russe qui grignote la ligne de front dans le Donbass en lançant début août une offensive surprise au nord, vers Koursk, avec un succès certain, probablement pour inverser la spirale négative et pour prendre des gages dans une négociation qui pourrait s'engager après les élections américaines. Car comme nous l'avons souligné dans notre dernière livraison des Perspectives Stratégiques le Président ukrainien sait que le temps ne travaille plus pour son pays, même si Kamala Harris l'emporte en novembre.

La Chine de son côté, profite que son rival stratégique a les yeux rivés sur sa scène politique intérieure et sur le Moyen-Orient pour pousser ses pions en mer de Chine, face aux Philippines, au Japon et à Taïwan.

Au Moyen-Orient, la tension est montée d'un cran le 28 juillet avec l'assassinat en plein cœur de Téhéran, imputé à Israël, d'Ismaël Haniyeh, chef du Hamas, alors qu'il était venu assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président « réformateur » Massoud Pezeshkian élu le 5 juillet face à son rival ultraconservateur. Deux jours plus tard, le gouvernement israélien a revendiqué l'élimination à Beyrouth de Fouad Chokr, chef des opérations du Hezbollah, dans le cadre d'une augmentation des frappes de part et d'autre de la frontière pendant tout le mois d'août. Ces actions qui sont autant de signaux stratégiques entre Tel Aviv et Téhéran placent l'Iran face à un double dilemme : comment riposter pour ne pas perdre la face sans provoquer d'escalade avec Israël et les Etats-Unis ? Et comment préserver la crédibilité de sa force de frappe conventionnelle qui repose sur ses missiles balistiques et ses drones, sachant que depuis le mois d'avril, les salves de roquettes, missiles et drones d'origine iranienne tirés par l'Iran et ses affidés sont pour la plupart interceptés par la défense antimissile israélienne. La dernière démonstration en a été faite le 25 août lorsque le Hezbollah, affirmant riposter à l'élimination de son chef des opérations, a tiré sans succès majeur une salve de 150 roquettes et drones contre des objectifs militaires situés en Israël après que la plupart des projectiles aient été détruits lors de frappes préventives de l'armée israélienne.

Ces développements favorisent la mouvance dure de la société et du gouvernement israélien et ont encouragé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à torpiller – en miroir du Hamas – la moindre avancée dans les négociations sur Gaza et à tout faire pour éliminer Yaya Sinwar, le chef de la branche militaire du Hamas promu chef de la branche politique après l'assassinat d'Ismaël Haniyeh. Les provocations outrancières du ministre israélien Itamar Ben Gvir relatives au Mont du Temple à Jérusalem attisent le conflit et fragilisent un peu plus la Jordanie, thème de notre article du mois.

Dans un tel contexte, le risque d'escalade reste bien réel : soit le Hezbollah, se sentant acculé, utilise cette fois ses missiles balistiques de longue portée contre des villes et des objectifs vitaux israéliens ; soit le gouvernement israélien, sentant que le temps travaille contre lui, décide de réduire dès à présent la menace que représente la milice chiite. Côté iranien, le régime, qui a constaté la difficulté à percer les défenses israéliennes avec ses missiles et ses drones, doit probablement continuer à travailler au franchissement du seuil nucléaire pour imposer une nouvelle donne stratégique à Israël et aux Etats-Unis, a fortiori dans l'hypothèse de l'élection de Donald Trump. L'aval du Guide suprême le 27 août à une reprise de la négociation avec les Etats-Unis sur le dossier nucléaire vise d'ailleurs à favoriser la candidate démocrate et n'est pas contradictoire avec cette stratégie.

En Afrique, des pourparlers ont été engagés à Genève pour tenter de négocier un cessez-le-feu durable au Soudan entre les forces armées régulières du Général Al Burhane et les Forces de réaction rapide du Général Hemedti ; la conclusion de celui-ci semble improbable et seule une maigre avancée sur la question de l'accès humanitaire a pu être entrevue. Au Mali, les combats entre d'une part, les groupes autonomistes du Nord et d'autre part, les forces armées maliennes soutenues par leurs supplétifs russes ne cessent de s'intensifier aux confins de la frontière algérienne tandis que le JNIM (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans affilié à Al Qaïda) reste particulièrement actif dans cette zone.

En France, le succès des Jeux Olympiques et l'absence d'attentats et d'actes de déstabilisation destinés à fragiliser le pays pendant cette période ont éclipsé ces événements. Leurs conséquences devront cependant être prises en compte par le prochain gouvernement. En attendant, l'Elysée a pris une décision majeure en prenant officiellement parti pour le Maroc au détriment de l'Algérie dans le dossier du Sahara occidental et en reconnaissant la thèse marocaine de l'autonomie (et non de l'indépendance) du peuple sahraoui. Cette décision ne facilite pas les relations avec l'Algérie à l'heure où celle-ci s'apprête à réélire le président Tebboune mais elle a l'avantage de faire un vrai choix qui renforce clairement la position de la France en Afrique du Nord et en Afrique occidentale. Ce sera le thème de notre première conférence de la rentrée.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES

ÉDITO DE SEPTEMBRE

2024

C'est dans une indifférence quasi-générale que les délégations du monde entier se sont retrouvées à New York pour l'ouverture de la 79^e Assemblée Générale des Nations Unies, s'exprimant devant un auditoire très clairsemé. Il ne s'agit pas d'un désintérêt pour les crises et conflits en cours, mais bien de l'illustration de la perte de prestige et d'autorité de l'ONU. Car les conflits ne se sont pas apaisés, bien au contraire, et les rivalités entre grandes puissances s'expriment désormais en dehors de cette enceinte comme l'illustre notre carte du mois.

Dans notre région de prédilection, la seconde quinzaine de septembre a été marquée par l'escalade de l'affrontement entre Israël et le Hezbollah que nous annonçons de longue date. La succession d'actions réalisées en quelques jours a marqué la reprise d'initiative de Tel-Aviv : explosion simultanée de plusieurs milliers de bipeurs et de talkies-walkies appartenant aux cadres du Hezbollah et de leurs conseillers iraniens, destruction de stocks de missiles, élimination de nombreux cadres dirigeants, dont le chef charismatique Hassan Nasrallah. Le Hezbollah, groggy, n'est plus en mesure de riposter de manière coordonnée. Israël a affaibli considérablement la menace principale qui pesait sur ses frontières mais est aujourd'hui confronté à l'objectif politique de ces opérations : quel est le niveau suffisant de destruction de la milice chiite pour garantir la sécurité de l'Etat hébreux, sachant que les ferments de la reconstruction du Hezbollah sont semés par les mêmes bombes qui le détruisent ? La réponse dépend de deux facteurs : la capacité des sociétés civiles et politique libanaises de profiter de cet affaiblissement pour rééquilibrer les pouvoirs et rétablir un semblant d'Etat d'une part. L'évolution du régime et de la stratégie iranienne, entre accommodement ou durcissement d'autre part. Les Etats-Unis, mais également les Etats du Golfe, s'ils craignent l'escalade incontrôlée suivent avec attention cette recombinaison radicale, issue d'une réaction d'Israël d'une violence inattendue, provoquée paradoxalement par le sentiment d'extrême vulnérabilité qu'ont suscité les attaques du 7 octobre 2023 et du 13 avril 2024.

La bataille des perceptions au sein de l'opinion publique occidentale, surtout américaine, est également menée. D'un côté Israël s'efforce d'éliminer rapidement Yahya Sinwar, le chef du Hamas, pour pouvoir décréter la fin des combats à Gaza et faire ainsi retomber la pression internationale à son encontre. De l'autre, le président iranien a réagi assez modérément aux attaques au Liban et remis le dossier nucléaire sur la table des négociations à New York, pour démontrer son ouverture.

Le président ukrainien Volodimir Zelenski est quant à lui venu quémander un surcroît d'aide militaire lui permettant de frapper la Russie en profondeur, alors que son offensive vers Kursk s'épuise et que l'armée russe continue de grignoter son territoire. Pour dissuader les chefs d'Etat européens d'aider davantage l'Ukraine, Vladimir Poutine n'a pas hésité à brandir une énième fois la menace d'utilisation de l'arme nucléaire.

En Afrique du Nord, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a été réélu sans surprise le 7 septembre à l'issue d'un imbroglio sur son score et le taux réel de participation –très bas– qui renforce la perte de légitimité du pouvoir en place comme l'a souligné le conférencier du mois de septembre. De la même manière et sans le moindre suspens, Kaïs Saïed sera réélu à la présidence tunisienne le 6 octobre prochain.

Aux Etats-Unis comme dans le reste du monde, chacun a le regard tourné vers l'élection présidentielle américaine du 5 novembre, car chacun comprend qu'elle aura un impact important sur de nombreux dossiers brûlants.

En Afrique, les attaques sanglantes perpétrées à Bamako par le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans affilié à Al-Qaida ont confirmé les grandes difficultés que l'armée malienne et ses supplétifs russes éprouvent à contenir la progression inexorable des groupes djihadistes.

La violente prise à partie de l'Algérie par le représentant du Mali lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies a en outre révélé aux yeux du monde la profondeur des reconfigurations dans la zone, où le Maroc se pose désormais en interlocuteur privilégié des Etats sahéliers. La situation se complique par ailleurs dans les pays côtiers, notamment au Bénin où l'un des proches de Patrice Talon et le commandant de la garde républicaine ont été accusés de tentative de coup d'état. Enfin, au Soudan la guerre oubliée continue : l'armée nationale loyale au Général Al Burhan, assiégée à El-Fasher dans le Darfour du Nord, a entrepris une offensive dans la capitale Khartoum, dont les Forces du général « Hemetti » tiennent le centre-ville, faisant des centaines de milliers de victimes.

Tous ces thèmes figurent au programme de nos Rencontres Stratégiques de la Méditerranée qui se dérouleront dans quelques jours à Toulon, au cours desquelles nous dévoilerons l'édition 2024 de notre *Atlas Stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*. Vous pouvez encore vous y inscrire. Nous en dresserons le bilan le mois prochain.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES

ÉDITO D'OCTOBRE

2024

Trois régions de la scène globale ont été sous les projecteurs en octobre, résumant bien l'évolution de notre planète : les Etats-Unis, Kazan et le Proche-Orient.

Le monde entier suit la campagne électorale américaine qui va se clore par une élection présidentielle particulièrement clivée le 5 novembre. Ce match, déterminant compte-tenu du poids stratégique des Etats-Unis, est indécis mais l'hypothèse d'une victoire de Donald Trump est crédible. Celle-ci marquerait une rupture et placerait paradoxalement le pays leader du monde occidental au diapason de ses concurrents eurasiatiques. Nationaliste, indifférent aux droits de l'Homme, insensible à l'universalisme et partisan de relations transactionnelles Donald Trump est en phase avec nombre de chefs d'Etats non-occidentaux, dont Xi Jinping, Vladimir Poutine, Narendra Modi ou Recep Tayyip Erdogan. C'était l'une des problématiques abordées lors de nos Rencontres Stratégiques de la Méditerranée des 8-9 octobre qui ont connu un très grand succès de l'avis des 3 000 participants enthousiastes.

À Kazan, trente-cinq pays, dont 19 étaient représentés par leur chef d'Etat, se sont réunis pour le sommet des BRICS+ du 22 au 24 octobre à l'invitation de Vladimir Poutine. Pour ce dernier, cette réunion était d'abord la démonstration de l'échec de sa marginalisation voulue par les Occidentaux. De fait, le nombre et la nature des participants et des candidats à l'adhésion (dont la Turquie, représentée par son Président) illustrent la dynamique à l'œuvre au sein des pays du Sud qui cherchent une reconnaissance internationale et prennent acte d'une alternative crédible à l'influence américano-occidentale. Même si aucune avancée politique concrète n'a été obtenue par Vladimir Poutine (pas d'élargissement à de nouveaux pays, pas de mise en place d'un système de paiement alternatif au Swift, pas de dédollarisation, pas de soutien à la guerre en Ukraine), cette volonté d'affichage au côté du responsable politique le plus agressif à l'égard de l'Occident, renforcée par la présence du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, montre une dynamique inquiétante pour l'Europe.

Alors qu'il était à Kazan pour faire acte de candidature au prochain round d'élargissement des BRICS+, Recep Tayyip Erdogan a appris une bonne et une mauvaise nouvelle : le décès de son rival Fetulah Gülen aux Etats-Unis qui affaiblit l'opposition politique au Président turc ; l'attentat d'Ankara attribué au PKK qui démontre que la guérilla kurde reste vivace. Non loin de chez lui, les deux élections cruciales qui se sont déroulées en Moldavie et en Géorgie sur l'orientation future (pro-européenne ou pro-russe) de ces deux petits Etats d'Europe orientale que convoite avidement le Kremlin qui se sent pousser des ailes alors que la Corée du nord lui envoie plus de dix mille soldats en renfort en Ukraine. Ces deux scrutins ont illustré le succès des manœuvres de déstabilisation russes. Là encore, chacun scrutera la réaction des Européens pour jauger leur capacité à s'opposer fermement à Vladimir Poutine.

Au Levant, la guerre qui oppose Israël au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran s'amplifie, affectant toujours davantage les populations civiles et accroissant les risques d'escalade. Si la branche armée du Hamas semble défaite ou sur le point de l'être après l'élimination de son chef Yahya Sinouar (ce sera le thème de notre conférence du mois¹), celle du Hezbollah, bien que décapitée et considérablement affaiblie, fait encore preuve de résilience grâce à la présence probable de pasdarans iraniens qui semblent avoir remplacés les cadres libanais éliminés. La riposte plutôt limitée d'Israël le 26 octobre à la frappe massive de missiles balistiques iraniens sur son sol montre une volonté d'éviter un conflit direct entre les deux Etats. Notons cependant qu'un tabou est définitivement tombé le 13 avril dernier, lors la première frappe iranienne par missiles sur le sol israélien qui a marqué la fin de décennies de conflit par procuration entre Israël et l'Iran. Face à ce risque de conflit ouvert, le nombre de munitions devient clé : missiles balistiques performants côté iranien qui est à l'offensive, intercepteurs antimissiles en défense côté israélien.

¹ Conférence du 7 novembre 2024 «Gaza, le jour d'après». Inscriptions en ligne : 07/11/2024 – Gaza, le jour d'après – Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques

Téhéran est a priori favorisé dans cette équation, mais doit rester prudent : si Tel Aviv se trouvait en pénurie de missiles pour son bouclier protecteur, Israël pourrait alors être tenté par une fuite en avant offensive, potentiellement très meurtrière. En attendant l'élection américaine, déterminante pour l'approvisionnement en munitions, Israël compte ses maigres soutiens, notamment l'Inde².

En Afrique, alors que l'armée soudanaise enregistre des avancées significatives en direction de Khartoum, la ville d'el Fasher est toujours sous le coup des bombardements des forces de soutien rapide (FSR). Dans la Corne de l'Afrique, le protocole d'accord controversé entre l'Éthiopie et le Somaliland accélère le rapprochement entre la Somalie, l'Égypte et la Turquie. Au Sahel, le partenariat entre les supplétifs russes et les forces armées maliennes semble fragilisé en raison des lourdes pertes qu'ils ont essuyées face aux rebelles du septentrion tandis que l'attaque menée aux portes de Niamey par le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) affiliés à Al Qaida interroge sur les capacités de résistance du gouvernement nigérien, désormais confronté à des rébellions politico-militaires dans le centre du pays.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES

² « Le partenariat stratégique entre l'Inde et Israël au XXIème siècle », E. Pouchin, 24 octobre 2024, FMES.

ÉDITO DE NOVEMBRE

2024

L'élection de Donald Trump le 5 novembre dernier constitue l'évènement le plus marquant du mois par les conséquences multiples qu'elle entraîne. Son pacifisme, son transactionnalisme, son unilatéralisme, son obsession pour la Chine et son absence totale de références idéologique ou historique laissent la place pour des changements radicaux et inattendus.

En Ukraine une nouvelle période s'ouvre. L'heure des négociations a sonné et les combats devraient s'arrêter en 2025. La première question concerne la ligne de cessez-le-feu. Chacun fait effort pour prendre le maximum de gages avant la prise de fonction du nouveau président américain. L'autorisation donnée par Joe Biden d'utiliser les missiles ATACMS sur le territoire russe d'une part et de l'autre le tir du missile russe Orechnik, à capacité nucléaire mais avec une charge classique, sont l'illustration de ce rapport de force qui va aller en s'accroissant. La deuxième question porte sur la sécurisation des 1 000 km de « frontière » entre les belligérants. Il s'agit d'identifier les pays capables et volontaires pour garantir le cessez-le-feu pendant peut-être plusieurs décennies.

Au sud de l'Europe, les conséquences paraissent moins prévisibles pour plusieurs raisons. De prime abord, l'élection de Donald Trump a été saluée par les autocrates et dirigeants populistes de la région, Benjamin Netanyahu en tête. Ils se réjouissent de l'arrivée au pouvoir d'une administration qui ne leur fera pas la morale, ne fera pas la promotion des valeurs occidentales et leur laissera libre cours pour régler comme ils le souhaitent leurs conflits intérieurs. Seuls les dirigeants iraniens, l'émir Al Thani du Qatar et le roi Abdallah II de Jordanie déplorent cette élection, car ils dépendent – chacun à leur manière – de leur relation avec Washington et ils savent qu'il leur sera plus difficile de négocier avec une administration républicaine.

Il est probable que le nouveau Président des Etats-Unis renforce le processus de désengagement de cette région, mouvement constant depuis Barak Obama. C'est tout particulièrement vrai pour l'Afrique du Nord qui n'a fait l'objet d'aucune déclaration pendant la campagne mais aussi pour le théâtre Irak-Syrie très impopulaire au sein de la population américaine, en particulier dans la base électorale de Donald Trump. Il est ainsi possible que le nouveau président accélère le retrait militaire américain de cette zone d'opérations, créant un appel d'air que certains acteurs régionaux s'empresseront de combler, tout particulièrement dans les interstices libérés à la frontière irako-turco-syrienne. Nul doute que la Turquie, la Russie et l'Iran en profiteront, mais peut-être aussi Daech et Al-Qaïda qui n'ont pas dit leur dernier mot et qui n'attendent que le moment opportun pour reprendre le contrôle des territoires où ils étaient solidement enracinés. Les grands perdants seront sans nul doute les Kurdes et les Palestiniens, mais aussi les Libanais qui ont montré leur impuissance lors du conflit opposant Israël au Hezbollah et à l'Iran. L'évolution de la Syrie dans cet environnement tourmenté sera le sujet de notre prochaine conférence, assurée par le lauréat du prix géopolitique de la FMES, Fabrice Balanche, qui décryptera les conséquences de la conquête surprise d'Alep par les islamistes et les rebelles syriens quelques jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah.

Enfin, Donald Trump reste imprévisible -c'est indéniablement sa force- amoral et profondément transactionnel, laissant ouverte l'hypothèse de retournements de situation totalement imprévus. Même ses plus fidèles supporters tels que l'Israélien Benjamin Netanyahu, le Saoudien Mohammed Ben Salmane, l'Emirien Mohammed Ben Zayed ou l'Egyptien Abdel Fatah al-Sissi se méfient de ses foudres et de ses initiatives. Ils ont également compris qu'en déclarant *urbi et orbi* qu'il comptait mettre un terme aux hostilités au Moyen-Orient, Donald Trump n'entendait pas engager les Etats-Unis dans un conflit armé au Moyen-Orient, notamment contre l'Iran, même s'il a nommé des personnalités très hostiles à ce pays dans son gouvernement (Marco Rubio).

Les dirigeants israéliens auront probablement peu goûté la rencontre discrète à New-York entre Elon Musk et l'ambassadeur iranien auprès des Nations unies (14 novembre). Pas plus d'ailleurs que la relance de la coopération militaire et des manœuvres conjointes entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Dans ce nouvel environnement propice aux « coups », Benjamin Netanyahu, otage de ses ministres d'extrême droite fervents défenseurs d'une colonisation forcée pourrait profiter de la fenêtre d'opportunité pour annexer purement et simplement la Cisjordanie, réglant ainsi à sa manière le dossier palestinien et s'assurant d'une réélection confortable. Le limogeage en pleine guerre de son ministre de la Défense Yoav Gallant, fermement opposé à cette annexion, conforte cette hypothèse. Il est impossible aujourd'hui d'anticiper la réaction de Donald Trump : applaudissement ou lâchage ? Cela dépendra probablement du succès de l'entreprise.

De leur côté, les dirigeants iraniens sont divisés entre adeptes de l'ouverture autour du gouvernement et du Parlement et tenants d'une ligne dure autour du conseil national de sécurité et du puissant lobby pro-russe, sans qu'il soit possible de déterminer avec précision la part de connivence entre les deux partis. Ce jeu est d'autant plus important qu'il se déroule dans un contexte de fin de règne d'un guide suprême très malade dont chacun voit en Iran qu'il n'est plus forcément apte à diriger le pays. L'hypothèse du franchissement du seuil nucléaire est toujours en suspens.

Au Moyen-Orient, le désengagement américain promu par Donald Trump pourrait ainsi déboucher, dans un scénario noir, sur la destruction de la bande de Gaza, l'annexion de la Cisjordanie par Israël, l'affaiblissement de la monarchie hachémite après l'expulsion de nombreux Palestiniens en Jordanie, l'effondrement du Liban, une relance de la guerre civile en Syrie et une bombe atomique iranienne qui forcerait sans doute les Israéliens à sortir de l'ambiguïté nucléaire.

Plus généralement, l'incertitude engendrée par l'élection de Donald Trump ne peut que convaincre tous ceux qui ont choisi le multi-alignement de poursuivre cette stratégie pragmatique.

En Afrique, alors que l'instabilité s'accroît dans la bande sahélo-soudanaise comme dans la région des Grands lacs, la position de la France s'affaiblit alors que ses compétiteurs, en particulier russes et turcs, se renforcent. La décision du gouvernement tchadien de mettre fin aux accords de sécurité et de défense avec la France et l'évocation du départ des troupes françaises du Sénégal par le Président Diomaye Faye illustrent la dynamique en cours qui semble générer un effet d'entraînement.

Les Européens sont donc désormais devant leurs responsabilités : vont-ils enfin se réveiller pour assumer leur sécurité ou vont-ils continuer à se bercer d'illusions faisant par là même le jeu de tous ceux qui rêvent de les écarter de l'histoire en espérant la réécrire à leur profit ? Le premier mandat de Donald Trump avait sonné l'alarme, sans réel réveil des Européens ; l'invasion de l'Ukraine par la Russie avait sonné le tocsin ; qu'en sera-t-il cette fois ? Certains s'y préparent (articles de Jean Marcou et Aris Marghelis) alors que le Président Macron a décidé de faire rentrer les cendres de Marc Bloch au Panthéon, les Français doivent faire l'effort intellectuel de comprendre ce qui advient, pour éviter une nouvelle « étrange défaite ». La FMES s'efforce d'y prendre sa part.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES

ÉDITO DE DÉCEMBRE

2024

L'évènement marquant de ce mois de décembre aura été la chute de Bachar el-Assad en Syrie et la victoire des rebelles islamistes du Hayat Tahrir al-Cham (HTC) à l'issue d'une offensive éclair partie de la frontière turque. Cette chute paraît d'autant plus paradoxale que le régime syrien avait réussi à reprendre le dessus au fil des années et à isoler les rebelles dans la poche d'Idlib. Mais la crise économique qui a affaibli considérablement les marges de manœuvre du pouvoir qui s'est cantonné au rôle de narco-Etat, les coups portés par Israël au Hezbollah et à l'Iran qui soutenaient militairement le régime syrien, la priorité donnée par la Russie au front ukrainien, de même que l'excellente préparation des rebelles grâce au soutien de l'armée turque auront eu raison de la combativité et de la motivation de l'armée syrienne. Cette dernière s'est débandée sans parvenir à arrêter les rebelles associés dans leur assaut aux milices pro-turques réunies au sein de l'armée nationale syrienne (ANS).

C'est un revers majeur pour le Kremlin qui a dû lâcher Bachar el-Assad et prendre langue avec les rebelles pour négocier le maintien de ses deux bases militaires sur le littoral syrien. Au-delà de l'impact opérationnel d'une éventuelle perte des bases de Hmeimim et Tartous sur les opérations russes en Afrique (elles étaient des hubs logistiques pour alimenter Benghazi, Bamako, Ouagadougou et Bangui), le lâchage brutal de Bachar Al Assad par Vladimir Poutine est un signal qui doit questionner les dictateurs concernés : la Russie est-elle fiable ?

C'est surtout un échec cuisant pour l'Iran qui vient de perdre coup sur coup ses deux alliés historiques : le Hezbollah libanais très affaibli par les frappes israéliennes et désormais coupé de son axe logistique le reliant à Téhéran, et la Syrie baasiste sur laquelle le régime iranien avait massivement investi depuis 45 ans. Le grand bénéficiaire de cet aggiornamento régional est sans conteste le président turc R.T. Erdogan qui peut espérer étendre sa bande frontalière tampon au nord de la Syrie, éliminer toute résistance kurde dans cette zone et renvoyer de nombreux réfugiés syriens sur place, réduisant au passage l'influence de ses rivaux russe et iranien.

Le premier ministre israélien se réjouit pour sa part de cette évolution qui présente l'avantage de casser l'axe iranien en direction d'Israël et de la Méditerranée, mais également l'inconvénient d'installer à ses portes un califat islamiste hostile a priori à Israël. C'est la raison pour laquelle l'armée israélienne a lancé une vaste offensive aérienne et navale qui lui a permis de détruire la quasi-totalité du potentiel offensif de l'ex-armée syrienne, afin de s'assurer qu'il ne tombe pas dans de mauvaises mains. Avec le démantèlement des systèmes antiaériens russes, l'aviation israélienne peut désormais attaquer l'Iran encore plus facilement. A Téhéran, fragilisés militairement et politiquement, les dirigeants sont bien conscients de cette nouvelle donne et les débats sont vifs entre ceux qui prônent le maintien de « l'axe de la résistance » et ceux qui appellent à la fois à un changement de stratégie et à une négociation globale avec les Etats-Unis.

Les Européens se réjouissent quant à eux de la chute du régime dictatorial syrien mais s'interrogent également sur les conséquences de l'installation d'un califat se revendiquant d'un Islam radical, accédant à la Méditerranée (contrairement à Daech) et pouvant s'étendre sur la Jordanie, l'Irak et le Liban. A l'approche de la prise de fonction de Donald Trump le 20 janvier prochain, l'administration Biden moribonde et les Européens tentent de leur côté de pousser leurs pions en Europe orientale face à la Russie. En Ukraine, il s'agit de rassurer le président Zelensky en lui livrant des armes tout en l'encourageant à composer avec le Kremlin ; les occidentaux cherchent à s'assurer qu'il ait suffisamment de cartes en main pour négocier au moment où l'aviation russe accroît les frappes contre les infrastructures électriques ukrainiennes. En Moldavie, les services secrets ont démontré l'implication des services russes pour influencer le résultat du référendum sur l'adhésion à terme de ce pays à l'Union européenne (validé avec seulement 51 % des suffrages). En Roumanie, après avoir prouvé une ingérence massive du Kremlin dans le processus électoral, la Cour constitutionnelle a annulé le premier tour de l'élection présidentielle qui menaçait d'être remportée par le candidat prorusse Călin Georgescu.

En Géorgie, la présidente Salomé Zourabichvili (dont le mandat expire fin décembre) a dénoncé l'élection de l'ancien footballeur populiste pro-russe Mikheil Kavelachvili par un parlement sous influence russe, comme nombre de Géorgiens qui manifestent quotidiennement dans la rue. Soutenue par des intellectuels et des hommes d'affaires européens, elle a annoncé qu'elle refuserait de céder sa place, laissant présager une grave crise institutionnelle.

En Afrique, le Sommet de la CEDEAO a reporté de 6 mois l'examen des conséquences du retrait inéluctable du Burkina Faso, du Mali et du Niger dont l'affirmation au sein de l'AES se structure de manière croissante. Face à l'activisme russe dans le champ de l'influence dans l'est du continent comme en Afrique et en attente d'une administration américaine qui ne la ménagera pas, l'Europe doit se préparer à une dégradation pour l'année 2025.

En attendant et malgré ce contexte très incertain sur la scène internationale comme sur la scène intérieure française, toute l'équipe de la FMES vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES



CARTES DU MOIS



Chaque mois, l'Institut FMES publie une carte analysant les enjeux complexes de l'actualité géopolitique mondiale. Ces cartes thématiques, élaborées par nos experts et un cartographe, offrent une lecture claire et percutante des dynamiques en cours. Elles constituent une base solide d'informations pour les experts, tout en démocratisant l'accès à l'information pour le grand public.



.....p 20



.....p 22



.....p 24



.....p 26



RIVALITÉS ENTRE GRANDES PUISSANCES : UN DUOPOLE À TROIS, LE QUATRIÈME EN EMBUSCADE

SEPTEMBRE

Alors que partout dans le monde, les puissances moyennes sont agitées par des recompositions régionales, un petit groupe d'Etats se livre à une compétition d'une toute autre nature qui détermine le cadre du jeu mondial. Le 21ème siècle est devenu le théâtre d'une rivalité de grandes puissances qui dépassent les autres par leurs attributs et leur ambition.

On peut caractériser la puissance, c'est-à-dire « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités »¹, par quelques caractéristiques clés qu'il est essentiel de posséder à un certain niveau : la richesse économique, la taille de sa population, la capacité d'influence et la force militaire, en particulier atomique. Au-delà de ces critères quantitatifs, la volonté de peser dans le jeu global est une autre condition, nécessaire pour faire partie de ce club très fermé. L'ambition, la vision et l'envie de dominer restent déterminantes.

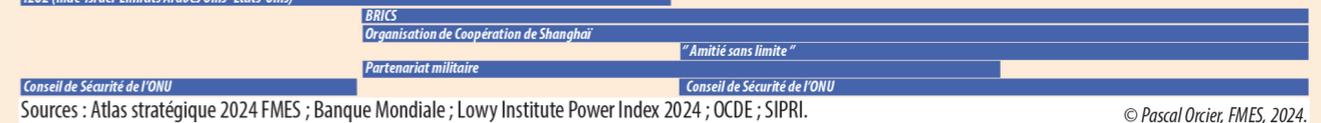
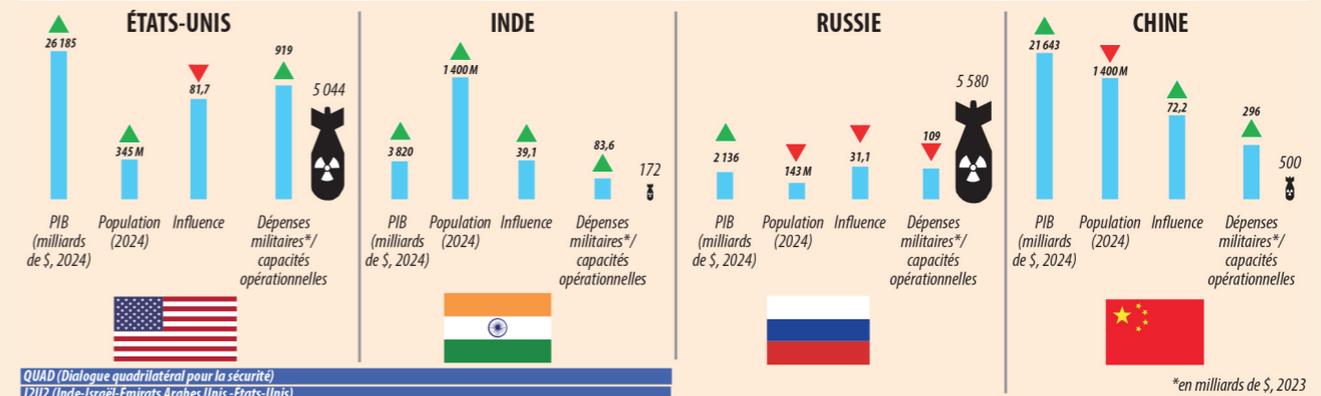
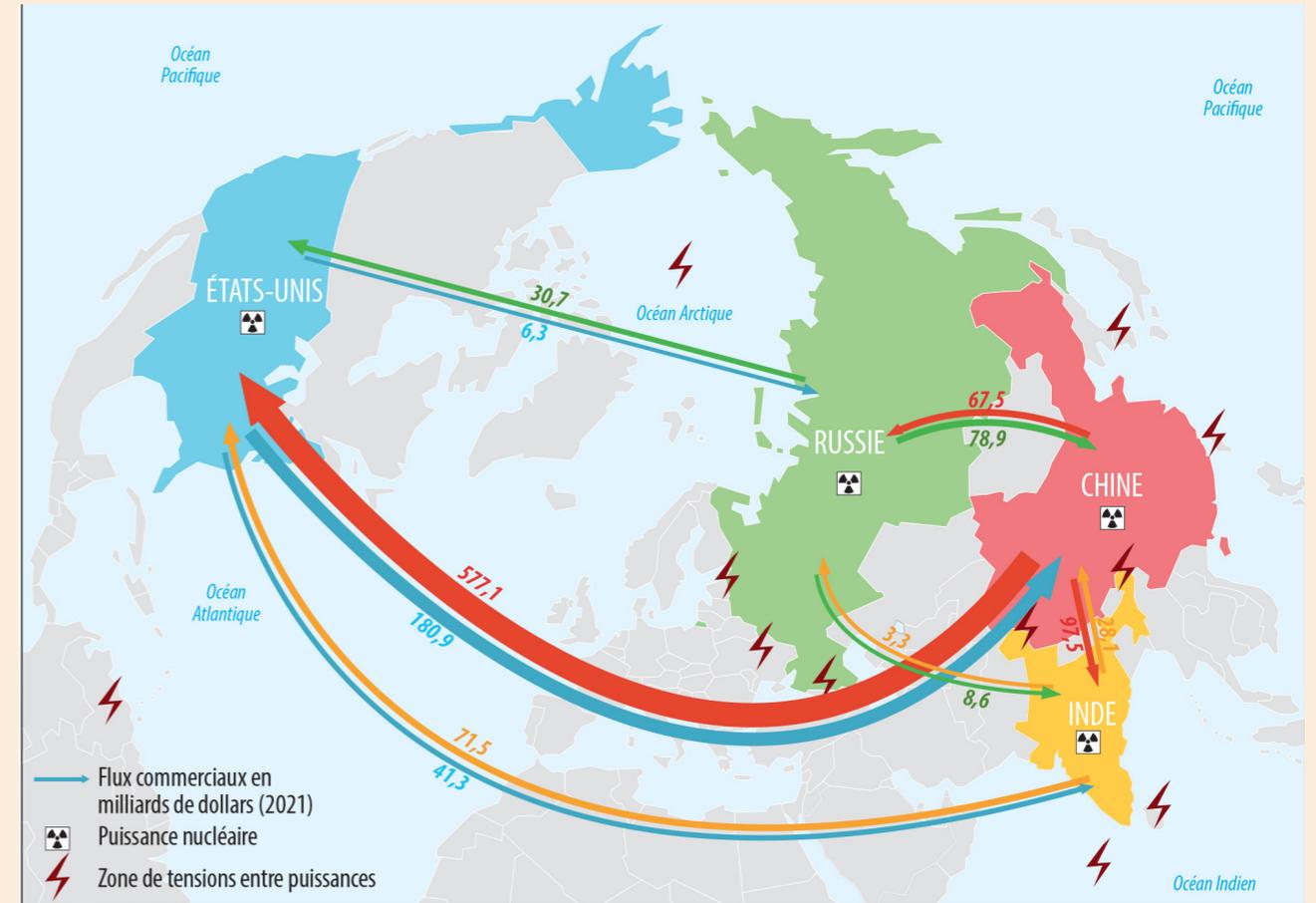
À cette aune, deux Etats dominent la compétition géopolitique mondiale : les Etats-Unis, superpuissance établie, et la Chine, superpuissance en pleine expansion animée d'une volonté révisionniste. La Chine montre une puissance économique presque équivalente à celle des Etats-Unis et sa capacité d'influence rattrape progressivement le « soft power » longtemps hégémonique de son rival. Sur les autres aspects, les deux pays sont antinomiques et les supériorités sont nettes et réparties : démographique d'un côté et militaire de l'autre.

Un troisième Etat, ancienne superpuissance au 20ème siècle, tente de préserver sa place sur le podium en s'adossant à la dynamique chinoise : il s'agit de la Russie, très affaiblie par sa « défaite aux points » dans le combat idéologique, économique et politique qu'elle a mené avec son rival américain pendant la guerre froide. Sa seule force réside aujourd'hui dans son aptitude militaire (fragilisée cependant par la guerre en Ukraine qui l'épuise) dont son gigantesque arsenal nucléaire équivalent à celui des Etats-Unis.

Challenger de longue date, l'Inde, qui s'est longtemps adossée à la Russie, possède aujourd'hui le potentiel pour rentrer dans cette compétition et monter sur le podium. Jusqu'à présent ses difficultés internes étaient trop importantes et son désir de puissance trop faible pour « monter sur le ring ». Narendra Modi a décidé qu'il était temps pour son pays de se doter d'une stratégie de puissance globale, s'il ne souhaitait pas subir le leadership chinois.

Le jeu est complexe : les deux grands rivaux se défient, tentent de s'affaiblir par un jeu d'alliances et de sanctions, mais coopèrent fortement économiquement. La Russie joue la confrontation, en espérant profiter des effets d'aubaines d'un possible dérapage sino-américain. L'Inde préfère construire une posture d'équilibre, en multipliant les alignements souvent contradictoires, pour se rendre indispensable et acquérir – enfin – la place de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle estime devoir lui revenir.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES



Sources : Atlas stratégique 2024 FMES ; Banque Mondiale ; Lowy Institute Power Index 2024 ; OCDE ; SIPRI. © Pascal Orcier, FMES, 2024.

¹ Raymond Aron « Paix et guerre entre les nations »

RIVALITÉS ENTRE GRANDES PUISSANCES : UN DUOPOLE À TROIS, LE QUATRIÈME EN EMBUSCADE

LA FRANCE EN PREMIÈRE LIGNE DES RIVALITÉS DE PUISSANCES DANS L'OCÉAN INDIEN

OCTOBRE

L'océan Indien s'impose comme une arène géopolitique complexe, réceptacle des ambitions et des tensions qui animent les grandes puissances. Plus qu'une simple voie de passage, il est le théâtre d'une rivalité où enjeux économiques, énergétiques et militaires s'entremêlent au milieu de flux criminels: drogues, armes, surpêche illégale, piraterie, trafics de migrants. Sa maîtrise constitue un objectif stratégique pour les acteurs mondiaux comme régionaux. La partie ouest de l'océan Indien qui figure sur la carte jointe illustre tous ces enjeux et ces défis, sur fond de tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis, et d'ambitions désinhibées de l'Inde, de la Russie et de l'Iran dans cette zone maritime essentielle pour le trafic maritime. Les pays riverains sont également impactés par les conflits du Moyen-Orient qui débordent en mer Rouge et dans le golfe Persique, voies d'accès à l'Océan Indien.

La France, puissance riveraine de l'Océan Indien grâce à La Réunion, Mayotte et les îles Éparses, se trouve directement concernée par ces évolutions, d'autant plus qu'avec le déroutement du trafic maritime vers le Cap de Bonne Espérance pour éviter la mer Rouge, l'île de La Réunion se retrouve toute proche du flux principal de navires de toutes tailles reliant l'Asie à l'Europe et aux Amériques. La France se doit donc de préserver le lien vers La Réunion et vers cette route maritime, tout en assurant la sécurité de ses territoires d'outre-mer et de ses zones économiques exclusives qui constituent des espaces riches en ressources halieutiques. La France a ainsi renforcé sa présence militaire dans la région et déploie des efforts diplomatiques pour nouer des alliances régionales, notamment avec l'Inde et l'Afrique du Sud, pour dissuader toute tentative d'incursion hostile, ce qui n'empêche pas certains compétiteurs de tenter de déstabiliser certains territoires français de l'Océan Indien.

Pour la Chine, l'Océan Indien représente avant tout un « cordon ombilical énergétique » vital reliant les riches ressources en hydrocarbures du Moyen-Orient à ses puissants centres industriels. Cette dépendance vis-à-vis des voies maritimes souligne la fragilité de son approvisionnement énergétique et explique sa politique d'influence croissante dans cette région, matérialisée par la stratégie dite du « collier de perles » bien identifiable sur cette carte et qui s'appuie sur des ports et des bases navales très bien placés.

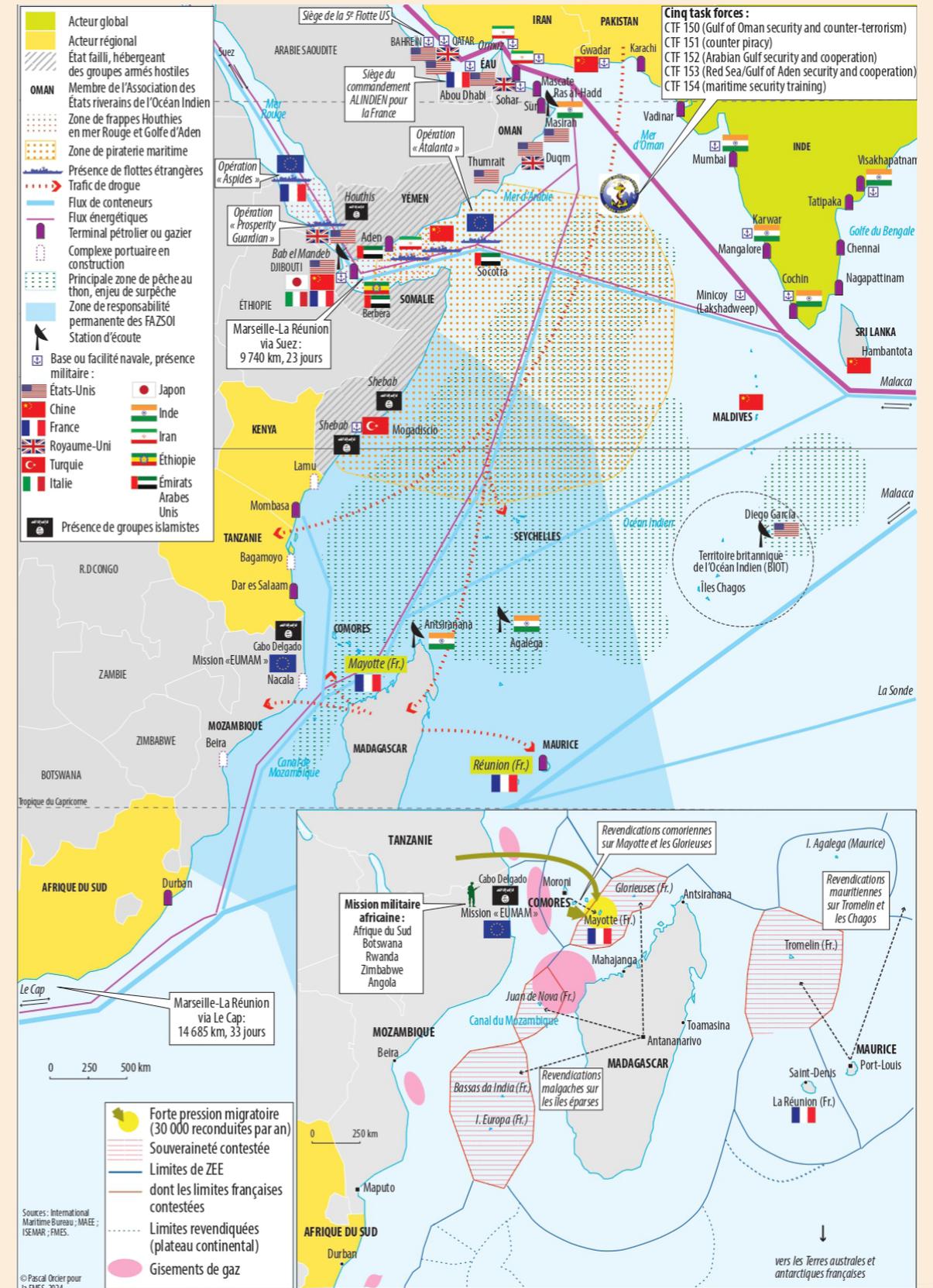
Pour les États-Unis, cette zone est cruciale tant pour sa stratégie d'endiguement de la Chine que pour la sécurité énergétique mondiale. En effet, contrôler l'océan Indien, c'est aussi pouvoir se projeter rapidement vers l'Asie de l'Est et Taïwan ; c'était le sens de l'élargissement du théâtre d'opérations Pacifique à l'océan Indien pour former le nouveau commandement INDOPACOM. Les bases et forces américaines déployées sur la carte jointe permettent aux États-Unis de faire peser une menace constante sur les routes maritimes d'hydrocarbures afin d'interrompre, le cas échéant, l'approvisionnement énergétique de la Chine. L'Océan Indien est donc un espace où les forces américaines et chinoises pourraient s'affronter directement.

L'Océan Indien représente à la fois le débouché naturel et le premier rempart de sécurité de l'Inde. Avec sa montée en puissance économique et militaire, l'Inde aspire à jouer un rôle de premier plan dans la région, se positionnant comme un contrepoids à l'influence croissante de la Chine. Cette ambition se traduit par une expansion de ses capacités navales et par un réseau d'alliances stratégiques, notamment avec les États-Unis, le Japon et l'Australie dans le cadre du Quad, mais aussi avec la France dans un cadre bilatéral prometteur.

L'Iran aussi aspire à se déployer en Océan Indien, pas seulement pour ravitailler les Houthis au Yémen ou pour contrer Israël, mais aussi pour démontrer les capacités hauturières de ses flottes civiles et militaires, comme en témoigne son activisme au sein de l'Association des pays riverains de l'océan Indien. Il s'agit aussi pour Téhéran de se connecter aux routes maritimes liant désormais les pays des BRICS+ que l'Iran a rejoint.

La Russie a pour sa part besoin d'accéder à l'Océan Indien via la Méditerranée orientale et la Mer Rouge pour briser son enclavement géographique et renforcer sa capacité à intervenir sur la scène internationale.

Pour l'instant, les tensions et les rivalités n'ont pas franchi le seuil de l'affrontement militaire, mais cela pourrait être le cas en cas à court ou moyen terme en cas d'aggravation des crises de Taïwan et du Moyen-Orient. Chacun doit donc s'y préparer.



LA FRANCE EN PREMIÈRE LIGNE DES RIVALITÉS DE PUISSANCES DANS L'OCÉAN INDIEN

L'AFRIQUE REGARDE AUSSI VERS L'OUEST

NOVEMBRE

Dans le cadre d'une vision stratégique à la fois globale et originale, le Maroc a lancé le Partenariat des Etats Africains Atlantiques (PEAA) qui vise à renforcer sa position géopolitique, s'émanciper des tensions méditerranéennes, tout en exploitant les possibilités de coopération avec les pays africains riverains de l'Atlantique. La carte intitulée « L'Afrique regarde aussi vers l'Ouest » illustre ces ambitions, en mettant en lumière la portée et les objectifs de ce projet, très original dans un continent marqué par le régionalisme et la culture continentale.

Le PEAA, qui regroupe les 21 Etats africains riverains de l'Atlantique, a pour objectif de structurer la coopération entre ses membres et d'ériger

« Une zone de dialogue, de concertation et d'action pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans la région ».

En effet, la façade Atlantique de l'Afrique représente un potentiel important, en regroupant près de la moitié de la population africaine, 55% du PIB du continent et 57% du commerce intra-africain. Néanmoins, cette partie de l'Afrique demeure confrontée à des défis majeurs : la sécurisation de la zone, marquée par la piraterie, les actes de terrorisme et la criminalité maritime; le besoin de moderniser les infrastructures de transport et la lutte contre les menaces environnementales affectant les écosystèmes marins.

La première réunion ministérielle du Partenariat des Etats Africains Atlantiques (PEAA), tenue à Rabat en 2022, a donné lieu à la Déclaration de Rabat, marquant ainsi le lancement d'une nouvelle ère de coopération pour l'Afrique atlantique. Cette déclaration a jeté les bases d'un partenariat renforcé dans plusieurs domaines clés : les échanges commerciaux, la sécurité maritime, la lutte contre la criminalité et le terrorisme, la coopération énergétique, ainsi que la protection de l'environnement.

Les grands ports marocains dont Tanger-Med, le plus important du pays, ainsi que les nombreuses routes maritimes reliant le Maroc aux pays de l'Afrique de l'Ouest sont des éléments clés de cette stratégie régionale qui possède également une dimension à l'égard du nord (Portugal), et de l'ouest (Etats-Unis, Amérique latine).

Parallèlement, le Maroc a lancé des projets d'envergure qui renforcent le PEAA : désenclavement des pays du Sahel vers l'Atlantique (qui pourrait faire franchir les sourcils algériens), gazoduc Nigeria-Maroc qui traversera 16 pays africains et sera connecté au gazoduc Maghreb-Europe et au réseau gazier européen, parc éolien de Tarfaya et White Dunes à Dakhla.

En somme, ces initiatives illustrent l'ambition du Maroc d'être un des acteurs majeurs du continent, en s'appuyant sur sa double spécificité atlantique et pro-occidentale, en s'affirmant comme un carrefour stratégique pour le développement économique, la sécurité et l'énergie. Le pays cherche ainsi à promouvoir une coopération renforcée avec ses voisins, tout en s'intégrant dans l'espace Euro-Atlantique, en renforçant les partenariats entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES

L'Afrique regarde aussi vers l'Ouest



LA DÉFENSE DE L'EUROPE FACE À LA RUSSIE : CHERCHEZ LA FAILLE !

DÉCEMBRE

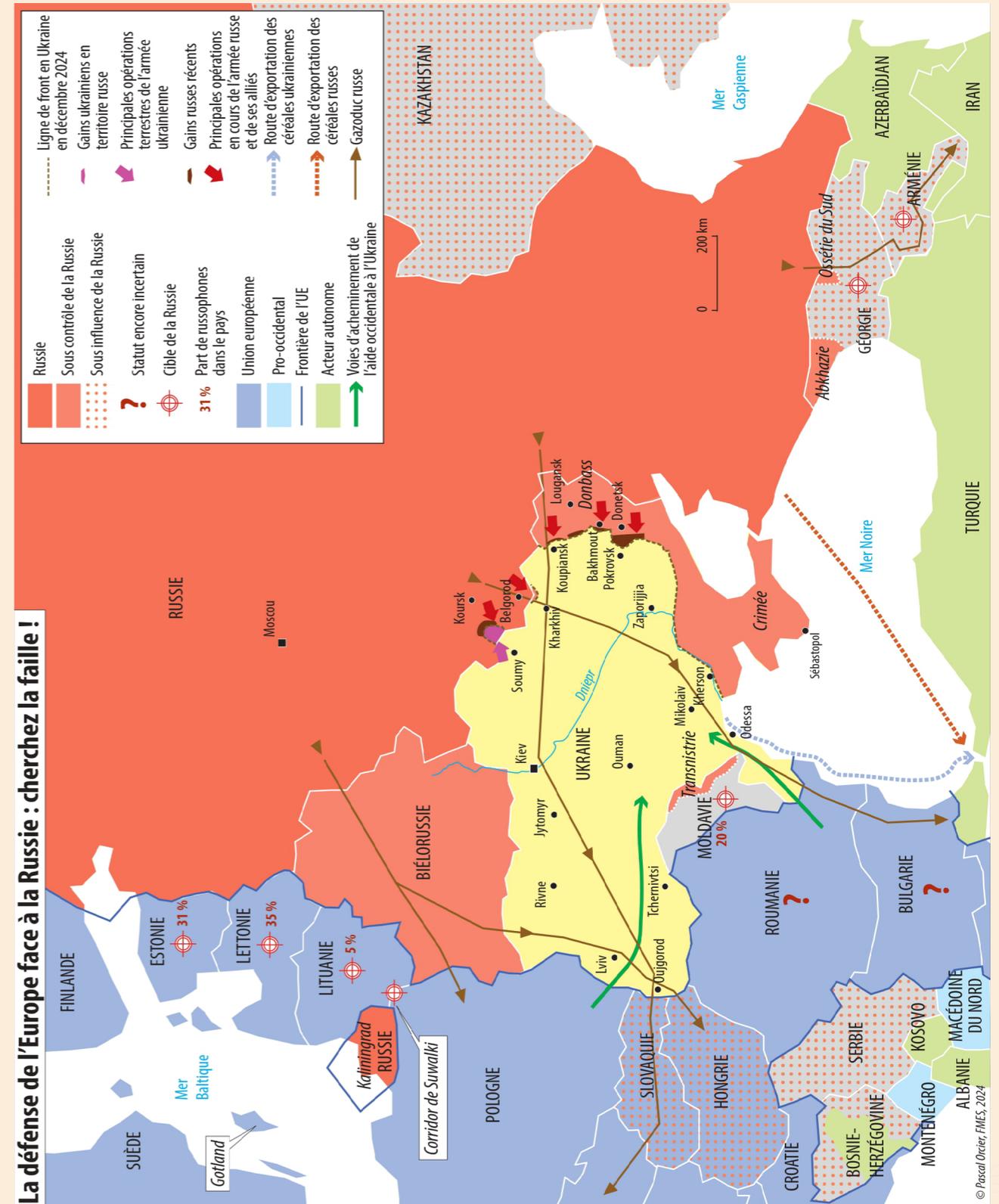
À l'approche de la prise de fonction de Donald Trump le 20 janvier prochain, les Européens et l'administration Biden finissante tentent de s'opposer aux ingérences de la Russie en Europe orientale, tout en livrant des armes à l'Ukraine pour rassurer le président Zelensky et l'encourager à composer avec le Kremlin ; les occidentaux cherchent en effet à s'assurer qu'il ait suffisamment de cartes en main pour négocier avec le Kremlin au moment où l'aviation russe accroît les frappes contre les infrastructures électriques ukrainiennes.

Le Président russe, rasséréiné par l'élection de Donald Trump qu'il sait favorable à un arrêt des hostilités en Ukraine, pousse ses pions en Baltique (face aux pays baltes, à la Finlande et à la Suède) et en Europe orientale, profitant de l'incertitude engendrée par l'arrivée aux affaires d'un président américain transactionnel et pacifiste, mais aussi de la posture favorable à la Russie des pouvoirs en place en Hongrie et en Slovaquie. Ces deux pays, à la charnière des flancs nord et sud-est de l'OTAN comme de l'Union européenne, sont cruciaux pour la cohérence du dispositif de défense de l'Europe, comme le souligne notre carte.

En Moldavie, les services secrets ont démontré l'implication des services russes pour influencer le résultat du référendum sur l'adhésion à terme de ce pays à l'Union européenne (validé avec seulement 51% des suffrages). En Roumanie, après avoir prouvé une ingérence massive du Kremlin dans le processus électoral, la Cour constitutionnelle a annulé le premier tour de l'élection présidentielle qui menaçait d'être remportée par le candidat prorusse Călin Georgescu. En Bulgarie, la Russie dispose également de relais d'influence bien établis. En Géorgie, la présidente Salomé Zourabichvili (dont le mandat expire fin décembre) a dénoncé l'élection de l'ancien footballeur populiste pro-russe Mikheil Kavelachvili par un parlement sous influence russe, comme nombre de Géorgiens qui manifestent quotidiennement dans la rue.

Soutenue par des intellectuels et des hommes d'affaires pro-européens, elle a annoncé qu'elle refuserait de céder sa place, laissant présager une grave crise institutionnelle. Face à l'activisme russe dans le champ de l'influence dans l'est du continent et en attente d'une administration américaine qui ne la ménagera pas, l'Europe doit plus que jamais se préparer à prendre ses responsabilités pour assurer sa défense, seule si nécessaire. Si la ligne de défense courant de la Baltique à la Pologne semble solide, celle couvrant le flanc sud-est de l'Europe paraît beaucoup plus fragile. C'est sans doute là que le Kremlin fera porter ses efforts.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE L'INSTITUT FMES



LA DÉFENSE DE L'EUROPE FACE À LA RUSSIE

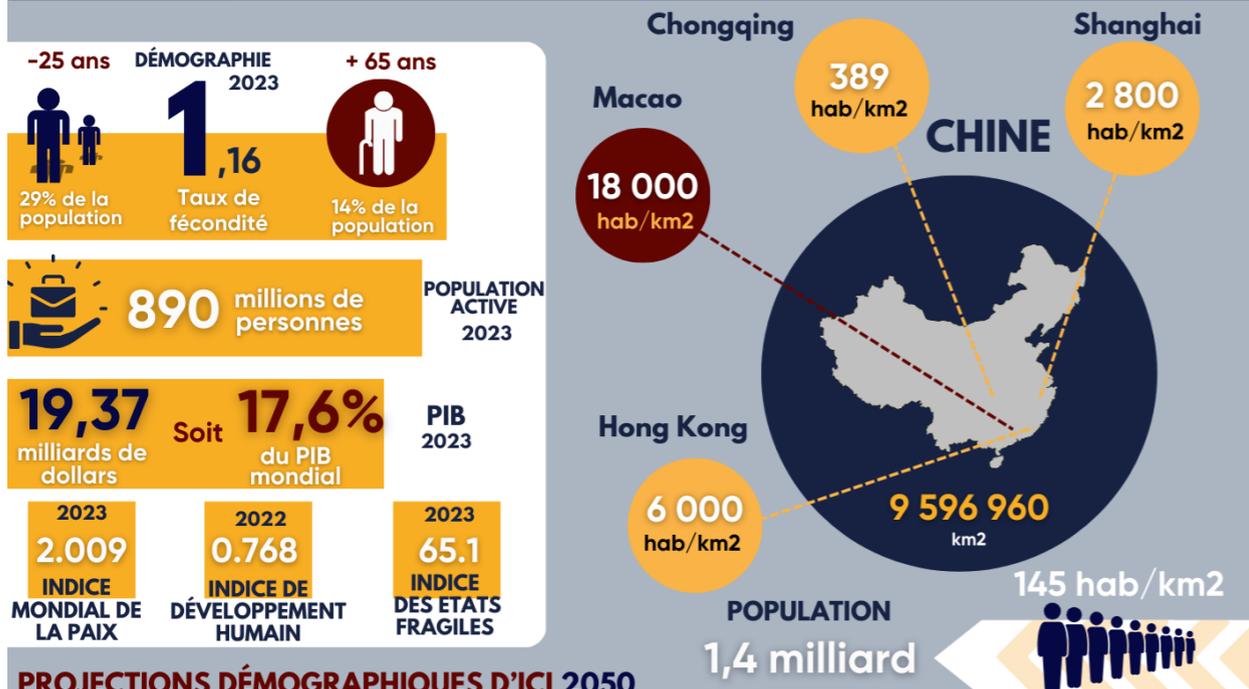
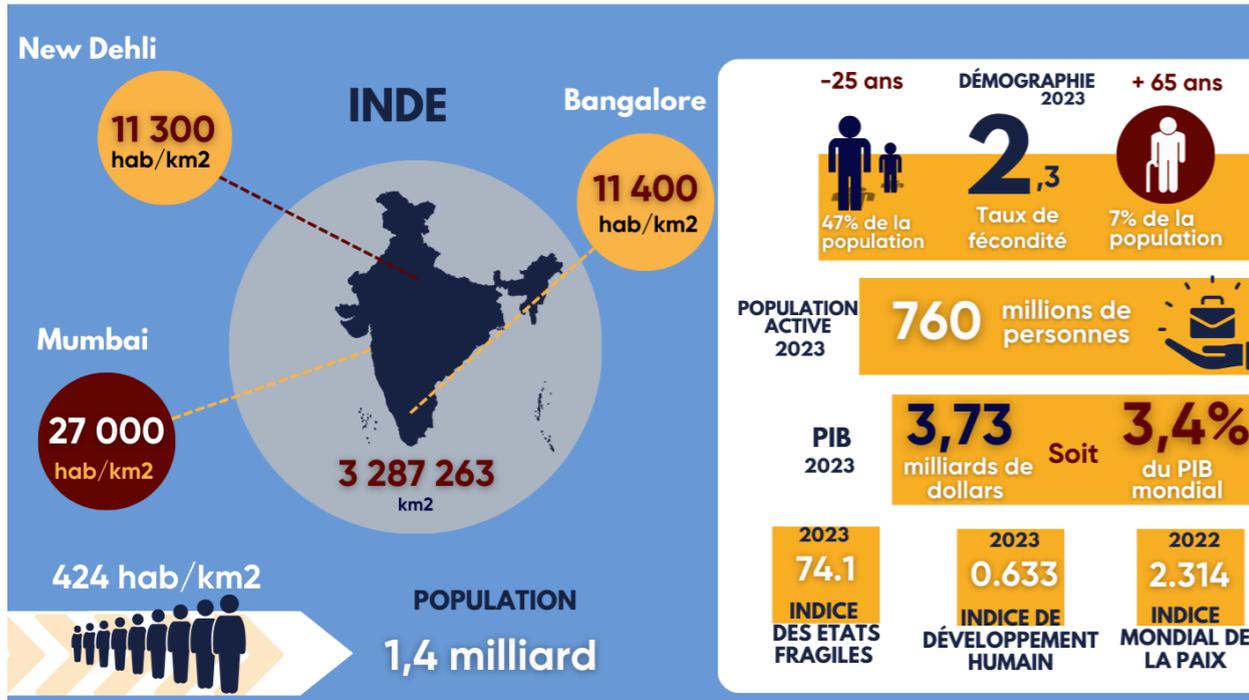
3 INFOGRAPHIES

Les infographies sont des représentations visuelles d'informations et de données. Elles combinent des images, des cartes, des graphiques, des chiffres et des textes courts afin de synthétiser l'information. La production d'infographies par l'institut FMES répond à une double ambition : faciliter la compréhension d'évènements ou de concepts complexes et renforcer la visibilité des travaux de recherche académique.

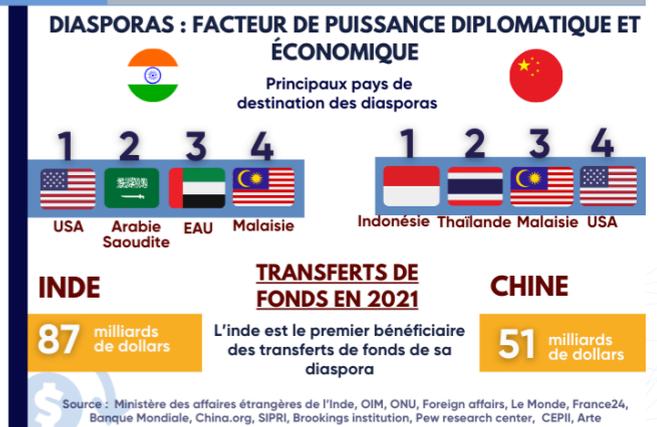
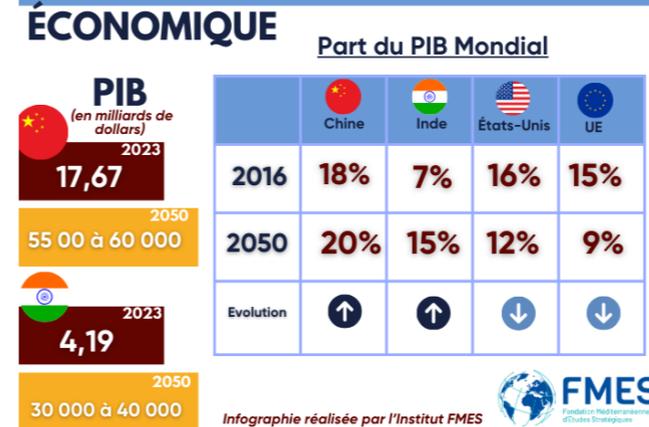
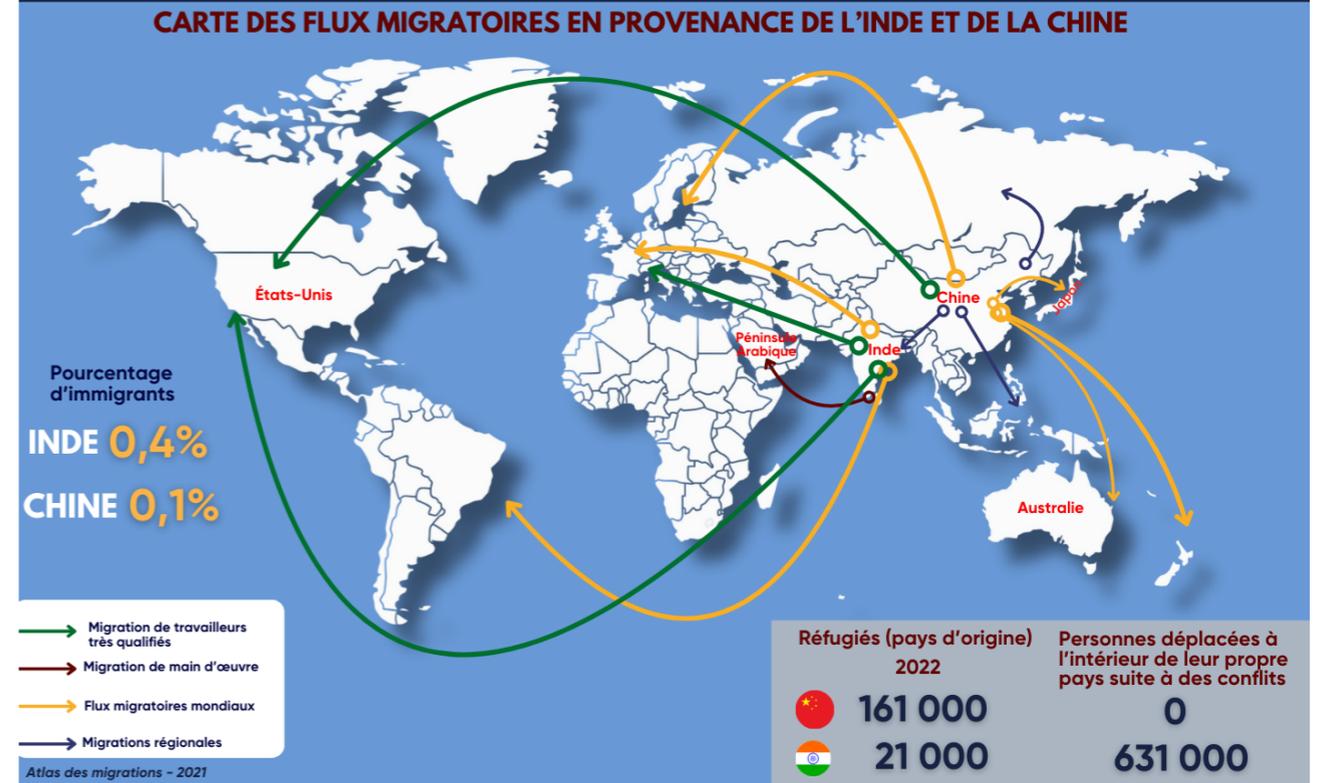
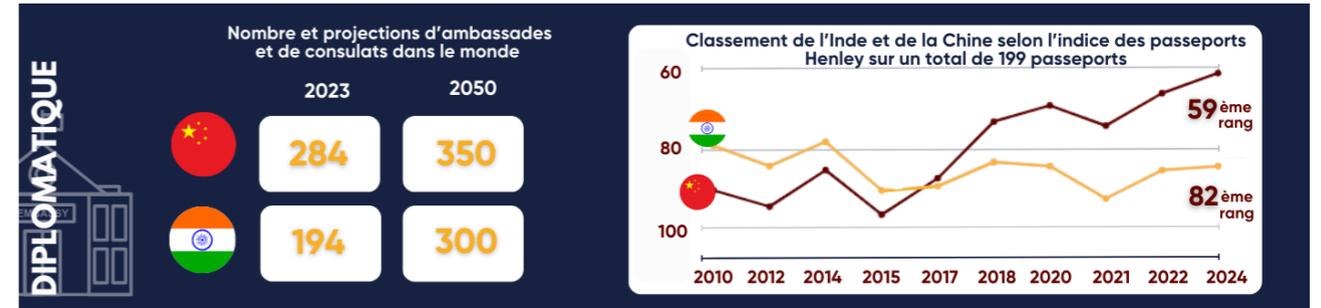
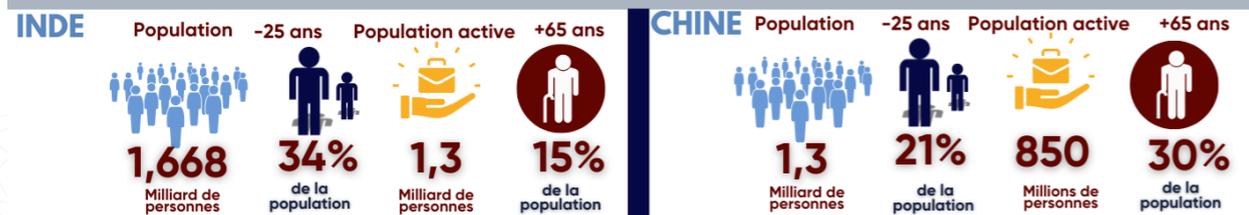
- >p 30
- >p 32
- >p 34
- >p 36
- >p 38
- >p 40
- >p 41

ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES ET MIGRATOIRES EN ASIE

Quelles évolutions des puissances chinoise et indienne d'ici à 2050 ?



PROJECTIONS DÉMOGRAPHIQUES D'ICI 2050



LA GUERRE ÉCONOMIQUE, UN CAS D'ÉCOLE DE L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN : L'AFFAIRE ALSTOM – GENERAL ELECTRIC

FMES

LA GUERRE ÉCONOMIQUE

UN CAS D'ÉCOLE DE L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN : L'AFFAIRE ALSTOM - GENERAL ELECTRIC

EN 2024, EDF RACHÈTE LA BRANCHE NUCLÉAIRE DE GENERAL ELECTRIC, POUR 1,2 MILLIARD DE DOLLARS.

FRÉDÉRIC PIERUCCI SERA LIBÉRÉ APRÈS AVOIR PURGÉ UNE PEINE DE DEUX ANS DE PRISON, SANS BÉNÉFICIER DU SOUTIEN JURIDIQUE D'ALSTOM. PENDANT SA DÉTENTION, PIERUCCI S'EST FORMÉ AU DROIT AMÉRICAIN AFIN DE PARTICIPER ACTIVEMENT À SA PROPRE DÉFENSE.

EN 2003, ALSTOM REMPORTE UN CONTRAT EN INDOONÉSIE À 118 MILLIONS DE DOLLARS, EN TANT QUE FOURNISSEUR DE CHAUDIÈRES, POUR UN PROJET DE CENTRALE À CHARBON.

FRÉDÉRIC PIERUCCI EST ALORS RESPONSABLE DES VENTES DE LA DIVISION CHAUDIÈRES D'ALSTOM

2010, ALSTOM SOUHAITE FUSIONNER SA DIVISION ENERGIE AVEC CELLE DE SON CONCURRENT CHINOIS SHANGHAI ELECTRIC POUR DEVENIR NUMÉRO 1 MONDIAL DEVANT GENERAL ELECTRIC. FRÉDÉRIC PIERUCCI EST ENVOYÉ À SINGAPOUR POUR PRÉPARER CETTE OPÉRATION EN FUSIONNANT D'ABORD LA DIVISION CHAUDIÈRES DONT IL EST DEVENU LE PATRON AVEC LA DIVISION CHAUDIÈRES DE SHANGHAI ELECTRIC.

ALSTOM EST UNE ENTREPRISE FRANÇAISE SPÉCIALISÉE DANS L'ÉNERGIE ET LES TRANSPORTS, LONGTEMPS CONVOITÉE PAR GENERAL ELECTRIC, SON GRAND CONCURRENT AMÉRICAIN.

FRÉDÉRIC PIERUCCI EST UN ANCIEN CADRE DIRIGEANT, VICE-PRÉSIDENT DE LA DIVISION CHAUDIÈRE D'ALSTOM, INCARCÉRÉ EN 2013 AUX ÉTATS-UNIS.

L'ENTREPRISE AMÉRICAINNE GENERAL ELECTRIC PROFITE DE L'AFFAIBLISSEMENT D'ALSTOM ET RACHÈTE LA BRANCHE ÉNERGIE EN 2015, POUR LA SOMME DE 12,5 MILLIARDS DE DOLLARS. CE RACHAT MARQUE UNE PERTE STRATÉGIQUE POUR LA FRANCE, RÉDUISANT SON AUTONOMIE INDUSTRIELLE DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE.

PERDANT PATIENCE, LE DOJ ARRÊTE FRÉDÉRIC PIERUCCI EN AVRIL 2013 À SA DESCENTE D'AVION, L'ACCUSANT D'AVOIR PARTICIPÉ À DES FAITS DE CORRUPTION 10 ANS PLUS TÔT DANS LE CADRE DU CONTRAT EN INDOONÉSIE.

LE VÉRITABLE BUT EST SURTOUT D'ACCENTUER LA PRESSION FINANCIÈRE ET JUDICIAIRE SUR ALSTOM ET D'AMENER L'ENTREPRISE À COOPÉRER. EN 2014, ALSTOM PLAIDE COUPABLE ET ACCEPTE DE PAYER UNE AMENDE DE 772 MILLIONS DE DOLLARS, L'UNE DES PLUS IMPORTANTES JAMAIS INFLIGÉES À UNE ENTREPRISE POUR DES VIOLATIONS DU FCPA.

ALSTOM NE COOPÈRE PAS AVEC L'ENQUÊTE AMÉRICAINNE MALGRÉ LES MENACES D'AMENDE ÉLEVÉE ET DE POURSUITE PÉNALE DES DIRIGEANTS.

LA MÊME ANNÉE, LE DOJ AMÉRICAIN LANCE UNE ENQUÊTE POUR CORRUPTION CONTRE ALSTOM QU'IL ACCUSE D'AVOIR ENFREINT LE FOREIGN CORRUPT PRACTICE ACT, LA LOI QUI PERMET DE POURSUIVRE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES POUR FAIT DE CORRUPTION EN DEHORS DES ÉTATS-UNIS.

LE FCPA PEUT S'APPLIQUER SI :

- ▶ L'ENTREPRISE EST COTÉE AUX ÉTATS-UNIS OU A DES OPÉRATIONS SUR LE SOL AMÉRICAIN
- ▶ DES FONDS CORROMPUS ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE SYSTÈME FINANCIER AMÉRICAIN
- ▶ DES EMPLOYÉS AMÉRICAINS DE L'ENTREPRISE ONT ÉTÉ IMPLIQUÉS DANS LES ACTIVITÉS DE CORRUPTION
- ▶ DES DONNÉES RELATIVES AUX ACTES DE CORRUPTION TRANSITENT PAR DES SERVEURS LOCALISÉS AUX ÉTATS-UNIS

1 EN 2003, ALSTOM REMPORTE UN CONTRAT EN INDOONÉSIE À 118 MILLIONS DE DOLLARS, EN TANT QUE FOURNISSEUR DE CHAUDIÈRES, POUR UN PROJET DE CENTRALE À CHARBON.

2 2010, ALSTOM SOUHAITE FUSIONNER SA DIVISION ENERGIE AVEC CELLE DE SON CONCURRENT CHINOIS SHANGHAI ELECTRIC POUR DEVENIR NUMÉRO 1 MONDIAL DEVANT GENERAL ELECTRIC. FRÉDÉRIC PIERUCCI EST ENVOYÉ À SINGAPOUR POUR PRÉPARER CETTE OPÉRATION EN FUSIONNANT D'ABORD LA DIVISION CHAUDIÈRES DONT IL EST DEVENU LE PATRON AVEC LA DIVISION CHAUDIÈRES DE SHANGHAI ELECTRIC.

3 LA MÊME ANNÉE, LE DOJ AMÉRICAIN LANCE UNE ENQUÊTE POUR CORRUPTION CONTRE ALSTOM QU'IL ACCUSE D'AVOIR ENFREINT LE FOREIGN CORRUPT PRACTICE ACT, LA LOI QUI PERMET DE POURSUIVRE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES POUR FAIT DE CORRUPTION EN DEHORS DES ÉTATS-UNIS.

4 ALSTOM NE COOPÈRE PAS AVEC L'ENQUÊTE AMÉRICAINNE MALGRÉ LES MENACES D'AMENDE ÉLEVÉE ET DE POURSUITE PÉNALE DES DIRIGEANTS.

5 PERDANT PATIENCE, LE DOJ ARRÊTE FRÉDÉRIC PIERUCCI EN AVRIL 2013 À SA DESCENTE D'AVION, L'ACCUSANT D'AVOIR PARTICIPÉ À DES FAITS DE CORRUPTION 10 ANS PLUS TÔT DANS LE CADRE DU CONTRAT EN INDOONÉSIE.

6 EN 2024, EDF RACHÈTE LA BRANCHE NUCLÉAIRE DE GENERAL ELECTRIC, POUR 1,2 MILLIARD DE DOLLARS.

7 FRÉDÉRIC PIERUCCI SERA LIBÉRÉ APRÈS AVOIR PURGÉ UNE PEINE DE DEUX ANS DE PRISON, SANS BÉNÉFICIER DU SOUTIEN JURIDIQUE D'ALSTOM. PENDANT SA DÉTENTION, PIERUCCI S'EST FORMÉ AU DROIT AMÉRICAIN AFIN DE PARTICIPER ACTIVEMENT À SA PROPRE DÉFENSE.

ILS EN ONT PARLÉ LORS DES RSMED !

Extrait des Actes 2024 : Recueil d'articles résumant les conférences des RSMED

TABLE RONDE

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ET ENJEUX DE PUISSANCE : QUELLE STRATÉGIE ET QUEL MODÈLE POUR LA FRANCE ?

QUELLE RÉPONSE ÉTATIQUE FACE À CES ATTEINTES ?

François-Xavier Carayon milite pour l'imbrication de la stratégie économique des Etats avec la stratégie de sécurité nationale. Dans cette veine, il identifie deux types de réponses mises en places face aux investissements menés par des entreprises publiques étrangères.

Premièrement, certains Etats comme la Chine, la Russie ou encore l'Inde ont décidé de fermer des pans entiers de leur économie, particulièrement sensibles, aux investissements étrangers. D'autres, comme la France depuis 2005, préfèrent filtrer les investissements étrangers en étudiant au cas par cas les actifs visés et leur criticité. Les investissements peuvent être bloqués, ou soumis à conditions. Néanmoins, le suivi à terme du respect de ces conditions n'est pas chose aisée, d'autant que les acteurs revêtent des formes toujours plus complexes comme des joint ventures, des actifs ex nihilo ou encore des fonds d'investissement. Enfin, il déplore la restriction en France de ce filtrage aux menaces sécuritaires, et non uniquement économiques, contrairement à la pratique des États-Unis, de l'Australie ou encore du Japon. Au Canada par exemple, l'étude de ces investissements prend en compte une potentielle perte de « bénéfice net national », susceptible d'appauvrir le pays en cas de rachat d'un actif, notamment à travers des pertes d'emplois.

Frédéric Pierucci pointe du droit le retard français sur la réglementation des investissements étrangers : là où les États-Unis ont encadré juridiquement ces pratiques dès les années 1950, la France a attendu 2005 avec la loi Sapin II, tandis qu'un consensus européen semble impossible sur la question. Cette réaction, bien que tardive, a permis de couper l'herbe sous le pied à l'action des Etats-Unis, en minimisant l'impact de ses lois extraterritoriales. Des amendes ont ainsi été partagées entre les Trésors français, britanniques et américains dans des affaires de corruption internationale.



DISSUASION

90% des armes nucléaires dans le monde sont réparties entre les États-Unis et la Russie | **9** Pays dotés | **22** Pays possèdent des matériaux nucléaires pouvant être utilisés comme arme

La dissuasion nucléaire française a une vocation exclusivement défensive : elle vise à prévenir toute ambition d'un dirigeant d'État à s'en prendre aux intérêts vitaux de la France, par l'assurance que les forces nucléaires sont capables d'infliger des dommages absolument inacceptables à ses centres de pouvoir.

Alors que la dissuasion structure la politique de défense de la France, la question de la dimension européenne de la dissuasion reste à prendre en compte. Au regard des liens créés à travers l'intégration européenne, les intérêts vitaux de la France s'étendent à l'Europe continentale. Ainsi, la dissuasion française peut contribuer à dissuader d'attaquer des partenaires européens.

Les essais nucléaires depuis 1990

A la fin de la guerre froide, les pays ont progressivement fermé leurs centres d'essais, mais la France est le seul Etat à avoir démantelé de façon irréversible ses centres d'essais. On observe aujourd'hui un retour de la dissuasion au centre des tensions internationales, en dépit des traités de non-prolifération (TNP), du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), ou encore, plus récemment, du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).



Modernisation et renforcement des capacités nucléaires

États-Unis

14 Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) "OHIO"

L'objectif est de les remplacer par 12 SNLE de la nouvelle génération "Columbia"



Russie

12 Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) Donnée 2023

Construction de deux derniers SNLE de la classe Boreï en 2024



Chine

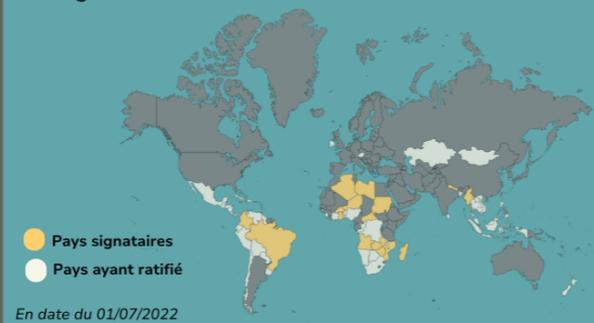
6 Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) Donnée 2022

L'estimation pour 2030 est de 8 SNLE



2017 - Signature du traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires a recueilli la signature de **50** États, nécessaire à son entrée en vigueur. Le TIAN interdit, dans son article 1, l'utilisation, le développement, la production, les essais, le stationnement, le stockage et la menace d'utilisation des armes nucléaires. Aucun État doté n'a signé ce traité.



Retrait des traités

Retrait des **États-Unis** du traité **ABM** en 2002. Le traité ABM avait été signé en 1972 entre les États-Unis et l'Union soviétique dans le contexte de la Guerre froide pour limiter le développement de systèmes de défense antimissiles

Retrait de la **Russie** du traité **New Start** en 2023. Ce traité, ratifié en 2011 visait à rétablir les relations entre la Russie et les États-Unis tout en contribuant à baisser les stocks d'armes nucléaires possédés par les deux puissances.

Contestation de l'ordre nucléaire

IRAN En 2024, l'Iran a réduit à « une ou deux semaines » le délai nécessaire pour produire des matières fissiles en vue d'une arme nucléaire. **6201,3kg** d'uranium enrichi à **60%**

L'accord de 2015 fixe la limite à 202,8 kilos d'uranium

Le seuil d'enrichissement nécessaire pour l'uranium civil est compris entre 3 et 5%. Pour la bombe atomique il s'agit de 90%.

6 essais nucléaires de 2006 à 2017

CORÉE DU NORD 2017 - La Corée du Nord a affirmé que ce dernier essai concernait une bombe à hydrogène miniaturisée pour équiper un missile balistique intercontinental.

2022 : nouvelle doctrine rendant « irréversible » son statut de puissance nucléaire, et l'autorisant à mener une frappe atomique préventive en cas de menace existentielle contre son régime. En inscrivant le statut d'Etat nucléaire dans la Constitution.

Equilibre entre dissuasion conventionnelle et nucléaire

- Dissuasion au-dessus du seuil nucléaire**
Substitution de la dissuasion conventionnelle à la dissuasion nucléaire dans le but d'éviter la guerre sur son propre sol ?
- Dissuasion autour du seuil nucléaire**
Elever le seuil nucléaire face à une menace totale pour retarder l'emploi de l'arme nucléaire.
- Dissuasion sous le seuil nucléaire**
Appliquer les principes de la dissuasion nucléaire à la dissuasion conventionnelle pour des menaces impossibles à interdire, mais ne mettant pas totalement en jeu les intérêts vitaux de l'Etat.

L'attaquant censé être dissuadé croit pouvoir contourner l'interdiction et supporter d'éventuelles représailles.

Cette dissuasion autour du seuil est praticable mais pose un problème de coût et finit par rendre compte que la dissuasion conventionnelle fait moins peur qu'une dissuasion nucléaire, qui fonctionne en partie par la raison mais aussi par l'émotion. Elle dispose donc d'une part d'irrationalité qui lui permet de dissuader concrètement.

Appliquer les codes de la dissuasion nucléaire à la dissuasion conventionnelle nécessite des moyens de représailles conventionnelles spécifiques et une prise en compte particulière de la charge politique induite par le concept de représailles, notamment à l'égard de l'opinion publique.

La dissuasion nucléaire ne dissuade pas tout type d'agression

Les pays dotés ne sont pas exemptés de frappes et autres attaques sur leur territoire

Janvier 2024 **Attaque iranienne au Pakistan**

L'Iran a mené une série de frappes aériennes et de drones au Pakistan, en affirmant avoir visé le groupe séparatiste baloutche Jaish ul-Adl.

Avril 2024 **Attaque iranienne en Israël**

L'Iran a lancé 170 drones, 30 missiles de croisière et 120 missiles balistiques sur le sol israélien.

2024 **Attaque ukrainienne en Russie**

Dans un contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine, plusieurs contre-offensives des forces ukrainiennes ont eu lieu.

Evolutions des armes tactiques nucléaires, pouvant donner lieu à un abaissement du seuil de l'emploi du nucléaire.

Les armes nucléaires tactiques font l'objet de tests par les puissances dotées :

Russie : Essai de missiles balistiques intercontinentaux Yars en 2024

Vladimir Poutine a modifié la doctrine nucléaire de la Russie en 2024 et abaissé le seuil d'utilisation des armes nucléaires.

La Russie pourrait utiliser des armes nucléaires en réponse à une attaque conventionnelle représentant une "menace critique pour sa souveraineté"

États-Unis : Projet de B61-13

Le Département de la Défense américain a annoncé en 2023 le développement d'une version plus moderne de la bombe atomique à gravité B61, nommée B61-13.

Sources : Geoconfluences, RFI, FRS, NTI, Le Monde, Nouvel Obs, Le Point

ELECTION DE DONALD TRUMP : QUELLES PISTES POUR L'ADMINISTRATION TRUMP II ?

Résultats des élections

Kamala Harris
226 grands électeurs

Donald Trump
312 grands électeurs

Il faut 270 grands électeurs pour obtenir la majorité

Donald Trump a remporté l'ensemble des sept "Swing States" : l'Arizona, la Géorgie, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie, le Wisconsin, le Michigan et le Nevada

Arrivée en force de Donald Trump

Sénat
47 Démocrates
53 Républicains

Chambre des représentants
208 Démocrates
218 Républicains

Cour Suprême
6/9 des juges sont membres de la Federalist Society : organisation de droite conservatrice

Donald Trump accède au pouvoir avec le soutien des principales grandes institutions, ce qui simplifie la mise en œuvre de ses réformes.

Un écart plus large que prévu
➤ 4,7 millions de voix d'avance sur sa rivale
➤ Progressions auprès de toutes les catégories de population (femmes, afro-américains, latinos, arabes...)
Le vote des Hispaniques en faveur de Donald Trump a progressé de 13 points en quatre ans, pour atteindre 45 %

1 Une administration Trump entre figures républicaines influentes et personnalités populaires

J.D. VANCE, vice-président des Etats-Unis
➤ Originaire d'une famille modeste de la "Rust Belt", J. D. Vance, d'abord fervent critique de Donald Trump, a radicalement changé de position.
➤ Nom bien connu dans le secteur de la tech américaine, il s'est d'abord illustré dans le monde des start-ups avant de se tourner vers la politique.

Tom Homan, le "Tsar des frontières"
➤ Ex-directeur de l'agence chargée du contrôle des frontières et de l'immigration il sera chargé de mettre en application les promesses du président élu :
➤ Mener "la plus grande opération d'expulsions" de migrants clandestins de l'histoire des Etats-Unis
➤ Reprise de la construction du mur qui sépare les Etats-Unis et le Mexique

Kristi Noem, Ministre de la sécurité intérieure
La gouverneure du Dakota du Sud aura comme missions :
➤ assurer la sécurité aux frontières américaines
➤ contrer les menaces terroristes
➤ assurer la sécurité informatique

Elon Musk, Ministre de l'efficacité gouvernementale
Elon Musk, le milliardaire, fondateur de Tesla et de SpaceX dirigera le nouveau département de l'efficacité gouvernementale.
Objectif : réduire de 30% le budget fédéral américain d'ici le 1er juillet 2026
➤ Réduire les dépenses de 2 000 milliards de dollars, sur un budget fédéral annuel de 6 500 milliards de dollars

Elise STEFANIK, ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies

John RATCLIFFE, Directeur de la CIA

Marco RUBIO, Secrétaire d'Etat (chef de la diplomatie américaine)

Pete HEGSETH, Secrétaire d'Etat à la Défense

Michael WALTZ, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche

Steven WITKOFF, envoyé spécial du chef de l'Etat américain au Moyen-Orient

Tulsi GABBARD, cheffe du renseignement américain

2 Quelles directions pour la politique extérieure de la future administration Trump ?

L'arrivée de Marco Rubio et de Michael Waltz constitue un signal favorable pour l'Alliance. Ils se sont exprimés contre le retrait d'une organisation aussi essentielle que l'OTAN.
Marco Rubio est co-initiateur d'une loi qui exige l'approbation du Sénat pour permettre au président américain de quitter l'OTAN.

Donald Trump fait planer la menace d'imposer des droits de douane supplémentaires de 10 à 20 % sur les produits fabriqués à l'étranger or : les Etats-Unis sont le premier client de l'Union européenne, absorbant 20 % des exportations européennes

Donald Trump remet en question la poursuite du soutien financier et militaire à l'Ukraine. Il souhaite se positionner en tant que médiateur pour négocier un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie basé sur un compromis territorial. La nomination de Tulsi Gabbard, ouvertement pro-russe pourrait avoir des répercussions.

Donald Trump a promis durant la campagne d'imposer des droits de douane de 40 % sur l'ensemble des importations chinoises.

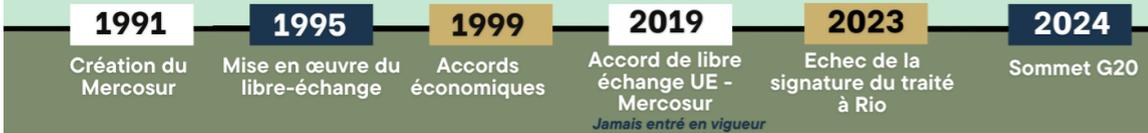
Marco Rubio, John Ratcliffe et Michael Waltz, tous trois nommés par Donald Trump, adoptent une position particulièrement ferme à l'égard de la Chine, qu'ils considèrent comme une menace pour les Etats-Unis, tout en défendant fermement la souveraineté de Taiwan.

Donald Trump affiche une politique pro-israélienne et promet une pression maximale sur l'Iran. Les nominations d'Elise Stefanik, soutien d'Israël depuis les attaques du Hamas, de Michael Waltz, expert des menaces de la Chine, de la Russie, de l'Iran et du terrorisme mondial, et de Steven Witkoff, ferme envers l'Iran, confirment cette ligne.

ACCORD MERCOSUR

Accord Mercosur

Le Mercosur est une alliance économique et commerciale. Il vise à intensifier les échanges commerciaux entre l'UE et l'Amérique du Sud, en trouvant des accords concernant l'importation et l'exportation de produits de part et d'autre de l'Atlantique. Il entend aussi "promouvoir la coopération et un dialogue politique entre les deux alliances sur des questions de migration, d'économie digitale, de recherche, d'éducation, de droits humanitaires, de protection de l'environnement ou encore de cybercriminalité".



- Principales exportations concernées**
- Soja
 - Pétrole
 - Maïs
 - Fer

Pays membres du Mercosur

Argentine, Uruguay, Brésil, Paraguay

Membres associés

Chili, Pérou, Bolivie, Émirats Arabes Unis, Égypte

= bénéficient d'accords de libre-échange mais ne peuvent pas voter.

Principes de l'accord de libre échange entre l'UE et le Mercosur

90% Le traité vise à supprimer 90% des droits de douane entre les deux régions.

800 millions
L'accord créerait un marché de 800 millions de consommateurs.

Clause miroir

La France souhaite ajouter un protocole additionnel au traité et imposer des clauses miroir qui pousseraient les pays du Mercosur à respecter les normes sanitaires et environnementales en vigueur dans l'UE.

Cette clause est pas difficilement applicable car il serait impossible de contrôler toutes les fermes de production des pays du Mercosur. Les pays de l'UE peuvent ainsi tenter de contourner le rejet français.

Mécanisme de sauvegarde

L'accord aurait un mécanisme de sauvegarde permettant aux deux blocs de limiter temporairement les importations en cas de préjudice grave porté à leur économie.

Les pays du Mercosur s'engageraient à reconnaître plusieurs indications géographiques de l'UE, pour protéger des produits européens AOP contre la contrefaçon, comme le prosecco italien ou le roquefort français.



Zoom sur les craintes françaises, entre valeurs et problématiques publiques...

Contexte géopolitique et valeurs

La vision des droits humains est divergente entre le MERCOSUR et la France. La France est très attachée à la protection des droits humains et émet des réserves quant à leur protection par les pays du Mercosur. Cela peut compliquer les coopérations sur la scène internationale et compromettre les valeurs de la France.

Environnement

Depuis le début des négociations du traité commercial entre l'UE et le Mercosur en 1999, une surface forestière équivalente à celle de la France a été rasée en Amazonie. Cette déforestation est étroitement liée à l'expansion de l'élevage bovin et à la production de soja pour l'exportation et pour l'alimentation des bovins.

En 2023, l'UE a approuvé un règlement sur la déforestation qui s'applique aux importations de sept produits (dont le bétail et le soja).

Santé publique

Des centres d'élevage existent dans les pays du Mercosur, avec, parfois, jusqu'à 30.000 bovins dans la même exploitation, nourris aux OGM et aux antibiotiques.

La viande rouge que le Brésil exporterait dans l'UE est alimentée à l'œstradiol 17-β, une hormone de croissance interdite en Europe depuis des décennies mais très utilisée au Brésil.

Divergences au sein de l'UE

Le Mercosur pour l'Allemagne

Le Mercosur pour la France

Excédent commercial vis à vis du Mercosur

11 milliards d'euros en 2023

4 milliards d'euros en 2023

Marché concerné

L'industrie manufacturière allemande est fortement tournée vers l'exportation, et les secteurs bénéficieraient de la suppression / diminution des droits de douanes particulièrement élevés.

La France étant le pays de l'UE avec l'industrie agroalimentaire la plus importante, elle serait donc la plus impactée par l'augmentation des exportations des bovins des pays du Mercosur.

Position

L'Allemagne mise de plus en plus sur la diversification du commerce extérieur et souhaite réduire les dépendances vis à vis de la Chine et des États-Unis.

La France mise sur la protection du marché intérieur européen et la relocalisation d'activités de production en Europe, dans le but de réduire ainsi la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, en vertu du principe de "l'autonomie stratégique" prôné par Macron.

5 pays européens

se disent défavorables à cet accord. Il faut 4 États membres du Conseil de l'UE pour constituer une minorité de blocage.

Le volet politique doit toujours être validé à l'unanimité, mais le volet commercial pourrait alors être adopté à la majorité qualifiée (au moins 15 États sur 27, représentant au moins 65 % de la population de l'UE).



Le refus de la France pourrait être contourné en « divisant » l'accord, la partie commerciale, qui comprend les droits de douane, les quotas d'importation et un « chapitre sur la durabilité », pourrait être adoptée à la majorité qualifiée par le Conseil, sans attendre la ratification par les parlements nationaux de chacun des États membres.



La Chine et le Mercosur

En l'espace de vingt ans, la Chine s'est imposée comme principal partenaire commercial des pays du Mercosur. Le commerce entre les pays du Mercosur et la Chine a connu un nouvel élan pendant la pandémie du COVID-19, et atteint désormais un volume de **185 milliards de dollars**. C'est par l'énorme volume de ses achats de matières premières que la Chine a su se rendre indispensable aux pays du Mercosur.

x34 Entre 2020 et 2022, La Chine a multiplié ses investissements dans la région par 34.

69% des exportations totales de soja du Mercosur sont destinées à la Chine.

37 accords bilatéraux ont été signés entre la Chine et le Brésil lors de la visite d'Etat de Xi Jinping à Brasilia en Novembre 2024.

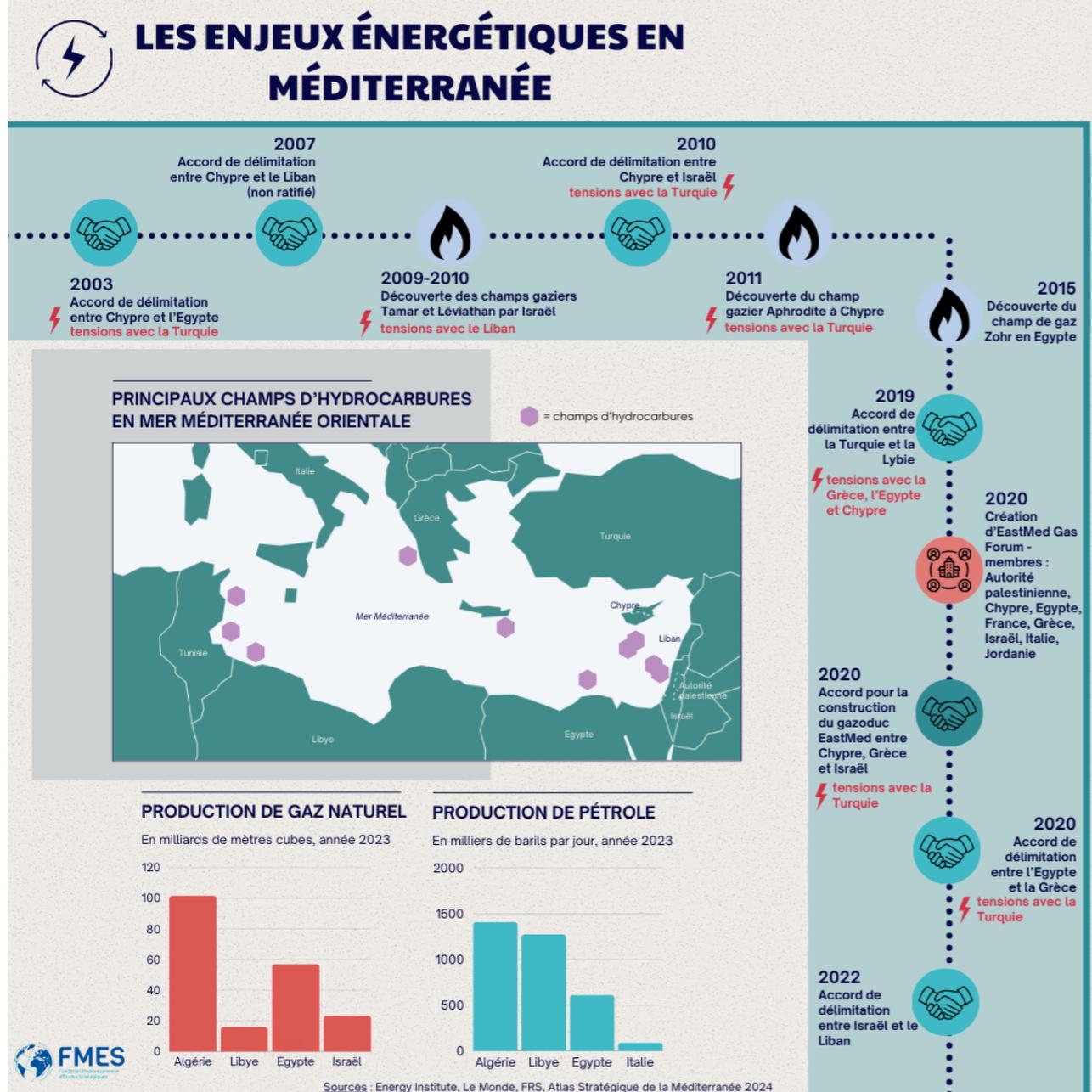
La Chine ouvre une nouvelle voie d'accès en Amérique du Sud avec l'inauguration de son premier méga-port à Chancay, au Pérou.

Si le traité reste en suspens, cela pourrait accélérer le pivot vers la Chine et les échanges bilatéraux et diminuer ainsi l'influence de l'UE dans la région.



Sources : Grand continent, Courrier international, Public sénat, IFRI, le Monde, Euractiv, Contexte, Vie publique, L'humanité

ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN MÉDITERRANÉE



VERS UN ARC DE CRISE SAHÉLO-SOUDANAIS ?

Vers un arc de crise sahélo-soudanais ? Analyse des dynamiques sécuritaires au Mali



Depuis son indépendance en 1960, le Mali est marqué par des troubles sécuritaires. Depuis 2012, le pays traverse une crise multidimensionnelle avec l'occupation du Nord et d'une partie du Centre par des groupes armés indépendantistes et djihadistes. L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé en 2015, a été déclaré caduc par les autorités de Bamako. L'insécurité et la violence persistent, notamment dans le Nord et dans le Centre, mais aussi dans les pays voisins.



Caractéristiques du Mali

22 millions d'habitants
47,2% de jeunes de moins de 15 ans

Frontières avec 7 États :



Principales régions touchées par l'instabilité



Groupes armés politico-militaires

Front de Libération de l'Azawad (FLA)

La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme, groupes signataires de l'accord de 2015 ont fusionné le 30 novembre 2024 pour former le Front de Libération de l'Azawad.

Conflits entre les groupes armés islamistes radicaux

JNIM vs EIS

JNIM ou Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) :

Coalition composée initialement de quatre groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda :

- Katiba Macina
- FLM
- Al Mourabitoune
- AQMI

État islamique - Sahel :

Affiliée à Daech, elle est considérée comme l'organisation la plus violente dans la région.

Kidal

Cette région a été le foyer de la plupart des rébellions touaregues du Mali entre 1962 et 2012. Après la crise de 2012 et la libération des régions du Nord du Mali de l'occupation djihadiste, l'armée malienne et les forces internationales ont tenté d'en assurer la sécurité :

- La Force BARKHANE (France)
- La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA)
- Le G5 Sahel
- Les missions européennes : EUTM (European Union Training Mission), EUCAP SAHEL MALI

La diversité des communautés au Mali

NORD

- Les Arabes
- Les Songhay
- Les Touaregs

Grande diversité des communautés sédentaires ou mobiles (nomades et transhumantes)

CENTRE

- Les Bozo
- Les Peuls
- Les Dogons

13 langues nationales parlées

SUD

- Les Bambaëa et les Malinké
- Les Bobo
- Les Khassonké
- Les Soninké
- Les Sénoufo et les Minianka

Dates clés de l'histoire du Mali

1960 : Indépendance du Mali

2010-2011 : Actes terroristes d'AQMI + Création du Mouvement National pour la libération de l'Azawad

2013 : Début de l'Opération Serval, et création de la MINUSMA

2014 : Création de l'Opération Barkhane

2015 : Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

2010-2011 : Actes terroristes d'AQMI + Création du Mouvement National pour la libération de l'Azawad

Août 2020-Mai 2021 : Coups d'Etat et prise de pouvoir de 5 colonels avec à la tête Assimi Goïta

Septembre 2023 : Création de l'Alliance des États du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger)

Janvier 2024 : Fin de l'accord d'Alger. Retrait de la CEDEAO

2022 : Retrait de la force Barkhane au Mali + Arrivée des paramilitaires russes

Décembre 2023 : Retrait officiel de la MINUSMA

Source : L'Observatoire de la Gouvernance Hybride et de la Sécurité en Afrique, ASSN

A

NOS ARTICLES

MOYEN-ORIENT ET MÉDITERRANÉE



.....p 44



.....p 50



.....p 56



.....p 62



.....p 66



.....p 71



.....p 80

LA JORDANIE POST-7 OCTOBRE

CHLOÉ JAMET, CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'INSTITUT FMES

Évaluer la stabilité d'un pays du Moyen-Orient est toujours ardu. Cet article, rédigé à l'issue d'un long séjour sur place, n'aura donc pas vocation à prédire l'avenir, mais à souligner les différents éléments qui pourraient faire basculer la Jordanie, alors que la reprise des hostilités à ses portes et la montée des tensions régionales depuis octobre 2023 font craindre un effondrement du Royaume.

Malgré la guerre à Gaza et son impact sur la stabilité régionale, la Jordanie tente de maintenir un semblant de statu quo. Les dynamiques régionales tout comme les défis politiques et sécuritaires auxquels elle doit faire face questionnent son positionnement stratégique et sa marge de manœuvre limitée. Les négociations sur l'avenir du dossier israélo-palestinien, dans lesquelles la Jordanie ne pèse plus, pourraient faire passer au second plan les intérêts jordaniens. Le pays pourrait dès lors être perçu comme une variable d'ajustement par les différentes parties et sortir fragilisé, voire déstabilisé par cet énième épisode du conflit israélo-palestinien.

UNE SITUATION INTERNE DÉGRADÉE

Depuis la Nakba¹ qui a obligé la Jordanie à accueillir une importante population palestinienne sur son territoire limité en ressources, et d'autant plus depuis l'épisode de « Septembre noir » en 1970², l'État jordanien perçoit la question palestinienne comme une source de déstabilisation potentielle. À la suite des diverses vagues de déplacement (1948, 1967, Intifadas et guerre civile en Syrie³), plus de la moitié de la population a des origines palestiniennes. Qu'ils possèdent ou non la nationalité jordanienne, les Palestiniens du royaume hachémite gardent des liens forts et intimes avec l'autre rive du Jourdain, et chaque choc politique dans les territoires palestiniens se répercute en Jordanie. Depuis le 7 octobre 2023, la société jordanienne vit donc au rythme des évolutions politiques et géopolitiques autour de Gaza.

Outre l'annulation de nombreuses célébrations et la consolidation du mouvement « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) visant Israël en Jordanie, des manifestations ont lieu de manière hebdomadaire dans le centre-ville en soutien à la population gazaouie. Encadrés par la police jordanienne et ayant engendré peu de débordements, ces rassemblements à la sortie des mosquées le vendredi réunissent des militants de tous bords politiques (islamistes, nationalistes et libéraux) et des familles venues avec leurs jeunes enfants. Les slogans qu'on y retrouve tournent autour des doubles standards occidentaux, de la dénonciation des crimes de guerre de Benjamin Netanyahu et Joe Biden, et des appels à la création d'un État palestinien « de la rivière à la mer ». Ces rassemblements ne débordent jamais du cadre

admis par le pouvoir, et toute forme de critique ouverte à l'égard du positionnement du roi est proscrite. Toutefois, des appels à dénoncer l'Accord de normalisation de 1994 avec Israël, ainsi que les accords gaziers ou commerciaux avec Tel-Aviv peuvent être entendus dans les rues d'Amman.

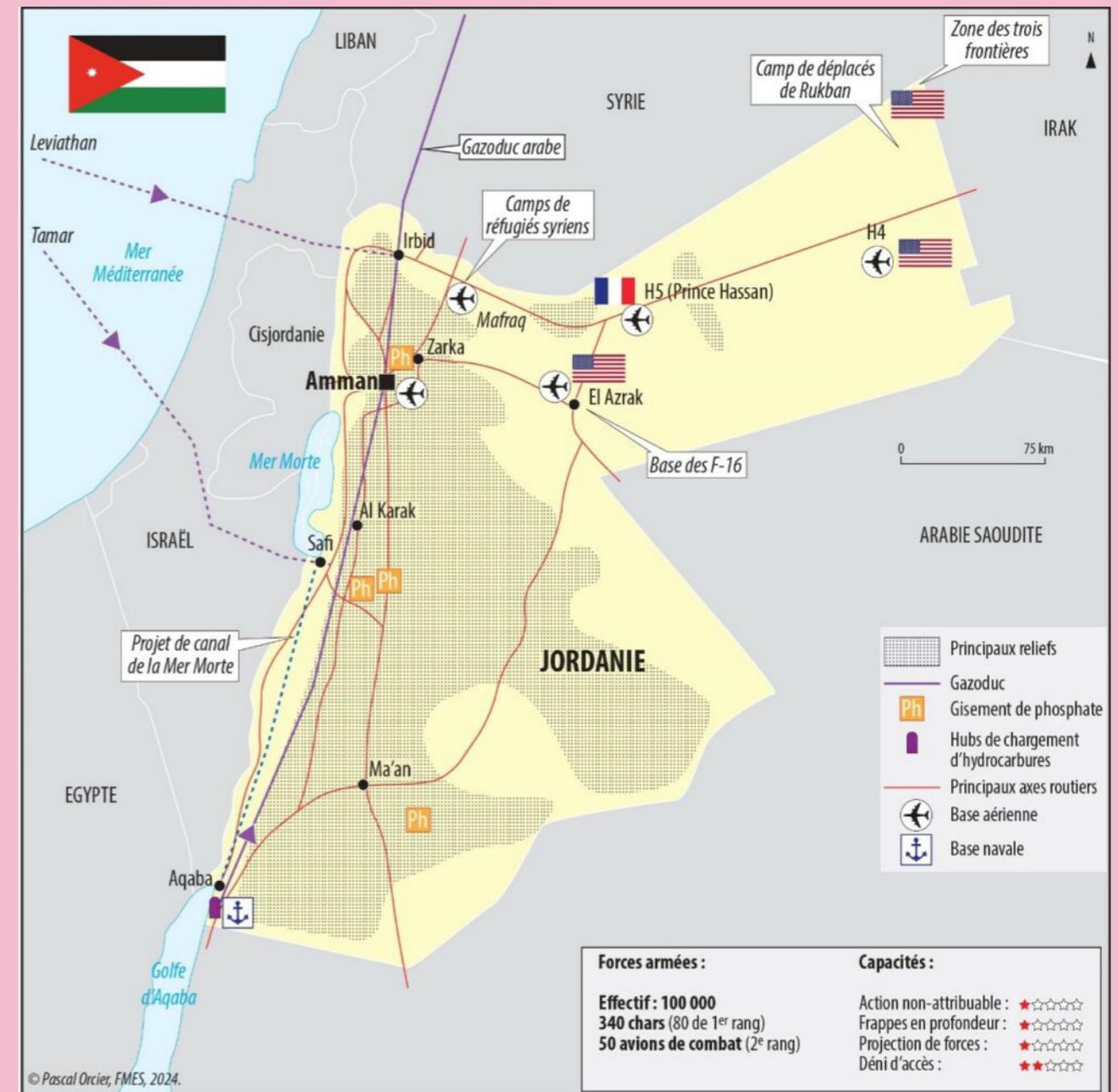
Alors qu'en novembre 2023, Abu Obeida (porte-parole des brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche militaire du Hamas) avait appelé les Jordaniens à se soulever⁴, le pouvoir jordanien s'est rapidement assuré d'encadrer le mécontentement populaire : la reine Rania s'est notamment faite l'écho de la rue arabe en dénonçant le « deux poids deux mesures occidental » lors d'une interview sur CNN. Le roi a quant à lui qualifié de « crime de guerre » l'action israélienne à Gaza dès le mois d'octobre. Ces mesures d'affichage, de même que les largages humanitaires à Gaza effectués en partenariat avec la France ou la mise en place d'hôpitaux de campagne, sont absolument nécessaires pour ne pas aggraver les contestations actuelles dans le pays et empêcher qu'elles atteignent la légitimité du pouvoir, alors que celui-ci est perçu par sa propre population comme un allié d'Israël depuis les accords de Wadi Araba en 1994.

1 Terme arabe signifiant « catastrophe », et désignant l'exode palestinien de 1948 à la suite de la création de l'État d'Israël et de la première guerre israélo-arabe.

2 Le 12 septembre 1970, Hussein de Jordanie déclenche des opérations militaires contre les fedayins de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dirigée par Yasser Arafat, pour restaurer l'autorité de la monarchie dans le royaume après plusieurs tentatives palestiniennes de coup d'État. Le conflit fit plusieurs milliers de morts. En juillet 1971, Arafat et les combattants de l'OLP sont expulsés de Jordanie. Cet épisode signe la première rupture entre la Jordanie et la direction palestinienne.

3 Le déclenchement de la guerre civile en Syrie a poussé non seulement des Syriens vers la Jordanie, mais aussi des Palestiniens, à présent deux fois réfugiés et faisant face à de nombreuses difficultés socio-économiques.

4 Middle East Monitor, 25/10/2023



Le pouvoir jordanien a aussi dû renforcer la sécurité de plusieurs points de son territoire comme l'ambassade israélienne ou celle des États-Unis, où des manifestants se regroupent régulièrement, provoquant des heurts avec la police jordanienne déployée pour protéger les bâtiments diplomatiques. Si plusieurs manifestants ont été arrêtés pour des slogans anti-régime, la situation n'a jamais dégénéré. Les manifestants ont également pour interdiction de se rendre à proximité de la frontière afin de prévenir tout risque d'escalade ; la zone est aujourd'hui étroitement contrôlée grâce à la multiplication de points de contrôle. La Jordanie a également profité d'une nouvelle loi sur la cybercriminalité, adoptée en août 2023, pour s'assurer que les critiques en ligne émises par les internautes présents sur son territoire ne suscitent par une nouvelle vague de soulèvement, à l'image des Printemps arabes⁵. Selon Human Rights Watch, les autorités jordaniennes ont arrêté des centaines de personnes sur la base de leur activisme en ligne pro-palestinien, et quatre militants ont été présentés à un tribunal⁶.

Un autre risque pour la stabilité interne du pays est lié au pouvoir d'achat de la population. Selon les données de la Banque Mondiale⁷, les attaques des Houthis en mer Rouge ont provoqué une diminution d'environ 45% du volume des importations et exportations passant par le port d'Aqaba, seul accès maritime de la Jordanie. L'activation de routes de transport alternatives et le déploiement d'opérations navales occidentales au large du Yémen ont permis de limiter la hausse des prix payés par les consommateurs jordaniens. L'inflation est restée sous la barre des 2% depuis le début du conflit, alors qu'elle avoisinait les 4% en 2022⁸. Toutefois, la hausse des prix des produits de base se poursuit, alors que le salaire minimum jordanien n'a en parallèle pas augmenté, poussant de plus en plus de familles dans la pauvreté. Cette dynamique économique défavorable a été renforcée par l'écroulement du tourisme en Jordanie (-70% de visiteurs selon le ministère concerné), fragilisant en particulier les tribus bédouines établies dans le Wadi Rum et autour de Petra, alors que celles-ci étaient déjà marginalisées.

La mise en cause de l'UNRWA⁹ par Israël a également eu un impact fort en Jordanie. L'agence des Nations Unies fournit des services à environ 2 millions de réfugiés palestiniens dans le royaume. L'annulation des contributions de certains membres de la communauté internationale a provoqué une vive inquiétude en Jordanie, un prolongement de ces coupures pouvant plonger des milliers de familles dans la pauvreté en bloquant le fonctionnement de 169 écoles et 25 centres de santé.

La Jordanie a donc immédiatement appelé ses partenaires à verser leurs contributions voire à les augmenter, ce qu'elle a réussi à obtenir¹⁰. Toutefois, on constate plus généralement que le conflit a détourné l'attention des principales ONG et une partie de l'aide internationale que recevait la Jordanie, fragilisant donc les populations les plus précaires¹¹.

La Jordanie a pour l'instant réussi à contenir les risques d'instabilité interne. Reste à voir si la situation actuelle aura un impact sur les élections législatives prévues pour le 10 septembre 2024. Le système de représentation jordanien est caractérisé par un très fort morcellement, la majorité des représentants étant des leaders tribaux ou communautaires. Le seul groupe structuré est celui du Front islamique d'action (FIA), issu des Frères musulmans, qui avait remporté 16 sièges sur 130 en 2016, et seulement 10 dans le cadre d'une alliance avec un autre parti islamique en 2020. Le FIA entretient des liens (compliqués malgré leur proximité idéologique) avec le Hamas, organisation interdite par le roi Abdallah dans le pays depuis 1999 mais aujourd'hui perçue par une grande partie de la population jordanienne comme le libérateur des Palestiniens. Le contexte pourrait d'ailleurs pousser les électeurs jordaniens d'origine palestinienne, particulièrement abstentionnistes, à voter davantage. Le FIA pourrait aussi tirer profit de l'image de résistance du Hamas, ce qui pousserait le régime jordanien à limiter son succès dans les urnes. Toutefois, une nouvelle loi électorale adoptée en 2022 et créant une circonscription unique à la proportionnelle, réserve dorénavant 30% des sièges du Parlement aux partis politiques. Cela devrait avoir pour effet de limiter les logiques tribales¹², mais pourrait aussi favoriser le FIA. Les résultats des élections devront donc être analysés avec attention, bien que le roi conserve l'essentiel des pouvoirs dans le pays.

Si les Jordaniens ont bien conscience des difficultés économiques, sociales et démocratiques de leur pays, ils n'oublient pas le chaos dans lequel nombre de leurs voisins sont actuellement plongés.

⁵ L'Orient - Le Jour, 02/05/2024

⁶ Human Rights Watch

⁷ Blog de la Banque mondiale, 16/05/2024

⁸ Département des statistiques jordanien, consulté en août 2024

⁹ Provoquée par les accusations israéliennes au sujet de la participation de certains de ses employés aux attaques terroristes du 7 octobre.

¹⁰ The Impact of the Gaza War on Jordan's Domestic and International Politics, Curtis R. Ryan, 08/02/2024

¹¹ Les consulats européens à Amman ont enregistré une hausse importante des demandes d'asile à partir de décembre 2023 (bien que de telles demandes, reposant seulement sur des difficultés économiques, soient automatiquement refusées).

¹² Al-Shark al-Awsat 19/07/2024, Anadolu 01/07/2024 et Al-Jazeera 25/04/2024

La jeune génération a plus en tête de quitter un pays où le chômage des jeunes atteint 50 % que de faire la révolution, bien que les élections étudiantes de l'Université de Jordanie ont fait craindre des débordements au gouvernement qui les a strictement encadrées. Si le désir de stabilité de la population est un facteur puissant dans le statu quo social jordanien, il ne doit pas cacher le grand nombre de défis auxquels fait face le pays, illustré il y a quelques années par le coup d'État manqué du prince Hamza, demi-frère du roi. En outre, sur le long terme, on peut s'interroger sur l'impact de la guerre à Gaza sur la jeune génération jordanienne qui a été soumise très tôt et quotidiennement à des images d'une violence indescriptible à travers les réseaux sociaux, laissant craindre une future radicalisation de la population sur la question israélo-palestinienne.

Si une déstabilisation du type «Printemps arabes» semble pour l'instant écartée, la Jordanie risque en revanche d'être la variable d'ajustements géopolitiques de ses voisins, afin de solder la question palestinienne et permettre une normalisation entre Israël et l'Arabie Saoudite, lorsque la guerre à Gaza prendra fin.

UN CONTEXTE RÉGIONAL TRÈS TENDU SUR LEQUEL LA JORDANIE NE PÈSE PLUS

La région est depuis quelques mois marquée par des recompositions stratégiques rapides entre Israël, l'Iran et ses proxys (notamment le Hezbollah libanais et les Houthis yéménites), et l'Arabie Saoudite. Dans ce contexte, la Jordanie a du mal à peser alors même qu'elle était longtemps centrale dans les négociations liées au dossier palestinien. Alors que le Hamas a perdu plusieurs de ses leaders fin juillet, et qu'Israël joue la montre, les chancelleries diplomatiques anticipent un embrasement régional.

Un embrasement a été évité en janvier 2024 lorsqu'une base américaine située le long de la frontière septentrionale jordanienne a été ciblée pour la première fois par des milices chiites soutenues par l'Iran, tuant trois soldats américains. Puis, en avril 2024, le lancement par l'Iran de missiles et de drones vers Israël a provoqué la fermeture durant quelques heures de l'espace aérien jordanien et a obligé Amman, avec l'aide de ses alliés occidentaux, à intercepter les attaques de Téhéran. La Jordanie a justifié sa réaction par la nécessité d'assurer sa propre sécurité et de protéger sa souveraineté et l'inviolabilité de son espace aérien alors que la rue arabe le traitait de «meilleur allié arabe d'Israël». Cet épisode a souligné la position géographiquement stratégique de la Jordanie, qui pourrait devenir un troisième front dans le scénario d'une guerre ouverte entre Israël et l'Iran.

Après la nouvelle montée en tension régionale au mois d'août 2024, Amman a cette fois affirmé publiquement qu'elle resterait neutre dans le cas d'une nouvelle attaque iranienne en direction d'Israël, l'Iran ayant sous-entendu que le pays pourrait devenir une cible s'il persistait à protéger Israël.

En tant que couloir principal entre l'Iran et Israël, la Jordanie porte une attention particulière aux tentatives d'ingérence en provenance de Téhéran, afin de ne pas être entraînée dans une escalade régionale. Le roi dénonce depuis 2004 la déstabilisation provoquée par le «croissant chiite» qui l'entoure à la fois à l'ouest (Hamas), au nord (Syrie et Hezbollah), à l'est (milices irakiennes) et au sud (Houthis). Les autorités jordaniennes ont aussi dénoncé en mai 2024 des tentatives iraniennes de contrebande d'armes en Jordanie. Si le caractère majoritairement sunnite du pays limite pour l'instant l'influence iranienne dans la société jordanienne, il n'est pas à exclure que des campagnes de manipulation de l'opinion publique menées par Téhéran et son allié moscovite, expert dans le domaine, viennent provoquer un jour le soulèvement qui n'a pour l'instant pas eu lieu.

Alors que la communauté internationale craint une nouvelle escalade à la suite des éliminations menées à la fin du mois de juillet 2024 à Beyrouth et à Téhéran, la Jordanie semble impuissante : située entre le marteau et l'enclume, ses leviers d'action sont limités par son poids régional réduit et surtout sa dépendance à Israël, notamment pour son approvisionnement en eau (alors que le stress hydrique pourrait à l'avenir constituer un facteur de déstabilisation sociale¹³). Elle sera donc une victime collatérale si une guerre régionale venait à éclater.

LA JORDANIE, VARIABLE D'AJUSTEMENT D'UN RÈGLEMENT RÉGIONAL ?

Le conflit ne se réglera probablement pas avant l'élection présidentielle américaine de novembre 2024. Il est toutefois utile de se pencher sur les différentes solutions aujourd'hui à l'étude et leurs implications pour la Jordanie.

À terme, l'Arabie Saoudite sera probablement un acteur important d'une solution politique, qui lui permettrait d'ailleurs de s'affirmer encore davantage sur la scène régionale, en s'affichant comme protectrice du peuple palestinien tout en obtenant une normalisation avec Israël. Riyad considère la Jordanie, zone tampon pour sa frontière nord, comme le dernier îlot de stabilité du Proche-Orient.

¹³ Les conséquences du manque d'eau sur la sécurité nationale en Jordanie, Adrien J. 20/01/2024

L'Arabie Saoudite porte donc une attention particulière à la monarchie voisine, qu'elle soutient à la fois politiquement et économiquement. Mais dans le contexte des recompositions régionales, la Jordanie pourrait faire les frais d'une entente entre Riyad et Washington.

Scénario 1 : l'expulsion des Cisjordanais vers la Jordanie

Le principal risque du point de vue jordanien est celui d'un nouveau déplacement massif de population. Alors qu'Israël a accéléré sa politique de colonisation en Cisjordanie en violation du droit international et des résolutions onusiennes, certains responsables du Likoud et d'autres partis israéliens de droite considèrent la Jordanie comme une patrie alternative pour les Palestiniens. Le pire scénario pour la Jordanie serait donc une annexion totale de la Cisjordanie par Israël et l'expulsion des populations arabes de l'autre côté du Jourdain. De fait, la Jordanie garde un œil attentif sur Rafah et l'Égypte, puisqu'elle craint un précédent : si les Gazaouis étaient expulsés vers l'Égypte, les Cisjordanais pourraient également l'être de l'autre côté du Jourdain. Les responsables jordaniens ont qualifié un tel scénario de « ligne rouge », de « violation fondamentale du traité de paix » conclu avec Israël en 1994, et « d'acte de guerre ».

L'élection présidentielle américaine de novembre pourrait pourtant aboutir à un tel résultat : Donald Trump, qui avait fait transférer l'ambassade américaine à Jérusalem, s'il est élu, pourrait vouloir régler rapidement la question. Conformément à son approche transactionnelle et dans la lignée de son plan prévoyant de céder la Crimée et le Donbass à Moscou pour mettre fin à la guerre en Ukraine, il serait capable de remettre en cause le soutien financier américain à la Jordanie si elle refusait d'accueillir de nouveaux réfugiés palestiniens. Ce scénario serait catastrophique pour la monarchie, totalement dépendante des soutiens financiers extérieurs ; Washington aide le Royaume à hauteur de 1,6 milliard de dollars par an (dont 500 millions de dollars en aide militaire).

En bref, un règlement du conflit se soldant par l'expulsion des Palestiniens en Jordanie ouvrirait une période d'instabilité sans précédent, requérant un investissement énorme de la communauté internationale pour trouver un modus vivendi. Une telle solution, du point de vue saoudien, aurait pour inconvénient de fragiliser le pays et faire prospérer un pôle de contestation islamiste à sa frontière.

Scénario 2 : la réécriture des cartes au Proche-Orient

On a également vu la question du dépassement de la solution à deux États réémerger. Une option, certes peu probable mais déjà évoquée par Donald Trump lors de son dernier mandat, serait la disparition de l'Autorité Palestinienne et de toute revendication à un État palestinien, au profit d'un « Royaume arabe » regroupant la Cisjordanie et la Jordanie : on reviendrait donc à la situation pré-1967, en faisant fi du colonialisme israélien, d'un nationalisme palestinien consolidé depuis la Nakba et des tensions entre les populations des deux rives du Jourdain depuis 1970¹⁴. La Jordanie n'a ni les ressources naturelles, ni les moyens financiers ou structurels pour absorber la Cisjordanie. Une réunification arabe aurait des conséquences imprévisibles en matière de répartition du pouvoir entre les différentes composantes de cette nouvelle société. Du point de vue saoudien, elle représenterait un coup de poker. D'un côté, Riyad pourrait saisir l'opportunité de renforcer la vassalité d'Amman à son égard à travers un soutien financier massif rendant la Jordanie encore plus dépendante qu'elle ne l'est déjà ; mais de l'autre, elle pourrait donner davantage d'importance aux Hachémites, rivaux historiques des Saoud, grâce à un soutien renforcé en matière d'aide au développement et de soutien humanitaire des pays riches. Dans un troisième scénario plus préoccupant pour l'ensemble de la communauté internationale, l'État pourrait s'écrouler, et suivre la Syrie, l'Irak, le Yémen et la Libye.

Une autre carte du Proche-Orient est également envisagée. À court terme, Israël souhaite déléguer le maintien de l'ordre dans la bande de Gaza à une force multinationale arabe : si les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Maroc semblent étudier l'option, la Jordanie s'y est fortement opposé, non par soutien au Hamas, mais pour éviter toute apparence de collusion avec Tel-Aviv. À plus long terme cependant, dans la perspective de la reconstruction de Gaza, Israël et les États du Golfe pourraient vouloir pousser la Jordanie à accepter le plan « Gaza 2035 ». Proposé par Benyamin Netanyahu, il vise à faire de Gaza une zone à la pointe en matière de nouvelles technologies (voitures électriques, énergie solaire) et un hub pour des infrastructures reliant le Proche-Orient au Golfe persique, afin de faciliter les échanges économiques et la prospérité de la région, dans la lignée des Accords d'Abraham¹⁵. La Jordanie, interface entre Israël et le Golfe, est une pièce maîtresse de ce projet. Toutefois, ce projet et celui de création du Corridor économique Inde/Moyen-Orient/Europe (IMEC) alimentent les critiques de la société jordanienne.

¹⁴ Si les Palestiniens sont plutôt bien intégrés en Jordanie, des phénomènes de différenciation persistent.

¹⁵ The Jerusalem Post, 03/05/2024

Si ces projets venaient à se concrétiser en l'absence de la création de l'État palestinien, ils pourraient déstabiliser la Jordanie malgré les retombées économiques positives pour le pays.

Scénario 3 : la solution à deux États ou le risque de perdre Al-Aqsa

Solution la plus souhaitable pour toutes les parties, la création d'un État palestinien pourrait toutefois être synonyme d'une perte de « soft power » pour Amman. La mosquée Al-Aqsa et le dôme du Rocher sont depuis 1967 sous tutelle hachémite. La Jordanie en assure l'administration et le paiement des salaires des fonctionnaires, lui donnant ainsi un certain prestige dans le monde musulman. Toutefois, les tensions empirent autour de ce troisième lieu saint de l'Islam, que ce soit avec Tel-Aviv ou Ramallah.

L'Arabie Saoudite a l'ambition d'une « normalisation religieuse entre la Mecque et Jérusalem »¹⁶ : elle pourrait être tentée de proposer de se charger de l'administration de ce lieu saint, en plus des garanties de sécurité et d'un programme nucléaire civil qu'elle réclame déjà aux États-Unis en échange d'une normalisation avec Israël. Riyad pourrait justifier ce changement de statu quo en arguant des tensions entre les Palestiniens et le gouvernement jordanien, et en promettant un large soutien financier à un futur État palestinien sous tutelle. Ce développement représenterait une importante perte de prestige et d'influence pour la Jordanie.

Une autre option existe : le roi Hussein de Jordanie avait promis de céder les responsabilités liées à Jérusalem-Est aux Palestiniens lorsqu'un accord israélo-palestinien définitif sur Jérusalem serait trouvé. Dans ce cas, la Jordanie pourra difficilement revenir sur sa parole. Toutefois, l'État palestinien sera faible, au moins dans ses premières années : les extrémistes juifs ne disparaîtront probablement pas et continueront de vouloir prier sur le Mont du Temple. De telles images pourraient alors aggraver l'instabilité à la fois dans les territoires palestiniens, en Jordanie et dans la région.

CONCLUSION

La priorité pour la Jordanie est donc de préserver le statu quo actuel, tous les autres scénarios menaçant la Jordanie (au moins son soft power, au pire ses frontières et sa stabilité). En attendant, le royaume hachémite s'appuie sur le soutien occidental dont il bénéficie de longue date, et sur les rencontres du roi avec ses homologues américain, français et britannique, tous trois très concernés par la stabilité de la Jordanie. Mais ces efforts demeurent insuffisants pour peser dans les bouleversements stratégiques en cours au Proche-Orient : Amman restera probablement spectateur dans les prochains mois en espérant ne pas pâtir d'un nouvel ordre régional.

CHLOÉ JAMET

QUELLE POLITIQUE AMÉRICAINE POUR LE MOYEN-ORIENT EN 2025 ?

ARNAUD PEYRONNET, CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA FMES

Alors que la campagne présidentielle américaine s'accélère et que le conflit à Gaza et son extension au Liban est devenu une thématique extrêmement polarisante sur la scène politique intérieure américaine, les deux candidats ont des vues plutôt divergentes quant à la politique extérieure des Etats-Unis au Moyen-Orient. La candidate démocrate reste logiquement dans la lignée de la politique menée par le Président Biden, avec des concessions à la frange la plus progressiste du camp démocrate au sujet de Gaza. Si le soutien américain à Israël n'est pas remis en cause, Kamala Harris appelle Israël à un cessez le feu immédiat, si besoin par l'intermédiaire d'une très forte pression politique de Washington. Vis-à-vis de l'Iran, la démocrate recherche le dialogue, la réduction des tensions et la non-confrontation afin de préserver la stabilité régionale et d'isoler si possible la Russie. Avec les pays du Golfe et notamment l'Arabie Saoudite, elle mettra en avant le nécessaire respect des droits humains par ses partenaires avant d'approfondir les relations bilatérales, à moins que l'influence croissante de la Chine dans la région remette une dose de réalisme dans la politique étrangère de K. Harris. Un mandat Trump 2 serait la suite logique du premier mandat. Sur la question Israël/Palestine, ce nouveau mandat pourrait s'articuler autour de trois axes : un soutien inconditionnel à Israël notamment face au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran ; un appui à l'insertion de l'Etat hébreu dans son environnement arabe ; la disparition de la « question nationale palestinienne » des agendas. Sur l'Iran, un retour de la politique de pression maximale sur Téhéran est probable. Le rapprochement saoudo-américain serait vu comme une « solution » aux problèmes de la région. De fait, le conflit israélo-palestinien est le seul sujet qui divise vraiment les deux candidats. Concernant l'Iran et les pays du Golfe, seule une différence de « style » est notable mais la vision des intérêts stratégiques américains reste commune. Enfin, ni l'Irak ni la lutte contre le terrorisme djihadiste ne sont mentionnés dans les discours des deux candidats sur le Moyen-Orient, comme si cet « épisode » de l'histoire était clos voire tabou, actant le retrait progressif des forces terrestres américaines de la région, pour la plus grande crainte des Jordaniens et des Libanais. Israël, les monarchies du Golfe, l'Egypte et la Turquie souhaitent une victoire de Donald Trump, là où les autres acteurs régionaux, Iran en tête, espèrent une victoire de Kamala Harris.

LES DÉFIS ET AXES POTENTIELS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT

Les Etats-Unis font face au Moyen-Orient à un contexte stratégique de plus en plus compétitif qui les oppose à la Russie (Libye, Soudan, mer rouge, Iran), à la Chine (pays du Golfe, corne de l'Afrique, Iran), à la Turquie (Qatar, Somalie, « République turque de Chypre Nord » ; Libye) et bien sûr à l'Iran (Irak, Syrie, Yémen, Liban). L'irruption de la Chine au Moyen-Orient¹ et l'approfondissement du lien russo-iranien sur fond de guerre en Ukraine² représentent des défis colossaux pour Washington. De fait et quelle que soit la couleur de la nouvelle administration américaine en janvier 2025, les Etats-Unis vont vouloir rechercher avant tout la stabilité et le calme au Moyen-Orient³ afin de faire face à leurs compétiteurs mondiaux (Chine et Russie). Dans cette optique, la guerre à Gaza représente un sérieux obstacle, expliquant les appels réguliers des deux candidats à arrêter ce conflit au plus vite.

Dans ce contexte géopolitique perturbé, le positionnement de Washington vis à vis des Etats du Golfe représentera un enjeu essentiel. Qatar, Emirats Arabes Unis et Arabie Saoudite sont de plus en plus autonomes, tant vis-à-vis des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie, de l'Iran ou de la Turquie, dans un mouvement assumé de multi-alignement. L'Arabie Saoudite est vue à Washington comme un Etat pivot tandis que le rôle de médiateur du Qatar (avec le Hamas, l'Iran, les Talibans), son influence auprès de la rue arabe et sa proximité croissante avec la Turquie (y compris sur la problématique palestinienne) en font un acteur de poids.

¹ Vers un réalignement géopolitique au Moyen-Orient, Arnaud Peyronnet, FMES, 29/03/2023.

² Partenariat stratégique en développement, Téhéran exportant des munitions et missiles à Moscou en échange d'un accès à des technologies sensibles potentiellement dans le domaine nucléaire.

³ En témoigne également les négociations intenses conduites par les Etats-Unis en août 2024 pour lier un potentiel accord de cessez-le-feu à Gaza à un arrêt des hostilités au plan régional.



Carte extraite de l'Atlas Stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient en vente sur le site de l'Institut FMES.

Sur ce point, si Trump est vu à Doha comme un homme « imprévisible » et donc « à risque », les démocrates sont mieux perçus, surtout du fait des discours de Kamala Harris sur la problématique palestinienne. Une administration démocrate pourrait ainsi faire du Qatar le leader d'un programme de reconstruction de Gaza, quitte à laisser les EAU décider de l'avenir politique de l'Autorité Palestinienne. Les pays du Golfe représentent en outre un gigantesque marché pour l'industrie de défense américaine, seule pourvoyeuse de sécurité combat proven, notamment dans le domaine de la défense aérienne. Les Etats-Unis ont aussi besoin d'aménagements dans la politique pétrolière des Etats du golfe pour affaiblir la Russie. Une augmentation de la production afin de faire baisser les prix mondiaux (et donc les revenus tirés par la Russie de ses exportations de pétrole) pourrait ainsi être demandée par Washington à ses partenaires régionaux. Dans ce cadre, l'approfondissement des relations stratégiques entre Washington et ses alliés régionaux est vu comme une nécessité afin de stabiliser le Moyen-Orient contre l'activisme déstabilisateur iranien (au Yémen, en Irak, en Syrie et au Liban) voire russe et chinois. Les accords Abraham conclus en 2020 représentent un socle important de cette stratégie qui a vocation à s'élargir⁴ et qui n'est remis en cause par aucun des deux partis américains. Les velléités de constitution d'une coalition of the willing régionale en matière de défense aérienne, afin de faire face à la menace balistique et drone iranienne, à l'instar des évènements du 13 avril 2024⁵, en est le pilier militaire.

Si le soutien à Israël reste un axiome bipartisan, la résilience des pays frontaliers de l'Etat hébreu représente un deuxième enjeu majeur pour la future administration américaine. C'est le cas de l'Egypte, fragilisée tant par le conflit à Gaza que les conséquences économiques des attaques houthies en mer Rouge. Le soutien américain au pouvoir égyptien s'accroîtra, tant politiquement que financièrement, y compris via des fonds saoudiens⁶. La proximité du Président Sissi avec Trump⁷ donnerait un avantage à ce dernier, même si la candidate démocrate s'est efforcée ces derniers mois de louer le rôle du Caire pour la paix dans la région. La Jordanie, un allié essentiel des Etats-Unis (du fait de sa position centrale pour les opérations militaires en Syrie et Irak) voit ses équilibres internes menacés par les conséquences du conflit à Gaza. Elle attend de Washington des mesures politiques fortes vis-à-vis d'Israël quant à sa souveraineté et son autorité sur les lieux saints de Jérusalem. Or, Amman, un allié tactique pour la lutte contre le terrorisme, reste pour le moment l'angle mort de la politique régionale américaine du fait du retrait progressif des troupes américaines du théâtre syro-irakien.

Le risque est identique pour le Liban, du fait de la proximité américano-israélienne et de la démesure de la riposte israélienne aux attaques du 7 octobre 2023. La propagation du chaos au Liban et à la Jordanie est un réel danger sans réengagement stratégique significatif des Américains qui n'est envisagé par aucun des deux candidats. Le théâtre syro-irakien et la lutte contre Daech n'intéressent plus aux Etats-Unis et ne sont d'ailleurs même pas mentionnés dans les discours des candidats. Le retrait américain de cette zone semble ainsi inéluctable et un objectif partagé par les deux partis, marquant la fin de la longue guerre contre le terrorisme islamique débuté en 2001, et ce alors que Daech constitue toujours une menace dans la région⁸. Les gouvernements américain et irakien ont d'ailleurs acté fin août 2024 le retrait des forces américaines⁹ et de la coalition internationale d'Irak entre septembre 2025 et fin 2026¹⁰, ce qui laissera alors le champ libre à d'autres acteurs régionaux (Iran, Turquie, Russie).

La relation américano-turque représente un troisième enjeu majeur pour Washington. Le rôle régional de la Turquie est croissant, du fait de sa politique néo-ottomane revitalisée par son opposition ferme à Israël suite à la guerre à Gaza. La Turquie s'est ainsi rapprochée de l'Egypte et de l'Irak tout en concluant des accords de défense avec le Qatar et la Somalie. En outre, Ankara reste l'hôte de plusieurs bases OTAN vitales pour les forces américaines et s'est imposée depuis 2022 comme un « intermédiaire utile » entre les Etats-Unis et la Russie, comme l'a montré l'affaire des échanges de prisonniers russes et américains sur le sol turc le 1er août 2024. Or la Turquie est très critique de la politique américaine vis-à-vis d'Israël, ce qui constitue un point de crispation supplémentaire dans une relation déjà tendue avec l'administration Biden. Le retour potentiel d'une administration Trump est plutôt vu favorablement à Ankara, afin de réinitialiser un dialogue interrompu avec Washington.

4 La politique américaine cherche à intégrer l'Arabie Saoudite aux accords Abraham.

5 Attaque massive de l'Iran (300 missiles et drones lancés sur Israël) déjouée par la mise en alerte et l'action de nombreux moyens de défense aérienne multinationaux, sous l'égide d'USCENTCOM (Commandement américain pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale).

6 Le soutien durable à l'Egypte pouvant être un des points des négociations Ryad/Washington.

7 Un don du Président Sissi en faveur de la campagne de Trump suscite d'ailleurs des polémiques. Washington Post, 02/08/2024.

8 Selon CENTCOM, le nombre d'attaques de Daech sur le théâtre syro-irakien a doublé en 2024 comparativement à 2023. En outre, l'avenir des camps d'internement de djihadistes et de leurs sympathisants dans le Nord-Est syrien reste incertain. New York Times, 03/09/2024. Fin août, un raid conjoint des forces américaines et irakiennes a permis l'élimination de 15 terroristes de Daech en Irak.

9 Les forces américaines comptent 2500 personnels en Irak, 900 en Syrie. Middle East Eye, 06/09/2024.

10 Middle East Eye, 06/09/2024.

La Turquie sait en effet qu'elle pourra négocier certains de ses atouts avec Trump, chose qui sera sans doute plus difficile avec Kamala Harris qui incarne la continuité de Joe Biden¹¹.

LA POLITIQUE MOYEN-ORIENTALE DU CAMP DÉMOCRATE AVEC KAMALA HARRIS

La candidate démocrate, qui a peu d'expérience sur les questions internationales, représente l'aile progressiste du parti démocrate américain, un caractère encore accentué par le choix de Tim Waltz comme colistier¹². Si sa politique internationale vis-à-vis du Moyen-Orient devrait être pour une large part une continuation de celle conduite par Joe Biden, quelques différences de style et un ancrage plus « à gauche » pourraient s'esquisser afin de satisfaire sa base électorale¹³.

L'affichage de son soutien à Israël reste un impératif pour la classe politique américaine. Kamala Harris ne fait pas exception et s'intègre dans cette ligne bipartisanne. Durant son mandat de sénateur, elle a plusieurs fois soutenu des résolutions pro-israéliennes¹⁴, y compris contre l'administration Obama, et a rappelé le droit d'Israël à assurer sa défense. De même, elle s'est toujours opposée à un embargo sur le transfert d'armes américaines à Israël¹⁵ et reste proche des courants libéraux juifs américains. Elle a toutefois mentionné à plusieurs reprises son opposition farouche à la manière dont le gouvernement israélien menait la guerre à Gaza¹⁶, se distanciant à plusieurs reprises de la ligne très prudente de Joe Biden. Elle n'a ainsi pas assisté au discours du Premier Ministre israélien au Congrès le 25 juillet 2024 et son entretien officiel avec Benjamin Netanyahu a été houleux. Elle se préoccupe en particulier du sort de la population palestinienne de Gaza, appelant à un cessez le feu immédiat du côté israélien. Elle est ainsi en faveur d'une pression accentuée de Washington sur le gouvernement israélien afin de faire cesser la guerre et acheminer efficacement l'aide humanitaire aux Palestiniens. Mais la candidate Harris reste adepte de l'équilibre. Elle n'a ainsi pas profité de la convention démocrate du mois d'août pour proposer une rupture de fond sur cette question pourtant la plus polarisante pour la politique étrangère américaine depuis la guerre d'Irak de 2003¹⁷. De fait, en cas de présidence démocrate, la rhétorique américaine vis-à-vis d'Israël pourrait être plus sévère qu'aujourd'hui, accentuant le désalignement politique des deux pays. Une présidence Harris pourrait être similaire à celle de l'ère Carter : un soutien des Etats-Unis de principe à Israël mais pas au détriment des droits des Palestiniens. De nouvelles initiatives pour promouvoir une solution à deux Etats pourraient être proposées¹⁸, au grand dam du gouvernement Netanyahu voire des Israéliens eux-mêmes.

Vis-à-vis de l'Iran, une Présidence démocrate reprendra l'héritage Biden, à savoir la recherche du dialogue, la réduction des tensions et la non-confrontation afin de préserver la stabilité régionale. Sur le programme nucléaire iranien, et alors que cette thématique pourrait être un des premiers défis de la nouvelle administration compte-tenu de l'escalade régionale entre Israël et l'Iran, il est peu probable que Kamala Harris souhaite reprendre les négociations avec l'Iran, sauf si celui-ci démontre sa volonté de faire des concessions¹⁹. Le mandat Biden n'a d'ailleurs vu aucune avancée diplomatique sur ce sujet dorénavant gelé. La candidate démocrate reste cependant favorable au JCPOA²⁰, en rupture complète avec son adversaire républicain. En 2018, elle a fortement critiqué la décision « téméraire » de Trump de se retirer de cet accord, qu'elle considérait comme un succès majeur de l'administration Obama. Elle a également condamné en 2020 l'élimination par les Etats Unis de Qassem Soleimani²¹, afin d'éviter « l'escalade et la confrontation »²². En cas d'ouverture diplomatique de Téhéran, notamment dans le contexte de sa nouvelle présidence, une reprise des négociations reste donc théoriquement envisageable. Une administration Harris mettra cependant une pression plus importante sur l'Iran (comme sur d'autres pays) en matière de respect des droits de l'homme qui deviendra certainement une ligne politique à part entière. Kamala Harris a en effet largement critiqué les violences du régime iranien contre les protestataires et les mouvements anti-gouvernementaux depuis 2022²³.

11 Ce qui n'empêche pas le Président Erdogan de chercher à avoir une rencontre bilatérale avec la candidate démocrate. Turkiye Today, 20/09/2024.

12 Si Tim Waltz soutient la politique traditionnelle des démocrates au Moyen-Orient, il semble moins interventionniste que la plupart et regarde avec beaucoup de méfiance les alliés régionaux de Washington, notamment au prisme du respect des droits de l'homme. Al Jazeera, 08/08/2024.

13 Notamment auprès des arabes-américains et des courants les plus à gauche du parti démocrate, présents en nombre dans le Michigan (swing state) qui critiquent fortement l'absence de résultats de l'administration Biden à faire pression sur Israël pour arrêter la guerre à Gaza.

14 Al Majalla, 04/08/2024.

15 BBC, 08/08/2024.

16 En mars 2024, elle a déclaré « qu'Israël n'en faisait pas assez pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza », menaçant même l'Etat hébreu de « conséquences s'il lançait une invasion terrestre de Rafah ». Reuters, 22/07/2024.

17 Al Monitor, 25/08/2024.

18 Kamala Harris a déclaré que « la solution à deux Etats est la seule voie tant pour un Etat d'Israël démocratique et en sécurité que pour donner aux Palestiniens leurs droits à la liberté, la sécurité et la prospérité ». Al-Sarira, 09/08/2024.

19 Reuters, 22/07/2024.

20 Joint Comprehensive Plan of Action.

21 Commandant de la Force Al Qods, Al-Sarira, 09/08/2024.

22 Ibid.

23 The National, 22/07/2024.

Avec les pays du Golfe et notamment l'Arabie Saoudite, une nouvelle administration démocrate devrait continuer d'insister sur le respect des droits humains par ses partenaires. Lorsqu'elle était au Sénat, Kamala Harris a vivement critiqué l'Arabie Saoudite quant à la conduite de la guerre au Yémen et quant à son implication dans la mort du journaliste du Washington Post, Jamal Khashoggi. Elle s'est même opposée à la vente d'armes à Ryad²⁴. La candidate démocrate s'est également prononcée en faveur d'un aggiornamento de la relation américano-saoudienne afin que celle-ci « corresponde aux valeurs et intérêts des Etats-Unis »²⁵. Mais une dose de « réalisme » pourrait s'imposer à l'administration démocrate surtout en cas de reconduction à son poste d'A. Blinken, secrétaire d'Etat chevronné et bien au fait des luttes de puissance en cours dans le Golfe. La poursuite des efforts américains pour un accord trilatéral entre Washington, Ryad et Jérusalem, incluant des garanties de sécurité américaines au profit du royaume wahhabite, semble avoir le plein soutien de K. Harris, à condition d'obtenir d'Israël son acceptation d'une voie pour la constitution d'un Etat palestinien indépendant (condition saoudienne que la candidate démocrate ne peut que soutenir). Un tel rapprochement trilatéral serait une victoire diplomatique face à la Chine et la Russie. L'extension des accords Abraham aux domaines des technologies et de la transition énergétique serait aussi probablement recherchée.

UN MANDAT TRUMP 2 DANS LE SILLAGE DU MANDAT TRUMP 1

C'est l'administration Trump qui est à l'origine des accords Abraham de septembre 2020 entre Israël, les EAU, Bahreïn et le Maroc, mais aussi du retrait des Etats-Unis du JCPOA en 2018 et d'un plan de paix avorté entre Israéliens et Palestiniens. Les fondements de cette politique étaient doubles : d'abord une volonté de faire peser le poids significatif des Etats-Unis dans les affaires de la région quand ils y voyaient un intérêt (concept de « peace through strength »²⁶) et ensuite une position ouvertement pro-israélienne²⁷ excluant les Palestiniens du paradigme de la résolution du conflit (vu comme israélo-arabe et non pas israélo-palestinien). Il est très probable qu'un second mandat Trump s'appuie sur ces mêmes principes avec une volonté d'accentuation du « retrait » militaire américain de la région, laissant finalement le sujet iranien à ses alliés régionaux (Israël et Arabie Saoudite) mais avec des garanties américaines (leading from behind). Et ce point représente une différence de taille avec l'administration démocrate.

Trump pourrait favoriser une liberté d'action plus grande donnée à Israël pour agir contre l'Iran dans son environnement régional (Liban, Syrie, Irak, Yémen) et son programme nucléaire. En contrepartie d'un soutien politique inconditionnel, l'Etat hébreu pourrait agir en tant que « gendarme régional », au profit de ses intérêts et de ceux des Etats-Unis, évitant à ces derniers de maintenir dans la durée des troupes au sol (Irak, Syrie, Jordanie). Cette rupture majeure dans la relation Washington/Tel Aviv hisserait alors Israël au rang de puissance majeure, au même titre que la Turquie, pour la gestion des conflits du Nord du Moyen-Orient (arc s'étendant de Gaza à l'Irak).

Donald Trump dispose d'un lien privilégié, économique et personnel, avec le royaume wahhabite. Celui-ci fut même en 2016 le théâtre de son premier déplacement à l'étranger comme Président. Il reste très apprécié par les Etats du golfe pour son opposition ferme à l'Iran, pour son pragmatisme et son absence d'intérêt pour la question du respect des droits de l'homme à l'étranger. Un partenariat approfondi de sécurité avec Washington étant ardemment recherché par ces pays²⁸, et particulièrement par l'Arabie Saoudite, des leviers de négociation sur des sujets régionaux plus larges (extension des accords Abraham par exemple) pourraient facilement s'ouvrir sous un deuxième mandat Trump. De son côté, une administration républicaine pourrait voir dans un nouvel accord-cadre avec Ryad (nouvel accord de type Quincy) un moyen de contrer l'influence de la Chine, de dissuader l'Iran, d'autonomiser les pays du Golfe et d'assurer l'intégration régionale d'Israël (et la disparition de la question palestinienne) en échange de garanties de sécurité américaines et d'une coopération énergétique renforcée. Un tel accord serait la consécration de « l'art du deal » tant vanté par le candidat Trump. Dans tous les cas, le rapprochement saoudo-américain sera sans nul doute une haute priorité internationale d'un second mandat Trump et vu comme la « solution » aux problèmes de la région.

Le « Deal du siècle » proposé par Trump en 2020 comme plan de paix entre Israéliens et Palestiniens reconnaissait la légalité des colonies israéliennes en Cisjordanie et donc les prétentions de l'Etat hébreu sur la Judée et Samarie, en échange de territoires israéliens frontaliers avec l'Egypte dans la région de Gaza.

²⁴ Al Majalla, 04/08/2024 et Al Ahram, 30/07/2024.

²⁵ The National, 22/07/2024.

²⁶ Washington Post, 31/01/2024.

²⁷ Comme en témoigne la reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre 2017 et la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan.

²⁸ Les faibles résultats de l'attaque iranienne d'avril 2024 contre Israël ayant démontré qu'une architecture régionale de défense aérienne sous leadership américain était souhaitable pour leur propre protection. Ce qui n'empêche pas les pays du Golfe de sonder régulièrement les Chinois et les Russes en matière de sécurité.

Vu la situation actuelle et le conflit à Gaza, ce projet, gelé dès son origine, semble désormais caduque. En tout cas, les opérations militaires israéliennes à Gaza et l'occupation de zones entières de l'enclave palestinienne par Tsahal rendent illusoire la possibilité d'échanges de territoires dans le cadre d'un processus de paix. Trump reste attaché à la défense d'Israël et a fortement critiqué les velléités de l'administration Biden de geler les livraisons d'armes américaines à Tel Aviv. A contrario, il est gêné par la longueur de ce conflit qui nuit à l'image d'Israël et donc indirectement à celle des Etats-Unis. Il a ainsi demandé à plusieurs reprises aux dirigeants de l'Etat hébreu de finir cette guerre « le plus vite possible »²⁹. Il a en outre critiqué le gouvernement israélien pour ses manquements face aux attaques du 7 octobre 2023³⁰. En août 2024, lors d'un meeting de campagne, il a précisé que s'il était élu Président, Israël recevrait toute l'aide nécessaire pour terminer rapidement la guerre à Gaza, menaçant à la même occasion le Hamas de représailles sévères des Etats-Unis si les otages américains encore détenus n'étaient pas libérés. Sur la question Israël/Palestine, un second mandat Trump pourrait s'articuler autour de trois axes : un soutien inconditionnel à Israël notamment face au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran ; un appui à l'insertion de l'Etat hébreu dans son environnement arabe via l'élargissement des accords Abraham à l'Arabie Saoudite (y compris en échange de garanties de sécurité fortes à Ryad) ; la disparition de la question nationale palestinienne via l'inclusion de cette population dans les pays avoisinants via des deals particuliers avec Washington. Une nouvelle administration Trump ne sera pas favorable à la cause palestinienne. Une reconstruction de Gaza sur fonds américains sera d'autant plus illusoire que la droite radicale israélienne reste très ancrée chez les proches conseillers de Trump. David Friedman, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël pendant le premier mandat Trump, tout comme Jared Kushner, son gendre, parlent ouvertement d'annexion par Israël de la Cisjordanie, d'un rivage gazaoui potentiellement intéressant pour l'immobilier de tourisme, et du déplacement des populations de l'enclave vers le Néguev ou d'autres pays, sans droit au retour³¹.

²⁹ Neue Zürcher Zeitung, 27/05/2024.

³⁰ The Guardian, 25/04/2024.

³¹ Ibid.

³² L'arme économique au travers d'un pétrole peu cher (via une forte relance de la production américaine) nuirait à l'Iran, tout comme à la Russie.

³³ À l'instar de l'élimination de Qassem Soleimani en janvier 2020.

³⁴ En octobre 2019, il a ainsi brusquement ordonné le retrait de nombreuses forces américaines de l'Est syrien.

Sur l'Iran, un deuxième mandat Trump devrait voir le retour de la politique de pression maximale sur Téhéran via l'accentuation des sanctions, notamment contre ses exportations de pétrole³², et de ciblage des hauts cadres Pasdarans présents dans la région³³. A contrario, il devrait s'abstenir de maintenir une trop forte empreinte militaire américaine au Moyen-Orient, le courant trumpiste étant plus isolationniste et focalisé sur la Chine qu'auparavant, notamment en raison de la « fatigue » américaine pour les longues guerres de la région. Le retrait des troupes américaines du Moyen-Orient était une promesse du candidat Trump avant son premier mandat et il a constamment essayé de le faire jusqu'en 2019, s'opposant même à ses conseillers sur ce sujet³⁴. Ce point restera d'actualité pour un deuxième mandat Trump qui pourrait voir un retrait complet des forces américaines de Syrie et d'Irak, voire d'autres pays, confiant la sécurité de la région à ses alliés locaux, pour la plus grande crainte de la Jordanie et du Liban.

ARNAUD PEYRONNET

LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE L'INDE ET ISRAËL AU XXIÈME SIÈCLE

EMILIEN POUCHIN, ANCIEN ASSISTANT DE RECHERCHE AU SEIN DE LA FMES

L'Inde, pays promoteur du mouvement des non-alignés et ardent défenseur de l'anticolonialisme, a manifesté sa solidarité pour la cause palestinienne lors des premières décennies du conflit israélo-palestinien. Les événements du 7 octobre 2023 ont toutefois mis en exergue une proximité avec Israël. La relation indo-israélienne, dont le fil rouge est le développement du partenariat de défense, leur est en réalité mutuellement bénéfique. D'un côté, Israël a réussi à détourner l'Inde de la cause palestinienne et à en faire son premier acheteur d'armes ; de l'autre, l'Inde a besoin de l'expertise sécuritaire israélienne et de sa BITD de haute technologie pour maintenir l'équilibre contre le Pakistan et mener à bien sa politique de multi-alignement. Depuis une décennie, l'amitié unissant Benjamin Netanyahu et Narendra Modi et la proximité idéologique existant entre le Likoud et le BJP facilitent ce rapprochement.

Au lendemain des attaques du 7 octobre 2023, l'étude des tendances sur X a révélé qu'une grande quantité des tweets accompagnés des mentions #IsraelUnderAttack ou #IstandWithIsrael, provenaient d'Inde. Les internautes indiens ont également relayé de nombreuses vidéos diffusant de fausses informations anti-palestiniennes¹. Ces derniers se sont largement pris d'empathie pour Israël, notamment à la suite des prises de position de leur premier ministre. Narendra Modi a en effet affirmé sans ambiguïtés son soutien à Israël, tandis que son parti, le BJP (Bharatiya Janata Party – Parti indien du peuple) établissait un lien entre les attentats perpétrés par le Hamas et celui de Bombay en 2008, organisé par le groupe terroriste pakistanais Lashkar-e-Toiba.

Quelques mois plus tard, le premier ministre organisait, conjointement avec le gouvernement de Benjamin Netanyahu, de vastes campagnes de recrutements de travailleurs indiens prêts à s'expatrier en Israël. Le but de ces campagnes était de combler le déficit de main d'œuvre dans les domaines du bâtiment, de la santé et de l'agriculture, dû à l'annulation des permis de travail des quelques 160.000 travailleurs palestiniens qui traversaient jusqu'alors quotidiennement la frontière².

Cet article explique comment l'Inde, initialement proche des États arabes et sympathisante de la cause palestinienne, a pu réorienter sa politique étrangère afin de favoriser ses relations avec Israël.

L'INDE : UN PAYS PROPALESTINIEN ATTIRÉ PAR L'OFFRE SÉCURITAIRE ISRAËLIENNE

À neuf mois d'intervalle, la décolonisation des territoires sous tutelle britannique aura engendré la création de deux nouveaux États : l'Inde, le 15 août 1947, et Israël, le 14 mai 1948. Dès son indépendance, l'Inde s'est opposée à la partition de la Palestine et à la création de l'État israélien. Cette prise de position a été motivée par des facteurs d'ordre politique (la volonté de Gandhi de promouvoir une unité nationale hindou-musulmane), géopolitique (la proximité avec l'URSS et le développement du commerce d'hydrocarbures avec les États arabes), idéologique (la défense de l'anti-impérialisme et de l'anticolonialisme par chef de gouvernement Jawaharal Nehru) et électoraliste (l'acquisition du soutien électoral de la communauté musulmane pour le parti du Congrès national indien – INC)³.

De ce fait, si l'Inde a reconnu l'État hébreux en 1950, les relations diplomatiques officielles n'ont été établies qu'en 1992.

Durant les premières décennies du conflit israélo-palestinien, New Delhi a systématiquement pris le parti des États arabes et a soutenu la création de l'OLP en 1964. Malgré cela, Israël a apporté un soutien militaire à l'Inde lors du conflit l'opposant à la Chine en 1962, puis au Pakistan en 1965 et en 1971. Cette assistance s'explique à la fois par inimitié contre le Pakistan, considéré comme ennemi de la cause sioniste, ainsi que par volonté d'éloigner l'Inde de la cause palestinienne.

¹ Louis Chahuneau, « Guerre Israël-Hamas : comment l'Inde est devenue l'un des principaux soutiens de Netanyahu », France 24, 27/20/2023

² « Israël : des travailleurs indiens pour pallier le manque de main d'œuvre », France 24, 22/02/2024.

³ Christophe Jaffrelot, « Inde-Israël : le nouvel élément clé de l'axe du Bien ? », Critique internationale, 2003, p. 24- 32.

Les années 1960 marquent ainsi le début d'une coopération dans les secteurs de la défense et du renseignement qui, bien qu'elle demeurera sous les radars durant des décennies, est le socle des relations indo-israéliennes.

Les années 1990 ont été l'occasion d'un bouleversement stratégique pour l'Inde. La chute de l'URSS (le principal fournisseur d'armes du pays), l'insurrection du Cachemire (1990-1996), l'essor au Proche-Orient de l'Islam comme élément mobilisateur en remplacement de l'idéologie marxiste-nationaliste, la croissance du terrorisme islamiste et l'escalade des tensions avec le Pakistan poussent New Delhi à se trouver de nouveaux alliés. Israël apparaît alors comme un partenaire séduisant, car il est susceptible de fournir des armements de haute technologie, du renseignement et des expertises en matière de contre-terrorisme, de contre-insurrection et de protection des frontières. L'établissement de relations officielles avec Israël en 1992 est une étape symbolique de ce nouveau partenariat, qui sera voué à se renforcer à mesure que la menace terroriste s'intensifiera. Ainsi, dès 1999, Israël renouvelle son soutien militaire à son partenaire indien lors de la crise de Kargil et, au lendemain des attentats du 11 septembre, les deux pays créent un groupe de travail commun pour la sécurité aérienne, la protection des frontières, la lutte contre le financement du terrorisme et la cyberguerre⁴.

En 1996, le BJP, parti de l'actuel premier ministre Modi, arrive pour la première fois en tête à la chambre basse et constitue un gouvernement. Ce parti a toujours été un ardent défenseur de la coopération avec Israël et ses dirigeants se sont montrés admiratifs de la politique israélienne de sécurité nationale. Ainsi, les visites de l'État hébreux par les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères indiens en 2000 figurent parmi les actes marquants du premier ministre Atal Bihari Vajpayee sur la scène internationale. Trois ans plus tard, Ariel Sharon effectuera la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien en Inde, qui sera l'occasion d'officialiser le rapprochement en matières de lutte anti-terroriste et de reconnaître l'importance que joue Israël auprès de l'Inde sur les enjeux de défense et de sécurité nationale.

Par le développement de la coopération sécuritaire, Tel Aviv a réussi à atténuer le soutien indien à la cause palestinienne et à faire de l'Inde son premier acheteur d'armes. Cette dernière y trouve son compte car l'État hébreux est moins regardant que les autres partenaires occidentaux sur les questions de corruption et sur la manière dont ses armements seront employés. Ce commerce des armes est donc à la fois profitable à l'Inde, car il permet de rechercher la supériorité quantitative et technologique sur le Pakistan, et à Israël, dont la BITD de haute technologie a besoin d'exportations pour financer ses programmes de R&D très onéreux.

Depuis 2022 et la guerre en Ukraine, l'Inde cherche par ailleurs à réduire ses achats d'armements russes, dont la disponibilité est moindre et les performances parfois décevantes.

LE DÉVELOPPEMENT DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE INDO-ISRAËLIEN

En politique étrangère, la doctrine du non-alignement a été abandonnée par le BJP car elle est considérée comme étant une stratégie du faible. Il s'agit en outre d'une manière de marquer sa distance avec l'héritage politique de Nehru. La diplomatie indienne du XXIème siècle repose au contraire sur le multi-alignement; une position largement défendue et théorisée par l'actuel ministre des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar. Considérée comme mieux adaptée à un monde multipolaire, cette politique correspond davantage à un État actif sur la scène internationale, cherchant à profiter des forces et des faiblesses des différents acteurs afin de les pousser à son avantage⁵. L'Inde essaye ainsi d'entretenir de bonnes relations bilatérales avec un maximum d'acteurs, sans pour autant se préoccuper de l'animosité qui pourraient en opposer certain. Par exemple, depuis la chute de l'URSS, New Delhi s'est largement tournée vers l'Occident tout en maintenant des liens forts avec la Russie. Une autre illustration de ce multi-alignement pourrait être les relations tissées avec l'Iran, acteur majeur dans la stratégie anti-pakistanaise, en parallèle de celles avec Israël. Pourtant, New Delhi essaye de se tenir à distance du conflit opposant ses deux partenaires.

Au cours des dernières années, l'Inde a largement accru ses dépenses militaires. Elle s'est positionnée au premier rang des pays importateurs d'armes entre 2018 et 2022 et au quatrième rang concernant le budget de défense sur l'année 2023-2024⁶. La stratégie de multi-alignement est particulièrement visible dans ce secteur puisqu'entre 2019 et 2023, les principales importations d'armes provenaient de Russie (45%), de France (29%), des États-Unis (11%) et d'Israël (8%). A contrario, son rival pakistanais est dépendant à près de 80 % des importations chinoises⁷.

⁴ Ely Karmon, « Coopération antiterroriste de l'Inde avec Israël », Sécurité globale, 2022, p. 85-100.

⁵ Olivier Da Lage, « Au lendemain des élections, quels choix pour l'Inde sur la scène internationale ? », conférence à la FMES, 27/06/2024.

⁶ Jean-Luc Racine, « L'Inde dans le jeu des puissances, entre Ukraine et G20 », Politique étrangère, 2023, p. 97-109.

⁷ « European arms imports nearly double, US and French exports rise, and Russian exports fall sharply », SIPRI, 11/03/2024

Si Israël n'occupe que la quatrième place, il n'en demeure pas moins que l'Inde est le principal débouché international de sa BITD et que la coopération recouvre de nombreux domaines⁸ :

- **Spatial** : les deux pays collaborent sur des programmes satellitaires, comme en atteste le satellite de reconnaissance indien RISAT-2 ; l'Inde procède au lancement de satellites israéliens, en échange de renseignements et d'images.

- **Aérien** : les sociétés israéliennes ELBIT et IAI (Israël Aerospace Industries) fournissent à l'Inde des pièces pour le maintien en condition opérationnelle des flottes d'avions de combat MiG(27 et MiG-29 et d'hélicoptères Mi-8 ; production en joint-venture des munitions rôdeuses Skystriker et des drones Hermès-900 ; achat de systèmes antiaériens Spyder, de 3 avions AEW&C Phalcon EL/W-2090⁹, de drones MALE Héron et Hermès-450.

- **Naval** : achat des missiles surface-air Barak-1 et production en joint-venture (par l'entreprise KRAS¹⁰) de la nouvelle génération Barak-8 ; Israël aurait des facilités navales en Inde.

- **Terrestre** : création de l'entreprise PLR Systems en Inde, afin de produire des armes à feu israéliennes (fusils d'assaut Tavor et X95, fusils de précision Galil et pistolet-mitrailleur Uzi) et des missiles anti-chars Spike.

- **Transferts de technologies** : de nombreux programmes d'armements indiens intègrent des technologies de systèmes d'armes israéliens. Par exemple, l'avion multirôles LCA Tejas est inspiré du Lavi, le char de combat Arjun du Merkava, le missile balistique Prithvi du Jericho-1. Israël contribue en cela à l'indigénisation progressive des systèmes d'armes de l'armée indienne ; un concept popularisé par Narendra Modi sous l'expression « Atmanirbhar Bharat Abhiyan » (campagne pour une Inde autosuffisante)¹¹.

Le Pakistan se montre inquiet du développement ce partenariat stratégique, notamment à la suite de l'acquisition des trois avions AEW&C Phalcon. Islamabad dénonce une coopération parrainée par les États-Unis à même de rompre l'équilibre des puissances en Asie du Sud et de déstabiliser la région.

8 Zahid Ali Khan, « Development in Indo-Israel relations since 9/11 : Pakistan's security concern and policy options, South Asian Studies, vol. 26, 2011, p. 131-151.

9 AEW&C : Airborne Early Warning & Control

10 KRAS (Kalyani Rafael Advanced System), une coentreprise entre Kalyani Strategic Systems et Rafael Advanced Systems.

11 Gilles Boquérat, « La marche indienne vers l'indigénisation », DEFENSE&Industries, n°17, 2023.

12 Marie Dougnac, « Les élections législatives 2024 en Inde : l'instrumentalisation de la religion par un pouvoir nationaliste hindou », Géococonfluences, 02/07/2024

MODI ET NETAYAHU : UNE PROXIMITÉ IDÉOLOGIQUE FAVORISANT UNE VISION DU MONDE COMMUNE

Le parti BJP a de longue date défendu l'alliance avec Israël et Narendra Modi, premier ministre depuis 2014, a accéléré le rapprochement entre les deux pays. Ceci a été favorisé par une vision du monde partagée par le Likoud et le BJP, mais également par la parenté intellectuelle, voire l'amitié unissant Modi à Netanyahu.

Le BJP est un parti nationaliste, conservateur et libéral, qui défend une idéologie proche de l'hindutva¹². Cette dernière est une doctrine politique reposant sur le nationalisme et le suprémacisme hindou, affirmant l'hindouisme comme socle de l'identité indienne. Elle tend à faire de l'Inde un pays de langue hindie, de religion hindoue et dont les minorités religieuses seraient considérées comme des citoyens de seconde zone. Les dirigeants du BJP s'approprient également la « théorie des deux nations »¹³ développée par l'homme politique pakistanais Muhammad Ali Jinnah et désignent régulièrement la communauté musulmane comme une cinquième colonne manipulée par le Pakistan ou les islamistes¹⁴. La politique menée par le parti au pouvoir alimente ainsi les conflits religieux et tend à faire du pays une « démocratie ethnique »¹⁵.

En 2014, Narendra Modi tempérait ce discours nationaliste au profit d'une campagne axée sur les enjeux économiques et de développement. Toutefois, les thématiques de sécurité et d'identité furent au cœur des campagnes législatives de 2019 et de 2024. Dès sa réélection en 2019, le premier ministre fera voter la suppression de l'autonomie du Cachemire et une loi de citoyenneté interdisant l'obtention de la nationalité aux réfugiés musulmans. En 2024, Modi s'est maintenu au pouvoir mais avec une majorité très dégradée qui ne lui permettra pas de faire adopter sa promesse de réforme constitutionnelle visant à faire disparaître le sécularisme de la Constitution.

Les nationalistes hindous établissent une proximité idéologique et stratégique avec Israël et le peuple juif par le fait qu'ils se considèrent comme étant deux peuples élus et vivant au sein d'États soumis à une menace commune : l'Islam.

13 Muhammad Ali Jinnah estime que la religion est le principal facteur d'identité dans le sous-continent indien. Les musulmans et les hindous appartiennent selon lui à deux civilisations différentes et les réunir en un seul État, où l'une sera majoritaire sur l'autre, ne peut amener qu'à la destruction de ce dernier. Il en déduit que les musulmans doivent avoir le droit à leur État propre et aura en cela largement influencé le mouvement d'indépendance du Pakistan vis-à-vis de l'empire colonial britannique.

14 Christophe Jaffrelot, op. cit., 2003.

15 Ibid.

C'est sur ce terreau idéologique que le premier ministre Modi entretient auprès de sa base électorale la nécessité de l'alliance indo-israélienne. De son côté, Netanyahu s'est également fait réélire grâce aux voix des franges nationalistes et ultra-orthodoxes de l'électorat israélien, notamment tenants du « sionisme religieux ». Les défenseurs de cette vision estiment que « la terre d'Israël, la Cisjordanie, n'appartient qu'aux juifs »¹⁶. Les deux chefs d'État dirigent un pays à forte minorité musulmane et y opposent une identité majoritaire ; il est en cela aisé de comprendre que Netanyahu et Modi entretiennent une vision du monde similaire, à la fois par idéologie et pour des raisons électorales.

LE DIFFICILE POSITIONNEMENT DE L'INDE SUR LE DOSSIER PALESTINIEN

Fort de cette proximité, Narendra Modi s'affiche publiquement avec son homologue israélien lors de l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2014, puis lors de la COP21 de Paris en 2015. Le nouvel élan donné à cette relation bilatérale conduira l'Inde à s'abstenir à partir de 2015 lors de certains votes de résolutions de l'ONU concernant la Palestine, notamment en 2021 à propos d'un vote demandant une enquête sur les bombardements israéliens à Gaza.

En 2017, le premier ministre indien effectue une visite d'État en Israël, dont le sujet central sera à nouveau la coopération sécuritaire. Cette visite est historique à double titre : non seulement il est le premier chef de gouvernement indien à se rendre en Israël, mais il repart sans avoir effectué d'étape en Palestine (il s'y rendra en 2018, sans aller en Israël). Il rompt ainsi une pratique diplomatique indienne informelle, établie par les visites ministérielles précédentes. Ce faisant, il montre que la politique étrangère indienne décloisonne les dossiers israélien et palestinien¹⁷. À la suite des attentats du 7 octobre 2023, Narendra Modi a rapidement adressé sur X ses pensées et ses prières aux victimes innocentes, avant d'exprimer son soutien à son homologue israélien. Puis, lorsque l'armée israélienne a fait part des problèmes de stocks auxquels elle était confrontée, ce fut au tour de l'Inde de fournir une assistance militaire à son allié (envoi de roquettes, d'explosifs, de munitions d'artillerie, et même de drones MALE Hermes-900 produits en Inde par la joint-venture Elbit-Adani). Toutefois, si Modi est à titre personnel nettement pro-israélien, il est contraint de modérer ses discours pour des raisons de politique interne et internationale. Sur le plan interne, sa difficile réélection suite aux élections législatives de 2024 a modifié les rapports de forces partisans. Modi se doit d'être moins clivant sur ce sujet et est en train de revenir sur une ligne plus équilibrée et proche de celle du BJP du début des années 2000.

Sur le plan international, l'Inde, grâce à son appartenance au groupe des BRICS et à sa défense du mouvement des non-alignés pendant la Guerre froide, se veut être le porte-voix des pays du Sud. Or, ceux-ci ont largement exprimé leur solidarité à la Palestine contre un État israélien affilié à l'Occident ; l'initiative sud-africaine de dépôt de plainte pour génocide contre Israël auprès de la Cour internationale de Justice a par ailleurs rencontré un écho non négligeable en Inde. Afin de ne pas paraître en rupture avec les pays qu'elle entend représenter et contrer l'influence grandissante de l'Afrique du Sud auprès des pays en développement, New Delhi a rapidement équilibré sa position sur le conflit. Au-delà du conflit au Proche-Orient, la percée d'un nationalisme hindou combatif contre l'Islam peut entraver les discours d'une Inde qui entend représenter et défendre les pays du « Sud global », pourtant en grande majorité concerné par le fait religieux islamique.

Depuis les attaques du Hamas, le ministre des Affaires étrangères Jaishankar a tempéré la prise de position pro-israélienne de son chef de gouvernement en rappelant à plusieurs reprises la position historiquement équilibrée de l'Inde sur le conflit et son soutien à une Palestine autonome, qu'elle ne confond pas avec le terrorisme. New Delhi défend historiquement en effet des positions anti-impériales et anticoloniales difficilement conciliables avec la politique israélienne en Palestine. Cela contraint parfois, au gré des événements et des rapports de force, les dirigeants indiens à rééquilibrer leurs positions. La participation indienne à l'UNRWA a ainsi été quadruplée en 2020 et Modi a renvoyé dos à dos Israël et le Hamas suite à l'escalade des tensions en mai 2021.

LA STRATÉGIE DE L'INDE AU MOYEN-ORIENT AU-DELÀ D'ISRAËL

Narendra Modi s'est fait remarquer par une activité diplomatique accrue au Moyen-Orient depuis 2015. Le premier ministre revendique une initiative « Think West », afin d'équilibrer son « Act East Policy », qui conduisait à intensifier les efforts diplomatiques dans le golfe du Bengale et en Asie du Sud-Est¹⁸.

16 Ory Pascal, Filiu Jean-Pierre, « L'Israël de Benjamin Netanyahu », conférence Les rendez-vous de l'Histoire n°26, Société civile des auteurs multimédias, le 29/11/2023.

17 Ely Karmon, op. cit., 2022.

18 Nicolas Barel, « Modi looks West ? Assessing change and continuity in India's Middle East policy since 2014 », International Politics, vol. 59, 2022, p. 90-111.



Source : https://en.wikipedia.org/wiki/File:IMEC_and_its_connections.png

Depuis son accession au pouvoir, Modi a visité neuf pays du Moyen-Orient, soit davantage que ses quatre prédécesseurs réunis.

En premier lieu, et comme beaucoup de pays dans le monde, l'intérêt majeur de l'Inde pour le Moyen-Orient réside dans les ressources en hydrocarbures, dont l'abondance et la disponibilité est à même de satisfaire les besoins d'un pays très énergivore. L'Inde profite par ailleurs d'un contexte international qui lui est favorable pour pousser ses pions dans la péninsule arabique. En effet, ces pays historiquement proches du Pakistan ont pris leurs distances depuis le milieu des années 2010, alors que ce dernier a refusé de participer à la coalition arabe contre le Yémen et n'a pas soutenu la répression contre Bahreïn en 2015. Modi essaye ainsi d'engager des discussions avec les pays du Golfe afin de favoriser la coopération dans la lutte contre le terrorisme, l'extradition de terroristes et ses sources de financement. Il instrumentalise notamment sa diaspora très nombreuse dans la péninsule comme outil de rapprochement et d'influence.

New Delhi approche la région du Moyen-Orient à travers deux cadres multilatéraux principaux, dans lesquels Israël joue un rôle de premier ordre, le I2U2 Group (India, Israel, United States, United Arab Emirates) et le projet IMEC (India Middle-East Europe Corridor). L'initiative I2U2 a pu être comparée au Quad¹⁹ du Moyen-Orient, ou présentée comme une alliance indo-abrahamique conclue dans la continuité des accords d'Abraham. Son but est de favoriser la coopération, l'échange d'expertises et les investissements communs dans les domaines de l'eau, de l'énergie, du transport, de l'espace, de la santé et de la sécurité alimentaire. Cette alliance sert les intérêts américains en rapprochant ses alliés (l'Égypte et l'Arabie Saoudite pourraient y être intégrés) et en renforçant les accords d'Abraham. Du point de vue indien, elle permet de se rapprocher de l'axe américano-israélien et dépasser les cadres sécuritaire et énergétique dans ses relations avec Israël et les pays arabes.

Le projet IMEC est quant à lui le résultat d'une volonté indienne d'échapper à l'encerclement des routes commerciales chinoises : au sud, par les routes maritimes du collier de perle et au nord, par le CPEC (China-Pakistan Economic Corridor) reliant le Xinjiang à l'accès maritime de Gwadar au Pakistan en passant par Islamabad²⁰. Chapeauté par les États-Unis, l'IMEC permettra aux Occidentaux d'encourager une alternative à la Belt and Road Initiative. Annoncé au G20 de septembre 2023, ce projet devrait relier l'Inde à l'Europe par des voies maritimes et ferroviaires. L'un des défis à relever est d'offrir une alternative terrestre au canal de Suez et au détroit d'Ormuz en construisant une ligne de chemin de fer reliant l'Arabie Saoudite à Israël.

Israël ferait ainsi figure de plaque tournante dans le dispositif IMEC grâce à son port d'Haïfa, dont le rachat par l'entreprise indienne Adani Ports and Special Economic Zone (APSEZ)²¹ a été salué par Netanyahu. Celle-ci est dirigée par le milliardaire Gautam Adani, un ami proche du premier ministre Modi. Le projet IMEC est toutefois une idée qui reste pour le moment très virtuelle. Il a pris du retard à cause de l'embrasement du Levant et de l'activisme des Houthis, tout en dépendant d'investissements colossaux encore non détaillés.

Le premier ministre Narendra Modi vient d'être réélu pour un nouveau mandat, durant lequel il poursuivra l'ambition de faire accéder son pays au cercle des puissances de premier rang. A ce titre, il est probable qu'il intensifie ses efforts au Moyen-Orient, notamment en direction d'Israël et des monarchies du Golfe (Émirats Arabes Unis, Oman et l'Arabie Saoudite). L'affrontement entre Israël et l'Iran et ses alliés affecte toutefois les intérêts stratégiques de l'Inde en matière sécuritaire et commerciale, puisque son ambitieux projet de connectivité nécessite une relative stabilité. Malgré tout, l'alliance indo-israélienne fait l'objet d'une relative continuité depuis plusieurs décennies et ne devrait être remise en cause par aucune alternance prochaine. En revanche, si l'Inde s'est rapprochée du bloc occidental depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, elle veille à ne pas s'y enfermer afin de maintenir sa stratégie de multi-alignement et de conserver son aura auprès des pays émergents.

EMILIEN POUCHIN

¹⁹ Le Quadrilateral Security Dialogue est un groupe de dialogue stratégique sur l'Indopacifique regroupant les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde.

²⁰ Alberto Rizzi, « The ultimate connexion : How to make the India-Middle East Europe economic corridor happen », European council on foreign relations, 23/04/2024.

²¹ Azad Essa « Le port de Haïfa, l'indien Adani et le projet d'Israël pour le Moyen-Orient », Middle East Eye, 14/07/2023.

ISRAËL FACE AU SPECTRE D'UNE GUERRE LONGUE

ARNAUD PEYRONNET, CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA FMES

Alors que l'État d'Israël s'enfonce dans une guerre longue qui s'est régionalisée, cette situation de conflit permanent devrait profondément influencer la stratégie du gouvernement ainsi que l'évolution de la société israélienne.

Plus de dix mois après le drame du 7 octobre 2023, l'État d'Israël s'enfonce dans une guerre longue, à la fois contre le Hamas mais également contre l'axe iranien. Cet affrontement s'est également régionalisé. En effet, il s'étend du Liban au Yémen en passant par la Syrie et l'Irak. Des frappes directes entre Téhéran et Tel Aviv ne sont plus exclues. Cette situation de conflit permanent va sans doute devenir le nouveau paradigme dans lequel la société israélienne va devoir évoluer à l'avenir. Dans ce contexte, la menace iranienne reste perçue comme existentielle. Malgré une forte fragmentation de la société, une montée de la radicalisation et des tensions internes de plus en plus perceptibles, l'union nationale perdure. L'économie israélienne reste également solide après une courte récession fin 2023. L'important déficit budgétaire, lié aux impératifs de défense, reste toutefois préoccupant pour les équilibres économiques du pays à long terme, notamment si une guerre régionale longue survenait.

LA PERSPECTIVE D'UN CONFLIT DE LONGUE DURÉE

La guerre d'Israël contre le Hamas à Gaza se poursuit, presque un an après l'attaque terroriste du 7 octobre 2023. La détermination israélienne de se « venger » du Hamas et d'éviter que de telles attaques terroristes se reproduisent de nouveau paraît intacte tant le choc traumatique du 7-October reste massif dans la société israélienne. L'éradication des capacités militaires et politiques du Hamas à Gaza, en Cisjordanie et à l'étranger¹ est un objectif stratégique de Tel Aviv, largement partagé par la société israélienne. Les opérations militaires à Gaza, en Cisjordanie ainsi que les éliminations ciblées des dirigeants du Hamas vont donc se poursuivre autant que nécessaire². L'armée israélienne se prépare à cette guerre longue. Tsahal a redécoupé l'enclave palestinienne selon des objectifs militaires : création d'une zone tampon à la frontière Israël / Gaza de façon à empêcher les Palestiniens de se rapprocher d'Israël ; mise en place du corridor de Netzarim contrôlé par

Tsahal, séparant le Nord et le Sud de l'enclave ; prise de contrôle militaire du corridor de Philadelphie entre Gaza et la frontière égyptienne. L'armée israélienne se met ainsi en position pour conduire dans la durée des opérations « coup de poing » en attendant la « capitulation » du groupe islamiste ou tout du moins l'éradication de ses cadres. De la même façon, les opérations israéliennes en Cisjordanie contre les cellules armées du Hamas vont se poursuivre.

En parallèle, l'État hébreu fait face à la propagation de ce conflit sur plusieurs autres fronts, le mettant à portée directe de « l'axe de la Résistance » iranien. Depuis le début de la guerre à Gaza, Israël subit des attaques régulières du Hezbollah le long de la Ligne Bleue ou sur le plateau du Golan, conduisant à l'évacuation de plus de soixante mille habitants des villages frontaliers israéliens et des tirs de riposte systématiques de Tsahal. La possibilité d'une guerre au Liban, latente depuis 10 mois, a été rappelée par le Premier Ministre israélien après l'attaque meurtrière du Hezbollah sur le village druze de Majdal Shams, le 28 juillet 2024. L'élimination du chef militaire du mouvement chiite libanais, Fouad Chokr, le 30 juillet, en plein cœur de Beyrouth, en riposte à cette attaque, élève de nouveau le risque d'un conflit majeur sur le front nord d'Israël, voire directement avec l'Iran. Les échanges de tirs en profondeur entre Israël et le Hezbollah le 25 août dernier s'inscrivent dans cette tendance même s'ils gèlent, pour un temps, le contentieux lié à l'élimination de Fouad Chokr. D'autres épisodes de ce type dans les prochaines semaines et mois sont probables. En Syrie, les forces israéliennes continuent de cibler méthodiquement les représentants du corps des Pasdarans iraniens, notamment à Damas, ceux-ci étant accusés d'organiser les transferts d'armements vers le Hezbollah. Dans cette zone, les frappes israéliennes visant à endiguer la présence iranienne vont perdurer.

¹ Voir les éliminations ciblées de Saleh AlArouri, n° 2 de l'organisation, à Beyrouth en janvier 2024 et celle d'Ismaïl Haniyeh le 31 juillet à Téhéran.

² À l'instar de l'élimination de Mohammed Deif, chef militaire du Hamas à Gaza le 13 juillet 2024 et de Marwan Issa (n° 3 de l'organisation) en mars 2024.

Rompant avec sa politique traditionnelle de « patience stratégique »³, Téhéran a, pour la première fois de son histoire, attaqué directement l'État hébreu le 13 avril 2024, au travers du lancement, depuis son territoire, de 350 missiles et drones d'attaque contre le territoire israélien⁴. Les autorités iraniennes ont souligné que, « désormais, si le régime sioniste attaque, il fera l'objet à nouveau d'une contre-attaque depuis l'Iran ; une nouvelle équation a été établie avec cette opération »⁵. Ce mode d'action « direct » iranien est nouveau, même si Téhéran a constaté qu'il était bien plus vulnérable aux raids aériens israéliens qu'Israël ne l'était de son côté face aux attaques de missiles et drones iraniens⁶. Mais quand il est symboliquement attaqué, voire humilié, à l'instar de l'élimination le 31 juillet 2024 en plein cœur de Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, chef politique du Hamas, l'Iran se doit de réagir directement et massivement. Le régime des Mollahs cherche en parallèle à durcir les agissements des groupes pro-iraniens pour dissuader les frappes directes sur son sol. En complément du Hezbollah, le régime des Houthis est dans ce cadre un acteur de choix pour Téhéran.

« Israël est en guerre ouverte sur plusieurs fronts, avec une accélération nette des hostilités contre « l'axe de la Résistance » iranien. Si l'éradication du Hamas risque de se poursuivre résolument avec davantage de raids et éliminations ciblées sur les hauts cadres du mouvement, la dynamique d'affrontement se porte désormais sur Téhéran et les milices qui lui sont inféodées. »

Dès le début du conflit à Gaza, les Houthis ont déclaré qu'ils viseraient, en riposte aux opérations israéliennes, les navires naviguant en mer Rouge ayant des liens avec l'État hébreu. Selon eux, « toute escalade à Gaza verra une escalade en mer Rouge » et « toute partie qui s'interposera entre eux et la Palestine sera affrontée »⁷. Outre les attaques contre le trafic maritime marchand en mer Rouge⁸, les Houthis ont régulièrement tiré des missiles de croisière et des drones sur le Sud d'Israël, menant à la paralysie complète du port d'Eilat. Le 19 juillet 2024, une nouvelle étape a été franchie avec le tir réussi d'un drone houthi sur la ville de Tel Aviv, faisant plusieurs victimes. L'audace de ce tir et la cible visée ont conduit l'armée de l'air israélienne à effectuer le lendemain un raid de riposte contre le port et le terminal pétrolier houthi d'Hodeïdah au Yémen.

De fait, Israël est en guerre ouverte sur plusieurs fronts, avec une accélération nette des hostilités contre « l'axe de la Résistance » iranien.

Si l'éradication du Hamas risque de se poursuivre résolument avec davantage de raids et éliminations ciblées sur les hauts cadres du mouvement, la dynamique d'affrontement se porte désormais sur Téhéran et les milices qui lui sont inféodées. Même si les deux parties ont beaucoup à perdre, l'envie d'en découdre semble évidente. L'ouverture inédite d'un front en mer Rouge entre Israël et les Houthis consacre la régionalisation du conflit⁹, tout comme la conduite de frappes ponctuelles et réciproques tant israéliennes qu'iraniennes. Une guerre longue semble ainsi engagée pour l'État hébreu, pourtant habitué dans son histoire aux conflits de courte durée.

UNE SOCIÉTÉ TRÈS FRAGMENTÉE ET SOUS TENSION, MAIS OÙ L'UNION NATIONALE PRÉDOMINE ENCORE

Le traumatisme des attaques du 7-October et la situation sécuritaire régionale font que la société israélienne vit aujourd'hui un moment d'unité nationale face à une menace perçue comme existentielle. La société s'est rassemblée, notamment via la mobilisation militaire¹⁰, dépassant les différends politiques, malgré des critiques quant à la stratégie choisie par le gouvernement. La colère reste ainsi forte vis-à-vis du gouvernement Netanyahu, accusé d'erreurs dans l'appréciation de la menace et d'abandon des otages encore aux mains de l'organisation terroriste. Toutefois, les menaces de l'axe pro-iranien sur Israël font qu'un conflit long avec l'Iran et ses groupes affiliés est assez largement accepté, tant la menace proférée

³ Définie comme l'évitement du conflit direct via des actions « à retardement » essentiellement asymétriques (Le Figaro, 14/04/2024).

⁴ Attaque en riposte à la mort, le 1er avril, de sept Pasdarans tués dans une frappe israélienne contre le consulat iranien à Damas, frappe considérée par Téhéran comme le franchissement inacceptable d'une ligne rouge par Israël.

⁵ Chef d'état-major des Forces armées iraniennes, Mohammed Hossein Baqeri, cité in Le Grand Continent, 14/04/2024 (<https://rebrand.ly/34q838z>).

⁶ Comme le montrent la riposte limitée d'Israël sur la base iranienne d'Ispahan (19 avril 2024) et la suprématie de la défense anti-aérienne israélienne (certes aidée par les États-Unis) sur la frappe massive lancée par l'Iran le 13 avril (près de 99 % des projectiles interceptés avant leur impact sur le territoire israélien).

⁷ La Tribune, 19/01/2024.

⁸ « Quelle réponse face à la prise en otage du détroit de Bab el Mandeb par l'axe iranien ? », FMES, 06/02/2024.

⁹ « La guerre de Gaza provoque-t-elle de nouveaux paradigmes au Proche-Orient ? » FMES, 26/06/2024.

¹⁰ L'armée israélienne est fondée sur la conscription généralisée des juifs et des druzes, sur les réservistes et, en complément, sur une force armée constituée de professionnels. Passage obligé pour la jeunesse, l'armée est un facteur d'intégration et de construction de l'identité nationale, même si une certaine part de la population y échappe (la quasi-totalité des juifs ultra-orthodoxes, soit 12 % de la population, et la minorité arabe).

par cet axe est estimée suffisamment sérieuse et immédiate pour maintenir l'unité nationale.

La société israélienne reste pourtant profondément fragmentée. En 2015, l'ancien président israélien, Reuven Rivlin, identifiait quatre « tribus » composant la société israélienne et qui ne se mélangeaient pas : les trois tribus juives (laïcs, religieux-nationalistes et ultra-orthodoxes) et la tribu arabe. Parmi celles-ci, les tribus des religieux-nationalistes et des ultra-orthodoxes se sont considérablement accrues ces 20 dernières années, au détriment de la tribu des laïcs. Le glissement à droite de l'opinion publique, la radicalisation des discours et « l'orientalisation » des perceptions (l'antagonisme religieux et les comportements messianiques devenant prédominants sur l'antagonisme classique entre États-nations) a progressivement transformé la société israélienne. Les attentats suicides à répétition de la Seconde Intifada (2000-2005) et l'influence croissante des religieux-nationalistes ont forgé une nouvelle identité politique des Israéliens, désormais sûrs du droit d'Israël sur l'ensemble des territoires qu'il revendique (dont la Cisjordanie, dénommée localement Judée et Samarie) ¹¹.

« Les menaces de l'axe proiranien sur Israël font qu'un conflit long avec l'Iran et ses groupes affiliés est assez largement accepté, tant la menace proférée par cet axe est estimée suffisamment sérieuse et immédiate pour maintenir l'unité nationale. »

Les attaques de colons radicalisés contre des Palestiniens sont devenues courantes. Récemment, les attaques de ces mêmes colons contre l'aide humanitaire vers Gaza ou encore les manifestations, le 29 juillet 2024, de membres de l'extrême droite israélienne ¹² sur les bases militaires de Sde Teiman et Beit Lid, contre la détention de réservistes israéliens accusés d'exactions sur des prisonniers du Hamas, démontrent toute l'importance des tensions entre les religieux-nationalistes et le reste des « tribus » d'Israël. De son côté, la tribu « arabe » ¹³, qui représente 20% de la population israélienne, se tient soigneusement à l'écart de la tempête soulevée par le 7-October, par peur des incidents et de l'amalgame qui pourrait être fait avec les Palestiniens de Gaza. Mais même soumis à la montée du radicalisme de la société israélienne, ils indiquent massivement faire partie d'Israël ¹⁴. La riposte de Tsahal à la mort de 12 jeunes druzes le 27 juillet 2024 lors d'une frappe du Hezbollah, contribue d'ailleurs à cette volonté de maintien de l'unité des différentes tribus autour de l'État d'Israël ¹⁵.

Au final, la société israélienne, bien que très fragmentée, a réussi à maintenir son unité face à des risques existentiels considérés comme imminents. Elle semble donc préparée à un conflit régional d'envergure, surtout avec l'Iran, ennemi fédérateur de toutes les tribus d'Israël ¹⁶.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE SOLIDE MAIS À RISQUES EN CAS DE CONFLIT LONG

L'économie israélienne a subi un énorme choc avec le conflit prolongé à Gaza. Le PIB israélien s'est enfoncé de 20% au dernier trimestre 2023, essentiellement en raison de la baisse massive de la consommation intérieure. Les exportations ont chuté tandis que les secteurs de l'agriculture, de la construction et de la haute technologie ont été fragilisés ¹⁷. Cette récession reste toutefois relative, car l'économie israélienne a finalement progressé de 2% en 2023 (à comparer cependant aux 6,5% de croissance en 2022) ¹⁸.

La situation semble aujourd'hui s'améliorer et l'économie israélienne pourrait revenir à ses niveaux antérieurs : l'inflation devrait s'établir à moins de 3% en 2024, et la croissance à 4% ¹⁹. Le taux de change de la monnaie israélienne est similaire à ses niveaux de 2023 ; la bourse israélienne est proche de ses records, tandis que le taux de chômage s'établissait à seulement 3% en mai 2024 ²⁰.

La forte augmentation de la dépense publique (qui a permis d'absorber le choc de cette courte récession) ²¹, notamment au profit du secteur de la défense, pourrait toutefois constituer un risque

¹¹ À titre d'exemple, le Parlement israélien a voté massivement le 18 juillet 2024 (68 voix contre 9) le rejet du projet de création d'un État palestinien, même dans le cadre d'un accord négocié avec Israël.

¹² Soutenus par le ministre des Finances, Bezalel Smotrich (Washington Post, 30/07/2024).

¹³ Composée de 83 % de musulmans, 9 % de chrétiens et 8 % de druzes.

¹⁴ Un sondage publié fin 2023 par l'Israël Democracy Institute indique que 65 % des Arabes israéliens se sentent « faire partie d'Israël » et sont « solidaires de ses problèmes » (La Vie, 19/03/2024).

¹⁵ Tout comme la décision unanime de la Haute Cour de Justice israélienne du 25 juin 2024 appelant le gouvernement à imposer la conscription aux ultra-orthodoxes, jusqu'à exemptés, pour des raisons « d'égalité » dans la société israélienne (Times of Israel, 25/06/2024).

¹⁶ Un conflit au Liban, pays arabe, pourrait par contre être source de tensions entre la tribu arabe et la tribu religieuse-nationaliste.

¹⁷ 46 000 entreprises ont fait faillite, en raison de problèmes de personnel (liés au rappel des réservistes) et également au boycott économique turc (Times of Israel, 18/07/2024).

¹⁸ Euronews, 20/02/2024.

¹⁹ The Economist, avril 2024.

²⁰ Times of Israel, 02/07/2024.

²¹ Plan de soutien économique de plus de 7,5 milliards d'euros.

structurel sur les équilibres économiques du pays ²². Pour certains économistes israéliens, la menace d'une forte inflation et d'une croissance atone, à l'identique de ce qu'a connu le pays au cours des années qui ont suivi la guerre du Kippour ²³, est réelle, surtout si une guerre longue s'installe.

« Pour certains économistes israéliens, la menace d'une forte inflation et d'une croissance atone, à l'identique de ce qu'a connu le pays au cours des années qui ont suivi la guerre du Kippour, est réelle, surtout si une guerre longue s'installe. »

Concernant les exportations, et ce alors que l'isolement politique d'Israël avec l'Europe occidentale risque de perdurer, une réorientation plus marquée des flux vers les économies asiatiques est probable, afin de tirer profit de la croissance continue de cette région.

L'État, la société et l'économie d'Israël ont toujours réussi à faire face aux différents conflits qui menaçaient sa survie. Le sentiment d'union nationale en cas de crise reste très fort, les armées, la société et l'économie étant très résilientes. Toutefois, l'État hébreu préfère mener des guerres courtes, justement pour ne pas affaiblir ses précieuses et rares ressources. La possibilité d'une guerre régionale d'usure avec l'axe iranien pourrait dès lors imposer une adaptation profonde et rapide du fonctionnement politique et économique de l'État hébreu.

ARNAUD PEYRONNET

INITIALEMENT PUBLIÉ DANS DIPLOMATIE MAGAZINE N° 129

²² Le déficit public pourrait en effet s'établir à 6,6 % du PIB en 2024 (Times of Israel, 02/07/2024).

²³ Deutsche Welle, 04/04/2024.

L'UKRAINE DANS LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

OKSANA MITROFANOVA, CHERCHEUSE SENIOR À L'INSTITUT D'HISTOIRE MONDIALE DE L'ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES D'UKRAINE, ATER À L'UNIVERSITÉ LYON 3, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE ASSOCIÉE AU CREE, INALCO

Le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis sera l'un des facteurs déterminants pour la suite de la guerre à outrance menée par la Russie contre l'Ukraine. Cet article tente de prévoir des scénarios pour l'Ukraine qui dépendent du futur Président des États-Unis et de la réaction ukrainienne à la politique américaine à venir. L'article analyse les convergences et divergences des positions de Kamala Harris et de Donald Trump sur l'aide américaine à l'Ukraine et la fin éventuelle de la guerre. Le risque essentiel est que cette guerre s'éternise au cœur du continent européen car il semble que si le pouvoir américain ne veut pas de défaite de l'Ukraine, il n'est pas prêt à assumer sa participation à une défaite de la Russie. La partie ukrainienne considère que des négociations entérinant la perte de territoires ukrainiens ne seraient qu'une pause profitable pour la Russie avant la guerre suivante.

Même si le président Joe Biden restera au pouvoir jusqu'à l'investiture de son successeur le 20 janvier 2025, des conclusions préliminaires peuvent être tirées aujourd'hui sur l'aide apportée par son administration à l'Ukraine au cours des cinq semestres du conflit russo-ukrainien déjà écoulés.

L'ACTION RÉELLE DE BIDEN EN FAVEUR DE L'UKRAINE

Dès les premières heures de l'attaque russe du 24 février 2022, Joe Biden a en effet fermement pris la défense de l'Ukraine. Pendant les deux ans et demi de la guerre, son administration a fourni à l'Ukraine 2.000 missiles Stinger et 10.000 missiles Javelin, plus de 40 lance-roquettes multiples HIMARS, des ATACMS, 12 batteries de missiles sol-air NASAMS, 31 chars M1 Abrams et 300 blindés M2 Bradley[5] et autres types d'armes. L'aide américaine aurait ainsi totalisé 175 milliards de dollars depuis le début du conflit.

Dans le même temps, le Président Biden n'a pas satisfait toutes les demandes des dirigeants ukrainiens, ce qui a eu des conséquences négatives sur la situation opérationnelle sur le terrain. Dans de nombreux médias, les dirigeants ukrainiens ont regretté que les États-Unis n'aient livré des armes et des munitions qu'en quantités trop limitées et à des rythmes trop lents. Le Pentagone possède plus de 6 600 chars de combat M1 Abrams en stock, mais en deux ans et demi, les États-Unis n'en ont livré que 31 à l'Ukraine. Malgré leur flotte de 1200 chasseurs F-16, les États-Unis n'en ont livré aucun à l'Ukraine. De plus, l'administration Biden n'autorise toujours pas les forces armées ukrainiennes à frapper avec des missiles américains et des F-16 des installations militaires ennemies situées dans la profondeur du territoire russe.

Lors des sommets de l'OTAN de Vilnius en juillet 2023 et de Washington en juillet 2024, Joe Biden

s'est aussi montré très réservé sur les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance atlantique, la repoussant à la fin du conflit russo-ukrainien.

LA STRATÉGIE DISRUPTIVE DE TRUMP

En analysant les déclarations de Donald Trump concernant l'Ukraine, on est frappé par l'absence d'une vision conceptuelle claire de la stratégie de ce candidat pour régler cette guerre à grande échelle. Tout d'abord, il convient de rappeler que si le 22 février 2022 Trump a qualifié la reconnaissance par la Russie de deux territoires séparatistes dans l'est de l'Ukraine de mesure «géniale», dès le 24 février 2022 il décrit l'invasion à grande échelle russe comme « un événement très triste pour le monde et le pays ». Seule la volonté de Trump d'obliger les Européens à accroître le financement de l'Ukraine est sans ambiguïté. Le 18 avril 2024, il a demandé « pourquoi les Européens ne donnaient pas plus d'argent à l'Ukraine ? » Selon lui, les États-Unis ont alloué 100 milliards de dollars de plus à l'Ukraine que les Européens et ce « alors que la survie de l'Ukraine est bien plus importante pour l'Europe que pour les États-Unis ». D'ailleurs, Trump n'hésita pas à évoquer un éventuel arrêt de l'aide américaine à l'Ukraine. Dès le 10 mai 2023, lors d'une réunion avec les électeurs du New Hampshire, il déclara ainsi qu'il ne serait pas obligé de fournir une aide à l'Ukraine s'il remportait les élections.

Cette approche reflète des perspectives isolationnistes américaines. L'ancien vice-président Mike Pence, dans une interview accordée à CNN le 8 octobre 2023, a noté que l'élection de D. Trump pour un second mandat pourrait conduire à un

isolationnisme accru et à la perte de leadership des États-Unis sur le monde démocratique.

Déjà le 16 juillet 2023, dans une interview accordée à Fox News, Trump avait annoncé son intention d'assurer la paix en Ukraine dans les 24 heures s'il redevenait président. Lors du débat du 11 septembre 2024, Trump a noté qu'« il est dans l'intérêt des États-Unis de mettre fin à cette guerre, juste d'y mettre fin, de s'entendre sur un accord, car nous devons arrêter la destruction de toutes ces vies humaines ». Le candidat de Trump à la vice-présidence, le sénateur James Vance, juge absurde l'absence de négociations avec Vladimir Poutine et souligne l'absence d'un plan viable du gouvernement Biden pour promouvoir la victoire des Ukrainiens. Il estime nécessaire de négocier la paix dans les plus brefs délais. Cette position du tandem Trump-Vance inquiète les Ukrainiens, car un hypothétique accord de paix pourrait signifier, entre autres, la perte de certains territoires pour l'Ukraine, assimilable à une défaite ukrainienne majeure. Dès le 8 mars 2023, dans une interview radiophonique avec l'animateur de Fox News, D. Trump a déclaré qu'il pourrait accepter de donner à Poutine « certains territoires ukrainiens russophones.

Trump utilise en fait le thème de la guerre en Ukraine comme un argument de campagne interne. Entre octobre 2023 et avril 2024, le candidat républicain, utilisant son influence sur la faction républicaine de la Chambre des représentants, tenta de bloquer toute initiative de l'administration Biden afin de montrer que celle-ci était incapable d'agir. Les plus ardents Trumpistes, dits MAGA-Républicains, ont pour mission de bloquer tous les projets de loi visant à fournir une aide à l'Ukraine. Cette position jusqu'au-boutiste de l'aile trumpiste du parti républicain fut contrée par l'aile plus modérée du même parti. On peut ainsi noter que le 15 février 2024, sur son site, l'ancien vice-président Mike Pence a appelé les républicains à voter en faveur de l'aide à l'Ukraine et ce « afin que les Russes ne gagnent pas sur le champ de bataille », s'opposant ainsi à la position de Trump. Une fois Biden remplacé par Kamala Harris, Trump essaya de la diaboliser en soulignant que « si Harris remporte les élections, la Troisième Guerre mondiale commencera ».

La légèreté des prises de parole de D. Trump rend cependant difficile l'analyse. Lors d'un débat sur l'Ukraine organisé le 17 février 2024 à Munich par la Fondation V. Pinchuk, l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a déclaré que « Trump devrait être jugé sur ses actions réelles, et non sur ses déclarations très médiatisées qui ne seront pas nécessairement appliquées ».

KAMALA HARRIS, SOUTIEN CONSTANT DE L'UKRAINE

À l'instar de Joe Biden, la vice-présidente Kamala Harris préconise de fournir une aide militaire et financière à l'Ukraine pour la défendre contre l'agression russe. Au cours de la guerre russo-ukrainienne, Harris a fait de nombreuses déclarations officielles en faveur de l'Ukraine et a rencontré à de nombreuses reprises les autorités ukrainiennes. Entre 2022 et 2024, Harris a rencontré le président Zelensky à 6 reprises. Dès le 17 février 2022, elle a averti Zelensky que l'attaque russe était inévitable. Lors de la conférence de Munich de 2024, elle a déclaré qu'il était dans l'intérêt stratégique des États-Unis de continuer à soutenir Kyiv afin de parvenir à une paix durable et juste pour une Ukraine « libre, démocratique et indépendante ». Lors de leur dernière rencontre le 15 juin 2024 dans le cadre du sommet de la paix en Suisse, la vice-présidente américaine a souligné que la guerre menée par la Russie en Ukraine était « un échec total ».

Au cours du débat avec Trump le 11 septembre 2024, Harris a rappelé que les États-Unis ont uni 50 pays pour soutenir l'Ukraine dans sa juste défense et que grâce à ce soutien, la défense aérienne, les munitions, l'artillerie, les missiles Javelins et les chars Abrams que les États-Unis ont fournis, l'Ukraine est toujours debout en tant que pays indépendant et libre. La candidate démocrate a annoncé « qu'il s'agit de la position de l'Amérique, en tant que pays leader qui adhère aux règles et normes internationales, en tant que leader qui fait preuve de force, sachant que les alliances que nous avons dans le monde dépendent de notre capacité à prendre soin de nos amis et à ne pas favoriser nos ennemis. » Pour les Ukrainiens, la position de Harris semble évidemment bien plus encourageante que la volonté de Trump de mettre fin à la guerre à tout prix.

Le candidat à la vice-présidence de Kamala Harris, Tim Walz, est perçu en Ukraine comme un partisan constant d'une aide significative. Le gouverneur du Minnesota a appelé la Russie à rendre des comptes pour cette agression. À l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2024, il a de nouveau souligné l'importance d'aider les Ukrainiens qui « se battent pour la liberté et la démocratie ».

Cependant, si les déclarations des dirigeants démocrates sont très favorables à la cause ukrainienne, leurs intentions réelles semblent plus prudentes car l'aile gauche du parti démocrate reste pacifiste et isolationniste. La frappe dans la profondeur du territoire russe à l'aide de missiles américains de longue portée reste ainsi une ligne rouge pour les démocrates.

ELECTION AMÉRICAINE : QUELS SCÉNARIOS POUR L'UKRAINE ?

Le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis sera l'un des facteurs déterminants pour la suite de la guerre à outrance menée par la Russie contre l'Ukraine. Depuis le début des hostilités, les États-Unis sont le principal fournisseur d'aide militaire à l'Ukraine. Un retard important dans la fourniture de matériel américain à l'armée ukrainienne contribuerait à l'avancée des troupes russes, au moins dans l'est du pays. Un arrêt complet de l'aide américaine aurait bien sûr des conséquences catastrophiques pour l'Ukraine, compte tenu de la forte dépendance de celle-ci vis-à-vis de ses alliés occidentaux et en particulier américains.

Dans le cas de l'élection de Kamala Harris à la présidence des États-Unis, le scénario le plus probable semble être qu'elle amplifie le soutien à l'Ukraine, comme en témoignent ses déclarations lors du débat avec D. Trump le 10 septembre dernier. Selon les derniers sondages aux États-Unis, il est fort probable que la position pro-ukrainienne de K. Harris bénéficierait d'un soutien bipartisan au Congrès américain. Selon les résultats de la dernière enquête du centre de recherche américain Pew Research Center, publiée le 16 février 2024, 74% des Américains considèrent la guerre de la Russie contre l'Ukraine comme importante pour les intérêts nationaux des États-Unis, et 43% des personnes interrogées la jugent extrêmement importante. Dans le même temps, les démocrates sont plus susceptibles que les républicains de considérer la guerre russo-ukrainienne comme importante pour les intérêts nationaux des États-Unis (81% contre 69%).

Cependant, l'autorisation de frappe en profondeur du territoire russe risque de continuer à être écartée en raison de la crainte des États-Unis d'une escalade du conflit avec la Russie qui reste une puissance nucléaire, ce qui peut expliquer la position prudente des États-Unis concernant la fourniture très limitée de moyens offensifs (chars d'assaut, missiles de croisière, artillerie à très longue portée et avions de combat). Il semble que l'administration démocrate ne veut ni de défaite de l'Ukraine, ni de défaite totale de la Russie, ce qui risque de se traduire par une guerre qui s'éternise au cœur du continent européen.

Dans le cas de l'élection de Donald Trump, les conséquences sont plus difficiles à prévoir. Les interrogations sur le rapport de forces entre l'aile trumpiste et l'aile modérée du camp républicain, ainsi que sur le dilemme entre isolationnistes et interventionnistes.

Les derniers discours de Trump sur la nécessité pour l'Ukraine de conclure un deal avec la Russie semblent indiquer une volonté du candidat républicain de réduire l'implication américaine dans le conflit s'il était élu.

D'ailleurs, à la suite de la rencontre avec Zelensky le 27 septembre 2024, Trump, de manière inattendue a déclaré sa sympathie et son soutien à l'Ukraine, a insisté sur la nécessité de parvenir à une « paix juste » et a même exprimé le désir de se rendre en Ukraine. Ce changement soudain dans la rhétorique trumpienne pourrait s'expliquer par le fait que certains de ses conseillers avaient fini par le convaincre que ses discours pro-russes et ses assurances constantes de relations amicales avec Poutine pouvaient entamer sa popularité auprès de la majorité des électeurs américains, en plus de faire perdre le leadership des États-Unis dans le monde.

Il apparaît toutefois probable que la guerre russo-ukrainienne serait perçue comme l'affaire essentiellement des Européens afin de les forcer à payer bien plus pour aider l'Ukraine tout en permettant aux États-Unis de se désengager de ce front. Il faut prendre en compte la volonté de Trump d'intensifier la contribution des Européens, à garantir leur propre sécurité. Les Européens seront-ils prêts à payer pour l'Ukraine si le besoin s'en faisait sentir ? En réalité, l'industrie européenne de la défense ne se développe pas aussi vite que les Européens eux-mêmes le souhaiteraient, du moins au cas où seuls les Européens devraient aider l'Ukraine sans participation des États-Unis.

En septembre 2024, pour la première fois lors de discussions entre Zelensky, Biden et Harris, puis avec Trump, un plan pour la victoire de l'Ukraine a été avancé, ce qui est une première en bipartisan. Ce plan implique non pas la prise de Moscou par les forces ukrainiennes, qui n'a jamais été envisagée, mais l'épuisement de la capacité de la Fédération de Russie à poursuivre la guerre, Poutine se retrouvant contraint de mettre fin à la guerre et de retirer ses troupes des territoires ukrainiens occupés. Dans ce cas, la question du retour aux frontières de 1991 ou à la situation de 2014 (invasion de la Crimée) reste ouverte.

Cependant, la présidente de la Commission de la Verkhovna Rada pour l'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne, Ivanna Klympuch-Tsintsadze, souligne que les attentes exagérées du plan de victoire de Zelensky ont été relayées dans la société ukrainienne, ce qui pourrait provoquer une certaine déception confronté à la réalité.

Il est probable que les USA et leurs alliés continueront à envoyer des armes à l'Ukraine. En effet, si la Russie parvenait à occuper l'Ukraine, forte de ce succès, elle pourrait être tentée par d'autres

aventures militaires sur le continent européen tels qu'une attaque des pays baltes, ce qui risquerait de déclencher un conflit direct entre l'OTAN et la Russie. Pour éviter ce scénario d'escalade, le maintien d'une assistance militaire régulière et suffisante à Kyiv par Washington et ses alliés permet d'assurer à la fois la survie de l'Ukraine et la sécurité du reste du continent européen. Le scénario optimal pour les Ukrainiens est celui de la préservation de la souveraineté et de l'indépendance de l'Ukraine grâce à l'aide occidentale, ce qui affaiblirait la posture agressive de la Russie, et enverrait un signal très fort à la Chine sur une éventuelle agression contre Taiwan. Selon certains experts ukrainiens, l'Occident – sous la direction américaine – n'a pas de stratégie précise envers la Russie. Pour Hryhoriy Perepelitsya (capitaine de vaisseau à la retraite), l'OTAN a adopté une stratégie de l'autruche au lieu d'une stratégie de dissuasion et recherche le statu quo plutôt que l'arrêt de la guerre russo-ukrainienne. Selon lui, la fin de la guerre ne sera pas décidée par l'Ukraine ou la Russie, mais par les acteurs mondiaux : États-Unis d'Amérique, Occident et Sud global. Un nouvel ordre mondial établi par les vainqueurs émergerait des résultats de cette « guerre mondiale ».

Valery Tchalyy, ancien ambassadeur d'Ukraine aux États-Unis (2015-2019) estime pour sa part que l'Ukraine essaiera d'éviter une trêve vue comme préparatoire à une nouvelle attaque massive russe contre l'Ukraine. Selon lui, les négociations ne se termineront pas en 2024, mais en 2025 lorsqu'il y aura une « conversation sérieuse », non pas parce qu'il y aura une possibilité de paix, mais parce que toutes les ressources des belligérants seront très diminuées. L'ancien ambassadeur note que l'Ukraine a besoin d'une stratégie pour la victoire, mais il ne peut pas imaginer quelles ressources seront utilisées pour cela et dans quel état sera alors le pays. En effet, le gouvernement ukrainien est confronté à des problèmes importants : la destruction d'une quantité importante d'infrastructures énergétiques, les problèmes de mobilisation, une catastrophe démographique et la question du maintien de l'aide des Européens et des Américains. La question clé concerne ce que les Ukrainiens sont prêts à négocier. Lorsque la question des négociations sur le statut de la Crimée est soulevée, le ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine déclare que l'intégrité territoriale de l'Ukraine « n'a jamais été et ne peut pas être un sujet de discussion ou de compromis » et que « la Crimée est le centre de gravité » de l'architecture de sécurité européenne. Sa réintégration complète ne sera possible qu'après la libération complète de l'ensemble du territoire ukrainien.

Le président V. Zelenskyi souligne quant à lui que l'Ukraine n'acceptera jamais d'accord de paix en échange des territoires occupés et que l'Ukraine « n'abandonnera jamais ses territoires, car cela constitue une violation de la Constitution ».

Oleksandr Lytvynenko, secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, estime de son côté que la Russie n'est pas prête à engager des négociations de paix sérieuses. Il appelle les partenaires occidentaux à fournir à l'Ukraine les armes nécessaires pour vaincre la Russie et met en garde contre la possibilité d'une extension du conflit à d'autres territoires en cas de soutien insuffisant.

En Ukraine, on considère qu'il n'est possible de contraindre Vladimir Poutine à retirer ses troupes d'Ukraine que par des victoires ukrainiennes sur le champ de bataille. Cela dépendra en grande partie de l'aide des partenaires américains et européens de l'Ukraine, et cela commence par la capacité à frapper des cibles militaires ainsi que des infrastructures logistiques situées dans la profondeur du territoire russe pour mettre fin à la guerre. Or c'est justement ce sujet qui fait débat, aux États-Unis comme en Europe.

CONCLUSION

En Ukraine, on espère que quel que soit le vainqueur de l'élection du 5 novembre, les États-Unis continueront à fournir une aide à l'Ukraine. Les autorités ukrainiennes préféreraient sans doute la victoire de Kamala Harris, mais elles restent très pragmatiques : elles dissocient la communication politique des candidats à destination de l'électorat américain de la politique qui sera menée. Le souvenir de l'instrumentalisation de la question ukrainienne par les deux camps pour des raisons de politique intérieure qui s'est cristallisé avec la procédure d'impeachment d'origine démocrate contre le président Trump suite à la révélation du contenu d'entretiens Trump-Zelenski reste vif. Cette grande prudence des dirigeants ukrainiens sur les réelles intentions des candidats à la présidentielle américaine, au-delà de leurs déclarations électoralistes, s'explique d'autant plus que ce fut le président Trump qui fournit le premier des missiles Javelins à l'armée ukrainienne. Dans une large mesure, cela dépendra de la solidarité du peuple américain avec l'Ukraine, ainsi que de la coopération harmonieuse du Congrès avec le nouveau président des États-Unis. A ce stade, le gouvernement ukrainien ne donne aucun signe indiquant qu'il est prêt à sacrifier des territoires en échange de la paix. Les autorités ukrainiennes ne peuvent pas négocier une paix léonine avec le pouvoir russe.

Ce ne pourrait être assimilé qu'à une capitulation ukrainienne après tant de sacrifices endurés par la population ukrainienne. S'il est hautement probable que la guerre continue bien au-delà de janvier 2025, l'inconnue majeure concerne les capacités d'action à venir des autorités ukrainiennes. En cas d'arrêt de l'aide américaine, l'armée ukrainienne serait confrontée à l'alternative entre l'abandon de ses dernières positions dans le Donbass et le risque de dislocation d'unités entières. Si l'Ukraine ne recevait plus aucune assistance militaire des pays occidentaux, le risque d'une occupation russe de son territoire serait grand et la Russie pourrait attaquer d'autres pays tels que la Moldavie ou les Etats baltes. En revanche, en cas de maintien de l'aide actuelle, l'armée ukrainienne semble pouvoir tenir ses positions dans le Donbass, ce qui aboutirait à la continuation d'une guerre d'attrition pour les deux camps russe et ukrainien.

OKSANA MITROFANOVA

LA GRÈCE FACE AUX RECOMPOSITIONS DE SON ENVIRONNEMENT MÉRIDIONAL

ARIS MARGHELIS, CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA FMES

En dépit d'une accalmie avec la Turquie qui lui a permis de se dégager, depuis 2023, d'une situation de tension politique et opérationnelle qui était devenue quasi-permanente, la Grèce se retrouve confrontée à une fracturation simultanée de l'ensemble de son environnement méridional. Cette fracturation menace de faire voler en éclat l'édifice construit au cours des dernières années, sur lequel repose sa stratégie régionale et sa sécurité : la rentabilisation de sa position de première porte d'entrée continentale de l'UE sur la route de l'Indopacifique ; le partenariat avec l'Égypte et la gestion de la question libyenne ; le partenariat avec Israël et la dynamique amorcée par les Accords d'Abraham au Moyen-Orient. Comment la Grèce se réagit-elle face à la mise à l'épreuve de ces trois piliers ?

EN MER ROUGE

La forte perturbation du commerce maritime induite par les frappes des Houthis en mer Rouge a conduit la Grèce, de concert avec la France et l'Italie, à prendre activement part au lancement (février 2024) de l'opération EUNAVFOR « ASPIDES » (le mot grec pour « boucliers »), dont la base d'opération est située à Larissa, sous l'autorité d'un amiral grec. En outre, le hasard des roulements fait que, depuis le mois de novembre, la Grèce assure simultanément le commandement opérationnel d'ASPIDES et de IRINI.

Du point de vue économique, les navires d'intérêts grecs sont régulièrement visés et, d'une façon générale, la rupture du trafic menace l'économie maritime, très importante pour le pays¹. Cette complication vient s'ajouter à la limitation de l'accès de la marine marchande grecque au juteux marché russe en raison des sanctions. En revanche, malgré une année qui s'annonçait difficile à cause du reroutage des porte-conteneurs, le Pirée semble finalement tirer ses épingles du jeu pour 2024 en continuant d'enregistrer des gains, et en dépassant Hambourg comme hub maritime². Cela est dû notamment à une hausse du trafic de conteneur destinés à la Grèce, qui vient contrebalancer la chute des transbordements. Mais également à la diversification des activités du port (hausse du trafic de passagers, d'automobiles et de navires de croisière) et à la présence d'un robuste écosystème de services maritimes.

Du point de vue stratégique, l'opération s'inscrit dans une vision plus large. Elle est notamment perçue comme un moyen de promouvoir une défense européenne, prioritaire pour la Grèce³ ; accessoirement, elle a permis de tester en situation réelle — et avec succès — son système anti-drones de fabrication nationale KENTAVROS («Centaure»)⁴.

Mais ASPIDES est aussi vue comme nécessaire pour alimenter le corridor énergétique, militaire et économique Baltique-Égée qui émerge à la faveur du conflit ukrainien et dont la viabilité dépend aussi de sa connexion avec l'Indopacifique.

Ainsi, compromettre le trafic maritime d'intérêt occidental en mer Rouge permet de désorganiser l'arc Baltique-Indopacifique, pour le meilleur intérêt de Téhéran sur fond d'ambivalence turque et de forts soupçons américains quant au soutien présumé de la Russie aux Houthis⁵. Cela explique entre autres le choix des Anglo-américains d'intervenir de façon plus rapide et dynamique que les Européens⁶, dont la réponse paraît anémique, alors-même que la manière dont

¹ Union des armateurs grecs (UGS) : "The contribution of shipping to the Greek economy", 2023 ; Eurostat : "Water transport employed 297 000 people in 2023", 25/06/2024.

² Baltic Exchange: "Xinhua-Baltic International Shipping Center Development Index Report", 2024, p. 14-16.

³ Ministère grec de la défense : "Meeting of the Minister of National Defence Nikos Dendias with the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy Josep Borrell and Joint Visit to the HQ of Operation "ASPIDES" (OHQ EUNAVFOR ASPIDES) at the 1st Army/EU-OHQ "ACHILLEAS", 05/07/2024; Premier ministre grec : "Prime Minister Kyriakos Mitsotakis' interview on CNN with journalist Julia Chatterley", 13/07/2024.

⁴ "Centaur: The New Combat-Proven C-UAS System By Hellenic Aerospace Industry", Naval News, 18/07/2024.

⁵ "Iran utilizes Turkey as a support hub for Yemeni proxy the Houthi rebels", The Nordic Monitor, 11/01/2024 ; "Russia, Turkey, Iran Condemn Attack on Yemeni Houthis", Voice of America, 12/01/2024 ; "US officials concerned Israeli offensive on Hezbollah could drag in Russia", Middle East Eye, 28/06/2024 ; "U.S. Launches Effort to Stop Russia From Arming Houthis With Antiship Missiles", The Wall Street Journal, 19/07/2024 ; "Exclusive: US intelligence suggests Russian military is advising Houthis inside Yemen", Middle East Eye, 02/08/2024 ; "Russia Provided Targeting Data for Houthi Assault on Global Shipping", The Wall Street Journal, 24/10/2024 ;

⁶ "Who Are the Houthis and Why Did the US and UK Launch Strikes on Them?", Voice of America, 12/01/2024 ; "US says B-2 bombers attacked Houthi targets in Yemen", Aljazeera, 17/10/2024 ; "UK, US carry out air strikes on Yemen, including Sanaa", Aljazeera, 10/11/2024.

ASPIDES été conçue et est conduite a pu susciter des critiques⁷.

Du point de vue navigationnel, les navires continuent de préférer le contour de l'Afrique, plus cher, plus polluant, mais plus sûr. Du point de vue politique, la faible mobilisation à l'échelle européenne traduit un désintérêt, voire un manque d'adhésion aux enjeux stratégiques, si ce n'est une aversion pour le risque⁸. Initialement ralliées à l'opération, la Belgique et l'Allemagne se sont finalement retirées ; il reste à voir si les menaces directes des Houthis à l'encontre des armateurs allemands⁹ influenceront sur l'approche attentiste de Berlin. De son côté, l'Espagne a renoncé d'emblée à une présence militaire en mer Rouge¹⁰. Cette attitude est en phase avec la posture propalestinienne de Madrid¹¹ qui, par ailleurs, se limite traditionnellement au « minimum syndical » en matière de solidarité avec ses partenaires européens sur les problématiques est-méditerranéennes. En outre, les ports espagnols ont vu leur activité s'accroître fortement en raison de la situation en mer Rouge.

Cette mission est donc devenue de fait une affaire franco-gréco-italienne, ce qui en limite à la fois la portée opérationnelle et l'impact politique au sein de l'UE. Déployée pour un an, un bilan plus complet ne pourra être dressé qu'ultérieurement.

LA GRÈCE FACE AU TRIANGLE ÉGYPTÉ-LIBYE-TURQUIE

Le conflit à Gaza et les évolutions sur la question libyenne ont confirmé le rôle pivot de l'Égypte en Méditerranée orientale et dans la région ANMO. Cependant, ce rôle évolue en parallèle avec la fragilisation du pays.

D'abord, une fragilité économique endémique, accentuée par une conjoncture internationale qui impacte les circuits commerciaux¹², énergétiques et alimentaires dont l'Égypte dépend. D'où la conclusion d'un accord avec le Fond Monétaire International (FMI) en mars 2024¹³ et la nomination d'un nouveau ministre des Finances familier du FMI et de la Banque Mondiale¹⁴. En parallèle, le soutien financier saoudien et émirien se poursuit¹⁵ mais pourrait ne pas être éternel en période de recompositions régionales et internes dont les monarchies du Golfe ne sont pas à l'abri¹⁶.

Par extension, l'Égypte souffre d'une fragilité sociale, donc potentiellement politique. La population égyptienne, jeune et nombreuse, manque de perspectives.

L'expérience des Frères musulmans, circonscrits mais non éradiqués, ainsi que la posture du Caire sur le conflit à Gaza qui n'est pas en phase avec le sentiment populaire dominant, rend plausible une dynamique de subversion.

Or, l'Égypte est un partenaire vital pour la Grèce.

Si la poussée turque en Méditerranée orientale a jusqu'à présent été contenue, c'est aussi grâce à la synergie helléno-égyptienne en matière énergétique et militaire, qui se poursuit¹⁷. Accessoirement, l'échec de cette tentative turque de passage en force rappelle que le format d'une marine, la modernité de son matériel et l'audace de ses équipages ne suffisent pass'ils ne sont pas conjugués à une juste évaluation des capacités de l'adversaire et des réalités régionales. Néanmoins, le programme d'acquisition naval turc¹⁸ suggère qu'Ankara maintient sa stratégie de sidération par la quantité, quitte à calmer provisoirement le jeu pour temporiser.

L'Égypte est aussi un « sas » de la Grèce vers la Libye. Malgré des efforts menés depuis 2020 (accueil médiatisé de Kh. Haftar à Athènes début 2020 ; ouverture d'un consulat à Benghazi, réouverture de l'ambassade à Tripoli et visite de K. Mitsotakis en 2021 ; opération malheureuse de secours en septembre 2023 lors des inondations à Derna¹⁹), Athènes n'arrive pas à peser dans l'équation libyenne, pourtant essentielle pour ses intérêts.

7 Par exemple, interview de l'amiral Pascal Ausseur (FMES) pour B2 : « ASPIDES. A purely defensive operation that solves nothing. Forgotten geopolitical issues », 08/04/2024.

8 "German Navy Confirms Its Supersized Frigate Will Avoid The Red Sea", The War Zone, 04/11/2024.

9 "Houthis Attempting to Intimidate and Threaten German Shipowners", The Maritime Executive, 18/11/2024.

10 "Spain will not intervene in Red Sea – defence minister", Reuters, 12/01/2024.

11 "From the river to the sea: Israel condemns Spain's deputy PM's comments", Agence Anadolu, 23/05/2024; "Spain-Israel tensions soar as Madrid throws support behind Palestine", Al Jazeera, 06/06/2024.

12 "Egypt's Suez Canal Revenues Fall Over Regional Tensions", The Shipping Telegraph, 10/10/2024.

13 "Egypt signs expanded \$8 billion loan deal with IMF", Reuters, 06/03/2024; "IMF Sends \$820M to Egypt After Successful 3rd Loan Review", Egyptian Streets, 30/07/2024.

14 "Egypt overhauls cabinet as economic pressures, power cuts persist", Reuters, 03/07/2024.

15 "Egypt announces \$35 billion UAE investment on Mediterranean coast", Reuters, 23/02/2024; "Saudi Arabia's Public Investment Fund Set to Invest USD 5 Billion in Egypt", Egyptian Streets, 17/09/2024.

16 Voir Pierre Razoux : « Reconfigurations stratégiques au Moyen-Orient », Défense, Union-IHEDN, No 219, mars-avril-mai 2024.

17 Organisme Général de l'Information de la Présidence égyptienne : « Chief-of-staff of Armed Forces witnesses main phase of MEDUSA-13 in Greece », 22/10/2024.

18 Présidence turque : "We must have a strong and effective navy in order to live in peace on our lands", 24/08/2024.

19 "Libya: Greek rescuers among those killed in road collision", BBC, 18/09/2024.

En effet, l'enracinement turc en Libye est un véritable « couteau suisse » stratégique, d'où le fait qu'il est consensuel dans une Turquie pourtant polarisée politiquement, y compris sur des questions de conduite de la politique étrangère. Il permet à Ankara d'accéder à la Méditerranée centrale, favorisant à terme la structuration d'une coopération avec l'Italie sur la Libye, mais également une projection aux arrières de la Grèce, avec en toile de fond une relation stratégique turco-albanaise florissante²⁰ au moment où les relations entre Athènes et Tirana connaissent des perturbations. Il n'est sans doute pas fortuit que la Grèce a annoncé vouloir acquérir une quatrième FDI Belh@rra et équiper trois de ses quatre nouveaux navires avec des missiles de croisière navals capables de frapper à 1000 km²¹. Cela lui permettrait d'exercer de la dissuasion sur de plus grands espaces en esquivant le piège d'une surextension qui deviendrait intenable face au format de l'outil naval turc. Enfin, un ancrage pérenne en Libye permet à la Turquie de s'ouvrir vers le Sahel, et, conjugué à une empreinte croissante en mer Rouge, de contraindre la projection régionale de l'Égypte. Et c'est précisément ce qui se profile.

À la faveur d'une nouvelle crise relative à la répartition des revenus pétroliers entre factions rivales²², la Turquie cherche à consolider davantage sa présence en Libye. D'abord, en tentant d'établir des liens avec l'est du pays. Mais surtout en se rapprochant de l'Égypte, y compris sur le théâtre somalien. En effet, en 2024 Mogadishu a passé des accords de sécurité avec la Turquie²³ et l'Égypte²⁴, permettant l'envoi de matériel militaire égyptien en Somalie après plusieurs décennies²⁵. Cela s'intègre en réalité au différend égypto-éthiopien, dont l'enjeu en matière de sécurité hydrique est vécu comme existentiel par l'Égypte. Dans la foulée, 12 ans après sa dernière visite, Al-Sissi fut reçu en grandes pompes à Ankara, où il a néanmoins réitéré le besoin de voir partir « les forces étrangères illégitimes et les mercenaires » de Libye²⁶, ce à quoi le président turc n'a pas réagi. Si l'Égypte n'est pas dupe quant aux desseins d'Ankara — qui n'a renoncé à aucune de ses revendications en Méditerranée orientale et ne lâche pas prise en Libye — la dimension somalo-éthiopienne de ce rapprochement n'est pas à sous-estimer, y compris du fait que les États-Unis soutiennent l'implication turque en Somalie²⁷. Or, une synergie turco-égyptienne en Somalie qui permettrait au Caire de renforcer sa position face à Addis-Abeba pourrait finir par impacter la posture égyptienne en Méditerranée orientale et en Libye dans une direction potentiellement défavorable à la Grèce. Et ce, alors même que l'UE n'a pas de position commune solide sur le dossier libyen et que la Turquie continue de refuser les contrôles effectués dans le cadre de l'opération IRINI²⁸.

Du point de vue de l'immigration clandestine, l'Égypte est également un pays-clé pour la Grèce, en raison de la tournure prise par le conflit à Gaza (et désormais au sud Liban)²⁹, et de la situation libyenne qui ne s'améliore pas. La Crète, dont la valeur stratégique s'est considérablement accrue ces dernières années, ainsi que Gavdos — qui fait partie des îles que la Turquie considère comme étant à « statut indéterminé » — reçoivent depuis le printemps 2024 des milliers de migrants au départ de l'Égypte et de la Libye.

Une Égypte solide, capable de maintenir un cours des choses en Libye qui soit compatible avec les préoccupations grecques est donc essentielle ; à l'antipode, son effondrement constituerait un séisme géopolitique pour l'ensemble de la région et une très mauvaise nouvelle pour l'UE, Israël et les États-Unis. D'où une série d'initiatives, dont certaines impliquent la Grèce, pour tenter de consolider le pays et conserver sa compatibilité avec le dispositif stratégique occidental.

Au niveau bilatéral, la mise en place d'un Haut conseil de coopération gréco-égyptien a été convenue en mars 2024³⁰.

20 "Turkey, Albania upgrade ties to strategic partnership", Agence Anadolu, 07/01/2021; Ministère albanais des affaires étrangères : "Ankara, Minister Xhaçka: Türkiye is a key partner for Albania and the entire region", 02/11/2022; "Albania signs deal to acquire three Turkish Bayraktar drones", Reuters, 20/12/2022; "Berisha: Turkey 'intervened' in 2009 Greece-Albania maritime deal", Euractiv, 21/12/2022; "Greece annoyed by Albania-Turkey drone deal", Euractiv, 22/12/2022; "Turkey, Albania agree on defence, environment, media", SeeNews, 21/02/2024; "Albanian premier: Unforgettable helpful acts by Türkiye cemented its support for Albania, Kosovo", Agence Anadolu, 20/02/2024; Mission de l'Albanie auprès de l'UE : "Minister Hasani meets Hakan Fidan: Let's further strengthen the Albania-Turkey strategic partnership", 04/07/2024; "Albania to get kamikaze drones from Turkey – PM Rama", Reuters, 10/10/2024; "President Erdoğan inaugurates largest mosque in Balkans", Daily Sabah, 10/10/2024.

21 « La Grèce veut acquérir une quatrième FDI et des missiles de croisière navals », Mer et Marine, 20/09/2024.

22 "Libya's oil output falls more than half due to political standoff", Reuters, 29/08/2024.

23 "Somalia authorises Turkey to defend its sea waters in 'historic' deal", Middle East Eye, 21/02/2024.

24 "Somalia, Egypt sign defense pact to bolster security cooperation", Agence Anadolu, 14/08/2024.

25 "Egypt sends arms to Somalia following security deal, sources say", Reuters, 29/08/2024.

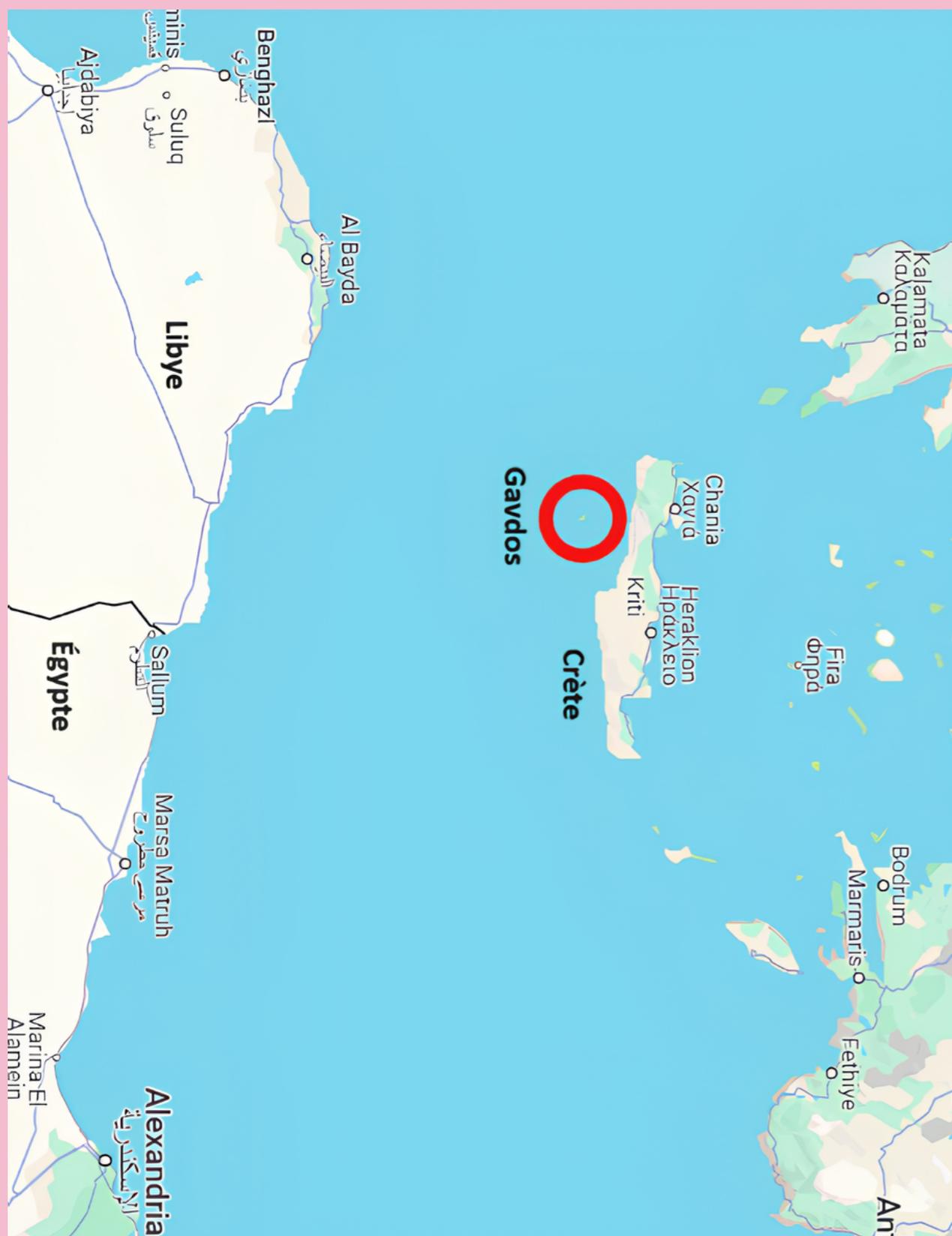
26 Présidence égyptienne : "President El-Sisi's Speech at Joint Press Conference with Turkish President Erdoğan", 04/09/2024.

27 Département d'État américain : "Joint Statement from the Somalia Quint", 03/10/2024.

28 "Libya: Turkey Denies Inspection of Operation Irini for Twelfth Time", Agenzia Nova, 10/09/2024.

29 "European Mediterranean states discuss Middle East, migration", France24, 11/10/2024.

30 "Greece and Egypt to deepen ties, forming High-level Cooperation Council", Athens-Macedonian News Agency (AMNA), 17/03/2024.



LOCALISATION DE LA CRÈTE ET DE GAVDOS

Au niveau régional, le partenariat Chypre-Grèce-Égypte a été reconfirmé au lendemain-même de la visite d'Al-Sissi à Ankara³¹. Au niveau européen, la Grèce a activement promu l'établissement d'un partenariat euro-égyptien stratégique et global³². Financé à hauteur de 7,4 milliards d'euros sur quatre ans³³, il a été doublé d'une assistance militaire de 20 millions d'euros au titre de la Facilité européenne pour la paix en vue de « (...) renforcer les capacités des forces armées égyptiennes en matière de contrôle territorial, pour ainsi améliorer leur capacité à réagir aux menaces pour la sécurité sur l'ensemble du territoire égyptien, en particulier dans la région occidentale »³⁴. En outre, c'est l'ancien ambassadeur égyptien auprès de l'UE qui a remplacé Sameh Shoukry aux Affaires étrangères, suggérant une volonté de rapprochement euro-égyptien. Enfin, les difficultés que connaît la diplomatie américaine au Moyen-Orient ont contraint Washington à passer outre ses principes énoncés et à débloquer inconditionnellement une aide militaire de 1,3 milliards de dollars³⁵, confirmant Le Caire dans sa zone de confort de «too big to fail» stratégique.

LA GRÈCE FACE AU TRIANGLE CHYPRE-ISRAËL-TURQUIE ET EN TOILE DE FOND LE JEU AMÉRICAIN

La détente entre la Grèce et la Turquie se poursuit et les deux gouvernements maintiennent une rhétorique allant dans le sens d'une résolution de leur différend. L'exclusion d'un ancien premier ministre grec du parti dirigeant pour avoir accusé le gouvernement de succomber aux prétentions turques, ainsi que la démission du directeur général du ministère grec des Affaires étrangères qui dénonce une diplomatie secrète et un manque d'information par sa hiérarchie sur la teneur des contacts gréco-turcs (au point, selon lui, d'être mis en porte-à-faux auprès d'homologues étrangers demandeurs de renseignements sur le processus en cours), suggèrent que le rapprochement actuel pourrait être quelque chose de plus qu'un apaisement provisoire (et commode) pour les deux parties. Et ce, alors même que quelques incidents ont permis à Ankara de rappeler qu'accalmie ne vaut pas repli, notamment en rapport à la volonté de la Grèce de créer des parcs naturels en mer Égée³⁶, à la pose du câble électrique « Great Sea Interconnector » (financé par l'UE) devant relier la Grèce à Chypre et à Israël et, d'une façon générale, à la planification spatiale préconisée par l'UE en mer Égée et en Méditerranée orientale³⁷. En parallèle, l'intégration de la doctrine géopolitique maritime turque dans les manuels scolaires³⁸ confirme la volonté d'acculturation transgénérationnelle au révisionnisme, un élément jugé préoccupant par

la Grèce, mais aussi par la Commission européenne³⁹. Le changement de commandement de la 4ème Armée turque (ou « Armée de la mer Égée ») est également à signaler. Postée face aux îles grecques, cette formation dispose de la plus grande force de débarquement de Méditerranée et n'est pas intégrée à l'OTAN, précisément du fait qu'elle vise un autre membre de l'Alliance. Or, des médias d'opposition turcs en exil ont pointé cette évolution comme devant inquiéter la Grèce en raison du pédigrée du nouveau commandant. Patron du renseignement militaire de 2017 à 2019, le général Irfan Ozsert ferait partie des officiers anti-atlantistes fidèles à R. T. Erdogan et serait spécialisé dans les opérations clandestines, notamment en Libye où il aurait orchestré le transfert de jihadistes syriens⁴⁰. Concernant l'immigration clandestine, les passeurs turcs ont augmenté le degré de violence (utilisation d'armes à feu, attaques directes sur les patrouilleurs grecs), tout en étendant leur activité le long la frontière maritime pour forcer l'éparpillement des forces. Le piège est double : soit, par la hausse du niveau de violence, espérer une bavure, à l'heure où les garde-côtes grecs sont dans le collimateur d'ONG, avec le soutien d'images fournies par les drones de reconnaissance turcs ; soit les empêcher de répondre proportionnellement pour justement éviter toute bavure et ses conséquences politico-médiatiques. Dans les deux cas, le but est de restreindre leur capacité à stopper les embarcations à la limite des eaux territoriales où les autorités turques sont tenues de venir les récupérer en vertu des accords.

31 Service d'information étatique égyptien : "Egypt discusses with Greece, Cyprus preparations for 10th trilateral summit", 06/09/2024.

32 "PM Mitsotakis: 'The stability and prosperity of Egypt is of critical importance to the EU'", AMNA, 17/03/2024.

33 Commission européenne : "Press statement by President von der Leyen with Austrian Chancellor Nehammer, Belgian Prime Minister De Croo, Cypriot President Christodoulidis, Greek Prime Minister Mitsotakis, Italian Prime Minister Meloni and Egyptian President El-Sisi", 17/03/2024.

34 Conseil de l'Union européenne : « Facilité européenne pour la paix: le Conseil adopte une mesure d'assistance afin de soutenir les forces armées égyptiennes », 05/11/2024.

35 "US grants Egypt \$1.3 billion in military aid, overriding rights conditions", Reuters, 12/09/2024.

36 Ministère turc des Affaires étrangères : « No : 58, 9 avril 2024, Concernant l'annonce de la Grèce sur la création d'un parc marin en mer Égée », 09/04/2024 ; Ministère grec des Affaires étrangères : « Communiqué du ministère des Affaires étrangères concernant le communiqué émis hier par le ministère turc des Affaires étrangères », 10/04/2024.

37 Ministère turc des Affaires étrangères : « No: 235, 16 November 2024, Regarding Maritime Spatial Planning of the European Union », 16/11/2024.

38 "Blue Homeland' debuts at Turkish schools", Kathimerini, 13/09/2024.

39 Commission européenne : "Turkiye 2024 report", 30/10/2024, p. 31.

40 "The new commander of Turkey's Aegean Army signals potential trouble for Greece, NATO allies", Nordic Monitor, 15/08/2024.

La stratégie est évidente et le rôle des autorités turques dans ce schéma peut être questionné, en dépit de la poursuite des consultations entre garde-côtes grecs et turcs. En effet, alors que la « trêve » est globalement respectée dans les airs, la Commission européenne rapporte une recrudescence des violations des eaux territoriales grecques par la Turquie par rapport à 2023, ainsi qu'une augmentation de 172% des arrivées clandestines, notamment par voie maritime, alors qu'elles sont en chute de 58% en Italie voisine⁴¹. Enfin, un nombre croissant d'incidents violents impliquant la mafia turque en Grèce est à relever. Cela atteste d'une porosité qui interroge, plus encore, lorsque l'on connaît la longue tradition d'interpénétration entre milieux mafieux et nationaliste en Turquie — qui remonte à l'ère kémaliste — et que des membres de ces groupes ont rejoint la Grèce en tant que migrants et ont demandé le droit d'asile en se présentant comme partisans du PKK ou de la confrérie de feu F. Gulen⁴².

À cela il faut ajouter l'impasse sur la question chypriote. En effet, l'île est chaque jour un peu plus dépassée par sa propre valeur stratégique, conduisant à davantage de polarisation. Ainsi, la Turquie maintient sa position en faveur de la reconnaissance de la république sécessionniste du nord de l'île, ce que la Grèce refuse de discuter, car contraire aux résolutions du Conseil de Sécurité et au cadre de négociations fixé par l'ONU, qui préconise un modèle de fédération bizonale et bicommunautaire. Dans le même temps, Chypre s'avère utile pour Israël, ce qui lui a valu des menaces directes de la part de feu H. Nasrallah⁴³, mais aussi de la part de la Turquie, qui a mis en garde la Grèce et Chypre contre leur implication dans le conflit moyen-oriental⁴⁴. Cela dit, cette implication est aussi liée aux bases souveraines britanniques sur l'île, sur lesquelles Nicosie — qui nie toute contribution de nature militaire au conflit moyen-oriental — n'a pas juridiction. Enfin, Chypre poursuit son intégration au dispositif stratégique américain. Évoluant en parallèle avec l'incertitude quant à la fidélité stratégique la Turquie à l'Occident⁴⁵, cette coopération américano-chypriote connaît un nouvel essor en fin de mandat de J. Biden, avec la signature d'un accord en matière de défense⁴⁶, suivie de l'amorce du dialogue stratégique entre les deux États⁴⁷ et de la visite du président chypriote à la Maison Blanche, la première depuis 1996⁴⁸. Cette tournure des choses déplaît naturellement à Ankara⁴⁹. Or, les relations turco-américaines sont précisément entrées dans une phase intéressante.

Au plus bas depuis l'avènement de J. Biden, elles connaissent un rebond depuis le début 2024.

Cependant, cette amélioration confirme en réalité l'emprise des États-Unis sur la Turquie, notamment via le vecteur de la puissance aérienne, schéma dans lequel la Grèce tient une place prépondérante. En effet, ce sont les États-Unis qui ont fini par avoir le dernier mot sur la question de la vente et modernisation de F-16 à la Turquie, lorsqu'ils ont menacé de livrer des F-35 à la Grèce sans débloquent les F-16 si Ankara ne levait pas son veto à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Dans une telle configuration, une Grèce dotée de 30 Rafale, de 83 F-16 Viper et de 20 — voire 40 — F-35 d'ici la fin de la décennie aurait eu un avantage opérationnel tout à fait conséquent pour les années à venir. La Turquie a donc d'abord validé l'adhésion suédoise, avant que la Maison Blanche n'envoie au Congrès sa requête pour le déblocage des F-16. Un processus facilité par la neutralisation de fait — et arrivant à point nommé — du sénateur démocrate Menendez⁵⁰, figure emblématique du blocage de la livraison des F-16 turcs par le Congrès. Une fois cette brèche des F-16 ouverte, les cercles du Département d'État qui continuent d'espérer une Turquie dans le giron occidental ont tenté d'exploiter la dynamique en remettant sur la table la livraison des F-35 si Ankara renonçait aux S-400 russes⁵¹. Or, un tel scénario serait la négation-même de la logique d'autonomie stratégique turque, d'où le déni que de telles tractations seraient en cours⁵².

41 Commission européenne : "Turkiye 2024 report", 30/10/2024, p. 55 et 39.

42 "Turkish mafia posing hybrid threat", Kathimerini, 16/09/2024.

43 "Hezbollah chief Nasrallah threatens Israel, Cyprus if Gaza war spills over", France24, 19/06/2024.

44 "Turkey warns Greece and Cyprus to avoid Middle East conflicts", Kathimerini, 25/06/2024.

45 "US partially lifts three-decade-old arms embargo on Cyprus", France24, 02/09/2020 ; "Turkey condemns U.S. decision on Cyprus arms embargo", Reuters, 17/09/2022 ; "American Fighter Jets Fly Over Turkish Occupied Cyprus", Greek Reporter, 26/10/2022 ; "New Jersey National Guard signs Partnership Agreement with Republic of Cyprus National Guard", U.S. Embassy in Cyprus, 30/03/2023 ; "Turkey lashes out at US over warship anchored in Cyprus", Al-Monitor, 18/05/2023 ; "2023 U.S.-Republic of Cyprus Defense and Security Cooperation Dialogue", U.S. Department of Defense, 01/06/2023 ; "Turkey to raise Cyprus issue at Nato summit", Cyprus Mail, 19/06/2023 ; "Lifting of Defense Trade Restrictions on the Republic of Cyprus for Fiscal Year 2024", U.S. Department of State, 18/08/2023.

46 Département américain de la défense : "U.S.-Republic of Cyprus Roadmap for Bilateral Defense Cooperation", 10/09/2024.

47 "US and Cyprus launch a strategic dialogue to bolster security", AP News, 23/10/2024.

48 "Christodoulides at the White House – U.S. President Expresses Support for a Solution to the Cyprus Issue", The National Herald, 31/10/2024.

49 "Turkey condemns US-Cyprus defense deal, urges Washington to 'reconsider'", Al-Monitor, 11/09/2024.

50 "Sen. Bob Menendez guilty of taking bribes in cash and gold and acting as Egypt's foreign agent", AP News, 17/07/2024.

51 "US Open to Turkey F-35 Talks If Dispute Over Russian Air Defenses Is Resolved", Bloomberg, 30/01/2024.

52 "Türkiye rebuffs claims of proposal to keep S-400s 'in boxes' for F-35s", Daily Sabah, 29/08/2024.

Par ailleurs, le développement du chasseur national KAAAN et la volonté de se procurer 40 Eurofighter⁵³, ainsi que la mise en place d'un escadron commun avec le Qatar composé de F-16 turcs et de Rafale et Eurofighter qataris⁵⁴, montrent bien que la Turquie cherche à desserrer l'étau américain sur sa force aérienne, mais aussi à contrebalancer l'avantage procuré à l'armée de l'air hellénique par l'acquisition du Rafale et des F-35, et qui a pu susciter les vives inquiétudes de la communauté d'analyse stratégique turque.

Plus symptomatique encore de cette difficulté de la Turquie à marquer son territoire vis-à-vis des Américains, un exercice naval commun en Méditerranée orientale a été dissimulé par le ministère turc de la Défense⁵⁵, sans doute parce qu'en dissonance complète avec le discours dominant. D'autant que les navires américains impliqués auraient mouillé à Chypre et participé du soutien à Israël, deux chiffons rouges pour Ankara — du moins théoriquement. À cela s'ajoutent des rumeurs selon lesquelles la base de radars de Kurecik aurait été utilisée pour contrer l'attaque des missiles iraniens sur Israël en avril, rumeurs forcément démenties par R. T. Erdogan⁵⁶, même si l'Iran n'a jamais été dupe quant au but de ces installations⁵⁷.

L'accumulation de ces contradictions entre discours et actions n'a pas échappé à certaines factions nationalistes qui, chauffées à blanc par la surenchère rhétorique autour du conflit à Gaza, ont tenté de lyncher deux militaires américains dans la région d'Izmir⁵⁸.

Ce tableau révèle finalement les difficultés inhérentes à la posture de la Turquie. Rattrapée par les réalités de son voisinage et de son économie, et par les limites de son autonomisation stratégique, elle ne peut miser sur un monde post-occidental avec la même assurance que d'autres acteurs du « Sud global », contrairement aux orientations préconisées par les cercles eurasianistes / « Sud-globalistes » turcs qui ont gagné en influence ces dernières années. Cependant, le discours de grande puissance qu'elle a formulé au fil des ans auprès de son auditoire interne et d'une certaine clientèle internationale extra-occidentale l'oblige à dissimuler ces limites, même si la décision des BRICS de ne lui accorder qu'un statut d'observateur et non de membre suggère que les leaders du « Sud global » sont eux aussi conscients de la nature du jeu turc. Cette ambiguïté se traduit également dans la relation avec Israël où, au fur et à mesure du temps, l'agressivité rhétorique turque s'avère être largement un écran de fumée.

En effet, les relations diplomatiques avec Israël se poursuivent, malgré les qualifications d'Israël comme « État terroriste ». En outre, c'est davantage B. Netanyahu qu'Israël qui est visé par R. T. Erdogan,

lequel sait qu'il devra tôt ou tard rétablir des relations correctes avec l'État hébreu. D'une part pour des raisons économiques, même si, toujours contrairement au discours officiel, le commerce turco-israélien n'est pas à l'arrêt mais passe par des États tiers (dont la Grèce) ou est camouflé en commerce avec les Palestiniens. En témoigne la multiplication des actions conduites par des activistes propalestiniens dans les ports turcs contre des navires suspectés de commercer avec Israël⁵⁹. D'autre part pour des raisons stratégiques : un positionnement solide en Méditerranée orientale exige pour la Turquie de bonnes relations avec Tel Aviv. Or, le choix israélien de s'engager dans un partenariat avec la Grèce et Chypre s'avère payant et fait — avec des nuances — l'unanimité dans la communauté de réflexion stratégique israélienne. En substance, une partie espère un jour renouer avec la Turquie tout en conservant le partenariat avec la Grèce et Chypre, qui n'est pas vu comme opportuniste ; une autre partie, plus intransigente, évoque même un « alignement » avec la Grèce et Chypre dans une logique de découplage avec la Turquie⁶⁰. Or, plus ce partenariat — notamment dans sa dimension sécuritaire et opérationnelle — s'approfondit, plus il sera difficile pour la Turquie de le détricoter à l'avenir. Il n'est sans doute pas fortuit que la frappe sur le port de Hodeidah en juillet 2024, qui est une opération très exigeante en raison des distances à parcourir (environ 4000km aller-retour), ainsi que les frappes contre l'Iran à l'automne, qui ont engagé une centaine d'avions israéliens, ont été précédées d'exercices conduits avec l'armée de l'air hellénique. Ces derniers ont précisément impliqué de nombreux appareils (dans un cas, pas moins de 56 F-16 grecs ont été mobilisés) et porté sur des frappes à longue distance et du ravitaillement en vol⁶¹.

53 "Germany says Britain taking lead on possible Eurofighters for Turkey", Reuters, 19/10/2024.

54 "Qatari-Turkish joint squadron to boost interoperability, training and security: Experts", Breaking Defense, 28/08/2024.

55 "Unraveling the undisclosed US-Türkiye naval exercise", Yetkin Report, 26/08/2024.

56 "Erdogan denies Turkish radars used in effort to down Iranian missiles headed for Israel", Times of Israel, 26/04/2024.

57 "Iran: NATO radar in Turkey serves to protect Israel", Ynet, 10/05/2011.

58 "Two US Marines assaulted by Turkish nationalists", Reuters, 03/09/2024.

59 "Guards fire into the air during protest at Istanbul port against docking of Israeli ship", Turkish Minute, 01/11/2024 ; "Video: Turkish Pro-Palestinian Protestors Stage Sit-In on German Cargo Ship", The Maritime Executive, 04/11/2024.

60 Par exemple : "As Tensions Escalate in the North, Israel's Hellenic Alignment Becomes Ever More Important", Jerusalem Institute for Strategy and Security (JISS), 08/09/2024 ; "What many Westerners don't get about the Gaza war", JISS, 16/09/2024.

61 "Air Force stages major drill in Greece practicing potential long-range strike on Iran", The Times of Israel, 14/09/2023 ; Armée de l'air hellénique : "Co-training Between HAF and Israeli Air Force", 31/05/2024.

Plus généralement, les pilotes israéliens se disent satisfaits de leur entraînement en Grèce ces dernières années, en raison à la fois de la performance de leurs collègues grecs et de la morphologie du pays — notamment du Péloponnèse — qui évoque celle de l'Iran (relief montagneux, crêtes enneigées en hiver).

En outre, dans un échange lors d'un évènement en ligne avec l'ex ambassadeur américain en Turquie, D. Satterfield, celui-ci s'est montré confiant quant à la résilience des Accords d'Abraham, notamment dans la perspective de voir l'Arabie Saoudite signer un accord de défense avec les États-Unis, dont une des exigences sera la normalisation des relations israélo-saoudiennes. En revanche, il reconnaît que la guerre à Gaza a augmenté le prix de cette normalisation, qui passe par la relance d'une solution à deux États.

De ces éléments, il découle que la Turquie n'arrive toujours pas à trouver un rôle à la hauteur de ses ambitions au Moyen-Orient et n'arrive ni à détrôner l'Égypte et les monarchies du Golfe dans la gestion du conflit à Gaza, ni à exploiter la situation pour enterrer les Accords d'Abraham.

Au final, l'hypothèse insupportable d'une reprise de la main-mise américaine sur la stratégie turque en Méditerranée orientale hante Ankara. Les tentatives d'engagement de ses voisins sur une base bilatérale visent à éviter l'implication américaine, au moins en attendant de voir les intentions de la nouvelle administration.

Or, le premier mandat de D. Trump n'a pas été facile pour R. T. Erdogan, malgré le fait que le tempérament des deux hommes et leur penchant pour le transactionnalisme ont facilité leur communication directe. C'est bien sous D. Trump et M. Pompeo que la Turquie a été éjectée du programme des F-35, que de dures sanctions ont été imposées sur son industrie de défense⁶², qu'elle a fait l'objet d'un recadrage au sein de l'OTAN pour son agressivité à l'égard de la Grèce et son accoquinement avec la Russie⁶³, que les Accords d'Abraham ont été signés, et que le Congrès a adopté le « East Med Act »⁶⁴ et bloqué la livraison des F-16 turcs sous l'impulsion trans-partisane des sénateurs Menendez (parti Démocrate) et Rubio (parti Républicain) qui ont également soutenu la reconnaissance du génocide arménien. Et si, malgré des espoirs grecs, M. Pompeo (qui avait été pressenti pour le Département de la Défense) n'a pas été retenu par D. Trump, c'est M. Rubio qui a été désigné comme futur patron du Département d'État, alors que Tulsi Gabbard, qui, par le passé, s'est exprimée chaleureusement à l'égard de la Grèce et franchement contre la Turquie d'Erdogan⁶⁵, a été nommée à la tête du renseignement.

Si des prises de position antérieures ne postulent pas leur répétition, la nouvelle administration Trump réserve néanmoins de nombreuses inconnues pour Ankara. En effet, si elle applique une politique pro-israélienne encore plus marquée et relance la stratégie de pression maximale sur l'Iran, le coût de la posture turque sur le conflit à Gaza — qui est resté relativement faible dans la relation turco-américaine⁶⁶ — pourrait augmenter. En outre, dans un contexte de recrudescence des tensions sur la question kurde en Turquie, les choix américains en Syrie seront critiqués pour Ankara, ce qui n'est pas sans rapport avec la tournure que prendra la relation russo-américaine. Là aussi, si D. Trump décidait de rétablir le contact direct avec V. Poutine (chose probable), voire de desserrer l'étau des sanctions (chose moins évidente mais pas impossible), la Turquie verra son double rôle de médiateur et de hub de contournement des sanctions — et donc une partie de sa rente géopolitique — se réduire.

Ainsi, alors qu'Athènes — à tort ou à raison — se montre confiante quant au fait que l'administration Trump ne changera pas fondamentalement son approche de la Grèce (étant donné le caractère trans-partisan du soutien américain, qu'elle a cherché par ailleurs à confirmer dès avant les élections⁶⁷), la Turquie, elle, est confrontée à une incertitude plus grande. Peut-être est-ce là une des explications du choix d'Ankara de maintenir la dynamique de détente avec Athènes afin d'éviter un impondérable supplémentaire, ce qui, à son tour, pousse la Grèce à croire qu'il y a là peut-être une rare occasion d'aller au-delà d'une simple accalmie selon des termes qui relèveraient de l'acceptable, le tout étant favorisé par un contexte de domination politique du parti dirigeant inédite depuis 1974. De ce point de vue, la manière dont le mandat Trump influera sur la posture turque pourrait être porteuse d'évolutions.

62 Département d'État américain : "The United States Sanctions Turkey Under CAATSA 231", 14/12/2020.

63 "In Parting Shot, Pompeo Rebukes Turkey at NATO Meeting", Reuters, 14/12/2020.

64 Foreign Relations Committee : "Congress Passes Menendez-Rubio Bill Reshaping U.S. Policy in Eastern Mediterranean", 20/12/2019.

65 Voir, par exemple : son discours de 2019 auprès de la communauté grecque-américaine ; « Tulsi Gabbard slams 'Islamist megalomaniac' Erdogan over Syrian proxies », i24, 31/10/2019 ; « Trump's incoming Director of National Intelligence: 'Erdogan is not our friend' », Medya News, 15/11/2024.

66 "Turkey is anchored in the West despite split on Gaza, US envoy says", Reuters, 12/06/2024.

67 "Greek PM Mitsotakis Meets with U.S. Senators on Crete", The National Herald, 05/10/2024.

CONCLUSION

Au final, la poursuite du développement de la relation avec les États-Unis, la recherche d'une plus grande implication de l'UE sur les grands défis stratégiques et sécuritaires du flanc sud-est de l'Europe, le désamorçage de la pression turque, et la poursuite de sa modernisation militaire restent pour la Grèce la boîte à outil principale pour faire face à un morcellement de son environnement méridional qui, en cas d'immobilisme, pourrait avoir des conséquences extrêmement néfastes pour elle-même et pour l'UE.

ARIS MARGHELIS

LA TURQUIE ET LE RETOUR DE TRUMP

JEAN MARCOU, PROFESSEUR ÉMÉRITE À SCIENCES PO GRENOBLE-UGA, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES (IFEA) D'ISTANBUL ET CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT FMES

Le retour aux affaires de Donald Trump n'est pas forcément une bonne nouvelle pour le Président turc R.T. Erdogan. D'un côté, il suscite un optimisme prudent compte tenu de la posture populiste d'un président américain qui ne lui fera pas de leçon de morale et qui aspire à mettre fin aux conflits en cours au Moyen-Orient. D'un autre, plusieurs positions de D. Trump sur le Moyen-Orient (en faveur d'Israël et de l'Arabie saoudite notamment) de même que certain signaux négatifs liés à la nomination dans l'entourage présidentiel de collaborateurs ayant eu de profonds désaccords avec la Turquie, suscitent la méfiance du pouvoir turc à l'égard de la nouvelle administration américaine.

Dès le 6 novembre 2024, Recep Tayyip Erdoğan a ostensiblement félicité sur X¹ « son ami Donald Trump » pour sa victoire, en évoquant le « combat » que ce dernier avait mené pour être « réélu ». Les termes et la teneur de cette réaction ont d'emblée fait écho à la proximité personnelle qu'avaient affichée les deux hommes pendant le premier mandat de Donald Trump, accréditant l'idée qu'une nouvelle ère s'ouvrirait pour les relations turco-américaines, après la morosité ambiante qui les a marquées pendant la présidence de Joe Biden. Au cours des derniers mois, la Turquie s'est pourtant montrée prudente dans son approche des élections américaines², se disant prête à travailler avec celui ou celle qui sortirait des urnes... Certes, Erdoğan a été l'un des rares chef d'État à téléphoner au candidat républicain³, après le premier attentat dont il a été victime pendant l'été, mais, comme lors de la précédente élection de Trump, un certain nombre d'indices indiquent que la satisfaction turque en l'occurrence résulte surtout de l'espoir que la nouvelle présidence ne soit pas pire que la précédente, plutôt que de la conviction qu'elle sera sûrement meilleure. Et ce, d'autant plus que l'élection de Donald Trump survient au moment où la Turquie traverse une période d'incertitudes.

Sur le plan intérieur, malgré leur victoire aux élections générales de 2023⁴, Erdoğan et l'AKP paraissent de plus en plus voués au déclin. Recadrée depuis un an et demi par les recettes classiques (notamment, un taux directeur de la banque centrale portée brutalement de 8 à 50% et encore récemment maintenu à ce niveau⁵) du ministre des Finances, Mehmet Şimşek, l'économie turque, malgré de légères et récentes améliorations (stabilisation de l'inflation et enrayment de la dépréciation de la devise nationale), n'a pas renoué avec les années fastes qui avaient durablement maintenu l'AKP au pouvoir, après ses premiers succès électoraux au tournant du millénaire.

En mars 2024, lors des élections locales, le parti présidentiel a ainsi enregistré sa première vraie défaite électorale⁶, non seulement en échouant à reprendre les métropoles emblématiques d'Ankara et d'Istanbul qu'il avait perdues en 2019, mais aussi en étant nettement devancé au niveau national par le parti kémaliste CHP, fer de lance de l'opposition. Le défi qui en résulte n'est pas simple pour celui qui gouverne la Turquie depuis 22 ans, car il doit désormais enrayer l'inexorable ascension de l'opposition, tout en trouvant la formule pour réviser la Constitution afin de pouvoir se présenter une nouvelle fois à la présidence de la République en 2028... Eu égard au mécontentement croissant, beaucoup pensent que des élections anticipées pourraient en outre précipiter cette échéance périlleuse.

Sur le plan international, après ses succès dans la médiation du conflit russo-ukrainien et la démonstration de son aptitude à promouvoir un grand écart audacieux entre Kiev et Moscou, la Turquie n'est pas parvenue à trouver sa place dans un Moyen-Orient bouleversé par la réactivation du conflit israélo-palestinien depuis le 7 octobre 2023. Marginalisée dans les tentatives de résolution de cette crise, elle s'est retrouvée en fin de compte prise entre deux foyers de tension qui, en mer Noire

1 « Turkish president congratulates Trump on apparent presidential election victory », Anadolu Anjansi, November 6, 2024

2 SOYLU Ragip, "Trump or Harris? Turkey's can't decide which would be best", Middle East Eyes, November 1, 2024

3 "Erdoğan holds a phone call with Trump", Hürriyet Daily News, July 18, 2024

4 MARCOU Jean, « Après sa réélection, Recep Tayyip Erdoğan commence un troisième mandat présidentiel », Blog de Sciences Po Grenoble, 7 juin 2022

5 AKIN Ezgi, « Turkey's Central Bank holds interest rate at 50% », Al-Monitor, November 21, 2024

6 MARCOU Jean, « Défaite de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP aux élections locales en Turquie : le début d'une nouvelle ère », Blog de Sciences Po Grenoble, 2 avril 2024

et en Méditerranée orientale⁷, entretiennent une instabilité durable qui n'est guère favorable à la reprise de son économie.

Dans ce cadre, l'optimisme de la première réaction d'Erdoğan après l'annonce du résultat de l'élection présidentielle américaine n'avait pas suffi à combler l'abîme de perplexité dans lequel la perspective du retour de Trump avait plongé non seulement les dirigeants, mais aussi la classe politique et la société turques en général. Cependant, la chute du régime de Bachar el Assad change la donne et constitue à bien des égards une embellie pour la Turquie qui doit être prise en compte, même les conséquences de cet événement sont encore incertaines⁸. Partant d'une analyse des affinités diplomatiques et politiques existant entre les leaders turc et américain, cet article se concentre sur les deux dossiers (conflit israélo-palestinien, crise syrienne et question kurde afférente) qui peuvent générer une conflictualité renouvelée entre les deux pays, avant de s'interroger sur le devenir des désaccords récurrents qu'ils entretiennent et d'évaluer ce qui pourrait rapprocher Ankara et Washington, si la recherche d'une solution à la guerre en Ukraine se concrétise.

LES AFFINITÉS TRUMP-ERDOĞAN AU SECOURS D'UNE RELATION BILATÉRALE INCONSTANTE ?

Le simple examen de la fréquence des rencontres présidentielles pendant les mandats de Donald Trump et de Joe Biden donne un bon aperçu de la nature de la relation que le chef d'État turc a pu établir successivement avec les 45^e et 46^e présidents américains. Erdoğan a vu Trump neuf fois en tête-à-tête entre 2017 et 2020, alors que depuis 2021, il n'a pu s'entretenir avec Biden que quatre fois, et encore en marge de sommets internationaux. En mai 2024, l'accueil du président turc par son homologue américain à la Maison-Blanche avait même été annulé⁹, celui-ci ayant reçu à Istanbul, quinze jours auparavant, Ismail Haniyeh, l'un des dirigeants du Hamas. Il faut dire que l'arrivée de Joe Biden aux affaires ne pouvait que rappeler au leader de l'AKP le souvenir douloureux de la précédente présidence démocrate dont celui-ci avait été d'ailleurs le vice-président. Commencé sous les meilleurs auspices, le second mandat de Barack Obama avait en effet tourné au cauchemar pour la Turquie, en raison, tant de la crise syrienne et de ses implications kurdes, que du refus américain d'extrader Fethullah Gülen, considéré par Ankara comme l'instigateur de la tentative de coup d'État de juillet 2016.

Eu égard à cette situation, pour Recep Tayyip Erdoğan, le mandat de Donald Trump ne pouvait pas être pire que le précédent, mais d'autres éléments sont à prendre en compte pour comprendre les affinités qui existent entre les deux hommes.

Il s'agit tout d'abord bien sûr de la personnalité et du parcours de l'un et de l'autre¹⁰. La victoire inattendue de Donald Trump, son populisme, sa dénonciation des élites, sa prétention à incarner les oubliées des cercles dirigeants, son instrumentalisation du religieux, son chauvinisme outrancier, sa diabolisation de l'adversaire ne pouvaient que recueillir la sympathie de Recep Tayyip Erdoğan, tant elle lui rappelait son expérience personnelle et certaines de ses pratiques. Cette brutalité en politique peu soucieuse des formes et des apparences a tout de suite été comprise par Erdoğan, lui-même, moins à l'aise avec la posture des présidents démocrates s'employant à faire cohabiter, dans leurs choix stratégiques, l'éthique et la raison d'État.

Cette compréhension a d'ailleurs été d'emblée réciproque. Ainsi, au printemps 2017, le nouveau président américain fait partie des dirigeants les plus empressés à féliciter le leader de l'AKP¹¹ pour sa victoire au référendum constitutionnel transformant la Turquie en régime présidentiel autoritaire, alors que la plupart des dirigeants européens font part de leur inquiétude pour le devenir de la démocratie turque. Pourtant, on a pu constater par la suite que cette affinité politique n'empêche pas que des désaccords puissent survenir et dégénérer en une confrontation sans merci. Ainsi, un an plus tard, Donald Trump, qui souhaite alors capter le vote des évangéliques aux élections de mi-mandat¹², n'hésite pas à prendre des sanctions économiques sévères contre la Turquie¹³ (gel des avoirs de deux ministres turcs, hausse des droits de douane sur les produits turcs...) pour la forcer à libérer le pasteur américain Andrew Brunson, arrêté et condamné dans le cadre des purges ayant suivi la tentative de coup d'État de 2016, en raison de ses affinités avec le mouvement Gülen.

7 MARCOU Jean, « La mer Noire espace d'expression du potentiel stratégique de la Turquie », Moyen-Orient, N°64, octobre-décembre 2024, p. 34 à 39.

8 MARCOU Jean, "L'embellie syrienne de la Turquie", interview par CHAIGNE-ODUDIN Anne-Lucie, Les Clés du Moyen-Orient, 12 décembre 2024

9 ZAMAN Amberin, « Turkey postpones Erdogan's White House visit », Al-Monitor, April 24, 2024

10 GRAHAM David A. « What's so bad about Trump calling Erdoğan ? », The Atlantic, April 18, 2017

11 DEWAN Angela, "Trump congratulates Erdoğan for referendum win", CNN, April 18, 2017

12 "Trump using Brunson to rally evangelical votes: report", Anadolu Ajansi, August 18, 2018

13 SHAHEEN Kareem, "Turkey vows response to US sanctions imposed over jailed pastor", The Guardian, August 2, 2018

UNE AFFINITÉ TEMPÉRÉE PAR LES ALÉAS DE L'INCONSTANCE AMÉRICAINE ET L'INQUIÉTUDE DE L'OPINION PUBLIQUE TURQUE

Le constat de la fragilité de cette relation personnelle entre les deux hommes amène à penser que l'adhésion du leader turc aux postures trumpistes est aussi tactique, voire opportuniste. Au pouvoir depuis 2002, Erdoğan et l'AKP ont une pratique éprouvée des rapports avec Washington, ayant successivement connu deux présidences républicaines et deux présidences démocrates et, à ces occasions, les aléas d'une diplomatie américaine extrêmement inconstante. En septembre 2024, à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, tandis qu'il négociait le remboursement de l'avance investie dans le programme de production de l'avion F-35 (dont la Turquie a été exclue pour avoir acquis des missiles russes S-400), Recep Tayyip Erdoğan disait sa désillusion à l'égard des États-Unis¹⁴ : « Mon espoir est que la prochaine présidence ne soit pas pire que la précédente... Tant les républicains que les démocrates nous ont déçus. On verra si cela continue à l'avenir. » Ainsi, derrière la sympathie affichée à l'égard du milliardaire américain s'exprimerait également une résignation nourrie par l'expérience.

De surcroît, une sympathie trop marquée à l'égard de Trump est susceptible d'accroître l'impopularité du gouvernement turc dans un pays qui, lassé par les dérives illibérales de ses dirigeants, aspire à un retour de l'État de droit. Les dernières enquêtes d'opinion indiquent en effet un épuisement des valeurs conservatrices (recul du port du voile chez les femmes¹⁵, montée d'un sécularisme¹⁶ urbain consumériste chez les jeunes¹⁷ les éloignant de la pratique, voire même des convictions religieuses, rejet d'une instrumentalisation politique de l'islam¹⁸...). La méfiance de l'opinion publique turque à l'égard de Donald Trump se greffe, en outre, sur un vieux fond d'anti-américanisme et d'anti-impérialisme remontant à la guerre froide. Elle ne laisse pas place pour autant à une véritable sympathie pour la Russie, en dépit des relations établies par Recep Tayyip Erdoğan avec Vladimir Poutine. Dans cet océan de défiance à l'égard du monde extérieur, une enquête récente montre que ce sont encore les Européens qui sont les plus attirants¹⁹ pour les personnes interrogées (particulièrement pour les jeunes), en dépit de leur rejet de la candidature d'Ankara à l'UE. Il est vrai que si Trump parvenait à faire la paix en Ukraine comme il l'a promis, il s'attirerait peut-être la sympathie d'une partie des Turcs, de tout temps inquiets des crises et des conflits qui s'éternisent à leurs frontières.

Il reste que sur le fond, le retour de Trump au pouvoir pourrait s'avérer très problématique pour la Turquie, et que la relation de proximité qu'entretiennent Trump et Erdoğan ne suffira pas à leur permettre de surmonter les divergences qui sont les leurs dans leur approche de la géopolitique du Proche-Orient.

LA TURQUIE D'ERDOĞAN ET L'AMÉRIQUE DE TRUMP AUX ANTIPODES SUR LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Le premier dossier auquel on pense est bien sûr celui du conflit israélo-palestinien. La crise du 7 octobre a rapidement remis en cause un rapprochement turco-israélien qui était largement engagé. Depuis, sans être formellement rompues, les relations diplomatiques entre les deux pays sont inexistantes et les liens concrets de ces derniers se sont profondément dégradés.

Accusés sur le plan intérieur par l'opposition, de maintenir une relation ambiguë avec l'État hébreu²⁰, combinant une propension à des condamnations sévères avec la survie d'échanges commerciaux juteux, les dirigeants turcs se sont employés à remettre en cause des relations économiques qui constituaient depuis longtemps la béquille d'une diplomatie déficiente entre les deux pays. À cela s'est ajouté un fort activisme turc dans les instances et réseaux internationaux pour faire condamner la position israélienne. En outre, la Turquie a appelé la communauté internationale à reconnaître l'État de Palestine et salué les États qui le faisaient (comme l'Espagne, l'Irlande ou la Norvège en mai 2024, voire même comme l'Arménie, en juin suivant, alors qu'elle n'a pas de relations diplomatiques officielles avec ce pays). Enfin, Ankara s'est associée à la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud contre Israël, devant la Cour internationale de justice.

14 GOCUMLU Burcu Calik « Turkish President Erdoğan hopes for positive post-election relations with US, eyes F-35 reimbursement », Anadolu Anjansi, September 26, 2024

15 « La question du port du voile agite la classe politique », France Culture, 31 décembre 2022

16 SOYLU Ragip, « La jeunesse turque de plus en plus laïque et moderne sous Erdoğan », Middle East Eye, 21 mars 2019

17 "What has changed in youth in 10 years (2010-2018)?" Konda Interaktif, April 5-6, 2018

18 "Türkiye'de Kimlikler: Din, Ekonomi ve Siyaset, 2024 Değerler Araştırması", ASBV (Ankara Sosyal Bilimler Vakfı) 2024

19 CLANCY Laura, POUSSHTER Jacob & HERNANDEZ RAMONES Sofia, « How people in Turkey view international affairs », Peer Research Center, October 16, 2024

20 MARCOU Jean, "Turquie-Israël. La persistance d'une relation ambiguë", Orient XXI, 11 mars 2024

Une dégradation des relations turco-américaines n'est donc pas à exclure si de nouvelles initiatives spectaculaires sont prises en faveur d'Israël par Donald Trump et sa garde rapprochée. À cet égard, la nomination de Mike Huckabee au poste d'ambassadeur des États-Unis en Israël a été remarquée en Turquie²¹. Il faut dire que c'est la première fois que ce poste n'est pas attribué à un Américain de confession juive, Mike Huckabee étant un chrétien évangélique, proche de milieux israéliens conservateurs farouchement opposés à la création d'un État palestinien. Certes, lors du premier mandat du milliardaire américain, Ankara n'avait pas manqué de déclarer « inacceptable » sa reconnaissance de Jérusalem comme capitale, mais le conflit du Proche-Orient était alors beaucoup moins sensible et central. Or, la Turquie se sent désormais directement concernée par les derniers développements de celui-ci. À l'automne 2024, lors de son discours d'ouverture de la session parlementaire, Erdoğan s'est même demandé si son pays n'allait pas être la prochaine cible d'Israël²². De façon plus réaliste, le gouvernement turc redoute que les frappes et les offensives israéliennes tous azimuts en cours ne provoquent une déstabilisation de ses voisins (Syrie, Irak, Iran notamment) et ne déclenchent de nouveaux flux migratoires qui conforteraient un mécontentement persistant dans le pays à son égard.

LA CRISE SYRIENNE ET LA QUESTION KURDE AFFÉRENTE, SUJET MAJEUR D'INQUIÉTUDE EN TURQUIE DEPUIS L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP

Toutefois, le dossier qui est de loin le plus crucial pour la Turquie avant la prise de fonction de Donald Trump²³ est celui de la crise syrienne et de la question kurde afférente. Certes, Recep Tayyip Erdoğan s'est dit optimiste quant à la politique que pourrait suivre le nouveau président américain. Il est probable qu'il garde en mémoire le retrait des forces spéciales américaines d'appui aux milices kurdes YPG que Donald Trump avait amorcé en 2019, et qu'il espère que ce processus reprendra en 2025. Mais on ne peut oublier que cette affaire avait débouché aussi sur un incident diplomatique grave entre Ankara et Washington. Alors qu'Erdoğan avait profité du désengagement américain pour lancer une offensive militaire contre ces mêmes milices en Syrie, Donald Trump, dans un courrier mémorable²⁴, l'avait incité à la retenue (textuellement « à ne pas jouer les durs et à ne pas faire l'idiot ») et, lui rappelant le précédent de l'affaire Brunson, il n'avait pas hésité à le menacer de « pulvériser l'économie turque ».

En l'occurrence, il faut voir en outre que du fait de la réactivation du conflit israélo-palestinien, la situation stratégique a évolué. Dans la nouvelle géopolitique du Proche-Orient, les Kurdes, et particulièrement les Kurdes syriens, apparaissent comme un point d'appui important, voire de véritables alliés, pour les Américains. Et même, s'ils ne revendiquent pas de liens particuliers avec Israël, l'État hébreu les appelle désormais ouvertement à en établir²⁵. À cela s'ajoute les nominations²⁶ du sénateur de Floride, Marco Rubio, à la tête de la diplomatie américaine, et du vétéran de la garde nationale, Mike Waltz, au poste de conseiller à la sécurité nationale. Le premier s'était ému en 2019 de l'abandon des milices kurdes par Trump, et c'est lui qui l'avait probablement convaincu de dissuader Erdoğan d'essayer d'en tirer parti. Le second a plusieurs fois apporté ostensiblement son soutien aux milices kurdes en Syrie ; ce qui a amené le quotidien turc Hürriyet à s'émouvoir de sa nomination et à la décrire comme celle d'un « fan des PKK-YPG »²⁷. Ainsi tous ces éléments dessinent le scénario que redoutent, non seulement le gouvernement, mais aussi l'ensemble de la classe politique turque, depuis le début de la crise syrienne, à savoir l'apparition d'une frontière commune, des monts Qandil à l'enclave d'Idlib, avec un PKK, consacré acteur régional et s'appuyant sur les bastions qu'il a établis (Qandil, Sinjar, Rojava...) dans le territoire des États faillis irakien et syrien.

Il est sûr que la chute du régime baasiste rebat les cartes de manière très favorable à la Turquie, car il contribue à isoler les Kurdes. Tout dépend bien sûr de l'approche qu'auront les nouveaux maîtres de Damas de la question kurde dans la Syrie nouvelle et des relations qui seront les leurs avec les instances qui gouvernent le Rojava (FDS-PYD-YPG). D'ores et déjà, on observe que, si une partie d'entre eux (Hayat Tahrir al-Cham) a privilégié le dialogue, d'autres (l'Armée nationale syrienne, très proche d'Ankara) n'ont pas hésité à expulser manu militari les Kurdes du district de Manbij, réalisant un vieux rêve de la Turquie remontant à sa première intervention militaire, en Syrie, en 2016²⁸.

21 "Trump picks pro-settlement Mike Huckabee as US ambassador to Israel", TRT, November 14, 2024

22 "Israel's next target will be Türkiye, Erdoğan says", Hürriyet Daily News, October 1, 2024

23 « How Turkey is preparing for Trump 2.0 », The New Arab, November 14, 2024

24 "Read Trump's full letter to Turkey's Erdoğan: Don't a tough guy, don't be a fool!", PBS News, October 16, 2019

25 « Israel foreign minister calls for ties with Kurds and other minorities in the Middle East », Middle East Eye, November 11, 2024

26 BOURCIER Nicolas, « Ankara des prises de position passées de l'entourage de Donald Trump », Le Monde, 16 novembre 2024

27 « Dış politikaya şahin atamalar : Trump'a PKK dostu güvenlik danışmanı », Hürriyet, Kasım 13, 2024

28 MARCOU Jean, "L'armée turque exclue de la bataille de Mossoul", OVIPO-IFEA, 18 octobre 2016

On remarque d'ailleurs qu'au moment où il rouvre son ambassade à Damas et se rapproche des nouveaux dirigeants syriens, le gouvernement turc a repris la posture qui était la sienne à cette époque, en se posant en héros de la lutte contre «tous les terroristes» qu'ils soient djihadistes (Daech) ou kurdes (FDS-PYD-YPG)²⁹ et en reprochant plus que jamais aux États-Unis le maintien de leurs troupes spéciales au Rojava.

LE DEVENIR DES DOSSIERS RÉCURRENTS ENLISÉS

Au-delà de cet épineux problème syrien, on peut se demander ce que deviendront plusieurs dossiers conflictuels enlisés. Le premier d'entre eux concerne le renouvellement par la Turquie de sa flotte aérienne de combat. On se souvient que pendant la précédente présidence Trump, pour avoir acquis des missiles russes de défense aérienne S-400, la Turquie avait été exclue du programme de production et d'acquisition du F-35. Cet avion dernière génération, commandé à une centaine d'exemplaires, en grande partie payés, devait donner à la Turquie des forces aériennes conformes à ses ambitions. Pendant la présidence Biden, Ankara s'est résigné à renforcer sa flotte avec des F-16, obtenant non sans mal et après avoir dû consentir aux adhésions finlandaise et suédoise à l'OTAN, la possibilité d'acquérir 40 avions de ce type et celle d'en moderniser 40 autres³⁰. Le résultat de ce marchandage ne répond cependant que partiellement aux attentes de la Turquie, qui s'est dernièrement tournée vers l'Eurofighter³¹, se proposant d'en acheter une quarantaine, en attendant de pouvoir produire son propre avion, le Kaan. Cette option n'est pas finalisée, car si l'Allemagne a récemment levé le veto³² qu'elle opposait à cette vente, les négociations en vue de celle-ci ne font que commencer. Alors que par ailleurs les fameux S-400 russes acquis par la Turquie n'ont jamais été activés, on peut se demander quelle sera sur ce dossier l'attitude de Trump, qui avait rendu son prédécesseur responsable du fiasco des F-35. En tout état de cause, l'affaire n'est pas terminée, les deux pays négociant actuellement le remboursement de l'avance faite par Ankara.

Le deuxième dossier concerne les relations gréco-turques. Certes, elles traversent actuellement une phase d'apaisement assez exceptionnelle. Pour autant, les problèmes de fond (application du droit de la mer en mer Égée, statut du Dodécanèse, question chypriote, partage du gaz et tracé des zones économiques exclusives en Méditerranée orientale...) ne sont pas réglés.

À cet égard, on se souvient qu'en 2020, les derniers mois de la présidence Trump avaient donné lieu à des échanges houleux entre Turcs et Américains³³, au point que le secrétaire d'État, Mike Pompeo, avait été accusé par Ankara d'avoir perdu sa vocation à arbitrer les différends de la zone, du fait de sa partialité. Or, c'est désormais la personne du futur secrétaire d'État qui inquiète les Turcs³⁴. Marco Rubio, en effet, s'est fait connaître dans le passé par ses prises de position en faveur de la Grèce, ayant été notamment l'un des artisans de l'EastMed Act qui a permis en 2021 de lever l'embargo américain d'armes contre Chypre³⁵ décrété depuis plusieurs décennies. Sa nomination affole donc non seulement le gouvernement mais également la classe politique turque dans son ensemble, à l'heure où la Turquie et la République turque de Chypre du Nord ont durci le ton et n'envisagent plus la négociation de la question chypriote que sur la base de la reconnaissance de l'existence de deux États. Alarmé par la nomination de Marco Rubio, le leader du parti d'extrême droite MHP, membre de la coalition au pouvoir, Devlet Bahçeli³⁶, qui dit souvent tout haut, ce qu'Erdoğan pense tout bas, s'est écrié, en novembre 2024, devant son groupe parlementaire, que Trump allait devoir décider «s'il respectait le droit international» ou s'il choisissait « d'ignorer les droits souverains de la Turquie ».

Le dernier dossier est celui de l'avenir du mouvement Gülen aux États-Unis. Car la récente disparition (le 20 octobre 2024)³⁷ de Fethullah Gülen, cet imam immensément riche, tour à tour soutien, puis bête noire de Recep Tayyip Erdoğan, qui s'était volontairement exilé en Pennsylvanie en 1999, ne fait pas disparaître une cause potentielle de conflictualité entre les deux pays, et particulièrement entre Erdoğan et Trump.

29 DİNCEL Serdar, « Türkiye acting carefully to ensure Daesh-ISIS, PKK terrorists do not exploit post-regime Syria: Foreign Minister », Anadolu Ajansı, December 8, 2024

30 MARCOU Jean, « Les États-Unis acceptent la vente de nouveaux F-16 à la Turquie », Blog de Sciences Po Grenoble, 7 février 2024

31 « La Turquie voulait le F-35, elle va maintenant obtenir le chasseur Eurofighter Typhoon », Turquie News, 16 octobre 2024

32 « Germany took a step toward clearing Turkey's Eurofighter jet buy, Turkish official says », Reuters, November 2024

33 SMITH Helena, « Mike Pompeo in Greece amid tensions with Turkey over gas reserves », The Guardian, September 2020

34 KOKKINIDIS Tasos, « Turkey alarmed by Marco Rubio's Pro-Greece and Cyprus Stance », Greek Reporter, November 13, 2024

35 KAMPOURIS Nick, « US Congress Ends Decades-Old Arms Embargo on Cyprus », Greek Reporter, December 2019

36 BOURCIER Nicolas, « Ankara s'inquiète des prises de position passées de l'entourage de Donald Trump », Le Monde, 16 novembre 2024

37 JÉGO Marie & PIERRE Angèle, « Mort du prédicateur turc Fethullah Gülen, ancien allié du président Erdoğan devenu son pire ennemi », Le Monde, 22 octobre 2024

Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, outre l'infiltration de la haute administration turque hostile au nouveau gouvernement, le mouvement en question avait efficacement neutralisé les réseaux d'influence dont disposait l'establishment laïque politico-militaire aux États-Unis. Affaibli par la répression dont il est désormais l'objet en Turquie, mais aussi dans certains de ses espaces de prédilection (l'Afrique), le mouvement conserve des moyens et une capacité d'action quasiment intacts aux États-Unis. Il y a fort à parier qu'il saura et pourra s'en servir, à plus forte raison parce qu'au vu des prises de position de ses figures de proue dans le pays, comme par exemple le basketteur de la NBA, Enes Kanter Freedom³⁸, il semble bien que sa préférence, lors du dernier scrutin, soit allée à Donald Trump.

LES ESPOIRS DE STABILISATION DE LA CRISE UKRAINIENNE

Last but not the least, la guerre en Ukraine, apparaît comme le dossier sur lequel Erdoğan et Trump pourraient converger le plus rapidement et le plus efficacement. Certes, les dirigeants turcs ont d'emblée condamné « l'opération spéciale » russe en Ukraine, en la qualifiant de violation de souveraineté et d'atteinte au droit international. Ils ont néanmoins rapidement annoncé qu'ils refusaient d'appliquer les sanctions décidées par les Occidentaux contre la Russie. Toutefois, la crise ukrainienne a permis à Ankara non seulement de démontrer sa capacité à tenir une position périlleuse de grand écart entre l'Est et l'Ouest, mais aussi de faire la preuve de talents certains dans la médiation³⁹.

La Turquie a ainsi réussi à faire accepter à la Russie une reprise, sous son égide et celle de l'ONU, des exportations ukrainiennes de céréales, à travers un couloir sécurisé en mer Noire. Il est vrai que, lancée en juillet 2022, cette «initiative céréalière» a été dénoncée par la Russie un an plus tard. Il reste qu'elle se poursuit dans les faits, Moscou ne disposant pas, dans cet espace maritime, de moyens opérationnels suffisants pour y mettre un terme. Il faut rappeler également qu'à partir de septembre 2022, la Turquie a permis le succès de plusieurs échanges de prisonniers de guerre entre les deux belligérants, et qu'en août 2024, elle a joué un rôle important dans l'opération qualifiée de « plus grand échange de prisonniers entre l'Occident et la Russie depuis la fin de la guerre froide »⁴⁰, les personnes libérées ayant transité à cette occasion par l'aéroport d'Ankara. Fort de ces résultats, Erdoğan, qui peut parler aux deux protagonistes, pense ainsi disposer d'atouts certains pour prendre sa part dans le processus de règlement du conflit ukrainien souvent évoqué par le futur président américain.

Dans cet ordre d'idée vraisemblablement, le 20 novembre 2024, il a regretté que le président Biden ait décidé d'autoriser les Ukrainiens à utiliser des missiles de longue portée contre la Russie⁴¹. La paix en Ukraine servirait sans doute les intérêts économiques de la Turquie, mais elle pourrait aussi lui imposer des contreparties moins réjouissantes: celle d'abord de se trouver à nouveau confrontée à une Russie surpuissante en mer Noire, alors même que le conflit qui perdure depuis 2022 a affaibli Moscou dans cet espace maritime, les Turcs ayant bloqué le passage de ses navires de guerre dans les détroits; celle encore de devoir mettre en sourdine son soutien aux Tatars de Crimée, mais Recep Tayyip Erdoğan, en modérant son approche du problème ouïghour, ces dernières années, pour s'attirer les bonnes grâces de la Chine, a montré qu'il était rompu à ce genre d'exercice. En outre, la chute du régime syrien, affaiblit la Russie et fait disparaître pour la Turquie la menace que constituait sur sa frontière méridionale l'existence d'un régime étroitement lié à Moscou.

CONCLUSION

Le 12 novembre 2024, dans l'avion qui le ramenait de Bakou où il venait de participer à la Cop29, Recep Tayyip Erdoğan a tempéré son optimisme initial quant au retour de Donald Trump au pouvoir, convenant que certains « messages » émanant du nouveau staff présidentiel étaient « préoccupants ». Mais il a dit aussi qu'il était trop tôt pour en tirer des conclusions définitives, en continuant à croire que les changements qui se profilent dans les relations internationales pouvaient être bénéfiques pour Ankara. Le retournement qui s'est produit en Syrie au début du mois de décembre 2024 en mettant un terme au régime de Bachar El-Assad lui a donné raison.

À ce stade et dans la perspective du retour de Trump, on peut ainsi résumer le point de vue de la Turquie en disant qu'il est dominé par deux sentiments majeurs. Le premier est prudemment optimiste et part du constat que la situation régionale ne pouvant être pire, les velléités de ce président atypique de mettre fin aux conflits en cours (même si on ne sait pas comment il compte s'y prendre) méritent d'être prises en considération,

38 NISE Jake & RASKIN Alex, Enes Kanter Freedom declares support for Donald Trump despite previous bashing of his ally Elon Musk », MailOnline, November 15, 2024

39 MARCOU Jean, « L'été chaud de la diplomatie turque », Blog de Sciences Po Grenoble, 13 septembre 2022

40 JÉGO Marie & LEPARMENTIER Arnaud, « L'échange de prisonniers entre l'Occident et la Russie, le plus important depuis la chute de l'empire soviétique », Le Monde, 2 août 2024

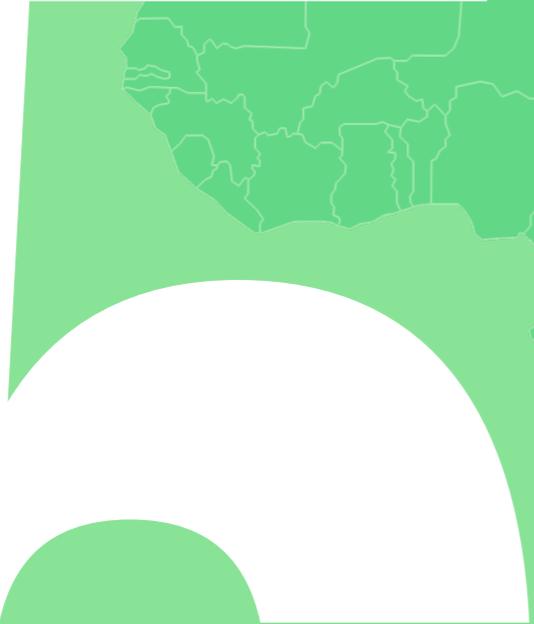
41 « Erdoğan warns of 'new, bigger war' after US missile decision », Hürriyet Daily News, November 20, 2024

d'autant plus que le changement survenu en Syrie donne à Ankara de nouveaux atouts ⁴². Mais le second est dominé par une inquiétude générée, tant par les positions de Donald Trump sur le Moyen-Orient, connues de longue date, que par un certain nombre de signaux négatifs qui s'accumulent, en particulier la nomination, dans l'entourage présidentiel américain, de collaborateurs, qui par le passé ont eu de profonds désaccords avec la Turquie, quand ils ne lui ont pas témoigné carrément de l'hostilité.

JEAN MARCOU



⁴² « Türkiye, US to hold key talks on 'new Syria', Hürriyet Daily News, December 11, 2024.



NOS ARTICLES



AFRIQUE



.....p 90



.....p 96



LA GUERRE AU SOUDAN : LE CHEMIN ÉTROIT VERS LA PAIX

SELMA EL OBEID, CHERCHEUSE INDÉPENDANTE

Alors que le Soudan sombre dans un chaos de plus en plus inquiétant, menaçant toute la région, les médias détournent leur attention. Éclipsée par les conflits en Ukraine et à Gaza, la guerre entre l'armée nationale, les forces armées soudanaises (FAS), et les forces de soutien rapide (FSR), une unité paramilitaire issue des milices Janjawid, devient de plus en plus violente et incontrôlable. Partie de Khartoum, la capitale, elle s'est étendue sur quatorze des dix-huit états du Soudan, couvrant une superficie presque trois fois celle de la France. Une guerre médiatique féroce accompagne les combats sur le terrain, et les causes de ce conflit sont souvent questionnées. La réponse pourrait résider dans l'histoire du régime militaire kleptocratique et de la révolution récemment sabotée. Après la chute du régime d'Omar Hassan al-Bashir en 2019, Abdelfattah Al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition et commandant en chef des FAS, et Mohamed Hamadan Dagalo, surnommé «Hemedti», chef des FSR, se sont alliés pour prendre le pouvoir, détruisant ainsi la transition démocratique. Aujourd'hui ennemis, ils alimentent des narratifs contradictoires pour justifier leur guerre. Al-Burhan parle d'une «guerre de la dignité», tandis qu'Hemedti affirme qu'il se bat pour restaurer la démocratie — des valeurs qu'ils ont eux-mêmes détruites.

Les FAS et les FSR dépendent de l'aide extérieure pour obtenir des armes, de l'argent et des conseillers, ce qui aggrave encore le conflit. En conséquence, la guerre au Soudan pourrait durer longtemps en raison de sa complexité, de son invisibilité pour la communauté internationale et de l'ingérence étrangère.

UNE GUERRE COMPLEXE

La guerre au Soudan ne se limite pas à un simple affrontement entre les FAS et les FSR. C'est une lutte de pouvoir interne complexe, impliquant des enjeux régionaux, ethniques et politiques, tout en étant profondément influencée par des dynamiques internationales. De plus, l'immensité géographique du pays favorise la prolifération de diverses activités criminelles. Le Soudan, d'une superficie de 1 861 484 kilomètres carrés, partage des frontières longues et perméables avec l'Égypte, le Tchad, la Libye, la République centrafricaine, l'Éthiopie, l'Érythrée et le Soudan du Sud. Par ailleurs, les rôles flous de l'administration américaine et de ses alliés dans le Golfe et en Afrique, associés à l'inaction des Nations unies, compliquent encore davantage la situation.

Depuis l'indépendance du Soudan en 1956, les militaires ont dominé la politique, avec seulement dix ans de gouvernements civils élus¹. L'endoctrinement de l'armée a commencé sous le colonel Jaafar Mohamed Nimeiri², qui est arrivé au pouvoir en 1969, et s'est poursuivi sous le général Omar Hassan al-Bashir³, qui a pris le pouvoir en 1989 et a transformé les Forces armées soudanaises (FAS) en un instrument de son régime islamique.

De plus, les entreprises militaires ont confié au FAS le contrôle des ressources du pays, principalement utilisées pour le bénéfice du régime. Tout au long de l'histoire du Soudan, les gouvernements militaires et civils ont utilisé des milices paramilitaires régionales ou tribales pour combattre dans le sud et l'ouest du pays. Cependant, al-Bashir a été le premier à institutionnaliser les milices ethniques: en 2013, il transforme les Janjawid en une force militaire officielle, en les intégrant par la Loi de 2017 sur les Forces de soutien rapide. Les FSR étaient rattachées à la présidence, comme le souhaitait Hemedti pour échapper à tout contrôle des FAS. Cette décision a créé les conditions de la problématique actuelle concernant l'intégration des FSR dans les FAS, un facteur clé dans leurs affrontements actuels.

Le Soudan présente un bilan catastrophique en matière d'impunité. Les individus recherchés par la Cour pénale internationale (CPI), y compris l'ex-président al-Bashir, n'ont jamais été tenus responsables de leurs crimes au Darfour.

1 Le Soudan détient le record du plus grand nombre de coups d'État en Afrique. La fréquence des événements de coup d'État de 1945 à 2023, par pays.

2 Nimeiri s'empare du pouvoir avec l'aide des socialistes et des communistes, un groupe qui se fait appeler « les officiers libres ». Ils ont défini leur cause comme le nationalisme arabe et le socialisme révolutionnaire modelé sur l'idéologie du président égyptien Gamal Abdel Nasser.

3 Al-Bashir s'est emparé du pouvoir avec l'aide du Front national islamique de Hassan al-Turabi.

Bien que l'autorité de transition soudanaise les ait emprisonnés en 2019, elle n'a pas réussi à les remettre à la CPI. Al-Burhan et Hemedti craignent tous deux d'être poursuivis pour leurs crimes de guerre passés et en cours, pour leurs crimes contre l'humanité et pour le génocide. La perte de pouvoir signifie également la perte de l'immunité, sauf si un accord est négocié en leur faveur.

Hemedti et les FSR ont un passé marqué par des crimes depuis 2003, mais les FAS ne sont pas exemptes de responsabilités. Dans l'euphorie de la révolution de décembre 2018, al-Burhan et Hemedti ont échappé à la justice pour leurs crimes de guerre. Pire encore, après le massacre de manifestants pacifiques lors du sit-in devant le quartier général militaire à Khartoum le 3 juin 2019, les forces civiles ont signé un accord de partage du pouvoir avec les responsables sans exiger de comptes. Depuis le début de la guerre en avril 2023, les FSR ont intensifié leur brutalité. Des civils ont été massacrés, et plusieurs grandes villes soudanaises (notamment Khartoum, el-Geneina, el-Fasher, Nyala, Wad Medani et Sinja) ont été assiégées, bombardées et pillées. Par ailleurs, les FAS ont mené des frappes aériennes meurtrières à Khartoum et au Darfour. Aujourd'hui, al-Burhan et Hemedti cherchent à s'impliquer dans toute négociation future pour se protéger des poursuites et échapper à leurs responsabilités : la guerre pourrait bien être cette solution.

Pendant les trente années du régime d'al-Bashir, les partis politiques ont traversé de profondes divisions, y compris au sein du Front islamique. Cependant, les divisions qui ont émergé après la révolution de décembre 2018 sont inédites dans l'histoire politique du Soudan⁴. Les forces civiles sont désormais divisées sur des lignes politiques, ethniques, régionales et idéologiques. Depuis le début du conflit, de nouveaux clivages sont apparus: certains soutiennent la guerre, d'autres s'opposent en se rangeant du côté des FAS ou des FSR. La Coordination des forces démocratiques civiles du Soudan (Tagadom), une coalition récemment formée, présente déjà des signes de fracture, notamment en raison de son rapprochement avec les FSR⁵. Tagadom n'a pas réussi à réunir toutes les parties ; au contraire, certaines d'entre elles sont aujourd'hui encore plus divisées.

Avant le déclenchement de la guerre, les milices et la circulation des armes étaient déjà bien présentes au Soudan. Aujourd'hui, la situation s'est aggravée avec les divisions internes des milices et des mouvements rebelles, le retour des milices mercenaires soudanaises et la libération de criminels des prisons. D'un côté, les milices des régions du Darfour, de Gazira et du Nil Bleu ont rejoint les FSR, tout comme les chefs de guerre revenant de Libye.

De l'autre, les FAS ont formé de nouveaux groupes militaires et mis en place des camps de résistance populaire pour inciter à l'autodéfense contre les FSR. Certains de ces camps sont dirigés par d'anciens leaders islamistes et sont perçus comme une prolongation de l'ancien régime.

UNE GUERRE INVISIBLE

Les réponses à la guerre au Soudan ont été faibles en termes de soutien politique, de couverture médiatique et d'aide humanitaire. Les États-Unis et l'ONU ont tardé à nommer des envoyés spéciaux pour le Soudan. L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Soudan, Ramtane Lamamra, n'a été désigné qu'à la fin novembre 2023, tandis que l'envoyé des États-Unis, Tom Perriello, a été nommé en février 2024. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) n'a pu organiser une réunion sur le Soudan au niveau des chefs d'État et de gouvernement qu'un mois après le début du conflit⁶. Malgré la brutalité de la guerre, le risque d'implosion régionale et la prolifération des milices et des djihadistes, des facteurs internes et externes peuvent expliquer cette négligence.

Sur le plan interne, l'incapacité des civils à s'unir et à parler d'une seule voix a affaibli leur position et leur visibilité, amplifiant la confusion sur les causes du conflit. Est-ce une guerre entre un général et un chef de guerre ? Est-ce un conflit intra-militaire ? Est-ce une guerre menée par des éléments de l'ancien régime des Frères musulmans ? Ou est-ce un conflit provoqué par des intrus externes ? Un autre facteur interne est le manque de communication adéquate. Les médias soudanais et internationaux ont une présence limitée sur le terrain. Certains médias ont quitté le Soudan par sécurité, tandis que d'autres ont été expulsés. En avril 2024, les autorités soudanaises ont suspendu trois chaînes satellitaires arabes pour manque de transparence et pratiques journalistiques non professionnelles⁷. Avec la guerre, plus de quarante journaux, stations de radio et chaînes de télévision soudanaises ont cessé leurs activités⁸, ce qui a fait des médias sociaux une source essentielle d'informations.

4 Selon M. Alwathiq Kamir, un universitaire et militant soudanais, "Unity of the Unionist: unfinished business", Sudan Tribune, 24 September 2022.

5 Al-Hadi Idris Yahya, vice-président de Tagadom, est également le chef du Front révolutionnaire soudanais, un mouvement rebelle du Darfour qui se dit neutre mais est accusé d'avoir soutenu le FSR dans la bataille d'el-Fasher.

6 La réunion a eu lieu le 27 mai 2023.

7 "Sudan suspends Arab Satellite Channels for lack of transparency and expired licenses", Sudan Tribune, 2 April 2024.

8 "Hate speech and racism in Sudanese media", Aljazeera media institute, 2 March 2024.

Un des principaux facteurs externes est que les conflits en Ukraine et à Gaza ont capté une attention mondiale importante. Le peu de ressources déployées, le faible nombre de déclarations politiques de haut niveau et la couverture médiatique montrent à quel point la guerre au Soudan est marginalisée. Selon *The Economist*, en 2024, la couverture médiatique du Soudan était en moyenne de 600 articles par mois, contre 100 000 articles pour les conflits à Gaza et en Ukraine⁹. Selon un autre article de *Foreign Policy*, « depuis le début de la guerre au Soudan il y a plus d'un an, le président Joe Biden a tweeté sur le Soudan à quatre reprises — dont trois fois concernant l'évacuation de l'ambassade des États-Unis à Khartoum juste après les combats »¹⁰. De plus, une lassitude mondiale face aux conflits en Afrique se fait sentir, et la guerre au Soudan n'échappe pas à cette tendance. Le Soudan a traversé la guerre civile la plus longue d'Afrique et a connu les coups d'État les plus réussis comme les plus ratés. La guerre actuelle a provoqué une fatigue non seulement au sein de la communauté internationale, mais aussi parmi la diaspora soudanaise, qui avait été un moteur clé de la mobilisation internationale pour renverser le régime d'al-Bashir en 2019.

Loin des regards, les belligérants ont intensifié le bain de sang et commis de nombreux massacres. Des milliers de civils ont été tués et des millions d'autres ont été déplacés. La violence sexuelle et sexiste a largement proliféré, mais reste largement sous-déclarée. Les infrastructures sont en ruine, et l'ampleur des pertes économiques aggrave encore les conditions humanitaires. Les secteurs industriels et agricoles des zones de conflit ont été dévastés. L'agriculture et l'extraction minière, qui constituaient les principales sources d'exportation du pays, ont fortement chuté. La livre soudanaise a perdu 246% de sa valeur et continue de se déprécier par rapport au dollar américain¹¹, tandis que le marché noir des devises prospère¹². Les revenus ont diminué ou disparu, plongeant plus de deux millions de personnes dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Un autre aspect de l'invisibilité de la guerre au Soudan est la diminution des dons humanitaires. L'appel humanitaire de l'ONU pour le Soudan peine à atteindre ses objectifs financiers. Martin Griffiths, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, admet que l'ONU a échoué à protéger et à aider : « il est très, très difficile d'attirer l'attention sur le Soudan »¹³. Six mois après la Conférence humanitaire internationale pour le Soudan, qui a eu lieu à Paris le 15 avril 2024, où 33 pays ont promis de fournir 2,2 milliards de dollars d'aide¹⁴, le Plan de réponse humanitaire pour le Soudan 2024 a reçu seulement 50% des fonds nécessaires à ce jour¹⁵.

Dans sa résolution 2750 de 2024, le Conseil de sécurité des Nations unies a affirmé que « la situation au Soudan continue de représenter une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région ». Bien que le Conseil ait adopté quatre résolutions en 2024 concernant le Soudan¹⁶, aucune n'a été respectée. Pire encore, des armes et des munitions continuent d'entrer au Darfour, en violation flagrante de l'embargo sur les armes, renouvelé en septembre 2024. Malgré les preuves accablantes de cet afflux d'armements, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas pris de sanctions contre les belligérants ou leurs fournisseurs d'armements. L'absence d'initiatives de paix coordonnées et bien connues empêche toute avancée vers une cessation des hostilités. Le Soudan, frontalière de sept pays fragiles, voit son conflit menacer de se propager à leurs frontières, exacerbant les rivalités régionales et pesant sur leurs économies vulnérables, avec un grand afflux de réfugiés. Le pays a déjà des différends de longue date avec l'Éthiopie au sujet du triangle d'Al Fashqa, une terre agricole fertile, avec l'Égypte sur le triangle d'Halaib, riche en ressources minérales, et avec le Sud-Soudan au sujet de la région d'Abyei, riche en pétrole. De plus, la guerre au Soudan risque de réduire le volume des échanges commerciaux passant par le canal de Suez et d'intensifier les tensions internationales sur cette voie vitale.

UNE GUERRE ALIMENTÉE PAR LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

La guerre au Soudan attire de nombreux acteurs étrangers, qui se répartissent entre ceux qui se disent neutres (tels que les États-Unis et l'Arabie saoudite), les partisans des FAS (comme

l'Iran, la Turquie, le Qatar, l'Algérie et l'Égypte) et ceux qui soutiennent les FSR, principalement les Émirats arabes unis. La Chine, quant à elle, adopte une position discrète et reste silencieuse. L'implication étrangère au Soudan semble motivée par la position stratégique de la mer Rouge, des intérêts économiques et la quête d'influence politique. Toutefois, chaque pays a des motivations et des approches qui lui sont propres.

Pendant de nombreuses années, les États-Unis ont imposé des sanctions au régime des Frères musulmans du Soudan. Cependant, le pays n'est pas assez stratégique pour que les États-Unis y investissent des ressources significatives, à moins que le rapprochement du Soudan avec la Russie et l'Iran ne soit en jeu. Les États-Unis redoutent notamment l'établissement d'une base navale russe ou iranienne sur la mer Rouge, ainsi que la présence du groupe Wagner dans le pays. Ils comptent sur les Émirats arabes unis, leur allié régional, pour gérer la crise au Soudan, tout en entretenant un partenariat commercial important, notamment dans l'industrie de la défense. Cela pourrait expliquer pourquoi Washington reste discret sur le rôle des Émirats dans la crise soudanaise, et pourquoi le président Biden a abordé le sujet de manière vague lors de sa rencontre avec Mohamed Bin Zayed le 23 septembre 2024¹⁷. Bien que les États-Unis aient initié des négociations de paix entre les FAS et les FSR à Jeddah et Genève, aucune de ces initiatives n'a permis de mettre fin aux hostilités.

L'implication de la Russie au Soudan est marquée par une ambiguïté et des stratégies trompeuses. L'ex-président al-Bashir avait renforcé les liens avec la Russie et le groupe Wagner en invitant Vladimir Poutine à construire une base navale à Port-Soudan¹⁸, dans le but de protéger le pays des agressions américaines¹⁹. Il avait également rouvert les portes du Soudan aux importations d'armes russes et accordé des concessions aurifères au groupe Wagner. Selon certains rapports, jusqu'à 85 % de l'or du Soudan aurait été vendu en dehors des registres officiels, principalement aux Émirats arabes unis et à la Russie²⁰. Après la chute du régime de Bashir, le groupe Wagner a intensifié son soutien aux FSR, fournissant des conseillers militaires, des formations et des campagnes sur les médias sociaux. La guerre a encore renforcé cette coopération, Wagner continuant de fournir des armes aux FSR en échange d'or. Par ailleurs, le Kremlin a pris contact avec le gouvernement soudanais à Port-Soudan, reconnaissant le Conseil de souveraineté comme représentant du peuple soudanais. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhail Bogdanov, s'est rendu à Port-Soudan le 29 avril 2024, offrant une aide militaire et économique²¹. Toutefois, cette décision reste ambiguë, car la Russie est le seul pays à s'être abstenu lors du vote du Conseil de sécurité des

Nations unies concernant la demande de levée du siège d'El-Fasher, dans le Darfour-Nord²². De plus, la Russie a bloqué la proposition américaine au Conseil de sécurité visant à sanctionner deux commandants des FSR²³. Lors de la visite de Bogdanov, la Russie a également évoqué la construction d'une base navale au Soudan. Une telle base permettrait à la Russie de renforcer son positionnement géopolitique crucial dans la Corne de l'Afrique et au Moyen-Orient. La délégation russe s'est aussi intéressée à la collaboration entre les FAS et les forces spéciales ukrainiennes²⁴, qui auraient été déployées au Soudan pour combattre les mercenaires de Wagner alignés sur les FSR²⁵. D'autres aspects de ce rapprochement avec la Russie incluent probablement des ventes d'armements et un alignement avec la politique de l'Iran, qui soutient les FAS.

L'Iran joue également un rôle majeur dans le conflit soudanais. Dans les années 1990, l'ancien président al-Bashir a noué des liens étroits avec l'Iran, une relation renforcée par l'isolement international des deux pays. Cependant, en 2016, le Soudan a suspendu ses relations diplomatiques avec l'Iran, préférant se rapprocher de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Ce n'est qu'en 2023 que les deux pays ont rétabli leurs liens, y compris dans le domaine militaire en octobre 2023^{26 27}.

17 Les deux pays ont signé le partenariat stratégique et de défense « Déclaration conjointe des dirigeants américains et émiratis « Partenaires stratégiques dynamiques ». La Maison-Blanche, 23 septembre 2024.

18 L'accord entre la Russie et le Soudan sur la création d'un centre logistique pour la marine russe au Soudan a été signé à Khartoum le 23 juillet 2019 et à Moscou le 1er décembre 2020.

19 Lors de sa rencontre avec Poutine à Sochi, en novembre 2017, Al-Bashir a déclaré : « Nous sommes reconnaissants envers la Russie pour sa position sur la scène internationale, y compris la position de la Russie dans la protection du Soudan. Nous avons besoin d'être protégés des actes d'agression des États-Unis. »

20 "Russia is plundering gold in Sudan to boost Putin's war effort in Ukraine", CNN, 29 July 2022.

21 "Russia offers 'uncapped' military aid to Sudan", Sudan Tribune, 30 April 2024.

22 Résolution 2736, adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9655e session le 13 juin 2024. La résolution, présentée par le Royaume-Uni, a reçu 14 voix pour, aucune contre, avec l'abstention de la Russie.

23 Le 27 août 2024, les États-Unis ont officiellement proposé d'imposer une interdiction de voyager et un gel des avoirs internationaux au chef des opérations de FSR Osman Mohamed Hamid Mohamed et au commandant de FSR West Darfur Abdel Rahman Juma Barkalla.

24 "Ukraine's special services 'likely' behind strikes on Wagner-backed forces in Sudan", CNN, 20 September 2023.

25 "Ukrainian Special Forces Interrogate Wagner Mercenaries in Sudan", Kyiv Post, 5 February 2024.

26 Le Soudan a rompu ses liens avec l'Iran en 2016, soi-disant pour se montrer solidaire de l'Arabie saoudite, mais en réalité, al-Bashir cherchait à obtenir une aide financière des Saoudiens.

27 L'ambassadeur d'Iran, Hassan Shah Hosseini, a été reçu à Port Soudan et l'ambassadeur du Soudan, Abdelaziz Hassan Saleh, à Téhéran.

9 "Sudan: the war the world forgot", *The Economist*, 24 May 2024.

10 "Why Is the World Ignoring a Looming Genocide in Sudan?", *Foreign Policy*, 28 May 2024.

11 Au début de la guerre, le dollar valait environ 560 livres soudanaises pour atteindre 1940 le 29 juin 2024.

12 Une politique de flottement total du taux de change de la livre soudanaise par rapport au dollar américain a été adoptée en mars 2022.

13 "UN relief chief tells media 'very, very difficult to get attention to Sudan'", OCHA, 7 February 2024.

14 International Humanitarian Conference for Sudan and its Neighbours in Paris, Financial announcement.

15 Le Plan d'intervention humanitaire du Soudan pour 2024 nécessitait 2,7 milliards de dollars US pour l'aide humanitaire, mais seulement 441,4 millions de dollars US avaient été reçus au 31 mai 2024.

16 Résolution 2750, adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9721ème session le 11 septembre 2024. Résolutions 2736, adoptées par le Conseil de sécurité à sa 9655e séance, le 13 juin 2024. Résolution 2725, adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9569e session le 8 mars 2024. Résolution 2724, adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9568e séance le 8 mars 2024.

L'Iran a également apporté son soutien aux forces armées soudanaises, en commençant par livrer des armes, y compris des drones Mohajer-6, dès décembre 2023. Des avions cargos iraniens, appartenant au Corps des gardiens de la révolution islamique, auraient effectué plusieurs voyages à Port-Soudan²⁸. L'Iran cherche à renforcer ses alliances politiques, sortir de son isolement diplomatique et commercial, et établir une présence stratégique sur la côte de la mer Rouge, afin de défier ses rivaux dans la région.

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar se livrent à une compétition d'influence au Soudan et au-delà de la région du Moyen-Orient. Bien que le Qatar soit un rival des Saoudiens et des Émiriens, ces derniers ont aussi leurs propres divergences. Avant la guerre, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, grâce à leurs généreuses aides financières, avaient réussi à éloigner le Qatar, la Turquie et l'Iran du Soudan tout en cherchant à réduire l'influence de l'islam politique dans le pays. Toutefois, avec le début du conflit, leurs intérêts ont largement divergé. Les Émirats arabes unis sont le principal soutien des FSR, fournissant un soutien militaire substantiel, non seulement depuis le début de la guerre, mais également au cours des quatre années précédentes. Ils ont également impliqué les pays voisins du Soudan dans le conflit aux côtés des FSR. Les armes et les mercenaires des Émirats transitent par des pays complices tels que le Tchad, la Libye, le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda et la République centrafricaine, qui bénéficient en retour d'une aide au développement et militaire substantielle des Émirats. Malgré les dénégations des Émirats arabes unis, des rapports de l'ONU et d'autres sources documentées confirment que ces derniers fournissent des armes aux FAS²⁹.

Les Émirats arabes unis ont pour objectif de combattre les Frères musulmans et de poursuivre leur ambition de contrôler plusieurs ports stratégiques pour renforcer leur rôle dans le commerce mondial. En s'engageant dans la guerre au Soudan, ils cherchent à sécuriser des projets agricoles à grande échelle, répondre à l'insécurité alimentaire des Émirats et garantir l'approvisionnement en or, en plus de contrôler les ports de la mer Rouge. Au-delà du Soudan, leur implication vise à maintenir les combattants des FSR au Yémen et en Libye, tout en assurant un approvisionnement en mercenaires pour d'éventuelles missions régionales.

Les Saoudiens se présentent comme des médiateurs de paix neutres dans le conflit soudanais, bien qu'ils continuent leur collaboration avec les FSR au Yémen.

Le rétablissement des relations entre le Soudan et l'Iran suscite des inquiétudes à Riyad, ainsi qu'aux Émirats, mais leur priorité reste la stabilité et la sécurité de la région, particulièrement le long de la mer Rouge, vitale pour les exportations de pétrole et les projets Vision 2030, dont la mégapole futuriste NEOM³⁰. Dans ce contexte, les Saoudiens et les Émirats se disputent l'influence au Soudan, en particulier concernant les terres agricoles et les ports le long de la mer Rouge. Riyad considère les intérêts des Émirats dans la région comme un empiètement direct sur son territoire. Parvenir à une cessation des hostilités au Soudan renforcerait l'influence et l'image des Saoudiens, notamment dans le monde arabe et musulman, leur permettant de se distinguer des Émirats, perçus comme soutenant l'agresseur.

Le Qatar, bien que tacitement en soutien aux FAS, appelle à l'abstention de toute ingérence étrangère dans les affaires internes du Soudan. Considéré comme un allié des Frères musulmans, le Qatar a soutenu le régime d'al-Bashir et s'est opposé aux pressions des Émirats et de l'Arabie saoudite pendant la crise du Golfe (2017-2021), lorsque le Soudan a résisté à rompre ses relations avec le Qatar. Une victoire des FAS pourrait permettre au Qatar de récupérer un allié stratégique pour ses projets miniers et agricoles, tandis qu'une victoire des FSR risquerait de nuire à ses relations avec le Soudan.

Sous un régime militaire, l'Égypte a toujours soutenu les FAS. De plus, plusieurs officiers militaires soudanais sont diplômés de l'Académie militaire égyptienne. Le Caire n'a pas seulement voté de condamner le coup d'État d'octobre 2021 d'al-Burhan, mais l'a également soutenu, estimant que le régime militaire aiderait à tenir les Frères musulmans à l'écart et à stabiliser le pays. Toutefois, depuis le début de la guerre, l'Égypte a adopté une position discrète, malgré les accusations de Hemedti affirmant que l'armée de l'air égyptienne aurait attaqué ses troupes dans l'État de Sennar³¹. L'Égypte a proposé des solutions limitées pour résoudre le conflit, bien qu'elle soit signataire d'un accord de coopération militaire avec le Soudan³².

28 "Iranian cargo flights arrive in Sudan", Sudan war monitor, 30 January 2024.

29 "Full Text: UN Panel of Experts Report on Sudan", Sudan War Monitor, 23 January 2024.

30 NEOM est une mégapole futuriste située sur la côte de la mer Rouge, au nord-ouest de l'Arabie saoudite, financée par le Fonds d'investissement public à hauteur de 500 milliards de dollars. Elle a été lancée en 2017 dans le cadre du plan Vision 2030 de Mohammed ben Salman visant à diversifier l'économie du royaume, en l'éloignant du pétrole et en l'orientant vers la technologie et l'innovation. Page Web de Neom.

31 "RSF leader accuses Egypt of direct military intervention in Sudan's war", Sudan Tribune, 9 October 2024.

32 « Égypte, Soudan signent une coopération militaire conjointe » Sudan Tribune, 2 mars 2021.

et qu'elle ait accueilli le plus grand nombre de réfugiés soudanais. Cependant, l'Égypte reste particulièrement préoccupée par la sécurité de la mer Rouge et du Nil, notamment autour du barrage de la Renaissance, qui a récemment ravivé les tensions. La crise économique grave en Égypte et sa dépendance envers les pays du Golfe pour le financement expliquent peut-être la réserve du Caire³³.

La Turquie, quant à elle, soutient les Frères musulmans et abrite de nombreuses personnalités de l'ancien régime soudanais ayant fui après la chute d'al-Bashir. En 2017, le Soudan et la Turquie ont signé un bail de 99 ans pour restaurer l'île de Suakin et développer un port à l'aide de fonds qataris³⁴⁻³⁵. Cet accord a été perçu par l'Égypte, les Émirats, l'Arabie saoudite et même l'Érythrée comme une tentative d'empiètement de la Turquie dans la région de la mer Rouge³⁶. Depuis le début du conflit, la Turquie aurait fourni des drones Bayraktar TB2 aux FAS via l'Égypte en septembre 2023³⁷, et des rapports d'Amnesty International indiquent que des armes à feu et des cartouches ont été exportées par des entreprises turques vers le Soudan ces dernières années³⁸. En soutenant les FAS, la Turquie pourrait chercher à renforcer son contrôle sur le port de Suakin, en plus d'assurer le retour de ses alliés islamistes.

CONCLUSION

De nombreuses initiatives de paix ont été entreprises, avec des réunions organisées à Djeddah, Addis-Abeba, Paris, Genève, Nairobi, Le Caire et Djibouti. Par ailleurs, des ateliers et séminaires ont été tenus par les gouvernements européens et américains en France, en Suisse, en Suède, en Finlande et au Kenya. Toutefois, ces initiatives ont eu peu de succès. Plusieurs facteurs entravent la recherche de la paix, mais l'élément fondamental réside dans le manque de consensus sur les causes profondes du conflit. Pour les FSR et Tagadom, les Frères musulmans (considérés comme ayant infiltré les FAS) sont responsables du déclenchement de la guerre. Pour les FAS et leurs alliés, il s'agit d'un coup d'État échoué des FSR. Cette rhétorique sur les responsables de la guerre est essentielle, car elle influence l'opinion publique, attire des soutiens extérieurs et affecte le rôle des médiateurs.

Un autre obstacle majeur aux pourparlers de paix est l'attachement des deux parties à une solution militaire. L'échec des négociations de Genève en août 2024 suscite des doutes sur la volonté réelle des belligérants de parvenir à une solution politique. En octobre 2024, le lieutenant-général Ibrahim Jaber, commandant en chef adjoint des FAS, a affirmé que les pourparlers de paix pouvaient se poursuivre, mais que l'armée poursuivrait ses combats³⁹.

Un autre facteur réside dans le fait que les puissances étrangères impliquées dans le conflit ne subissent pas directement les effets dévastateurs de la guerre, ce qui les rend moins pressées de rechercher une paix durable. Au contraire, elles continuent de fournir d'importantes quantités d'armes, ce qui réduit les chances d'une solution pacifique. Enfin, une troisième difficulté provient de la prolifération des plateformes de médiation. Les négociations de paix et le Conseil de sécurité des Nations unies prennent des décisions, signent des accords et formulent des recommandations sans prendre de mesures concrètes pour les appliquer.

Le processus de paix au Soudan nécessite trois actions clés. Premièrement, les forces civiles doivent se réconcilier, car la multiplication des acteurs crée de la confusion. Ensuite, il est essentiel de leur accorder une place dans les négociations de paix pour garantir que la solution ne soit pas uniquement militaire. La deuxième mesure consiste à stopper l'afflux d'armes dans le pays et à tenir responsables les fournisseurs d'armements. Enfin, il est crucial de privilégier une solution pacifique et inclusive, en évitant de limiter les discussions aux seuls sujets humanitaires, comme l'accès aux secours, la protection des civils et la cessation des hostilités.

Dans ce contexte difficile, la résilience du peuple soudanais reste une source d'espoir. Tandis que 2,1 millions de Soudanais ont trouvé refuge dans les pays voisins, plus de 45 millions vivent encore à l'intérieur du pays, affrontant chaque jour les épreuves de la guerre avec force et dignité.

SELMA EL OBEID

33 Les données de la Banque centrale d'Égypte indiquent que la part des pays du Golfe dans la dette extérieure de l'Égypte s'élève à 46,2 milliards de dollars.

34 Un projet de rénovation de 650 millions de dollars vise à transformer l'île en un lieu touristique et culturel. Le projet a été lancé en janvier 2018 par l'agence d'aide publique de la Turquie, l'Agence turque pour la coopération internationale et le développement (TIKA).

35 <http://www.madote.com/2017/12/turkish-base-in-sudan-problem-for-arab.html>

36 Lors de la visite d'Erdogan au Soudan, les chefs des armées turque, soudanaise et qatarie se sont rencontrés à Khartoum le 27 décembre 2017.

37 The Turkish Bayraktar TB2 drones were delivered to Sudan's military", WSJ, 14 October 2023

38 "Sudan: Constant flow of arms fuelling relentless civilian suffering in conflict", Amnesty International, 25 July 2024.

39 "Sudan army vows to fight on despite peace efforts", BBC, 3 October 2024.

L'ÉVOLUTION DE LA PRÉSENCE ITALIENNE EN AFRIQUE : VERS UNE APPROCHE POLITIQUE INNOVANTE ?

LUCA GUGLIELMINOTTI ET GIULIA TROMBELLI, AFRICAN SECURITY SECTOR NETWORK (ASSN)

Lors du déjeuner d'honneur au palais du Quirinale le 28 janvier 2024, à l'occasion du sommet Italie-Afrique, le président italien Sergio Mattarella a clôturé son discours de bienvenue en citant un proverbe africain : « Si vous voulez aller vite, courez seul. Si vous voulez aller loin, marchez avec quelqu'un ». Cette citation résumait parfaitement l'esprit du plan Mattei, un nouveau cadre de coopération entre l'Italie et les nations africaines proposé par le gouvernement de Meloni. Après une longue période de désengagement, ce plan place à nouveau l'Afrique au cœur des priorités politiques et géopolitiques de l'Italie. Il promeut un modèle de collaboration visant à éliminer les causes de la migration et à répondre à la crise énergétique actuelle, en adoptant une approche progressive et non prédatrice, fondée sur une stratégie de « coopération entre égaux ».

Considéré par beaucoup comme le projet le plus ambitieux de la politique étrangère du gouvernement actuel ², le plan Mattei repose sur la conviction que « l'Italie peut entretenir avec l'Afrique une relation qu'aucun autre pays de l'UE ne peut avoir » ³. Pour la politique étrangère de Rome, il est structurellement essentiel de voir la Méditerranée comme un espace géopolitique dans lequel façonner ses intérêts et ses ambitions. Cette vision unique de la Méditerranée est parfois désignée sous le terme de « Méditerranée élargie », c'est-à-dire une conception géographique qui voit la mer comme un continuum géostratégique et géoéconomique, dont les frontières ne se limitent pas aux rives du bassin, mais s'étendent jusqu'à l'Atlantique à l'ouest, la mer Noire au nord, le Moyen-Orient à l'est, ainsi que le Sahel et la Corne de l'Afrique au sud.

Cependant, après la Seconde Guerre mondiale et la perte de ses colonies africaines, la politique étrangère italienne a été marquée par une forme de négligence paradoxale à l'égard du continent, et particulièrement de la région subsaharienne, où l'action de Rome a longtemps été dominée par des acteurs externes, tels que les ONG, les missions catholiques et la participation à des initiatives multilatérales. Bien qu'il ait manqué un réseau diplomatique suffisamment vaste et une politique stratégique globale et cohérente jusqu'à la dernière décennie, l'Italie n'a cependant jamais rompu avec sa tendance naturelle à se tourner vers l'Afrique, que ce soit par des partenariats bilatéraux très spécifiques et personnalisés, ou par les obligations économiques et financières générées par les activités commerciales des entreprises publiques et privées.

La nécessité pour l'Italie de repenser et de renouveler sa relation avec l'Afrique subsaharienne est devenue pressante au début des années 2010,

principalement en raison de la récession économique et de la « crise des migrants », déclenchée par le printemps arabe et les changements dans les interlocuteurs ⁴. Ces nouvelles dynamiques internationales et nationales ont ainsi poussé Rome à adopter un virage politique réactif vers l'Afrique, aux côtés de nombreux autres pays européens. Annoncé par Giorgia Meloni lors de son premier discours en 2022, le Plan Mattei représente le projet italien le plus ambitieux pour revendiquer un espace d'action autonome sur le continent africain, tout en affichant l'ambition de conduire des initiatives politiques européennes en Afrique.

Ainsi, la politique italienne en Afrique témoigne d'une évolution progressive, passant d'initiatives dispersées et majoritairement non-étatiques vers l'ambition d'adopter une posture stratégique plus cohérente sur le continent. L'objectif est de démontrer l'engagement de l'Italie à répondre aux besoins internes et aux urgences éventuelles, tout en poursuivant de nouvelles ambitions internationales. Cet article cherche à analyser si, et dans quelle mesure, les résultats des initiatives italiennes en Afrique, avant cette orientation politique plus stratégique et unifiée, ont influencé la manière dont Rome conçoit aujourd'hui son agenda renouvelé sur le continent.

1 ANSA, Mattarella e il detto africano, Ue e Africa insieme lontano, ANSA (29 Jan. 2024).

2 Sassi, Francesco. Energy Cooperation and Africa: Is a Virtuous Model Possible?, in "Italy's Africa Policy: Where Are We?", ISPI (3 Aug. 2023).

3 Agenzia Nova, Piano Mattei, Minniti: "L'Italia può avere con l'Africa un rapporto come nessun altro Paese Ue", NOVA.news (27 Apr. 2024).

4 Carbone, Giovanni. Italy's return to Africa: between external and domestic drivers, in Italian Political Science Review, vol.53 (2023): 310.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES RELATIONS PASSÉES AVEC TROIS PARTENAIRES AFRICAINS MAJEURS

En ce qui concerne sa politique africaine, l'Italie a longtemps été perçue comme un « acteur relativement tardif ⁵ », avec un engagement diplomatique et politique limité. Entre 1985 et 2014, aucun premier ministre italien ne s'est rendu à des rencontres bilatérales avec ses homologues africains, et le réseau diplomatique du pays comptait seulement 19 ambassades et trois instituts culturels en Afrique subsaharienne ⁶. Ainsi, dans la période postcoloniale, les relations entre Rome et le continent étaient surtout marquées par les initiatives des acteurs non étatiques, telles que les ONG humanitaires, les missions catholiques de la Communauté de Sant'Egidio et des Missionnaires comboniens du Cœur de Jésus, ainsi que les activités commerciales de grandes entreprises multinationales comme ENI (Ente Nazionale Idrocarburi), ENEL (Ente Nazionale per l'energia elettrica), Fincantieri et Leonardo, ces dernières spécialisées respectivement dans la construction navale et les technologies de défense et de sécurité. Ces acteurs continuent de jouer un rôle important en Afrique, contribuant à véhiculer l'image de l'Italie comme un partenaire « bienveillant », aux objectifs humanitaires et de développement, sans arrière-pensées géopolitiques. Toutefois, bien qu'elles soient souvent perçues comme des initiatives isolées plutôt que comme des éléments d'une stratégie politique cohérente, ces actions témoignent des relations bilatérales que l'Italie a entretenues avec certains États africains.

Les relations historiques de l'Italie avec trois pays africains en particulier — la Somalie, le Mozambique et la Libye — fournissent des enseignements importants pour la politique étrangère italienne actuelle. Ces exemples mettent en lumière l'évolution progressive de l'Italie dans ses relations internationales, passant d'un engagement post-colonial à des partenariats stratégiques influencés par des intérêts économiques, des enjeux géopolitiques et la volonté d'affirmer son rôle normatif.

- Sous la direction du Premier ministre socialiste italien Bettino Craxi dans les années 1980, le partenariat entre l'Italie et la Somalie a été un modèle de coopération. L'Italie a investi massivement dans le développement de la Somalie, allouant 310 milliards de lires (700 millions de dollars) entre 1981 et 1984, faisant de la Somalie le plus grand bénéficiaire de l'aide étrangère italienne en Afrique à l'époque. Aujourd'hui, le gouvernement italien tente de reproduire cet activisme pour regagner en influence politique ⁷.

La stratégie de Craxi a mis l'accent sur le développement économique comme facteur de stabilité, tout en consolidant des liens historiques et en poursuivant des intérêts stratégiques en Afrique de l'Est pendant la Guerre froide. Contrairement à des actions humanitaires ponctuelles, l'Italie a opté pour une approche plus globale en renforçant les structures de gouvernance locales pour un impact durable. Cependant, malgré ces investissements, le partenariat italo-somalien a échoué, offrant des leçons importantes pour les stratégies d'aide contemporaines : l'alliance étroite avec le régime de Siad Barre a conduit à un gaspillage massif de fonds publics, ce qui a terni la crédibilité de l'Italie ⁸.

- Dans les années 1990, la médiation de la Communauté de Sant'Egidio au Mozambique a marqué un tournant dans la politique étrangère italienne. Elle a facilité l'accord de paix de 1992 entre le Frelimo et la Renamo ⁹. Cette intervention, qui s'est appuyée sur des négociations officieuses entamées en 1986, a démontré l'efficacité d'une diplomatie discrète. La reconnaissance internationale du succès de Sant'Egidio a considérablement renforcé l'image de l'Italie sur la scène mondiale, la présentant comme un médiateur de paix capable d'utiliser des acteurs non étatiques dans la résolution des conflits. ¹⁰ La coopération entre le gouvernement italien et le Vatican a permis de mettre en avant ce modèle de diplomatie qui a marqué la période post-guerre froide.

- Le partenariat entre l'Italie et la Libye, symbolisé par le Traité d'amitié de 2010, illustre une dimension stratégique de la politique étrangère italienne en Afrique, axée sur les intérêts économiques et la stabilité géopolitique. Ce partenariat, fondé sur des liens historiques et un héritage colonial, a évolué vers une coopération fondée sur des interdépendances économiques, notamment dans les secteurs de l'énergie. La Libye est devenue le principal fournisseur de pétrole de l'Italie et une source clé de gaz naturel, facilitée par la proximité géographique et les liens historiques. Ce partenariat visait à stabiliser la région, en réduisant les flux migratoires et en renforçant la sécurité maritime.

5 Ibid., 293.

6 Carbone, Giovanni. Italy's return to Africa: between external and domestic drivers, in Italian Political Science Review, vol.53 (2023): 299.

7 Dissegna, Un decennio di cooperazione tra Italia e Somalia negli anni '80, 47.

8 Carbone, Giovanni. Italy's return to Africa: between external and domestic drivers, in Italian Political Science Review, vol.53 (2023): 106.

9 Frelimo was the political and armed group supported by the eastern bloc throughout the Mozambican civil war (1977-1992) whereas Renamo was its western supported counterpart.

10 Anouilh, Sant'Egidio au Mozambique : de la charité à la fabrique de la paix, 13.

Les entreprises italiennes ont également joué un rôle majeur dans les projets d'infrastructure en Libye. Cependant, cette relation comportait d'importantes vulnérabilités, notamment la dépendance à un régime autoritaire tel que celui de Kadhafi. La chute de ce dernier, lors du printemps arabe, a mis en lumière les risques associés à une telle dépendance, perturbant temporairement les approvisionnements énergétiques de l'Italie et obligeant le pays à réaligner rapidement sa politique étrangère dans la région.

En résumé, l'engagement de l'Italie avec Tripoli a mis en évidence les avantages de diversifier ses sources d'énergie au-delà des dépendances habituelles, tandis que l'alliance de Craxi avec le président somalien Siad Barre a montré que des partenariats manquant de responsabilité et de transparence peuvent engendrer un scepticisme quant aux intentions de l'Italie. Par ailleurs, le succès de la Communauté de Sant'Egidio dans la médiation de l'accord de paix de 1992 au Mozambique illustre la capacité de l'Italie à mobiliser son pouvoir normatif, démontrant ainsi son potentiel non seulement à jouer un rôle proactif dans la résolution des conflits diplomatiques, mais aussi à servir de médiateur entre les nations et institutions africaines et européennes. Ces trois exemples mettent en lumière à la fois les opportunités et les défis de la politique étrangère italienne en Afrique, offrant des leçons pour mieux adapter la stratégie actuelle aux réalités géopolitiques et économiques contemporaines.

LE PLAN MATTEI

Depuis le milieu des années 2010, l'Italie a amorcé une transformation de sa politique étrangère envers l'Afrique, marquée par un nouvel activisme sur le continent. Les premières tentatives de renouveler l'approche de Rome, notamment vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne, remontent au début des années 2010, lorsque le printemps arabe a incité le pays à regarder au-delà de l'Afrique du Nord pour diversifier ses sources d'énergie, développer ses marchés et répondre aux défis liés aux flux migratoires¹¹. Entre 2014 et 2019, les gouvernements italiens ont ouvert cinq nouvelles ambassades, organisé sept visites d'État bilatérales dans 12 pays subsahariens et tenu deux conférences ministérielles en 2016 et 2018. L'Italie a également renforcé sa présence militaire sur le continent : en 2013, une base militaire a été établie à Djibouti, et en 2017, une mission d'entraînement militaire de 470 soldats a été déployée au Niger, où l'Italie demeure actuellement le seul acteur occidental avec 250 soldats, suite au retrait récent des forces françaises, américaines et allemandes.¹²

Cependant, bien que l'Italie ait intensifié son activisme sur le continent, ses initiatives ont longtemps manqué de cohérence stratégique, en grande partie en raison des nombreux changements de gouvernement qui ont secoué la scène politique italienne ces dernières décennies. Depuis 2014, l'Italie a toutefois progressivement orienté sa politique étrangère vers la vision de la « Méditerranée élargie », avec l'Afrique émergeant comme un partenaire clé pour préserver ses intérêts stratégiques nationaux. L'adoption de relations bilatérales avec les pays du Sahel, associée à une approche multilatérale, a permis à l'Italie d'aligner ses objectifs sur des initiatives européennes plus larges, tout en affirmant un rôle autonome sur le continent. Ce tournant stratégique a été illustré en mai 2021, lorsque le ministre italien de la Défense, Lorenzo Guerini, a souligné que l'engagement de l'Italie en Afrique — en particulier au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, le golfe de Guinée et en Libye — était crucial pour la sécurité nationale. La convergence des accords bilatéraux et de la coopération multilatérale reflète ainsi la vision plus globale de l'Italie face à l'instabilité régionale et à ses propres impératifs stratégiques.

La participation de l'Italie à diverses missions militaires, telles que MISIN (Mission italienne d'appui au Niger), MINUSMA (Mission des Nations unies pour la stabilisation au Mali), EUCAP SAHEL NIGER et EUCAP SAHEL MALI (missions de renforcement des capacités de l'Union européenne au Niger et au Mali), ainsi que Takuba (force militaire européenne sous commandement français visant à soutenir les forces armées maliennes), met en évidence l'intensification de son engagement politique, diplomatique et militaire, notamment dans le Sahel. En alignant ses efforts sur ceux de la France, l'Italie a cherché à coopérer plutôt qu'à rivaliser, en participant à des initiatives comme le groupe de travail Takuba¹⁴. La politique européenne a offert à Rome une plateforme pour renforcer ses relations avec des acteurs majeurs tels que la France et l'Allemagne. Toutefois, une fois impliquée dans les affaires africaines, l'Italie a progressivement adopté une approche plus indépendante pour défendre ses propres intérêts stratégiques, ce qui a parfois généré des tensions avec la France. Les relations entre les deux pays se sont compliquées par des divergences de vues et une compétition pour l'influence en Afrique.

¹¹ Carbone Giovanni, op.cit : 299.

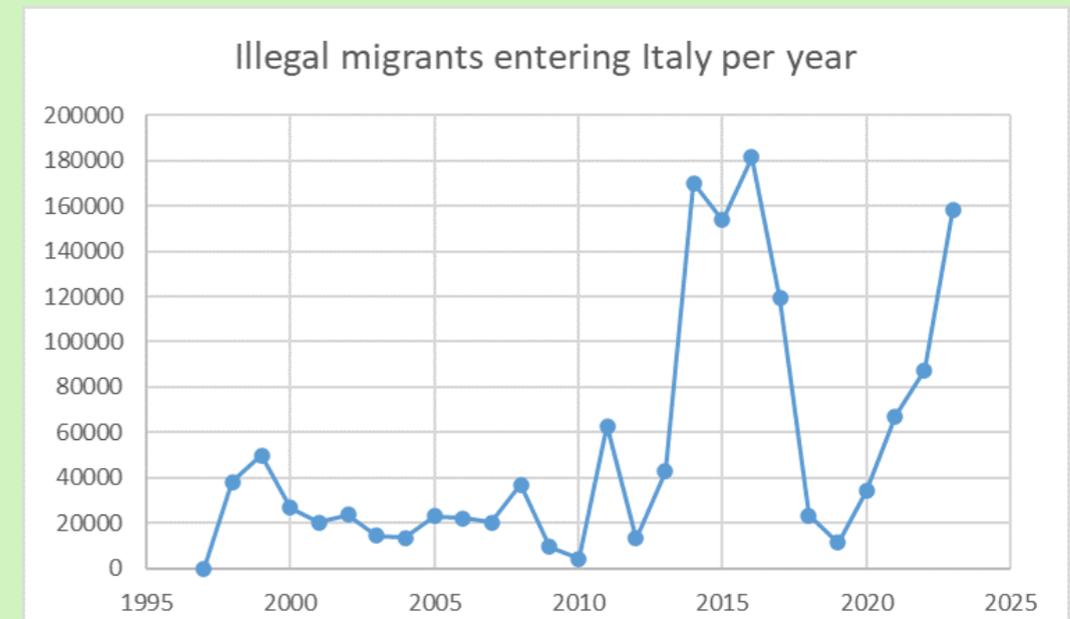
¹² Camilli, Annalisa. La camera approva la missione militare in Niger et Audiello, Giorgia, Quello italiano è l'ultimo esercito occidentale rimasto in Niger (e non se ne andrà).

¹³ MUR, I principali Paesi target per il Piano Mattei. Camera dei Deputati, Relazione sulle operazioni autorizzate e svolte per il controllo dell'esportazione, importazione e transito dei materiali di armamento, riferita all'anno 2022.

¹⁴ De Castanedo, Inigo. Task Force Takuba: European Special Forces in the Sahel.



Carte des pays participant aux projets pilotes du Plan Mattei en Afrique (2024)¹³



Graphique réalisé à partir de sources du ministère de l'Intérieur italien

En 2019, des responsables italiens, dont Giorgia Meloni, ont exprimé des critiques contre la France, accusée d'exploiter économiquement les pays africains via des mécanismes comme le franc CFA et l'exploitation des ressources, comme au Niger. Ce discours a présenté la France comme une puissance opportuniste en Afrique, tandis que l'Italie se positionnait comme un partenaire plus juste et respectueux. Cette dynamique a été encore exacerbée par des antécédents historiques, tels que l'opposition de Berlusconi à l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011, soulignant la réticence de l'Italie à suivre les initiatives de politique étrangère de la France en Afrique.¹⁵

L'interventionnisme contemporain de l'Italie en Afrique, dans sa forme structurée et continentale, est relativement récent et marque un tournant par rapport aux relations principalement bilatérales du passé. Cette transformation s'accompagne d'une rhétorique mettant en avant le respect, le rejet de la domination géopolitique et une approche axée sur les valeurs. L'Italie cherche à se positionner comme un allié fiable, en capitalisant sur son entrée tardive dans la course coloniale et son absence d'unité historique, afin de projeter une image moins menaçante que celle des autres puissances européennes, en particulier la France. Ce récit s'inscrit dans ses engagements, notamment à travers des contributions militaires souvent intégrées à des missions multilatérales où l'Italie ne prend pas la tête, cherchant ainsi à renforcer l'idée que ses intentions sont non prédatrices.

Un élément central de la politique africaine actuelle de l'Italie est le Plan Mattei, qui propose un nouveau modèle de coopération non exploiteur. Inspiré par l'héritage d'Enrico Mattei, fondateur de la société italienne d'énergie ENI, ce plan défend une approche « gagnant-gagnant » qui se distingue de l'exploitation traditionnelle des ressources africaines par les Européens. L'Italie, historiquement perçue comme plus humanitaire et moins interventionniste, se positionne comme moins menaçante, tant pour ses concurrents que pour ses partenaires africains.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, Giorgia Meloni a orienté sa politique étrangère vers le secteur africain de la « grande Méditerranée », avec une attention particulière pour le Sahel et la Corne de l'Afrique. Ses déplacements en Algérie, Libye, Tunisie et Égypte, souvent accompagnée du directeur général de l'ENI, Claudio Descalzi, témoignent de son engagement. En s'appuyant sur l'héritage du gouvernement Draghi, l'Algérie est devenue le principal fournisseur de gaz pour l'Italie, passant de 22% à 40% de ses importations totales. En Libye, ENI a signé un contrat historique de 8 milliards d'euros pour l'exploitation de deux gisements de gaz offshore.

En Tunisie, Meloni a effectué quatre visites, la dernière ayant permis de verser 100 millions d'euros pour limiter les départs migratoires. En Égypte, un accord conjoint de 7,4 milliards d'euros a été signé, avec un accent particulier sur la gestion des migrations et la désignation de l'Égypte comme pays sûr pour le rapatriement des migrants. C'est dans ce contexte que la nouvelle stratégie italienne pour l'Afrique a été présentée en janvier 2024 à Rome, sous l'influence de l'héritage d'Enrico Mattei, connu pour ses positions anticoloniales et antifascistes.

Le Sommet Italie-Afrique 2024, qui s'est tenu à Rome les 28 et 29 janvier sous le thème « Un pont pour une croissance commune », marque une première rencontre de ce type entre des représentants italiens et africains au-delà du niveau ministériel. La présence de 21 chefs d'État et de gouvernement africains, ainsi que de ministres des Affaires étrangères et de hauts responsables d'organisations internationales telles que l'Union européenne, les Nations Unies, la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE, a été un facteur clé du succès politique de ce sommet. Dans un contexte géopolitique où la présence occidentale en Afrique est de plus en plus contestée, le gouvernement de Meloni a renforcé sa position internationale en démontrant sa capacité à rassembler des acteurs majeurs du continent. En présentant le Plan Mattei, l'Italie a affirmé son ambition de prendre un rôle de leadership dans les instruments et initiatives politiques européennes, adoptant une nouvelle approche vis-à-vis des gouvernements africains. Le Premier ministre Meloni a clairement exprimé, dans ses discours de bienvenue et de clôture, la nécessité de mettre fin à la narration de l'Afrique comme un continent pauvre, et à la logique des intérêts stratégiques déguisés en aide au développement et humanitaire. L'Italie a des raisons nationales et internationales solides pour établir des relations renforcées avec l'Afrique, qu'elle considère comme un continent riche en opportunités commerciales et d'investissement.

C'est pourquoi le nouveau modèle de coopération vise à établir un partenariat basé sur l'égalité et sans exploitation, afin de favoriser une collaboration à long terme. Doté d'un fonds initial de 5,5 milliards d'euros en subventions, crédits et garanties, le Plan Mattei cherche principalement à contrôler les flux migratoires et à diversifier les sources d'approvisionnement en énergie, tout en soutenant le développement industriel, infrastructurel et technologique du continent africain. Ainsi, le projet ne s'écarte pas radicalement des deux grandes lignes directrices qui ont jusque-là orienté la politique étrangère italienne : la « diplomatie de la croissance » et la rhétorique de « les aider chez eux ».

¹⁵ Sarra, Chiara. Libia, il retroscena di Berlusconi: "Napolitano chiese l'intervento".

Ce qui change, en revanche, c'est l'approche de mise en œuvre des projets, qui privilégiera une planification conjointe des objectifs et une synergie avec les initiatives d'autres acteurs internationaux tels que l'UE, les États-Unis, la Turquie et les pays du Golfe.

La politique italienne en matière de migrations a oscillé entre des positions d'accueil et de sécurité, avec une forte association entre migration et préoccupations sécuritaires. Avant 2011, le nombre d'immigrants était relativement faible, et bien que la loi Bossi-Fini de 2002 criminalisait l'immigration illégale, le gouvernement de Berlusconi maintenait l'image d'un pays catholique accueillant. Cependant, la hausse des migrations après 2011 a modifié ce discours. La Lega de Matteo Salvini a exploité la rhétorique anti-immigration en plaçant pour des frontières plus strictes, tandis que Giorgia Meloni a proposé des mesures radicales comme un blocus naval au large de la Libye. Le Parti démocrate de centre-gauche a également pris une position plus sécuritaire en 2017, lorsque le ministre de l'Intérieur Marco Minniti a négocié un accord avec la Libye, fournissant fonds et bateaux de patrouille pour limiter les flux migratoires. Cela a permis de réduire les arrivées de 180 000 en 2016 à 120 000 en 2017. Lorsque Salvini est devenu ministre de l'Intérieur en 2018, il a intensifié les mesures, réduisant les débarquements à moins de 20 000 d'ici 2019, en criminalisant surtout les ONG qui secouraient des migrants en mer. Son décret de sécurité de 2019 a imposé des amendes lourdes aux ONG et autorisé la saisie de leurs navires, les empêchant de débarquer en Italie, ce qui a entraîné des poursuites contre lui. Sous la direction de Meloni, l'approche a évolué vers un pragmatisme accru. Son gouvernement a prolongé le processus de débarquement des ONG en retardant les opérations dans les ports du nord de l'Italie, mais cette tactique n'a pas suffi à ralentir la forte augmentation des arrivées. Pour y faire face, Meloni a promu un « modèle » transalpin, en signant une convention d'externalisation des demandes d'asile avec l'Albanie fin 2023. Deux centres de détention ont été construits là-bas, financés par l'Italie, avec une capacité de 3 000 places. Les migrants secourus par les navires militaires italiens seront détenus dans ces centres. En parallèle, le gouvernement de Meloni a rouvert le flux d'immigration légale de travail après une pause d'un an. Le « décret sur les flux » prévoit l'entrée de 452 000 travailleurs entre 2023 et 2025, marquant ainsi la première réouverture significative des frontières aux travailleurs réguliers depuis 2011. Cependant, le plan Mattei et les véritables intentions qui le sous-tendent suscitent plusieurs interrogations. Pour évaluer la crédibilité du plan et, par conséquent, la confiance accordée à Rome en tant que leader européen des relations avec l'Afrique, il est essentiel de se demander dans quelle mesure les objectifs italiens d'un partenariat

égalitaire et durable avec les nations africaines peuvent réellement correspondre aux instruments disponibles pour mettre en œuvre ce plan, ainsi qu'aux autres intérêts de l'Italie qui ne sont pas nécessairement partagés par ses partenaires africains. En d'autres termes, certains analystes craignent que, à court terme, le sommet Italie-Afrique ne profite principalement aux intérêts politiques italiens, notamment en vue des prochaines élections européennes. Fournir aux électeurs italiens des preuves concrètes de l'engagement du pays dans la lutte contre l'immigration clandestine et la diversification de ses sources d'énergie est crucial pour le gouvernement de Meloni et son parti. Ces considérations alimentent les critiques sur le manque de transparence du plan Mattei. Lors du sommet, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, a exprimé son mécontentement concernant l'absence des dirigeants africains dans la formulation du projet, insistant sur la nécessité de mettre en œuvre les objectifs italiens de manière approfondie et cohérente, tout en affirmant l'importance pour l'Union africaine de maintenir son autonomie dans le choix de ses partenaires internationaux, soulignant ainsi le caractère non exclusif des relations africaines avec le « bloc » occidental¹⁶.

Le plan Mattei est encore vague : il a plus la forme d'une méthode que celle d'un plan stratégique d'action, et il n'est pas encore suffisamment financé. D'une part, cette approche ne presse pas les dirigeants africains et laisse plus de place à leur participation dans la planification des projets à mettre en œuvre ; d'autre part, une intégration du Plan sera nécessaire « car le pool initial de ressources ne suffit pas pour élaborer une stratégie à l'échelle du continent »¹⁷. En outre, compte tenu de la participation limitée des sociétés civiles italiennes et africaines au sommet, l'approche du projet semble se concentrer principalement sur les leaders. Les relations entre l'Italie et l'Afrique sont très importantes, et ne peuvent donc pas inclure dans les phases de conception et de mise en œuvre un grand nombre d'acteurs qui pourraient s'avérer essentiels à la rénovation des relations entre l'Italie et l'Afrique. Enfin, le choix de se concentrer sur les énergies fossiles pour stimuler les investissements sur le continent est une « vision un peu dépassée »¹⁸ incompatible avec les objectifs du Green Deal européen qui vise la neutralité climatique d'ici 2050.

¹⁶ Simonelli, Filippo, Fantappiè, Maria Luisa, Goretti, Leo. The Italy-Africa Summit 2024 and the Mattei Plan: Towards Cooperation between Equals?, Istituto Affari Internazionali (11 Mar. 2024): 3.

¹⁷ Simonelli, Filippo, Fantappiè, Maria Luisa, Goretti, Leo. The Italy-Africa Summit 2024 and the Mattei Plan: Towards Cooperation between Equals?, Istituto Affari Internazionali (11 Mar. 2024): 3.

¹⁸ Quartapelle, Lia. Oltre il piano Mattei: la ricerca di una politica italiana per l'Africa, European Council on Foreign Relations (22 Jan. 2024).

CONCLUSION

Le projet du gouvernement de Meloni cherche à instaurer un changement significatif dans l'approche de l'Italie vis-à-vis de l'Afrique, ainsi que dans sa politique étrangère et sa position internationale. Après une longue période de désengagement envers le continent, Rome montre désormais son ambition d'adapter sa politique étrangère à sa vision géoéconomique et géostratégique, centrée sur la notion de « Grande Méditerranée », où l'Afrique est perçue comme une priorité naturelle pour l'expansion de l'influence italienne. Consciente de sa position géographique stratégique et de ses relations historiques avec les pays africains, l'Italie cherche aujourd'hui à renforcer son engagement envers le continent, tant pour répondre à des enjeux internes spécifiques que pour consolider sa position au sein de l'Union européenne sur les initiatives politiques relatives à l'Afrique. Cependant, le gouvernement de Meloni doit désormais intensifier ses efforts pour construire des partenariats durables et orientés vers l'avenir.

En fin de compte, le plan Mattei représente un projet ambitieux qui pourrait permettre à l'Italie de jouer un rôle clé dans les relations entre l'Europe et l'Afrique. Cependant, à mesure qu'il passe de la phase de conception à celle de l'exécution, une question essentielle persiste : l'image de l'Italie sur le continent va-t-elle changer, et si oui, l'Italie sera-t-elle perçue comme un véritable partenaire égal en Afrique ? Cela reste incertain, d'autant plus que le plan devra relever le défi de concilier les intérêts stratégiques de l'Italie avec son engagement affiché en faveur d'un partenariat éthique.

LUCA GUGLIELMINOTTI ET GIULIA TROMBELL





NOS ARTICLES MARITIME



.....p 106



.....p 115



.....p 119



.....p 122



.....p 128



L'HORLOGERIE DÉRÉGLÉE DE LA BIOSPHERE

ESSAI DE BIOGÉOHISTOIRE AU-DELÀ DE L'HÉRITAGE BRAUDÉLIEN

ROBIN DEGRON, DIRECTEUR DU PLAN BLEU (PNUE MÉDITERRANÉE), PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS ASSOCIÉS À PARIS PANTHÉON-SORBONNE (HDR GÉOGRAPHIE), MEMBRE DU LADYSS (UMR 7566), MAGISTRAT DE LA COUR DES COMPTES

Prolongeant la réflexion braudélienne des « 3 Temps » de l'histoire, notre réflexion ouvre sur les « 5 Temps » de la Biosphère. Alliée de l'Histoire, la Géographie offre un cadre conceptuel face aux défis majeurs auxquelles les communautés vivantes, dont l'Humanité est partie solidaire, sont confrontées. La prise en compte des temporalités emboîtées de la géologie, du climat et de l'histoire est susceptible d'aider les travaux de prospective dans l'exploration des champs du possible ou de l'impossible, en particulier en matière d'atténuation du changement climatique. En la matière, les continuités et l'inertie l'emportent sur les ruptures et le volontarisme. Cette nouvelle grille de lecture intéresse également l'analyse géopolitique puisqu'elle souligne les tensions croissantes autour des ressources naturelles, en particulier l'eau et l'alimentation. Le bassin méditerranéen est particulièrement exposé. La biogéohistoire fait finalement lien entre les sciences naturelles et les sciences humaines, rajeunissant et amplifiant ainsi la géohistoire inventée par Fernand Braudel.

L'accélération du changement climatique appelle un regard renouvelé sur l'histoire naturelle et les temps qui rythment la vie sur la Terre. Un effort de synthèse entre les visions des géologues, des paléontologues et des historiens apparaît utile, confortant la biogéographie comme une « passerelle » en sciences naturelles et sciences humaines. Cette approche sert aussi le dessein des prospectivistes dans leur tentative de baliser les chemins de l'avenir en s'appuyant sur une « science des temporalités » nourrie d'Histoire mais aussi de capacité à inventer des futurs possibles selon les oscillations de « l'Horlogerie de la Terre » (Degron, 2024 – cf. Chronique de prospective de Futuribles, n°2/2024 en ligne). Elle appelle également l'attention des géopolitologues sur le poids des contraintes naturelles dans leurs analyses (Degron, 2024 – cf. Chronique de prospective de Futuribles, n°1/2023 en ligne). L'Humanité est désormais engagée dans une longue guerre du climat qui sape les fondations de civilisations millénaires.

La compréhension des cycles qui surdéterminent l'évolution de la biosphère impose un effort d'abstraction afin de sortir d'une perception linéaire du Temps pour mieux maîtriser les cycles de développement et leurs ruptures, leurs implications en termes de politiques publiques également. La démarche prospective nous y aide (Degron, 2022). Il s'agit également de mieux appréhender les clivages entre les composantes d'une société dont les composantes ne vivent pas les événements selon les mêmes rythmes : ne pas pouvoir gérer « sa fin du mois », la contrainte socio-économique, rend peu réceptif à la « fin du Monde », la contrainte environnementale, comme nous le soulignons au moment de la crise des « gilets jaunes », alors en fonction à France Stratégie (Degron, 2018).

Même si la première peut être considérée comme « souple », poussant les êtres vivants et singulièrement les humains à s'adapter à la seconde, perçue comme dure, indépassable physiquement, il convient de ne pas sous-estimer la force de mouvements sociaux hostiles à une transition écologique jugée injuste, en particulier dans une démocratie où l'opinion du plus grand nombre peut primer sur la rationalité scientifique et où le jeu politique possède sa propre rationalité, parfois complexe¹.

Analyser les temps de la Biosphère impose de mobiliser des disciplines variées qui dialoguent peu entre elles et ce d'autant plus que la « barrière des espèces » entre les sciences dites dures (Physique, Géologie, Ecologie, Biologie) et les sciences humaines et sociales (Histoire, Economie, Sociologie, Science politique) reste tenace. Par son positionnement d'entre-deux, la Géographie qui touche au premier monde par la biogéographie et au second par la géographie humaine ou économique peut servir de « passerelle » pour la construction d'un savoir global. Alfred Wegener (1928) traite du temps autant que Valérie Masson-Delmotte (2012), Claude Lévi-Strauss (1993) ou Georges Duby (1996) mais ils ne le comprennent pas selon le même « pas de temps » : Wegener raisonne la dérive des continents en millions d'années ; grâce à la glaciologie, Masson-Delmotte reconstitue des climats d'il y a quelques centaines de milliers d'années ; les civilisations disparues, les « tristes tropiques » de Lévi-Strauss n'auront-elles vécu que quelques milliers d'années ; Duby décrypte quant à lui la vie médiévale dans une perspective séculaire seulement.

¹ Robin Degron, 6 novembre 2023, Tribune parue dans Acteurs Publics « Finances publiques et Environnement : Acceptabilité, attention dangers »

Géologie, Paléontologie et Histoire peuvent être rassemblées sous les hospices de la biogéographie, disciple « frontière », pour nous guider dans l'explication des ordres et désordres d'un Monde en perpétuels mouvements à travers la théorie des « 5 Temps de la Biosphère ». Prolongeant la théorie des 3 Temps de l'Histoire de Fernand Braudel, notre réflexion peut enrichir la réflexion prospective et aider à baliser les champs du possible ou de l'impossible, en particulier à la lumière de l'inertie du dérèglement climatique et de la permanence des phénomènes tectoniques qui surdéterminent largement les activités humaines, aujourd'hui et demain.

LES ACQUIS DE LA THÉORIE DES 3 TEMPS DE L'HISTOIRE

Historien et géographe, Fernand Braudel a bâti la théorie des trois temps de l'Histoire sans considérer l'évolution des substrats géologiques, ni celle des sols ou des climats qu'il considérait comme quasi-invariants (Braudel, 1949). Considéré comme le fondateur de la géohistoire (Ribeiro, 2012), il a ancré sa réflexion pionnière dans sa thèse d'Etat sur la Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (1949). Les trois temps qu'il y développe correspondent, sur le plan formel, aux trois parties de son œuvre. Sur le fond, ces temps sont caractérisés par une métrique, de quelques milliers d'années à quelques années seulement.

Le premier temps de l'Histoire, celui des civilisations, de « la longue durée », est d'échelle millénaire. Il emporte avec lui religions, arts et mentalités en se matérialisant dans l'architecture, la peinture, la littérature, la musique et l'art de vivre des peuples du Bassin méditerranéen. Le deuxième temps perçu par Braudel est social. Dans le droit fil de l'École des Annales, fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre, et de la conception marxiste de l'Histoire (Thuillier et Tulard, 1990), ce temps-là oscille au gré des mouvements séculaires de l'économie, des modes de production et du commerce : esclavage, servage, salariat, avènement du capitalisme industriel puis financier dictent largement la vie quotidienne des communautés humaines et, plus largement, de toutes les communautés vivantes. Troisième et dernier temps de l'historien, « le temps des individus » selon la formule braudélienne, celui des vies quotidiennes.

La théorie braudélienne des trois temps a connu une grande postérité mais elle a aussi fait l'objet de critiques, ou en tout cas de débats. D'autres auteurs se sont en effet essayés à une analyse du temps au prisme des sciences humaines et sociales, en particulier le sociologue Georges Gurvitch, fondateur des Cahiers internationaux de sociologie.

S'opposant à Braudel, qu'il considérait comme un théoricien de l'histoire « impérialiste », Gurvitch admettait l'importance des temps historiques mais il relativisait leur valeur explicative et considérant qu'ils découlaient des temps sociaux (Maillard, 2005). Il défendait une échelle de huit temporalités : 1) le temps de la longue durée et au ralenti ; 2) le temps « trompe l'œil » ou « temps surprise » ; 3) le temps des battements irréguliers entre l'apparition et la disparition des rythmes ; 4) Le temps cyclique ; 5) Le temps en retard sur lui-même ; 6) Le temps d'alternance entre retard et avance ; 7) le temps en avance sur lui-même ; 8) le temps explosif de la création.

Fernand Braudel répondit en constatant le caractère trop qualitatif des temps proposés par Gurvitch. Selon l'historien, dans ce découpage du sociologue, le temps est difficilement mesurable : « le temps des sociologues ne peut être le nôtre [...] Notre temps est mesure, comme celui des économistes. Quand un sociologue nous dit qu'une structure ne cesse de se détruire pour se reconstituer, nous acceptons volontiers l'explication que l'observation historique confirme d'ailleurs. Mais nous voudrions, dans l'axe de nos exigences habituelles, savoir la durée précise de ces mouvements, positifs ou négatifs » (Braudel, 1958).

À propos du deuxième temps « socio-économique » de Braudel, nous pourrions introduire une autre critique de nature systémique et qui résonne cette fois avec l'actualité d'un Monde où le Vivant ne se limite désormais plus à l'Humain dans la conscientisation que nous nous en faisons. Il convient en effet selon nous de souligner l'anthropocentrisme de la pensée originelle braudélienne, prisme logique pour un auteur de l'après-guerre, confronté à la réalité d'une opposition bipolaire idéologique mais pas encore au faite des enjeux environnementaux et des risques que la société de consommation émergente allait faire peser sur l'ensemble des communautés vivantes. Il faudra attendre les années 70 pour passer ce cap, notamment avec le premier Sommet de la Terre en Stockholm (1972). Le capitalisme industriel puis financier dictent effectivement non seulement la vie des communautés humaines mais plus largement, de toutes les communautés vivantes. L'ensemble de la biodiversité est en effet pressé par la surexploitation des ressources, l'artificialisation des sols et les pollutions qui s'accumulent (Lévêque et Mounolou, 2008 ; Degron, 2012 ; Lévêque, 2021).

Dans la même logique, le troisième et dernier temps de l'Histoire, « le temps des individus » selon la formule braudélienne, celui de notre quotidien, impacte lourdement le Vivant, dans son ensemble et sa diversité.

En tant que biogéographe, nous privilégierions aujourd'hui davantage le terme du « temps des organismes vivants », le « temps biologique » en somme. Hormis les êtres humains, biocénoses animales et végétales sont pris par le temps court de leur existence et paraissent fragiles par rapport aux temps des civilisations et des sociétés qui les surplombent et les asservissent. S'il fallait associer à ce troisième temps une unité de mesure, il faudrait évidemment prendre quelques précautions. Pour une vie humaine, il faut compter en quelques dizaines d'années, selon les données démographiques de l'espérance de vie qui varie sensiblement entre les régions du Monde, la classe sociale et un peu aussi selon le genre. S'agissant des autres organismes vivants, le spectre est plus large : le papillon ne vit que quelques jours ; la floraison ne dure que quelques semaines ; le chêne, l'olivier ou le séquoia peuvent durer plusieurs centaines d'années. Retenons tout de même, pour fixer les idées, l'année ou la dizaine d'années comme étalon de la mesure de nos vies précaires. Nous laisserons ici de côté la réflexion supra individuelle qui englobe l'être dans le continuum d'une phylogénèse qui n'a pas a priori conscience d'elle-même. Nous parlons ici des individus, des êtres dans leur matérialité et leur sensibilité. Nous nous plaçons dans une approche « humaniste augmentée » d'Homo sapiens sapiens, partie d'une Biosphère en mouvement (Morin, 2021).

Faisant nôtre la réflexion de Braudel, s'appuyant sur ses acquis pour mieux les développer à l'aune de notre « urgence longue » climatique, nous recherchons une organisation des temps de la Terre et de ses communautés vivantes qui fasse le pont entre l'Histoire et les Sciences de la vie et de la Terre.

LES TEMPS TRÈS LONGS DU GÉOLOGUE ET DU PALÉONTOLOGUE

La géographie, dans la compréhension du Monde qu'elle propose, ne se satisfait pas que des communautés vivantes, des pressions sociales ou des édifices humains. Il nous faut aussi intégrer dans l'histoire de la Biosphère la temporalité des biotopes, du milieu. La Terre et sa diversité de ses paysages sont une construction géologique et climatique dynamique mais cette dynamique est suffisamment lente pour qu'on ne perçoive pas, en général, les forces motrices à l'œuvre sur le temps très long.

- Le temps géologique

La théorie de la dérive des continents d'Alfred Wegener (1928), prolongée par celle de la

tectonique des plaques, offre une image quasi imperceptible de la surface de la Terre. L'auteur, astronome de formation, n'a d'ailleurs pas initialement mesuré la dynamique de la croûte terrestre. Il a d'abord observé l'étonnant emboîtement géométrique entre les côtes africaines et américaines ainsi que la proximité des cortèges floristiques de part et d'autre de l'Atlantique Sud. Il en a déduit leur éloignement au fil de millions d'années. Parfois, ponctuellement, souvent tragiquement, volcanisme ou tremblements de terre nous rappellent à la puissance tectonique : songeons à la plaque africaine qui gagne sur la plaque européenne au grand damne des communautés alpines italiennes² ou, tout récemment encore, des populations marocaines de l'Atlas³ ; n'oublions pas non plus les Outre-mer français où le travail des profondeurs magmatiques remontent sans crier gare en surface et peut engloutir des villages ou des villes entières⁴. Ce temps-là, géologique, est le plus puissant et surdétermine tous les autres : s'il est relativement discret, tant mieux, car lorsqu'il s'agit, localement, il écrase tout.

Dans notre analyse des temps, le Temps géologique tient donc une place à part. Par sa puissance et son pas de temps lent, on pourrait le considérer comme quasiment absent de l'Histoire de l'Humanité. Pourtant, par ses spasmes difficiles à anticiper, il présente des à-coups redoutables mais qui ne remettent pas en cause par eux-mêmes, en dépit de leur violence ponctuelle et territorialisée, des civilisations dotées d'un large espace d'extension. À la limite de notre raisonnement sur les temps de la Terre, nous laissons aussi de côté, en première approximation, les phénomènes non géologiques mais de nature planétologique (ex. choc de météorites, éruption solaire) qui peuvent évidemment éradiquer toutes formes de vie sur la Planète Bleue. Implicitement, nous isolons la Biosphère de son environnement cosmique afin de mieux adresser le point de notre fragilité, nous composantes du Vivant, des effets seules de la géophysique du Globe et de l'atmosphère induits par les activités industrielles.

Ainsi, en marge des événements cataclysmiques, les changements structurels provoqués au fil du temps géologique apparaissent avec le recul des millions d'années. (cf. Carte n°1)

2 Parmi les nombreux séismes ayant affecté le nord de l'Italie, retenons le dernier en date, qui a touché en décembre 2021 la bourgade de Bonate Sotto et dont les secousses ont fait trembler Milan, heureusement sans faire de victimes. En 2016, le séisme d'Amatrice avait fait près de 300 morts.

3 Le séisme du 8 septembre 2023 et son lourd bilan, dans la région de Marrakech et du Haut-Atlas, nous a rappelé récemment que la plaque africaine jouait également au Sud de la Méditerranée le long la zone de subduction de la plaque africaine sous la plaque européenne.

4 Notons en particulier l'éruption du volcan de la Soufrière, en 1976, qui avait obligé le déplacement de toute la population de la ville de Saint Claude en Guadeloupe.

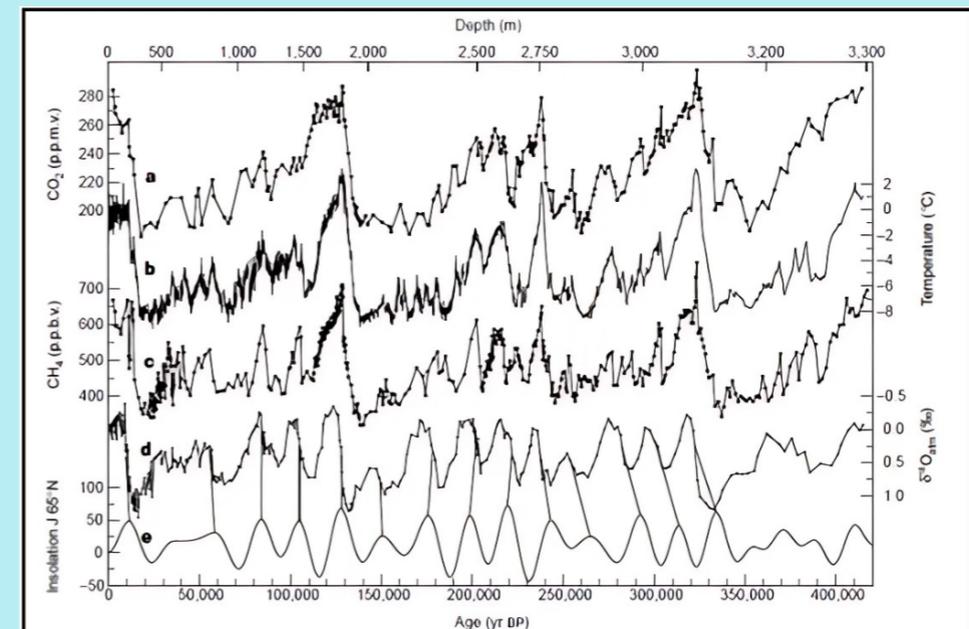
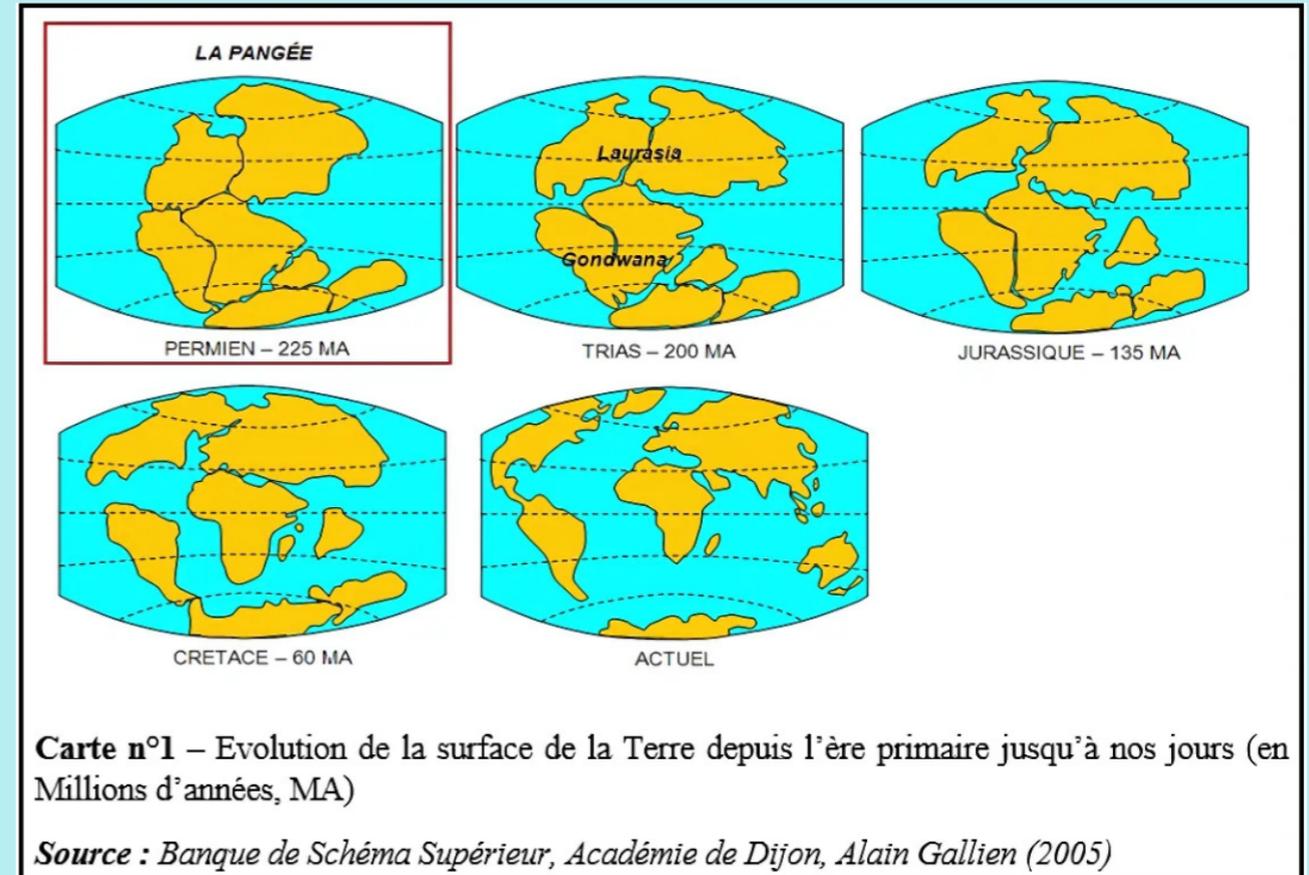


Figure A – Evolution des concentrations en dioxyde de carbone (CO₂), en méthane (CH₄) et de l'insolation depuis 420 000 ans d'après l'analyse des glaces de Vostok

N.B. : Les temps les plus proches de nous se situent à gauche du graphique. L'échelle en abscisse du haut du graphique s'exprime en profondeur de glace (en mètre) et celle en bas en âge (en année depuis nos jours)

Source : Petit et al., 1999

Bien que les évolutions géologiques se perçoivent globalement sur le temps très long de la Terre, certaines régions sont plus marquées que d'autres par le mouvement de la tectonique des plaques. Ainsi, l'espace méditerranéen présente une particularité géologique remarquable qui joue en résonance du réchauffement accéléré de l'eau marine. A cheval sur les plaques tectoniques eurasiatique et africaine, qui jouent selon une frontière Est-Ouest, la mer Méditerranée est soumise à un phénomène de subsidence qui accroît la sensibilité de ses littoraux à la remontée des eaux, en plus du facteur bien connu de dilatation des fluides sous l'effet de la hausse de température de l'air.

Trois chercheurs de l'Institut national de géophysique et de volcanologie d'Italie à Bologne et à Rome et de l'université néerlandaise de Radboud (Vecchio et al., 2023) ont ainsi établi les faits de la subsidence. Dit globalement, le sol terrestre descend et les fonds marins remontent poussant par la même le niveau de l'eau sur le littoral. Dans le détail, les chercheurs démontrent que les projections du 6ème rapport du GIEC (2021, Op. Cit.) sous-estiment le niveau de la mer futur le long des côtes méditerranéenne car les effets de la tectonique et certains autres facteurs locaux n'ont pas été correctement pris en compte. Leurs projections révisées de niveau en 2100, comparées à celles du GIEC, présentent des différences maximales et minimales de 1094 ± 103 mm et -773 ± 106 mm, respectivement, avec une valeur moyenne qui dépasse d'environ 80 mm celle du GIEC dans ses scénarios de référence et à différents niveaux de réchauffement global.

L'étude prévoit même qu'en raison de l'élévation globale de la ligne de côte (élévation à la fois d'origine climatique et géologique), plus de 38 500 kilomètres carrés de côtes risquent d'être inondés à échéance 2100-2150. Selon cette étude et les projections faites, la France serait le troisième pays le plus exposé aux facteurs de risque ($3\,681$ km², essentiellement sur le delta du Rhône), après l'Égypte ($12\,879$ km², sur le delta du Nil) et l'Italie ($10\,060$ km², sur le delta du Pô). Des villes emblématiques des civilisations méditerranéennes comme Venise, Istanbul ou Alexandrie seraient directement menacées. A contrario, la côte de Galilée, en Israël, et les champs Phlégréens, en Italie, connaîtraient une relativement lente élévation du niveau de la mer grâce au soulèvement des terres du fait de la tectonique et du volcanisme qui sévissent particulièrement dans ces régions : ainsi, sur la côte de Galilée et les champs Phlégréens, la variation du niveau de la mer en 2150 par rapport à 2020 serait respectivement d'environ 0,5 et -0,7 m.

Le Temps géologique est un temps discret mais puissant dont les effets concrets, à l'échéance du

siècle, sont loin d'être négligeables à l'échelle régionale.

- Le temps climatique qui s'accélère

Le temps du climat est normalement un temps très long, un peu moins que celui imposé par la géologie mais suffisamment lent toutefois pour laisser croire à l'immuabilité des biomes et des facteurs pédoclimatiques qui structurent notre géographie. En s'appuyant sur les recherches de glaciologues menées en Antarctique, Valérie Masson-Delmotte souligne (2012) que les variations climatiques passées des derniers 800 000 ans portent l'empreinte de celle de l'orbite terrestre autour du Soleil avec une cyclicité d'une centaine de milliers d'années à laquelle s'ajoute une variabilité liée à l'obliquité terrestre selon une périodicité d'environ 40 000 ans et une autre liée à la précession des équinoxes selon un pas de temps d'environ 20 000 ans. L'analyse glaciologique menée à Vostok (Antarctique) de l'évolution des concentrations en dioxyde de carbone et en méthane ainsi que de l'insolation depuis 420 000 ans illustre le cycle naturel du climat (cf. Figure A d'après Petit et al., 1999).

Ces travaux, fondamentaux et inscrits dans la très longue durée, sont confirmés par ceux des historiens du climat, en particulier le travail remarquable mené par feu Emmanuel Leroy-Ladurie (2007), décédé l'an passé. Son œuvre a permis de détailler les inflexions du climat au cours de l'Histoire médiévale, des Temps modernes et de la Période contemporaines, sans pour autant remettre en cause la dynamique à l'œuvre d'un réchauffement climatique global qui s'accélère depuis le début du XXIème siècle : « en raison de la variabilité du climat, on a connu dans le passé des vagues d'étés chauds, voire caniculaires, notamment au XVIIème siècle. Mais du point de vue de l'effet sur l'homme, ces épisodes furent assez différents de ceux que nous « expérimentâmes » récemment (notamment en août 2003 et juillet 2006). Au XXème siècle, signalons les canicules de 1911, 1921 (moins importante), 1947, 1959, 1976 et 1995 ; quant à 2003, il s'agira de l'été dont la température moyenne est la plus considérable, dans l'histoire météo d'Europe occidentale depuis des siècles. » Les rapports du GIEC, en particulier 6ème rapport publié en 2021, démontre en effet un réchauffement rapide sous l'effet des émissions anthropiques de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone mais aussi méthane ou protoxyde d'azote) qui a augmenté la température terrestre moyenne de $1,1^\circ\text{C}$ entre 1850 et 2020. Pour 2023, en résonance avec la COP28 tenue à Dubaï, il est notable de souligner l'accélération du phénomène : alors qu'à Paris, en 2015, la COP21 de la Convention sur le climat (CCNUCC) visait à limiter l'élévation de la température moyenne à $+1,5^\circ\text{C}$ entre 1850 et 2100, nous sommes déjà rendus à $+1,48^\circ\text{C}$ de hausse en 2023. C'est la mauvaise nouvelle de début 2024.

C'est la mauvaise nouvelle de début 2024. Le pari volontariste de la communauté internationale semble perdu à l'échelle du Monde.

À ce rythme, les experts du GIEC considèrent en effet qu'une élévation de $+3$ à $+4^\circ\text{C}$ d'ici la fin du siècle est devenue probable. Pour fixer les idées sur les conséquences biogéographiques d'une telle variation de température, retenons qu'il y a 100 000 ans, la température moyenne de la Terre était d'environ 5°C plus basse qu'actuellement. L'Europe du Nord était alors recouverte d'un glacier, la France couverte d'une toundra et le niveau de la mer inférieur de 100 mètres. Nous sommes donc aujourd'hui rendus au constat de dérèglements climatiques majeures qui perturbent l'horlogerie de la Biosphère et de ses communautés.

La composante du temps très long de la Biogéographie commence à interagir avec le temps long de l'Histoire en le percutant et en l'accéléralant. De fait, ce « choc des temporalités » nous oblige à une vision unifiée des « 5 Temps de la Biosphère » pour mieux rendre compte de la solidarité des êtres vivants, notamment de l'Humanité, avec la planète qui les porte.

LES 5 TEMPS DE LA BIOSPHERE : VERS UNE APPROCHÉ UNIFIÉE ET STRUCTURÉE DU TEMPS

Cinq temps se surimposent finalement et s'articulent pour donner rythme à la vie de notre planète et ses cortèges vivants : le temps géologique, le temps pédoclimatique, le temps des civilisations, le temps socio-économique et le temps biologique.

Avec une élévation prévisible d'environ 3° à 4°C de la température atmosphérique d'ici la fin du XXIème siècle par rapport à la période préindustrielle (1850-1900), les facteurs pédoclimatiques qui caractérisent les biomes changent. Sur le plan qualitatif, les principaux types de climats demeurent à grand trait mais sur le plan quantitatif, le fait de franchir des seuils de températures records condamnent des espèces entières dont l'amplitude écologique est conditionnée par un capital génétique qui ne peut pas muter et s'adapter aussi vite que le rehaussement des températures. Les dérèglements climatiques obligent à une vision intégrée des temps de la Terre et de ses communautés vivantes (cf. Figure B). En accélérant le temps climatique naturel (Figure C), l'Humanité, en particulier son activité industrielle débridée corollaire de la société d'hyperconsommation depuis environ 1950, perturbent l'horlogerie des temps de la Biosphère et percutent les temps de l'Histoire,

en commençant par celui de notre actualité mais en remontant vers le temps socio-économique et même, désormais, le temps des civilisations. Dit autrement, les références sur lesquelles Fernand Braudel a fondé son analyse de la Méditerranée et du Monde méditerranéen sont bousculées, le substrat même de la fresque braudélienne est mis à mal et avec lui la vie de civilisations que l'auteur croyait quasi intemporelle à l'échelle de l'Histoire. La fragilité des constructions humaines apparaît ici nettement face à l'Histoire naturelle.

Ce constat fait écho à la réflexion sur l'Anthropocène portée par Paul Crutzen (2002) et qu'il a précisé avec son collègue Steffen Will (2003). Depuis l'invention de la machine à vapeur par James Watt en 1769 et plus encore depuis l'essor de la société industrielle et de consommation à l'après seconde guerre mondiale (1945), l'Humanité est capable de modifier les fondements climatiques de son milieu. Pour Andreas Malm (2016), ce n'est pas tant l'Humanité en tant que telle qui est ciblée que le capitalisme et ses excès.

L'espace méditerranéen a toujours été sensible aux interactions entre le climat et l'Homme : déjà, Platon, dans son dernier conte philosophique du Critias (356-358 avant l'ère chrétienne), notait que l'Attique était devenu une contrée pierreuse du fait de l'alternance d'été chaud et de précipitation automnale abondante, qui lessivaient les sols, combinée avec une surexploitation de la ressource forestière difficile à régénérer dans ces conditions pédoclimatiques (Degron, 2018, Tribune dans Le Grand Continent) : « Tout ce qu'il y avait de terre grasse et molle s'est écoulé et il ne reste plus que la carcasse nue du pays. Mais, en ce temps-là, le pays encore intact avait, au lieu de montagnes, de hautes collines ; les plaines qui portent aujourd'hui le nom de Phelleus [contrée pierreuse de l'Attique] étaient remplies de terre grasse ; il y avait sur les montagnes de grandes forêts, dont il reste encore aujourd'hui des témoignages visibles. Si, en effet, parmi les montagnes, il en est qui ne nourrissent plus que des abeilles, il n'y a pas bien longtemps qu'on y coupait des arbres propres à couvrir les plus vastes constructions, dont les poutres existent encore. ». L'espace méditerranéen est une région fragile sur le plan biogéographique, avec des formations arbustives basses dégradées de type garrigue ou maquis d'où émergent un cortège de chênaies pubescentes ou vertes avec des plantations de pins ponctuées de boisements climaciques relictuels (ex. hêtraie culminale) comme ceux dépeints par Cézanne sur la Sainte Beaulme. L'actuel renoue donc avec l'ancien mais avec une intensité inédite de l'aggravation des sécheresses estivales et des pluies d'automne surchargées par l'évaporation d'une mer intérieure surchauffée en été. Le grand cycle de l'eau est perturbé et avec lui la sécurité alimentaire même des Etats du Bassin.

La tension environnementale monte sur la Grande Bleue. Le réchauffement climatique y est en effet plus marqué que dans le reste du Monde Selon le MedECC, le groupe des experts des changements environnementaux et climatiques spécifiquement dédié à la Méditerranée, la température moyenne annuelle sur terre et sur mer dans le bassin est d'ores et déjà de 1,5 °C supérieure à celle de l'époque pré-industrielle. Elle devrait augmenter d'ici à 2100 de +0,5 à +2,0°C par rapport au reste du Monde pour atteindre 3,8 à 6,5 °C selon le scénario de lutte contre le changement climatique (scénario optimiste du RCP2,6 visant à stabiliser la température annuelle moyenne du Globe à +2°C d'ici 2100 versus le scénario le plus pessimiste RCP8,5 qui lui cible plutôt +4°C en moyenne mondiale). Quel que soit le scénario retenu, le réchauffement de la température atmosphérique en Méditerranée est largement supérieur à la tendance mondiale. Il est spécialement préoccupant au regard de la sensibilité des milieux méridionaux.

Les réalités physiques appellent l'attention des décideurs et des analystes géopolitiques. Dans une région déjà déchirée par plusieurs conflits ou tensions frontalières, la contrainte écologique rajoute aux difficultés des populations de la région.

UNE HORLOGERIE DE LA BIOSPHERE QUI SURDÉTERMINE LES RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Science des temporalités, la prospective se propose d'explorer le champ des futurs possibles. Couplée à une analyse stratégique, elle permet éventuellement d'orienter des choix de sociétés, en se fondant, sur un débat public éclairé (Degron, 2022 Op. Cit.). Encore faut-il être en mesure de déchiffrer dans les futurs possibles ce qui relève de l'impossible, de cerner les marges de manœuvre effectives de l'Humanité en mouvement sans dénier des phénomènes qui surdéterminent largement son devenir, voire sa survie. C'est sous cet angle que la prise en compte des temps géologique et climatique apparaît utile à l'analyse prospective ainsi qu'aux réflexions géopolitiques qui doivent prendre en compte les réalités biogéographiques des territoires. Si la roue du Temps tectonique s'emballe, elle peut labourer civilisation et organisation socio-économique. Ce n'est heureusement pas le cas le plus général et sûrement pas à l'échelle globale. Localement cependant, éruption volcanique ou séisme, remettent en question la subsistance des populations, en particulier dans les zones de contact de plaques terrestres (ex. Alpes, Atlas, Himalaya, chaîne côtière californienne).

En Méditerranée, le rehaussement du trait de côte sous l'effet combiné du relèvement du plancher marin et de la dilatation de l'eau oblige à prendre des mesures en termes de sécurité civile. Il reste que, dans l'ensemble, les effets de la roue du Temps géologique demeurent localisés. Dans le cadre d'une démarche prospective territorialisée, il convient de prendre en compte cette dimension au risque de passer à côté de « l'esprit frappeur du lieu », tout spécialement dans les Outre-mer. Le volontarisme humain touche ici à ses limites. On peut, à la rigueur, anticiper un événement tectonique et tenter de protéger des populations en les évacuant mais on ne peut pas contraindre l'événement en lui-même. A titre d'exemple, les investissements matériels doivent être pensés en conséquence ; les capacités de réaction des habitants améliorées ; les moyens d'interventions des secours augmentés.

De manière plus claire encore et cette fois-ci de manière globale, à l'échelle planisphérique mais avec des variations notables à l'échelle régionale, la réalité du dérèglement climatique contraint les possibilités de développement de l'espèce humaine et des cortèges animaux ou végétaux qui l'accompagnent. Avec un réchauffement de l'ordre de +4°C en moyenne mondiale d'ici 2100 par rapport à 1850, sans même rentrer dans le détail de telle ou telle région, plus ou moins exposée, il apparaît nettement une tension sur les ressources naturelles, l'eau disponible en particulier, qui met en cause la survie de populations entières. Comme nous le relevons dans notre chronique prospective (2024 Op. Cit.), il n'est guère possible de lutter à brève échéance contre l'effet de l'accumulation des gaz à effet de serres (GES). Non pas qu'il ne faille par réduire ces émissions sur le long terme mais l'inertie du gaz carbonique comme de la plupart des GES rend impossible leur disparition en moins de cent ans. L'adaptation apparaît ainsi comme la seule solution à court terme afin de limiter les impacts sur les activités humaines. Comme le souligne le récent rapport public annuel de la Cour des comptes (2024), tous les pans de notre organisation sociale sont potentiellement à reconsidérer, de la production des céréales nourricières jusqu'à la santé des populations, entre crise alimentaire et facteur d'insécurité civile globale.

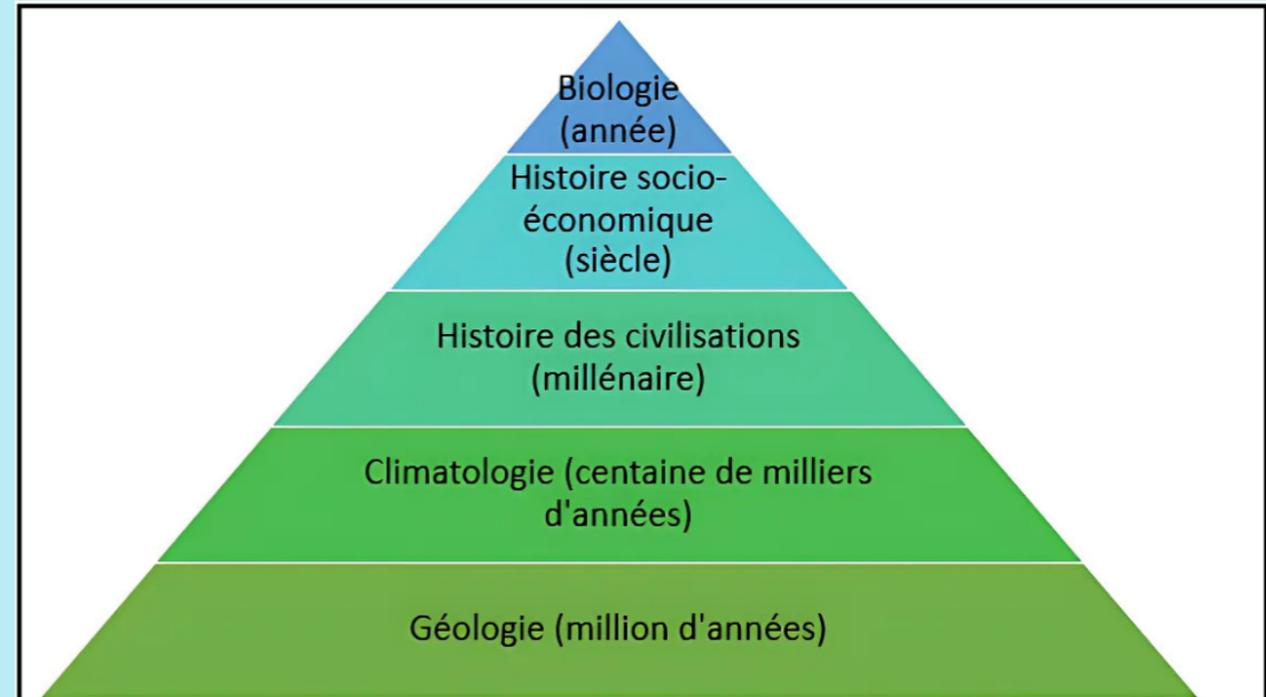


Figure B – Les 5 temps de la Terre et de ses communautés vivantes

Source : Robin Degron

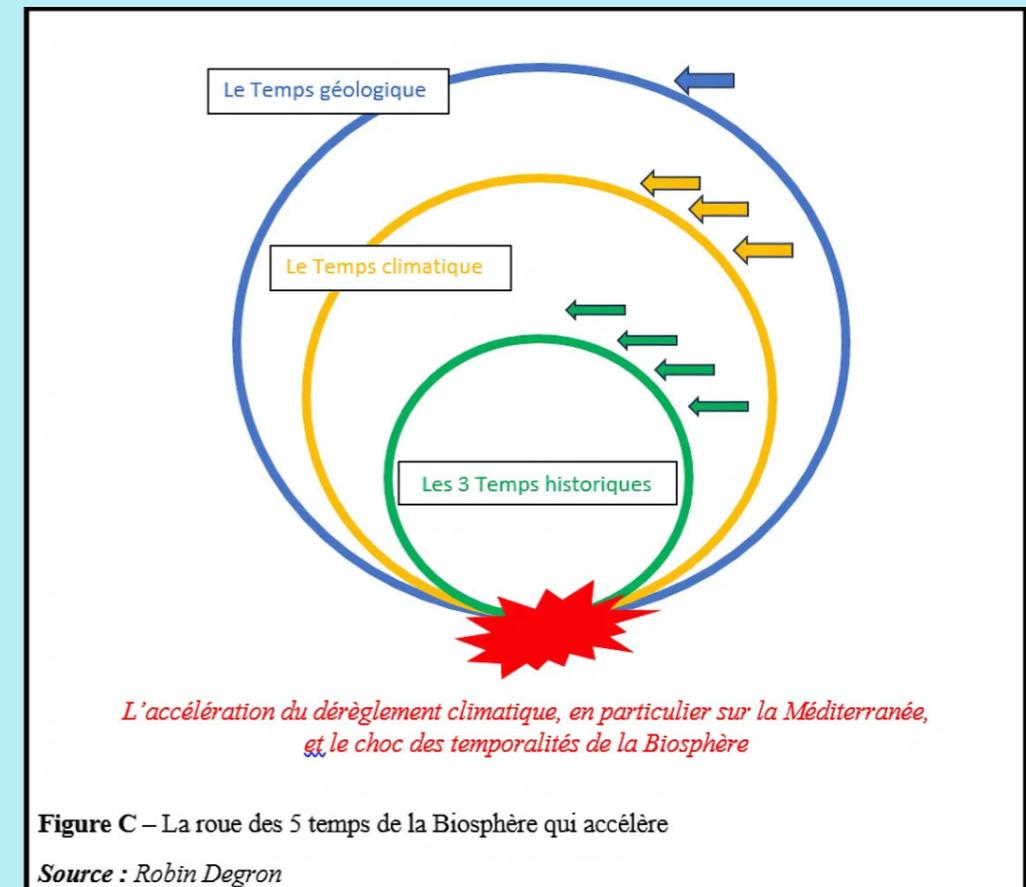


Figure C – La roue des 5 temps de la Biosphère qui accélère

Source : Robin Degron

CONCLUSION

Dans l'exploration des champs du possible, il convient de dissocier ce qui relève du volontarisme humain et ce qui touche au déterminisme biogéographique. Notre histoire et nos futurs sont contraints. Mieux vaut cerner les « buttées physiques » afin d'éviter de s'épuiser et d'entraîner des populations entières dans une illusoire maîtrise de leur destin. L'Humanité est partie de l'Histoire naturelle mais elle ne s'y confond pas. Le second surdétermine le premier. Les mouvements tectoniques comme l'élévation de la concentration des gaz à effet de serre procèdent de dynamiques propres et aux effets durables. La lutte contre les émissions de CO2 illustre une possibilité d'atténuation mais qui ne joue vraiment que sur le siècle. La technologie n'a aucune prise sur le mouvement des continents et l'élévation du trait de côte qui peut l'accompagner. Il faut s'y adapter rapidement plutôt que s'obstiner à lutter inefficacement au risque d'être dépassé par les évènements.

À toute chose malheur est peut-être bon. La prééminence des temps géologique ou climatique ne relativise-t-il pas la permanence des rivalités ou rancœurs héritées de l'histoire des simples civilisations ? En cela, notre réflexion ouvre sur une réflexion géopolitique renouvelée : le changement climatique augmentera-t'il les tensions entre les communautés ou bien les fera-t'il s'unir pour mieux affronter la contrainte ? Poser les 5 Temps de la Terre et de ses communautés vivantes, c'est hiérarchiser les enjeux pour mieux se rassembler, cerner l'essentiel et éviter le pire en attendant le retour du meilleur une fois que nous aurons réduit le stock des gaz à effet de serre. Voilà sans doute une pierre de la Géographie à l'édifice d'une Union sacrée face à ce qui apparaît de plus en plus comme un affaissement climatique, à étayer prioritairement, en dépassant nos différences de second rang. Nous ne ferons pas la paix avec notre environnement sans faire la Paix entre les Hommes.

ROBIN DEGRON

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : NOUVELLE GRANDE CAUSE DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER ET DES JURIDICTIONS INTERNATIONALES ?

THIERRY DUCHESNE, COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE 1ÈRE CLASSE (2S – MARINE),
DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT MARITIME DE L'INSTITUT FMES

Le changement climatique est l'enjeu contemporain de notre planète. L'avenir de notre Humanité se joue désormais sur la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre émis par nos activités humaines. Mais, à l'heure de la remise en cause unilatérale par certains États de leurs obligations internationales, les engagements de réduction des gaz à effet de serre pris par les 196 États Parties de la COP 21, ne sont pas toujours au rendez-vous. Devant ce qu'ils considèrent comme une violation de l'Accord de Paris du 12 décembre 2015, dont les clauses sont pourtant contraignantes, une partie de la communauté internationale a décidé de franchir un cap en passant désormais par la voie contentieuse pour avoir des moyens de pression plus puissants sur les États « climato-sceptiques », récalcitrants ou trop attentistes.

C'est ainsi que, le 29 mars 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté une résolution demandant à la Cour internationale de Justice (CIJ) un avis consultatif sur le contenu des obligations des États à l'égard du changement climatique. Cet avis doit permettre de renforcer l'action internationale dans ce domaine en définissant les contours d'éventuelles mises en cause de la responsabilité juridique des États défaillants. Plus précisément, l'Assemblée Générale a demandé à la CIJ de se prononcer sur « les conséquences juridiques pour les États qui, par leurs actions ou omissions, ont causé des dommages significatifs au système climatique et à d'autres composantes de l'environnement »¹.

Un récent communiqué de presse de la CIJ, diffusé en plein cœur de l'été (16 août 2024) nous a rappelé que cette saisine continue à prospérer, en nous informant que la procédure de recueil des observations écrites des États était désormais close et que les audiences publiques débuteront le 2 décembre prochain.

Mais, cette communication a souligné le fait que, pour le volet maritime, l'avis du tribunal international du droit de la mer (TIDM), dont le siège est à Hambourg, a déjà été rendu avec des conclusions contraignantes pour les États qui risquent fort d'inspirer le prochain avis de la CIJ. Comme souvent dans le domaine international, la mer est aux avant-postes des évolutions les plus sensibles...

L'AVIS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

C'est le 21 mai 2024 que le tribunal international du droit de la mer (TIDM) a rendu un avis consultatif historique, le troisième seulement depuis ses quarante-deux années d'existence.

Cette juridiction a en effet considéré que les gaz à effet de serre doivent être considérés comme des sources de pollution du milieu marin. Dans ces conditions les États, qu'ils soient du pavillon, côtier ou du port, doivent être en mesure de maîtriser ces pollutions au même titre que les rejets d'hydrocarbures, de substances nuisibles ou atmosphériques. Avec cet avis innovant, le TIDM rend effectif la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Paris de 2015 pour les rejets de CO2 des navires liés à leur mode de propulsion. On n'a pas fini de mesurer les conséquences de cette interprétation qui risque d'agiter la communauté maritime dans les prochaines années.

Comment en est-on arrivé là ?

Le TIDM avait été initialement saisi par les petits États insulaires, afin de savoir si l'affirmation qui veut que « les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, principalement le CO2, polluent les océans, en provoquant leur réchauffement, leur acidification, et la montée du niveau de la mer » était correcte. Et, en cas de réponse affirmative, ces États demandaient au TIDM de se prononcer sur « les obligations légales des États pour réduire leurs émissions de carbone ».²

Avec cette question, la Commission des petits États insulaires souhaitait voir reconnu l'impact de ces émissions sur l'environnement marin et donc sur leur espace territorial particulièrement exposé aux enjeux maritimes.

Il est important de préciser que cette question, formulée par neuf États insulaires du Pacifique

¹ Résolution A/77/76 du 29 mars 2023 de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU).

² Communiqué de presse du TIDM sur l'affaire N°31

et des Caraïbes³, s'inscrit dans un contexte qu'ils considèrent d'urgence vitale pour leur avenir, ces États vivant sous une menace de submersion totale de leur territoire liée à la montée des eaux.

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont aussi beaucoup œuvré pour amener le TIDM vers cette nouvelle interprétation du droit international. Dans leurs exposés écrits, elles se sont presque toutes retrouvées pour s'accorder sur le fait que les émissions anthropiques de gaz à effet de serre contribuent à la pollution des océans. La conséquence la plus nocive étant l'acidification des océans, mise en avant dans tous les rapports.

Pour rendre cet avis consultatif, le tribunal a pu s'appuyer sur les importants rapports scientifiques du GIEC⁴. Ceux-ci démontrent que l'océan, en tant que régulateur du climat, absorbe en grande partie le dioxyde de carbone émis. Le GIEC conclut que c'est cette situation qui provoque le grave phénomène d'acidification des mers menaçant les écosystèmes marins. C'est pour cela que les scientifiques s'accordent sur l'idée que les gaz à effet de serre peuvent être considérés comme des polluants climatiques affectant tout particulièrement le milieu marin.

C'est sur cette notion de polluant que le TIDM va fonder son avis consultatif et être la première juridiction internationale à créer un lien juridique entre une Convention internationale, celle sur le droit de la mer, et les effets du changement climatique.

LES RAISONS QUI ONT AMENÉ LE TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER (TIDM) À CONSIDÉRER LES REJETS DE GAZ À EFFET DE SERRE COMME ÉTANT DES POLLUTIONS MARINES

Le TIDM a consacré toutes les données scientifiques mises à sa disposition en décidant de reconnaître les conséquences néfastes des gaz à effet de serre, et surtout du CO₂, sur le milieu marin.

Pour ce faire, il a réalisé ce rapprochement en considérant que les rejets de gaz à effet de serre des navires entraient bien dans la définition de la pollution du milieu marin de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM)⁵.

Ces rejets de gaz entrant dans le champ d'application de la CNUDM, ceux-ci sont donc également couverts par l'article 192⁶ de Montego

Bay qui dispose que : « Les États ont l'obligation de protéger et préserver le milieu marin ». Le tribunal précise même qu'on est en présence d'une obligation générale de comportement et non d'une obligation de résultat. Les États ont donc l'obligation de mettre tous les moyens en œuvre pour atteindre l'objectif fixé. L'article 194 de la CNUDM vient compléter l'article 192, en précisant que l'obligation consiste en une obligation de prévention qui se définit comme : « une obligation de diligence, imposant aux États de prendre toutes les mesures raisonnables ou nécessaires pour éviter qu'un événement donné ne se produise, mais sans garantir que l'événement ne se produira pas ». Le TIDM précise aussi que : « l'obligation de diligence requise peut varier en fonction des capacités des États et des ressources dont ils disposent. »

La diligence raisonnable consiste à élaborer et à maintenir des politiques, des procédures, des standards conformes au niveau de risque et aux exigences réglementaires de l'organisation. Elle implique aussi une surveillance et une évaluation continue de l'efficacité de ces mesures.⁷ Une telle obligation fait donc peser une contrainte légale et générale, de lutte contre les effets néfastes du changement climatique sur le milieu marin. En droit, une obligation de moyen est une contrainte qui pèse sur une partie et qui lui impose de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de parvenir à respecter un objectif.

Elle se distingue de l'obligation de résultat qui, elle, contraint à une finalité bien précise. Dans un tel cas, elle imposerait que le milieu marin ne soit contaminé par aucune pollution. Cet article a bien une valeur conventionnelle impérative, qui a acquis une valeur coutumière reconnue. Cette obligation s'applique donc de manière universelle même aux États qui n'ont pas ratifié la CNUDM. Ce sera le cas, par exemple, des États-Unis qui bien que n'ayant pas ratifié la Convention de Montego Bay, sont tenus par la coutume internationale de respecter les dispositions de la Convention considérées comme coutumières.

3 Antigua-et-Barbuda, Tuvalu, la République des Palaos, Nioué, la République de Vanuatu, Sainte-Lucie, Saint Vincent-et-Grenadines, Saint-Christophe et Niévès et le Commonwealth des Bahamas.

4 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

5 L'article 1 de la CNUDM « On entend par pollution du milieu marin, l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, y compris les estuaires. Lorsqu'elle a ou peut avoir des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques et à la faune et la flore marines, risques pour la santé de l'Homme, entrave aux activités maritimes, y compris la pêche et les autres utilisations légitimes de la mer, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation et dégradation des valeurs d'agrément »

6 Article 192 de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, dans sa partie XII « protection et préservation du milieu marin, section 1, dispositions générales.

7 Le devoir de diligence expliqué. (s. d.). Marché Intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES ENVISAGEABLES DE CET AVIS CONSULTATIF DU TIDM ?

Dans son avis, le TIDM a choisi d'appliquer littéralement la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer en considérant que les émissions de gaz à effet de serre des navires sont des sources de pollution marine ayant un impact sur les océans. En procédant de la sorte, il vient de clarifier considérablement le droit international sur ce point. Mais nul doute que cette interprétation va avoir des incidences importantes pour les États et leurs flottes de commerce.

Cette interprétation de la CNUDM s'appliquant aux États, c'est sur eux que pèsent désormais la mise en œuvre de la réduction et la répression des effets de gaz à effet de serre émis par les navires. Pour ce faire, ils devront, sur la base de normes internationales à définir⁸, mettre en place des réglementations nationales et des mécanismes d'inspection. Dans ce domaine, les États ont déjà une expérience du contrôle des émissions atmosphériques des navires avec la réglementation de la Convention MARPOL^{9 10} sur les émissions d'oxyde de soufre (SOx), principaux précurseurs des particules fines. Comme pour les rejets d'oxyde de soufre, ce sera à l'Organisation maritime internationale (OMI) de fixer aux États les normes à mettre en œuvre pour les rejets de gaz à effet de serre. C'est sur la base de cette réglementation internationale et nationale qu'il appartiendra aux États ensuite de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire appliquer ces normes aux navires battant leur pavillon, de lutter contre cette nouvelle pollution marine dans leurs espaces sous juridiction et dans leurs ports.

Cette obligation fait aussi peser sur les États, la nécessité de prendre toute mesure pour que les émissions d'origine humaine de gaz à effet de serre qui relèvent de leur juridiction : « ne causent pas de préjudice par pollution à d'autres États et à leur environnement » afin que cette pollution anthropique « ne s'étende pas au-delà des zones où ils exercent des droits souverains ». Le niveau de « diligence requise » peut être ici encore plus élevé « en raison de la nature de la pollution transfrontière ». ¹¹ Le tribunal recommande également la coopération internationale, point récurrent et dans la logique de fonctionnement de la Convention de Montego Bay.¹²

8 Ce sera sans doute à l'Organisation maritime internationale (OMI) de définir les normes de rejet de gaz à effet de serre en insérant une nouvelle annexe dans la Convention MARPOL.

9 Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) du 2 novembre 1973 – Annexe VI – Règles relatives à la prévention de la pollution de l'atmosphère par les navires (entrée en vigueur le 19 mai 2005).

LA VOIE JURIDICTIONNELLE POURRAIT CONSTITUER UN NOUVEAU MOYEN DE PRESSION CONTRAIGNANT POUR LES ÉTATS NÉGLIGENTS.

L'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique a suscité un considérable espoir dans toute la communauté internationale. Mais, presque dix ans plus tard, il faut se rendre à l'évidence. Pour la première fois, la température mondiale mesurée en 2023 a été légèrement supérieure (1,52 °C) à la période 1850-1900, seuil fixé par cette Convention internationale. Par ailleurs, il faut faire le constat que les États ne font pas toujours les efforts qu'ils s'étaient fixés en signant cet Accord.

Face à cette situation, une partie de la communauté internationale, des associations environnementales ou des individus ont décidé de « changer de braquet » en transférant au niveau des juridictions internationales et nationales les manquements aux obligations climatiques. Déjà, en France, l'État a été condamné à plusieurs reprises par sa propre justice administrative pour non-exécution de ses engagements internationaux dans le domaine climatique ; comme cela a été aussi le cas des Pays-Bas, de la Belgique ou de l'Allemagne. Il y a aussi ces États dont les juridictions commencent à regarder de près la constitutionnalité de certaines lois au regard de leurs engagements environnementaux. Mais, un autre coup de semonce vient d'être tiré également par une juridiction internationale, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) qui dans un récent arrêt a condamné la Suisse pour inaction climatique¹³. C'est la première fois que la CEDH statuait en matière de changement climatique, et elle n'a pas hésité à le faire en reliant le climat aux droits de l'homme.

Au-delà de la Suisse, la portée de cet arrêt devrait être aussi très contraignante à l'avenir pour les États et servira de base jurisprudentielle aux juridictions nationales qui auront à apprécier l'engagement climatique des autorités nationales. Il constitue assurément un point de bascule dans le flot jurisprudentiel qui ne cesse de croître des contentieux climatiques contre les États en raison de l'assise régionale de la CEDH.

10 En raison de leurs immunités, les navires de guerre ne sont pas soumis aux règles de la Convention destinée à prévenir la pollution par les navires (MARPOL).

11 Actu-environnement. (S. d.). Changements climatiques : le Tribunal international du droit de la mer affirme le devoir d'action des États. Actu-Environnement.

12 Avis consultatif du TIDM affaire n°31.

13 Arrêt de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) du 9 avril 2024, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse (requête n° 53600/20).

Il faut faire un constat. Sur la scène internationale, les États défaillants n'ont pas encore été véritablement pénalisés pour leurs manquements aux obligations de l'Accord de Paris. Mais cette situation pourrait évoluer rapidement.

Certains États pensaient sans doute pouvoir se dispenser des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015. Mais la situation de ces États va devenir difficile sur la scène internationale car il va être de plus en plus délicat d'assumer politiquement son inaction climatique d'autant plus qu'un mécanisme de transparence est prévu.

Sans attendre le prochain avis consultatif de la Cour internationale de justice sur ce sujet, on voit qu'avec l'avis du TIDM mais aussi l'arrêt de la CEDH, les États signataires sont de plus en plus tenus de respecter leurs engagements.

L'efficacité du droit international repose sur sa capacité à être appliqué. Les nations respectueuses de l'ordre mondial jouent un rôle clé dans ce processus. Elles doivent, notamment, veiller à conserver une économie puissante sous peine, demain, de ne plus avoir aucun moyen de pression, sur les États non respectueux du droit international. L'Union Européenne doit cependant rester attentive, elle n'est pas la seule à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, des pays comme la Chine et l'Inde font aussi des efforts significatifs en matière de décarbonation. Ces efforts sont réalisés parce que ces pays souffrent considérablement des effets de la pollution atmosphérique mais aussi parce qu'ils ont bien compris qu'une inaction dans ce domaine pourrait leur fermer demain les marchés occidentaux.

Dans le cas du maritime, sur la base de l'avis consultatif du TIDM, les États respectueux de leurs engagements risquent d'avoir d'importants moyens de pression. En effet, en se référant à la jurisprudence Erika, les États auront la capacité d'interdire l'accès à leurs eaux ou à leurs ports des navires, soit émetteurs de grande quantité de gaz à effet de serre, soit appartenant à des États ou à des armateurs ne remplissant pas leurs obligations. Souvenons-nous qu'au lendemain du naufrage de l'Erika (1999) puis du Prestige (2000), l'Europe avait adopté une réglementation maritime bannissant les navires dangereux des eaux européennes. Vingt ans après les « paquets Erika », il faut reconnaître que les navires sous-normes et dangereux ont déserté les eaux et les ports européens. C'est sans doute par la multiplication de ce type de mesure que les États respectueux du droit international et de l'avenir de la planète sauront donner la meilleure effectivité à l'Accord de Paris de 2015.

THIERRY DUCHESNE

DRONES NAVALS, ENTRE ATTENTES ET INCERTITUDES

CHIRINE RIAZ, CHERCHEUSE ET ADJOINTE AU DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE
« MARINE 2040 » AU SEIN DE L'INSTITUT FMES

Depuis la fin de l'année 2023, les Houthis ont attaqué de nombreux navires de commerce en mer Rouge. Parmi la panoplie d'armes utilisées, les drones ont provoqué d'importants dégâts et ont contribué à couler plusieurs navires de commerce occidentaux : le pétrolier grec Sounion en août 2024 et en octobre le pétrolier Cordelia Moon, battant pavillon panaméen, en sont des exemples récents. Les drones navals ukrainiens prennent une part prépondérante à l'affaiblissement de la flotte russe désormais confinée dans la partie orientale de la mer Noire. Ils ont détruit une vingtaine de patrouilleurs et de navires de débarquement.

Une fois de plus, les conflits incitent à l'ingéniosité et consacrent de nouveaux modes d'action, à la manière dont le conflit du Haut-Karabagh a illustré l'ère de l'utilisation massive du drone aérien.¹ Les modes d'actions révélés par les récents événements en mer Rouge et en mer Noire ne sont pas transposables à tous les espaces maritimes. La nature des acteurs, la géographie et les situations géopolitiques propres à chacun doivent être prises en compte dans l'analyse de l'utilisation des drones navals. Ainsi, les attaques de drones ukrainiens en mer Noire ont été un succès permis par un cadre d'emploi propice : autodéfense défaillante de la flotte russe, mer fermée et dont les dimensions sont compatibles avec l'autonomie des drones utilisés. Or « en plein milieu de l'Atlantique, cela n'aurait pas été aussi facile » rappelait l'Amiral Vaujour dans une récente interview.²

Certes, les drones maritimes ont fait leur apparition il y a plusieurs décennies, à l'image des ROV (Remotely Operated Vehicles) utilisés à l'origine pour des missions scientifiques. Mais l'évolution rapide des technologies et leur diffusion aisée d'un environnement civil vers un environnement militaire a changé la donne. Aujourd'hui, les drones de surface ont fait une entrée tonitruante sur la scène internationale, dans un premier temps sous la forme d'engins de surface suicides. L'offre industrielle s'étoffe rapidement en proposant des usages plus évolués. Les drones navals sont donc devenus un enjeu déterminant pour la maîtrise des espaces maritimes, dans un contexte international dégradé.

L'Observatoire Marine 2040 de la FMES s'est interrogé sur les raisons qui poussent une marine à s'équiper de drones et sur les stratégies adoptées par plusieurs d'entre elles.

POURQUOI "DRONISER" UNE MARINE ?

Il importe d'emblée de définir ce qu'est un drone naval, ou du moins ce qui le caractérise. Quatre éléments sont retenus pour qualifier un système de drone naval : une contribution aux opérations militaires conduites sur mer ou à partir de la mer, ainsi qu'à l'action de l'État en mer s'agissant de la Marine française et de certaines de ses homologues ; l'emport de capteurs ou de moyens d'intervention ; un lien avec un système de commandement, avant, pendant et après la mission ; une mobilité et une unité matérielle qui le dissocient physiquement du navire ou de la terre à partir duquel il est mis en œuvre. Ainsi, un drone aérien téléopéré à partir d'un bâtiment de combat est incontestablement un drone naval. Au contraire, une mine déposée par un engin n'en est pas un, car malgré une logique d'activation qui peut être complexe, elle n'est pas mobile. Cette définition présente cependant des frontières floues : une torpille filoguidée répond aux critères définis ci-dessus mais n'est pas considérée comme

un drone ; un petit drone sous-marin utilisé pour une inspection de coque ne contribue pas directement aux opérations navales. Quoi qu'il en soit, ces appréciations différentes ne remettent pas en cause les multiples objectifs recherchés par une dronisation.

« Faire plus vite que l'homme, avec une plus grande précision, une meilleure endurance »

Les drones peuvent avant tout améliorer les capacités des marines militaires selon deux axes différents. D'une part, leur rapport coût/efficacité permet d'envisager une massification des moyens. D'autre part, ils augmentent la performance des navires de guerre. Ils permettent aux navires de voir et d'agir plus loin.

¹ Rapport d'information du Sénat, « Haut-Karabagh : dix enseignements d'un conflit qui nous concerne », n°754, déposé le 7 juillet 2021.

² Nicolas Barotte, « L'Amiral Vaujour sur l'état de l'ordre international : 'Partout, des seuils de recours à la violence ont été franchis' », Le Figaro, 4 septembre 2024.

Leur mobilité autorise à les placer de manière plus réactive et plus efficace au sein d'une force navale. Il s'agit de faire plus vite qu'avec des moyens habités, avec une meilleure précision et une plus grande endurance. Ces qualités qui concernent tous les processus automatisés trouvent un intérêt particulier avec les drones. Cependant, les gains espérés en performance doivent être mis en balance avec de nouveaux risques ou de nouvelles contraintes que peuvent générer les drones. En effet, la capture ou la destruction de l'un d'entre eux est plus facilement concevable que celle d'un navire (ou aéronef) habité, sans pour autant conduire à une escalade des tensions. Les États-Unis ont déjà perdu plusieurs drones aériens Reaper, abattus par leurs adversaires : en mars 2023 par un chasseur russe au-dessus de la mer Noire, en novembre de la même année par la défense aérienne houthis au-dessus du Yémen. En 2022, l'Iran a tenté de capturer un drone de surface américain navigant dans le golfe Persique. En 2016 déjà, la Chine avait capturé un glider (planeur sous-marin) américain pour finalement le restituer... après une probable analyse poussée. Par ailleurs, les drones sont soumis à un risque cyber contre lequel il est difficile de se prémunir. Ces moyens seront donc vulnérables et attaqués en priorité.

« Les drones rendent acceptables des actions qui seraient inadmissibles si elles devaient être conduites directement par des militaires. Les missions suicides en sont l'exemple extrême »

L'une des principales fonctions du drone est de réduire le risque pour l'homme. L'acceptation du risque inhérente au statut du militaire ne saurait écarter le devoir de l'en préserver quand la technologie le permet. Surtout dans le contexte actuel de renforcement de la létalité du combat naval. Cet objectif est déjà pris en compte par la dronisation en cours de la lutte contre les mines au sein de plusieurs marines occidentales. En effet, l'autonomisation de ces missions, conduites en général de manière indépendante, est technologiquement plus accessible que celle du combat au sein d'une force navale. Elle ouvre donc la voie à d'autres usages.

Au-delà, les drones rendent acceptables des actions qui seraient inadmissibles si elles devaient être conduites directement par des militaires. Les missions suicides en sont l'exemple extrême. Indépendamment de la notion de risque, certains milieux sont impossibles à atteindre pour l'homme pour des raisons physiologiques. Les drones permettent d'y envisager des actions régulières voire permanentes : c'est le cas par exemple de la surveillance et de l'intervention dans les grands fonds.

D'autre part, pour mener des missions complexes, il faut pouvoir disposer des moyens polyvalents que sont les navires de combat habités. Selon le principe de différenciation des moyens énoncé par le Livre blanc de 2013, certaines missions simples peuvent être conduites par des drones sans mobiliser inutilement, par exemple, une frégate plus lourdement armée et plus coûteuse.³

« Un navire autonome d'environ 500 tonnes pourrait à long terme être capable de réaliser des missions comparables à celles d'une frégate de 4000 tonnes »

Les drones peuvent aussi procurer une certaine souplesse aux navires à partir desquels ils sont mis en œuvre : le type de drones et les charges utiles qu'ils emportent sont modulables. Les moyens des navires peuvent ainsi être adaptés aux missions qui leur sont confiées, sans multiplier le nombre de systèmes embarqués, et donc la complexité globale du navire.

Enfin, la réduction des coûts peut être un objectif de la dronisation d'une marine, même s'il reste difficile à mesurer. Alors que l'entretien et les charges de personnel représentent deux tiers des coûts d'un navire sur sa durée de vie, les drones laissent envisager la réduction de ces coûts, dans une mesure aujourd'hui difficile à mesurer. Par ailleurs, le coût d'acquisition d'un navire est fortement dépendant de la place que prend l'homme à son bord : un navire autonome d'environ 500 tonnes pourrait à terme être capable de réaliser des missions comparables à celles d'une frégate de 4000 tonnes, ou du moins embarquer autant d'équipements, les missions les plus complexes et les armements les plus lourds restant hors de portée. Cependant, la question de l'équilibre entre d'une part les ressources financières épargnées par l'utilisation plus efficiente de moyens coûteux et d'autre part l'acquisition et la mise en œuvre de moyens plus simples mais supplémentaires, reste posée.

QUELLES STRATÉGIES DE DRONISATION ?

Aujourd'hui, certaines technologies sont déjà mûres et l'innovation est permanente. L'autonomie de navigation, les dispositifs de reconnaissance optique, dans une certaine mesure l'autonomie décisionnelle, témoignent de ce dynamisme. L'intelligence artificielle y joue un rôle majeur. Les orientations variées des pays en matière de drones sont donc guidées par leurs stratégies générales et militaires plutôt que par une supériorité technologique pérenne.

³ Ces missions et leurs enjeux d'interopérabilité feront l'objet d'un prochain article de l'Observatoire.

Pour certains, elles dépendent également d'une confiance en la capacité des drones à apporter une plus-value, confiance qui les pousse alors à s'engager fortement dans cette voie. Mais les drones étant relativement nouveaux dans l'environnement naval, de nombreux risques doivent encore être évalués. Plusieurs combinaisons de stratégies ressortent de l'étude des marines militaires. Elles déterminent les priorités affichées par les différents pays.

- La stratégie de l'offre : financer le développement de ses propres capacités
La stratégie de l'offre est celle des pays qui, considérant les réelles perspectives mais aussi les réalités technologiques, misent sur le développement par leur industrie de capacités destinées au marché national et à l'export pour financer leur défense et répondre à leurs ambitions de puissance. L'influence et les bénéfices économiques sont alors prioritaires, parfois au détriment du besoin opérationnel national. Cette stratégie est notamment privilégiée par la Turquie, dont la dronisation repose largement, mais pas exclusivement, sur la production et la vente de drones via les grandes entreprises nationales. Certains pays européens, comme la Grande-Bretagne et l'Italie, font appel à cette stratégie pour financer leur propre développement. Cela laisse présager une concurrence commerciale exacerbée entre ces pays, auxquels se joindront la Chine et les États-Unis. Ces derniers semblent préoccupés dans un premier temps par la réponse à leurs propres besoins. Mais nul doute qu'après cette étape, ils envahiront le marché, à l'image déjà des drones sous-marins Remus de l'américain Huntington Ingalls Industries.

- La stratégie des petits pas : prendre le temps de l'expérimentation
La stratégie des petits pas, adoptée souvent en complément d'une ou plusieurs autres stratégies présentées plus bas, consiste à privilégier l'expérimentation des drones (emploi, doctrine, organisation...) pour éclairer les choix majeurs futurs. Les pays qui l'ont choisie privilégient l'identification des gains possibles et des voies à prendre pour les réaliser. La sécurité de la démarche prend alors le pas sur le rythme d'une dronisation dont l'intérêt est pressenti mais ni qualifié, ni quantifié. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie ou encore la Chine adoptent prioritairement cette stratégie. Pour les États-Unis, elle prend de multiples formes, dont une task force entièrement dédiée à l'expérimentation dans la partie occidentale de l'océan Indien (la TF 59) et des programmes de prototypage des grands drones de surface et sous-marins.

- La stratégie opportuniste : répondre à des besoins urgents
Les pays adoptant la stratégie opportuniste cherchent à bénéficier au plus vite des technologies

disponibles sur étagère. Ils développent ainsi des capacités qui n'ont pas forcément été planifiées mais qui sont susceptibles de conduire à une supériorité militaire ponctuelle, dans le temps ou dans l'espace. Il s'agit plus souvent de pays aux moyens limités, concernés par un déséquilibre géopolitique proche. C'est le cas par exemple de l'Iran, qui utilise des technologies existantes jusqu'à copier des drones ennemis⁴ ou de l'Ukraine, qui intègre très rapidement des technologies existantes pour concevoir des drones de surface.

- La stratégie capacitaire classique : optimiser les cas d'usages des drones
Enfin, la stratégie capacitaire classique fait abstraction du caractère novateur des drones et des risques qui lui sont associés. Elle permet d'identifier les drones comme une réponse au moins partielle à un besoin futur, au même titre que d'autres systèmes. Elle suppose l'identification en amont des missions confiées aux drones et la prise en compte de toutes les dimensions matérielles et opérationnelles de son intégration. C'est ce type de stratégie que l'Allemagne, l'Inde ou encore la Corée du Sud ont par exemple choisi d'adopter, tout en bénéficiant de l'expérience d'autres pays pour minimiser les risques.

CONCLUSION

L'actualité des dernières années montre que les drones peuvent donner un avantage aux « petits pays » qui savent être réactifs et intégrer l'innovation technologique dans le domaine des drones et adapter leur doctrine en conséquence. L'Ukraine en est l'un des meilleurs exemples. La capacité d'innovation constante bouscule les marines et peut les dissuader, voire les conduire à l'échec dans certaines opérations, comme cela a été largement illustré par les événements récents. Mais, comme pour les moyens habités, les technologies seules ne suffisent pas pour gagner la guerre malgré les succès tactiques navals qu'ils permettent. Encore faut-il savoir les intégrer sur le temps long, sur le plan doctrinal, matériel et opérationnel. Ce questionnement sera l'objet du prochain article de l'Observatoire Marine 2040.

CHIRINE RIAZ

⁴ Le drone aérien iranien Simorgh est par exemple une copie issue du drone américain RQ-170 capturé en 2011 par les forces iraniennes.

LES NOUVEAUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET MARITIMES DE L'OUTRE-MER FRANÇAIS

THIERRY DUCHESNE, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT MARITIME DE L'INSTITUT FMES

Grâce à ses Outre-mer, la France possède un vrai potentiel en matière d'influence, de permanence, de développement et de puissance. Mais la contrepartie doit être sa capacité à protéger et à défendre ces territoires qui seront de plus en plus convoités.

Bien souvent, la France est qualifiée de puissance maritime parce qu'elle exerce des pouvoirs de juridiction sur la deuxième ZEE du monde avec 10,2 millions de kilomètres carrés. Cette présentation montre surtout la mauvaise compréhension de ce qu'est la dimension maritime. Car, ce qui fait la puissance en mer n'est pas la possession de « vastes arpents de mer », mais bien la capacité pour un État à s'y déplacer, à y commercer, à l'exploiter, à la protéger et à y combattre. Pour cela, il faut des flottes, des technologies, des ports... et des marins. Parmi les atouts de la France dans le maritime, il y a bien évidemment l'existence, sur toute la ceinture du globe, de territoires qui lui offrent une présence mondiale dont aucune autre nation du monde ne dispose.

BOULEVERSEMENT DU PAYSAGE STRATÉGIQUE DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE

Le nouveau contexte géopolitique est à la fois favorable et défavorable pour les Outre-mer. La bonne nouvelle, c'est que notre monde se « maritimise » de plus en plus. Dans ce cadre, les territoires ultramarins ont des opportunités intéressantes de développement et d'échanges. Ils deviennent chaque jour plus stratégiques. La mauvaise nouvelle, c'est que de nouvelles puissances, dont la Chine surtout, développent des stratégies de conquête qui passent aussi par la dimension maritime. Nos Outre-mer sont en première ligne. L'isolement ne protège plus. La défense de ces territoires devient une ardente nécessité. À 90%, les territoires français se trouvent dans la zone indopacifique où s'est déplacé le centre de gravité de notre monde. C'est là que la Chine tisse patiemment sa toile en prenant une à une les positions qui pourraient assurer, demain, sa suprématie. Son rêve de grande puissance « dépend du maritime qui constitue l'épine dorsale de son économie »¹. Aussi, suivant sa culture du jeu de go, elle étend sa puissance maritime en agissant sur chacun des facteurs avec détermination.

La Chine réalise désormais 59% de la construction navale mondiale, dispose de 15 des 20 premiers ports mondiaux, détient la première flotte marchande (250 millions de tonneaux de jauge brute) et la deuxième flotte militaire.

« Il est indéniable que la crise actuelle de la Nouvelle-Calédonie constitue un facteur puissant de déstabilisation de la France dans cette zone du Pacifique jouant en faveur de la Chine. »

Sur les océans, la Chine a adopté la stratégie d'étouffement du boa, accumulant les petites actions qui ne provoqueront pas de casus belli, mais qui conduiront à un changement stratégique majeur. Elle développe une présence militaire et commerciale dans des ports comme Djibouti, Gwadar (Pakistan) et Kyaukpyu (Birmanie), à proximité de grands détroits internationaux. Actuellement, elle se déploie en direction des îles du Pacifique où elle poursuit son action d'implantation. C'est le cas encore aux îles Salomon où elle vient de signer, cette année, d'importants accords de sécurité qui pourraient déboucher sur l'installation prochaine d'une base militaire.

L'autre grande puissance maritime émergente est l'Inde. Inquiète de l'activisme maritime de la Chine dans l'océan Indien, l'Inde poursuit aussi une politique de développement de sa flotte et d'installation de bases navales. Mais, à la différence de la Chine, cette politique se fait en coopération avec les puissances occidentales. Les États-Unis ont ainsi accordé des facilités d'escale à l'Inde dans sa grande base navale de Diego Garcia, et la France, à La Réunion. Après avoir créé des bases navales dans ses îles Andaman et Nicobar, au débouché du détroit de Malacca, l'Inde a inauguré le 6 mars 2024 une deuxième base militaire navale dans l'archipel des Laquedives, à Minicoy, sur une route maritime sensible.

¹ Hugues Eudeline, « Objectifs politiques de la Chine et stratégie maritime (2/2) (T1262) », Revue Défense Nationale, 2 avril 2021

LES OUTRE-MER FRANÇAIS EN PREMIÈRE LIGNE

Cette situation fait que les territoires ultramarins de la France dans l'Indo-Pacifique se trouvent désormais sur une ligne de fracture mondiale. Ils sont devenus, en quelques années, des interfaces géostratégiques dans des océans convoités, permettant à la France d'être au plus près des zones de tension.

Pour les territoires français du Pacifique, les enjeux sont actuellement liés à l'agenda de la Chine qui a adopté une politique d'influence très volontariste. Avec une approche multidimensionnelle touchant des secteurs variés comme la sécurité, l'économie, la culture, les relations internationales ou l'environnement, cette stratégie d'influence a pour vocation de faire basculer les États insulaires dans sa sphère d'influence.

La Chine sait aussi tirer parti des États en crise ou déstabilisés comme nous le montre le cas des îles Salomon ou du Vanuatu. Il est indéniable que la crise actuelle de la Nouvelle-Calédonie constitue un facteur puissant de déstabilisation de la France dans cette zone du Pacifique jouant en faveur de la Chine. Quant aux territoires français de l'océan Indien, ils sont en train de retrouver la place stratégique qu'ils avaient perdue avec l'inauguration du canal de Suez à la fin du XIXe siècle. En effet, les actions des rebelles houthis en mer Rouge contre les navires de commerce ont produit leur effet en divisant par deux le nombre de navires dans le canal de Suez au premier semestre 2024. Menacées dans les eaux littorales de la mer Rouge, les flottes marchandes vont avoir de plus en plus tendance à emprunter la haute mer. C'est ce qui a déjà commencé car ce sont 7,6 millions de tonnes de marchandises qui transitent désormais par le cap de Bonne-Espérance contre 1,8 dans le canal de Suez. Dans ces conditions, des îles comme Mayotte ou La Réunion prennent une importance stratégique majeure qui pourrait s'amplifier dans l'avenir si le passage par Suez constituait un risque non acceptable pour les transporteurs maritimes.

Ces territoires sont aussi importants pour prévenir un autre danger pour le trafic maritime : la piraterie. Cette menace, si elle est actuellement endiguée dans l'océan Indien, ne devrait pas disparaître et restera permanente. Elle pourrait même reprendre de la vigueur avec l'arrivée de nouvelles technologies qui faciliteront l'attaque des navires de commerce. Au regard du rayon d'action connu des pirates somalis, les bases navales de La Réunion et de Mayotte vont demeurer très importantes pour contribuer à la sécurité du transport maritime.

LES ENJEUX MARITIMES DES OUTRE-MER FRANÇAIS

À l'exception de la Guyane, tous les territoires français outremer sont des îles dont le paradoxe est que, s'ils dépendent très fortement de la mer, ils ont du mal à transformer cette contrainte en atout. Pourtant, un vrai potentiel existe qui pourrait être basé sur une économie bleue dynamique et résiliente et sur leur dimension stratégique, à condition de répondre à différents défis.

- L'enjeu du transport maritime
Compte tenu de leur grande dépendance aux importations, le premier des enjeux maritimes des territoires outre-mer est le maintien des routes maritimes d'approvisionnement. C'est d'abord le cas pour les approvisionnements alimentaires qui vont de 67% pour la Guyane jusqu'à 87% pour la Martinique, et même 98% pour Saint-Pierre-et-Miquelon. La forte densité de population, la rareté des terres agricoles et l'urbanisation grandissante sont des facteurs qui aggraveront cette situation dans l'avenir, à l'exception, cependant, de la Guyane. L'autre dépendance vitale des Outre-mer concerne l'énergie. À l'exception de La Réunion qui produit 10% d'énergies renouvelables, tous les DROM-COM sont totalement dépendants du fioul, du gaz ou du charbon pour leur production électrique et les besoins de l'industrie et des populations. Dans le contexte actuel de remise en cause généralisée de l'ordre mondial et de réarmement naval, la très forte dépendance de ces territoires aux approvisionnements extérieurs est une véritable fragilité. Les menaces qui pourraient déboucher sur une interruption des flux logistiques ne sont pas des vues de l'esprit. Pour cette raison, il faut prendre très au sérieux la prévention de ce type de crise qui passe par trois mesures majeures :

- disposer dans les DROM-COM de réserves stratégiques alimentaires qui pourraient soit s'appuyer sur le privé soit sur des stocks de crise dans les ports² ;
- la France doit pouvoir compter sur une flotte de commerce stratégique. Celle-ci existe déjà, mais, comme le recommande le député Yannick Chenevard, dans son récent rapport sur la « flotte stratégique »³, elle doit faire l'objet de mesures d'accompagnement plus volontaristes et plus stratégiques ;

² Cour des Comptes, « Rapport public annuel 2022. Les acteurs publics face à la crise : une réactivité certaine, des fragilités structurelles accentuées » : « 6 : La sécurité des approvisionnements alimentaires », février 2022, p. 219-247

³ Yannick Chenevard (député), rapport de la « Mission gouvernementale relative à la réévaluation du dispositif de flotte stratégique », 17 juillet 2023

• le maintien des liaisons logistiques passe par la capacité des marines militaires, française et alliées, à protéger les trafics à destination des Outre-mer.

- L'enjeu de l'exploitation des ressources halieutiques
Parmi les secteurs de l'économie bleue, la pêche et l'aquaculture apparaissent comme des ressources évidentes des territoires ultramarins français. Leurs vastes ZEE recèlent des stocks importants et bien gérés d'espèces à forte valeur ajoutée comme le thon, la légine, la crevette ou la langouste. Or, bien souvent, ce secteur est déficitaire, malgré les importants moyens mis en œuvre par l'État pour le financer et en préserver la ressource.

« Dans le contexte actuel de remise en cause généralisée de l'ordre mondial et de réarmement naval, la très forte dépendance de ces territoires aux approvisionnements extérieurs est une véritable fragilité. »

La pêche outre-mer est dans une situation contrastée. La pêche artisanale et côtière est vieillissante et ne parvient pas à répondre aux besoins des populations. Le paradoxe est que ces territoires, pourtant pourvus de ressources halieutiques, doivent importer des quantités considérables de poissons. La pêche hauturière se porte mieux et enregistre de bons résultats ces dernières années. C'est un secteur qui porte des capacités de croissance indéniables. Ainsi, la pêche de la légine dans les eaux des terres australes et antarctiques françaises (TAAF) par des palangriers réunionnais génère, à elle seule, 8% de la valeur ajoutée totale française avec seulement 1% des quantités pêchées. C'est une pêcherie qui est très bien organisée et bien contrôlée par l'administration des TAAF.

En Polynésie, la pêche hauturière est aussi en plein renouveau. Elle s'y est accrue de 30% en cinq ans pour atteindre désormais 80 unités, représentant 42 % de tonnage supplémentaire. Avec d'importantes ressources halieutiques présentes dans ses eaux, la Polynésie veut tripler sa flotte dans les prochaines années.

Dans tous les cas, ces flottes de pêche peuvent compter sur des espaces maritimes bien maîtrisés, notamment par les moyens de la Marine nationale dans le cadre de l'action de l'État en mer. Les grandes opérations de police menées au début des années 2000 dans les TAAF, les patrouilles permanentes dans les ZEE du Pacifique, ont permis de bien assainir la situation et de repousser hors des limites des ZEE les flottilles de pêche illégales.

Il reste une zone sensible, la Guyane, où les incursions de pêcheurs en provenance du Brésil ou du Suriname voisin sont permanentes et nécessitent, souvent, l'emploi de la force armée pour parvenir à l'interception des navires en infraction.

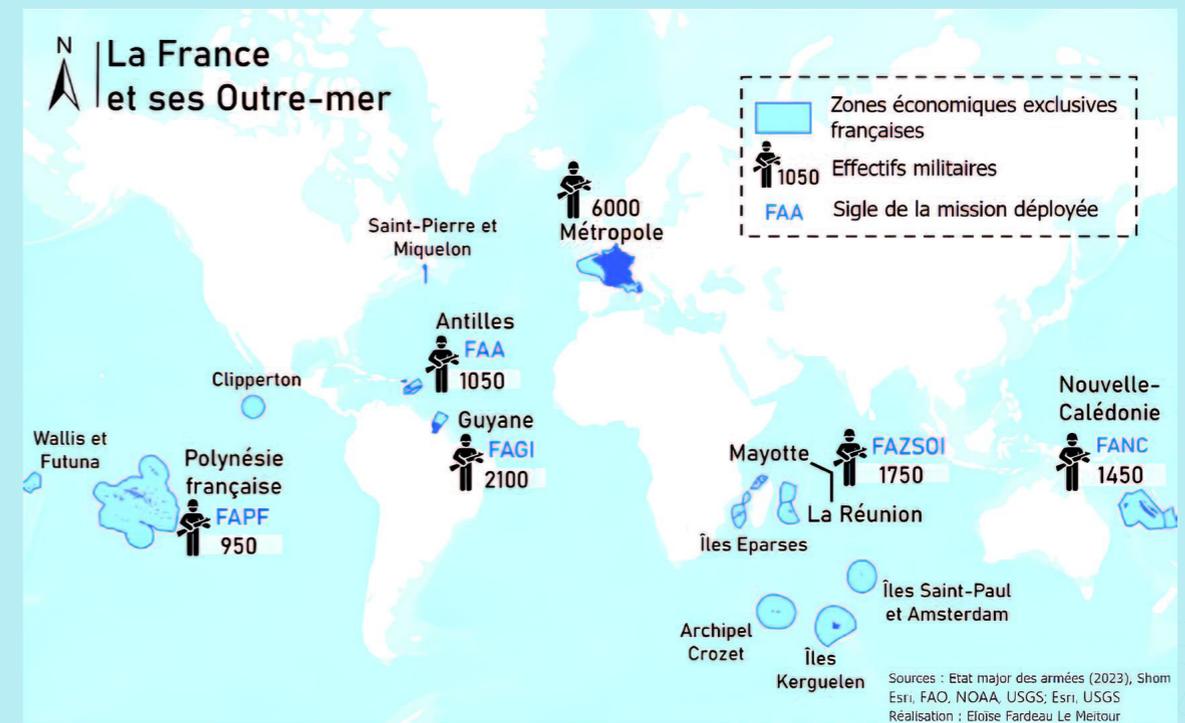
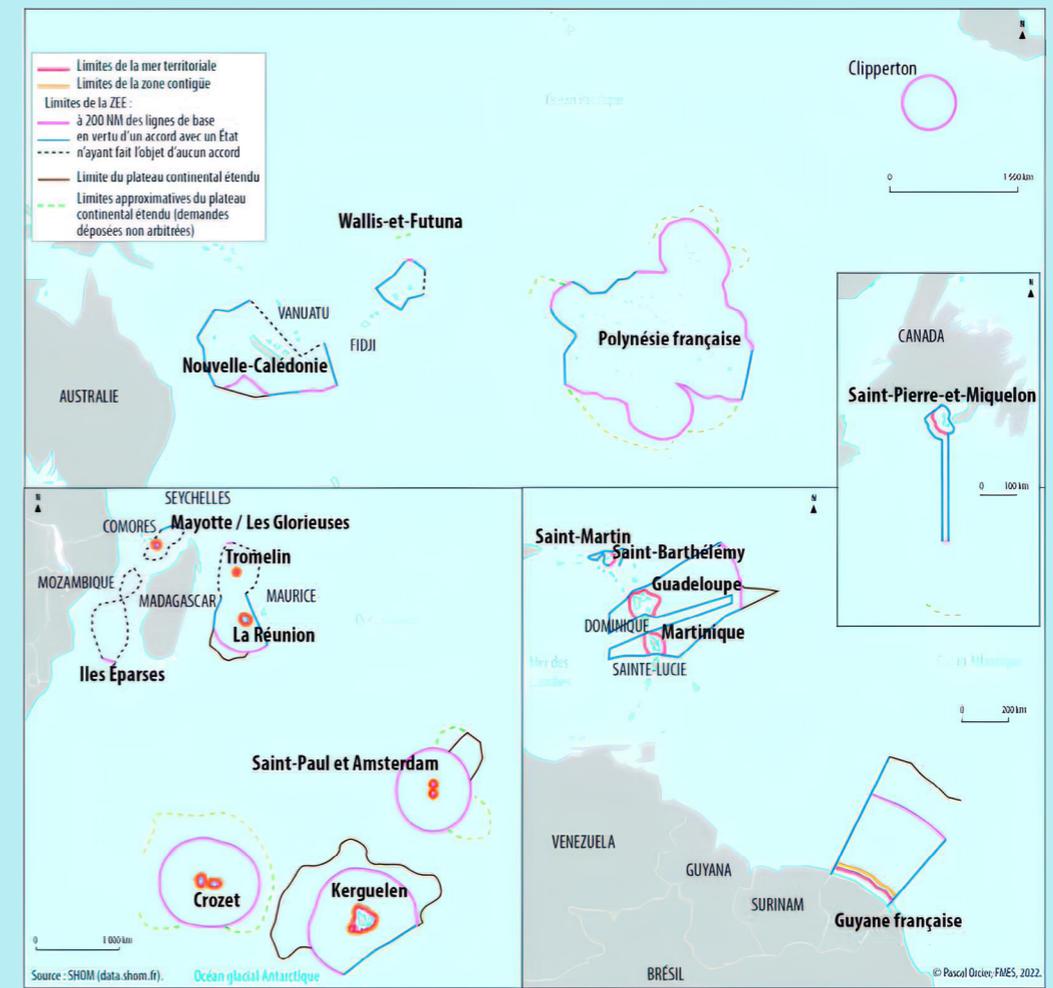
LA FIN DU MIRAGE DES RESSOURCES DES GRANDS FONDS MARINS ?

Dans ses ZEE ultramarines, la France pourrait compter aussi d'importantes ressources minérales qui sont encore loin d'être toutes investiguées. Depuis le début des années 1970, la France, sous l'égide de l'IFREMER, a maintenu une recherche en pointe dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins et dans leurs technologies d'accès. Toujours dans cette perspective d'exploitation, la France a systématiquement demandé des extensions de son plateau continental, l'accroissant jusqu'à en faire le premier du monde avec 11 millions de kilomètres carrés. Mais les doutes sur les conséquences environnementales d'une exploitation ont commencé à apparaître dans le contexte du changement climatique. En novembre 2022, le président de la République a fixé une nouvelle position pour la France, celle du moratoire sur l'exploitation, dans l'attente des expertises environnementales. Actuellement, à l'occasion des négociations sur le futur code minier dans le cadre de l'Autorité internationale des fonds marins, 27 États ont rejoint la proposition de la France d'un moratoire. Cette position constitue un revirement complet de la position française. Elle aura du sens si la communauté internationale nous rejoint sur notre position, mais c'est loin d'être acquis. Car, dans le même temps, des États comme la Norvège, la Chine ou Nauru poussent les feux pour commencer l'exploitation.

LA LUTTE CONTRE LES ACTIVITÉS ILLICITES EN MER

Le XXI^e siècle connaît de profonds soubresauts géopolitiques, mais il est surtout caractérisé par un niveau de criminalité inédit. Avec la banalisation des technologies et la mondialisation des échanges, les réseaux mafieux savent tirer profit de cette situation pour transporter leurs cargaisons illicites d'un continent à un autre.

Les Antilles sont devenues une importante base de lutte en mer contre le trafic avec l'implantation sur place d'une antenne de l'OFAST (Office antistupéfiants) et, en mer, des moyens d'interception appartenant à la Marine nationale et à la douane.



Pour les unités de la Marine agissant à partir des Antilles, la lutte contre le narcotraffic est devenue la mission principale et tous les capteurs de l'État sont orientés vers l'interception d'éventuels narcotrafiquants. Ce combat est régional car la coordination des opérations de lutte peut aussi être effectuée par la « Joint Interagency Task Force South » (JIATF-S) dirigée par les États-Unis et basée en Floride, qui réunit une vingtaine de pays de la zone. Cette lutte implique aussi La Réunion, mais à un degré moindre. En effet, une des routes maritimes du trafic d'héroïne, en provenance d'Iran, passe par le Nord de l'océan Indien pour aller vers les pays d'Afrique de l'Est et rebondir ensuite vers d'autres destinations, dont l'Europe. Grâce à ce prépositionnement de moyens dans les Outre-mer français, la Marine nationale est celle qui, en Europe, réalise les plus importantes saisies. En 2021, elle a intercepté 44,8 tonnes de drogue sur tous les océans (33 tonnes en 2023), ce qui a représenté une valeur de deux milliards d'euros. Ce résultat fait de la France un des premiers acteurs mondiaux de la lutte en mer contre ce fléau.

LE NOUVEAU DÉFI DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN MER

La protection de l'environnement en mer est devenue un enjeu sensible pour une nation océanique comme la France. Elle passe, notamment, par la création d'aires marines protégées (AMP) dont le concept est né en 1992. Un grand nombre d'États, en raison de leurs engagements internationaux, ont établi des aires marines protégées. Désormais, ce sont 28 millions de kilomètres carrés qui sont sous ce statut, soit 7,7 % des espaces maritimes.

La France a une politique offensive dans ce domaine. Dans sa stratégie nationale pour les aires protégées, elle a déjà fait sien l'objectif 30x30 de la Convention sur la biodiversité biologique en déclarant le classement en aires protégées de 34,9% de ses espaces maritimes. Avec 3,5 millions de kilomètres carrés d'espaces maritimes en AMP, la France est le leader mondial, devant les États-Unis (3,3 millions de km²).

97% de ces AMP se trouvent dans les eaux ultramarines françaises qui recèlent 80% de la biodiversité française. C'est là que la France a créé la deuxième plus grande aire du monde, celle des Terres australes françaises avec 1,6 million de km² de superficie. Les autres grandes AMP sont celles de la Polynésie, du parc naturel de la mer de Corail en Nouvelle-Calédonie (1,3 million de km²) et des parcs naturels marins couvrant toutes les ZEE de Mayotte, des Glorieuses et de la Martinique.

Bien sûr, de nombreuses ONG s'insurgent du fait que le niveau de protection de ces aires ne soit pas suffisamment élevé et que nous serions en présence d'aires marines de « papier ». Cette accusation peut être parfois fondée pour des AMP très côtières où la surveillance et l'interception sont plus complexes. Mais c'est beaucoup moins vrai pour nos grandes aires marines océaniques compte tenu de leur éloignement qui ne favorise pas la discrétion d'éventuels navires en infraction au regard des moyens de détection et d'intervention mis en place.

QUEL AVENIR POUR LES OUTRE-MER FRANÇAIS ?

L'avenir des Outre-mer français passera beaucoup par le maritime, compte tenu de leur dépendance à la mer et de son potentiel économique et environnemental. Cependant, la France, à l'instar de la Chine, doit aussi développer une vision « mahanienne » de la mer en s'appuyant sur une marine puissante et sur ses territoires ultramarins. Ces territoires, il va falloir les protéger, mais aussi les valoriser comme points d'appui stratégique. C'est ce que rappelle Pierre Naville dans son ouvrage de la fin du XIX^e siècle consacré au stratège naval américain, l'amiral Mahan : « Pour Mahan, les éléments de la maîtrise des mers sont le commerce lié à une production croissante, aux échanges nécessaires, au contrôle des voies maritimes et à la possession de bases portuaires proches ou lointaines en cas de tension et de guerre. ⁴ »

Depuis le début des années 1990, pour engranger les « dividendes de la paix », la posture militaire dans ces territoires s'est considérablement affaiblie. La loi de programmation militaire 2024-2030 affiche un renforcement des moyens des forces armées outre-mer. Pour la Marine, cela va se traduire par la livraison de six nouveaux patrouilleurs maritimes et de la première corvette destinée à remplacer les frégates de surveillance. Dotées de plus d'autonomie, ces unités seront mieux en mesure d'assurer la surveillance et l'intervention dans les ZEE. Ces nouvelles capacités de projection seront complétées par des avions de surveillance et d'intervention maritime de nouvelle génération et par des drones.

Mais, comme on le voit, cet effort n'est en réalité qu'un rattrapage d'un renouvellement de moyens constamment repoussé. Il n'est pas à la hauteur des enjeux du nouvel environnement international. Or, il est encore temps de dissuader les menaces.

⁴ Pierre Naville, Mahan et la maîtrise des mers, Bibliothèque Berger-Levrault, 1981

Dans le monde qui vient, deux territoires devraient faire l'objet d'un effort particulier pour éviter toute velléité d'escalade. Il s'agit de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte ⁵/ La Réunion, où les opérations de déstabilisation de la France ont commencé.

C'est sur ces territoires qu'il conviendrait de concentrer nos forces. Mais pour ce faire, il n'y a pas de mystère : nous devons maintenant consentir à cet « effort de guerre » qui ne doit pas être qu'un slogan et revenir aux volumes financiers que nous accordions avant la chute du mur de Berlin. La réalité de notre « effort de guerre » a un indicateur qui ne ment pas. C'est celui de la part du PIB que nous consacrons à notre défense. Avec 2%, la France est encore loin d'être à la hauteur des menaces qui se précisent. À défaut, nous serons condamnés à subir le nouvel ordre mondial qui vient et dont les Outre-mer français sont en première ligne.

THIERRY DUCHESNE

INITIALEMENT PUBLIÉ DANS DIPLOMATIE MAGAZINE N° 129

⁵ Jérôme Vellayoudom, « Migration, Comores, Russie, Chine : Mayotte, territoire d'expression des rapports de force globaux », Diplomatie, n°127, mai-juin 2024, publié en ligne le 7 juin 2024

ORQUES CONTRE PIRANHAS

DIX ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE NAVALE EN MER NOIRE ET EN MER ROUGE

CAPITAINE DE VAISSEAU THIBAUT LAVERNHE ET CAPITAINE DE FRÉGATE FRANÇOIS-OLIVIER CORMAN, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT FMES

Tenter de tirer les enseignements des conflits navals toujours en cours en mer Noire et au large du Yémen est forcément imprudent : ces affrontements brûlants font l'objet d'une bataille de la communication qui cède souvent au sensationnalisme, voire au romantisme. En outre, les particularismes de ces deux théâtres incitent à prendre des précautions avant toute généralisation. En mer Noire, nous assistons à un affrontement entre deux Etats riverains qui se disputent le sea control pour des finalités différentes – l'Ukraine pour son commerce, la Russie pour agir contre la terre – au sein d'une petite mer fermée, au sens propre comme au sens figuré. En mer Rouge, nous assistons à une action « tous azimuts » d'un perturbateur continental dirigée vers la mer, dans une posture d'interdiction teintée de chantage géopolitique. Dans notre quête de leçons, gardons-nous donc des parallèles trop hâtifs entre ces deux théâtres, et soyons prudents avant d'extrapoler à la guerre sur mer. Et, de la même manière, sans nier les inflexions manifestes à l'œuvre en mer Noire et en mer Rouge, prenons garde à ne pas voir nouveauté là où elle n'existe pas

Pour autant, nous n'avons pas le choix : les conflits en mer étant historiquement rares, il serait coupable de laisser passer une occasion d'en tirer les principaux enseignements. Aussi, tout en tentant d'éviter les écueils d'interprétation qui jalonnent l'histoire militaire, nous proposons ici un décalogue provisoire de la conflictualité navale du moment.

PREMIER ENSEIGNEMENT : LA NATURE PROFONDE DU COMBAT NAVAL RESTE STABLE

Avant de chercher les inflexions, commençons par souligner quelques constantes tactiques qui n'ont pas pris une ride. En particulier, les affrontements sur les deux hot spots de la guerre en mer montrent que le combat naval reste par essence destructeur, rapide et décisif.

Destructeur, tout d'abord. Depuis 2022, la mer Noire est devenue un nouvel « Ironbottom »¹ : les épaves jonchent les abords de l'Ukraine et de la Crimée, et l'attrition contre la flotte russe prisonnière de la mer Noire est l'objectif prioritaire que s'est fixé l'Ukraine. Elle y parvient grâce à la combinaison adroite d'une pluie de missiles de croisière et d'une horde de drones navals ou aériens, et peut-être bientôt sous-marins, dont le nombre et la létalité augmentent sans cesse, comme en témoigne les trous béants dans les coques des navires russes². En mer Rouge, la destruction des navires liés aux intérêts israéliens, qui est également l'objectif des forces houthis, s'est étendue par capillarité aux forces navales américaines et britanniques qui ont frappé le Yémen, tandis que les Houthis ne sont pas en reste dans la course à la létalité³. Si les navires de combat occidentaux ont pu être épargnés jusqu'ici, n'oublions pas que les Houthis sont déjà parvenus à endommager, par le passé,

des bâtiments bien protégés, comme la frégate saoudienne Al Madinah en 2017. En mer Noire comme en mer Rouge, la décision sur mer n'est emportée ni par la dissuasion conventionnelle, ni par l'influence, ni par l'attaque cyber ou simplement par la manœuvre, mais par la quantité de ferraille envoyée par le fond.

Rapide, ensuite. Les actions navales restent fugaces : surpris par la frappe de deux missiles antinavires en avril 2022, le croiseur Moskva a pris l'eau en une poignée de minutes avant de couler un peu plus tard, tandis que les navires russes surpris par des drones ont tous été très vite désarmés. Le destin des bâtiments frappés à quai est encore plus expéditif. En mer Rouge, le temps de réaction à des frappes de missiles balistiques n'est que de quelques secondes, et de quelques minutes face à des drones de type One-Way Attack (OWA). Si les opérations navales s'inscrivent dans le temps long, les actions de combat, elles, portent toujours le sceau de la fulgurance.

¹ Ironbottom Sound est le nom donné par l'US Navy à la zone située à l'extrémité est du détroit de Nouvelle-Géorgie entre Guadalcanal, l'île Savo et les Salomon, en raison des nombreux navires coulés durant la bataille de l'île de Savo durant la guerre du Pacifique.

² Au 7 juillet 2024, l'Ukraine avait endommagé ou détruit 27 navires russes selon le vice-amiral ukrainien Oleksiy Neizhpapa, soit 36% des 74 navires de toute taille dont disposait la flotte russe de la mer Noire au début du conflit.

³ L'attaque du Tutor le 12 juin 2024 a mis en jeu un drone de surface chargé de 400kg d'explosifs, soit bien plus que ce que peut emporter un drone aérien ou un missile balistique.

Décisif, enfin. Tactiquement, force est de constater que le premier coup encaissé siffle la fin de la partie. C'est le cas du croiseur Moskva, malgré sa taille et sa résilience naturelle, mais aussi des plus petits bâtiments russes frappés par des Unmanned Surface Vessels (USV). Les frappes de bâtiment à quai, non préparés, sont également sans appel : l'appareillage d'un navire touché n'aura plus lieu avant longtemps, voire plus jamais. Stratégiquement, l'aspect décisif des pertes navales est encore plus net. Le sort de la marine ukrainienne s'est ainsi vu réglé dans les premiers jours du conflit : rayée de la carte, elle a laissé la place aux services secrets et de renseignements ukrainiens, qui utilisent l'appui de la « masse terrestre » et des « enablers » occidentaux pour retrouver une capacité d'action en mer. Du côté russe, les conséquences sont immédiates dès lors que la mer Noire se voit fermée aux renforts extérieurs : dans le huis-clos du bassin pontique, la masse navale russe se réduit alors inexorablement, malgré une résilience structurelle et numérique importante. Bref, aujourd'hui comme hier, prendre des coups en mer, c'est faire pencher durablement la balance du mauvais côté. Orques et piranhas l'ont bien compris.

Les conflits en mer Noire et mer Rouge confirment en outre le primat de l'offensive et de l'initiative : une posture purement défensive, voire passive, s'avère risquée au niveau tactique. La marine russe en a offert de multiples exemples en mer Noire, depuis le Moskva jusqu'aux nombreux cas de bâtiments frappés à proximité immédiate de la Crimée, au mouillage ou en patrouille côtière, se pensant à l'abri de l'ombre portée des défenses terrestres. En mer Rouge, le primat de l'offensive se lit en creux dans les différences d'approche entre l'opération européenne Aspides, purement défensive⁴, et la posture anglo-saxonne, plus offensive. Plus largement, on constate un avantage marqué des structures « libres » sur les structures hiérarchiquement plus « contraintes » qui brident l'esprit d'initiative et restreignent l'emploi de la force, par culture (marine russe en mer Noire) ou par souhait d'éviter les dommages collatéraux (marines occidentales en mer Rouge). Ainsi les piranhas gagnent-ils contre les orques avant tout parce qu'ils font à peu près ce qu'ils veulent et peuvent donc saisir les opportunités dès qu'elles se présentent.

DEUXIÈME ENSEIGNEMENT : EN MER, SE DÉFENDRE COÛTE CHER

Les engagements en mer Noire et en mer Rouge nous rappellent tout d'abord qu'il n'existe pas d'immunisation de principe dans un milieu où la menace peut venir de toutes les directions, avec un degré de sophistication en constante évolution

tout acteur du combat naval, sans distinction, du chasseur de mines au croiseur, est vulnérable en mer.

La démonstration clausewitzienne de la supériorité de la défensive sur l'offensive n'est pas transposable dans l'espace fluide qu'est la mer, par nature défavorable à la défensive. Et la survie s'y paye au prix fort. Ainsi, en mer Noire, un navire a besoin de systèmes de veille et d'auto-défense performants pour lutter contre une menace USV, même rudimentaire⁵. En mer Rouge, il est nécessaire de disposer de systèmes de combat sophistiqués, couplés à des missiles modernes et coûteux⁶ comme l'Aster ou le Standard Missile, pour espérer intercepter des missiles balistiques ou antinavires, même rudimentaires. Sur ces deux théâtres, il est en outre nécessaire d'escorter les navires de commerce civils avec plusieurs bâtiments de combat⁷, qu'il s'agisse de navires russes pour protéger le Syrian Express⁸ en mer Noire entre Novorossiysk et les Dardanelles⁹, ou qu'il s'agisse de navires occidentaux en mer Rouge. Quelques « perturbateurs rudimentaires » de la race des piranhas peuvent ainsi mettre sur les dents, par leur seule existence, un volume important de moyens navals de la race des orques.

Ce qui est vrai en mer l'est d'ailleurs aussi sur le littoral : défendre une base navale coûte très cher aux Russes, en témoigne les dispositifs déployés pour protéger le port militaire de Sébastopol (pièces d'artillerie légère, radars, vigies, filets de protection, hélicoptères d'attaque en alerte, etc.) ou les piliers du pont de Crimée, visés également par une attaque de drones navals ukrainiens il y a quelques mois (permanence de navires de protection, puissants fumigènes pour les masquer aux systèmes de guidage optique des drones ukrainiens, etc.).

⁴ Voir une analyse de la posture européenne en mer Rouge dans AUSSEUR Pascal, « ASPIDES. Une opération purement défensive qui ne règle rien. Des enjeux géopolitiques oubliés », interview par le blog Bruxelles2, 10 avril 2024.

⁵ On remarquera d'ailleurs que les USV ukrainiens frappent au premier chef les « faibles », c'est-à-dire les unités logistiques, amphibies, et les petits navires de guerre faiblement armés.

⁶ Dont le rapport « coût – efficacité » a été largement débattu lors des premiers engagements de drones rudimentaires de classe 20 k€ par des missiles de classe 1 M€.

⁷ Les opérations lancées dans les années 2010-2020 dans le détroit d'Ormuz (Agenor pour l'Union européenne par exemple) n'étaient pas du même niveau : il s'agissait plus d'accompagner des navires civils par le biais d'une surveillance à distance que de les escorter pour les défendre contre des menaces d'attaques directes. L'exigence en termes de défense n'est pas du même niveau.

⁸ Ce terme désigne la liaison logistique maritime, à base de pétroliers et de vraquiers, mise en place entre les ports russes en mer Noire et les ports syriens de Banias et Tartous depuis le mi-temps des années 2010.

⁹ En octobre 2023, face à la menace USV ukrainienne, quelques navires du Syrian Express ont ainsi « fixé » une frégate et deux corvettes russes, accompagnés d'un avion de patrouille maritime, pour leur transit en mer Noire, en utilisant deux itinéraires différents.

Outre des systèmes de défense performants, ces engagements confirment un besoin crucial de résilience des forces navales, lui aussi coûteux. Résilience tactique, d'une part, pour encaisser un coup : c'est ce qui a fait défaut au croiseur Moskva qui cumulait un faible niveau de résilience en raison d'un système très imbriqué¹⁰, des défauts d'organes de sécurité et un entraînement vraisemblablement déficient. Résilience systémique, d'autre part, en termes de logistique et d'entretien : le tissu industriel russe est ainsi mis à rude épreuve en mer Noire dès lors que les liaisons avec les ports mieux outillés sont rendues délicates. En outre, la menace de frappes ukrainiennes sur Sébastopol contraint la Russie à maintenir en permanence une capacité d'appareillage d'urgence, empêchant les maintenances et entraînant de facto une usure du potentiel machine.

Retenons donc que la défensive en mer suppose un double « ticket d'entrée » pour porter ses fruits : qu'on accepte qu'elle coûte cher, d'une part, et qu'elle soit bien pensée, d'autre part. Mais n'oublions pas non plus qu'une focalisation excessive sur la vulnérabilité de certaines plateformes navales peut s'avérer trompeuse : l'US Navy perdit 11 porte-avions durant la Seconde Guerre mondiale, résultat qui n'empêcha pas ce type d'unité de s'imposer comme le nouveau capital ship, en raison de sa valeur offensive inégalée... et de l'effort défensif qui fût déployé pour assurer sa protection.

Ce n'est pas parce que la défense est difficile en mer que l'on doit la croire inatteignable, c'est seulement si on la croit inatteignable que la défense devient alors impossible contre les piranhas.

TROISIÈME ENSEIGNEMENT : LA MER (MÊME PETITE) N'EST PAS ENCORE TRANSPARENTE

La guerre en Ukraine donne le sentiment indéniable que le champ de bataille aéroterrestre est devenu transparent (images satellites accessibles au grand public, surveillance permanente par des drones, détection immédiate du moindre téléphone portable en émission, etc.), et que cette impression vaut aussi pour la mer Noire : les images satellites des navires russes au port sont réactualisées en quasi-continu, tandis que de petits drones de surface ukrainiens « trouvent » facilement leurs cibles après de longs trajets de plusieurs centaines de nautiques.

Pourtant, les acteurs du combat naval en mer Noire ne disposent en réalité pas de la même omniscience tactique que les acteurs du combat aéroterrestre qui jouent mutuellement leur survie à chaque « sortie » de leurs caches sur le front.

Ainsi, bien qu'elle quadrille le front terrestre par des drones d'observation, la Russie pâtit d'un manque de moyens de surveillance maritime, qui prive la flotte de la mer Noire d'un préavis sur ses assaillants : après avoir rappelé de vieux hydravions Be-12 conçus dans les années 1950, dont l'efficacité n'est visiblement pas au rendez-vous, elle a mis en place des patrouilles d'hélicoptères qui s'avèrent plus efficaces, mais dont le volume de couverture reste limité. Quant aux avions-radar russes A-50, ils sont devenus une cible privilégiée de la défense sol-air ukrainienne. Toutes ces difficultés rendent possibles des « poches d'opacité » temporaires dans lesquelles les Ukrainiens s'engouffrent pour frapper les capacités russes, tout en cherchant à prolonger cette opacité. L'opération ukrainienne pour s'emparer des plateformes pétrolières et gazières de Vichki Boïka, en septembre 2023, avait pour but de détruire un radar utilisé par les Russes et des stocks de munitions et de carburant pour hélicoptères. Celle menée en août 2024 contre la plateforme MSP-17 visait à détruire un brouilleur GPS russe.

Réciproquement, du côté ukrainien, en dépit du soutien occidental, on remarque que la plupart des attaques d'USV ont eu lieu à proximité des côtes, là où les cibles sont facilement détectables visuellement, mais beaucoup moins en haute mer, où la dilution temporaire reste possible.

Retenons ici que la mobilité naturelle des forces navales reste un atout majeur, car elle complique le cycle du ciblage (find, fix, track, target, engage, assess) en retardant chacune de ces étapes. S'il ne s'agit pas d'un gage d'immunité totale, les chiffres des frappes en mer Noire montrent que la mobilité reste une bonne protection initiale¹¹ : la majorité des pertes russes liées aux frappes ukrainiennes l'ont été sur des cibles à quai, au mouillage ou en transit routinier et prévisible à proximité immédiate des côtes.

En mer Rouge, les frappes menées par les Houthis depuis la terre, parfois très précises, peuvent également donner l'impression d'une lecture à livre ouvert dans les approches maritimes du détroit de Bab-el-Mandeb. Cependant, ce renseignement provient d'abord de la passivité des cibles (émission AIS, utilisation de rails de navigation connus, emploi de la radio VHF, ect.) et du concours d'autres acteurs (Iranais par exemple). À contrario, les unités militaires, plus discrètes et aux comportements plus imprévisibles, sont moins facilement ciblées.

¹⁰ On peut d'ailleurs remarquer que les navires civils frappés en mer Rouge, qui sont « remplis de vide », ne coulent pas malgré les coups pris au but. C'est un désavantage comparatif des navires militaires modernes : ils sont mieux défendus, mais lorsqu'ils prennent un coup au but, ils sont paradoxalement plus vulnérables.

¹¹ LAVERNHE Thibault, « De l'inconvénient d'être fixe, et de l'avantage d'être mobile », Le Marin, 13 novembre 2023.

Enfin, n'oublions pas que de nombreux drones UAV type OWA manquent leurs cibles tout simplement car elles sont en mouvement.

Au final, si les technologies modernes complexifient la concentration des forces et réduisent l'opacité du milieu, cette dernière n'est pas encore dissipée, tandis que la multiplicité des senseurs renforce parallèlement les occasions de déception. Orques et piranhas ont donc encore de bonnes occasions de se surprendre mutuellement dans l'avenir.

QUATRIÈME ENSEIGNEMENT : LA MER EST UN AMPLIFICATEUR BIDIRECTIONNEL DU COMBAT TERRESTRE

« La véritable importance de la puissance maritime est son influence sur les opérations terrestres » soulignait Corbett (1854 – 1922). Cette maxime a la vie dure, et les affrontements en mer Noire et en mer Rouge confirment que la mer, avant d'être une fin, est un moyen particulièrement puissant pour peser sur le cours des événements à terre. En mer Noire, la manœuvre russe des premiers mois de la guerre a démontré comment l'avantage – même relatif – dans le milieu maritime permet d'obtenir des gains dans le domaine terrestre, qu'il s'agisse de faire peser une menace de débarquement sur Odessa (et ainsi y fixer une partie de troupes ukrainiennes dès les premiers temps de l'invasion), d'utiliser la manœuvre amphibie pour débarquer des troupes de l'autre côté du Dniepr dont les ponts étaient coupés, de contribuer à la défense aérienne de la péninsule de Crimée, de frapper impunément contre la terre par missiles de croisière, ou encore d'établir un blocus des grands ports civils comme Marioupol, Berdiansk, Melitopol, Kherson et Odessa. La mer amplifie la manœuvre terrestre, en étant « suivant l'occasion le multiplicateur ou le diviseur de la puissance terrestre, renforçant ou amoindissant l'effort décisif qui est en fin de compte celui des armées, celui qui sauvegarde ou conquiert les territoires. »¹²

Réciproquement, la masse terrestre a une influence déterminante sur l'action navale : ce phénomène, que l'amiral Castex (1878 – 1968) nommait « la réaction de la terre sur la mer », s'accroît avec le progrès technique d'une part, et prend une ampleur particulière dans les espaces maritimes enclavés d'autre part.¹³ Cela saute aux yeux au large du Yémen, où les Houthis, bien que dépourvus de marine de combat, engendrent un degré de désordre majeur sur une bonne partie trafic maritime mondial en agissant exclusivement... depuis la terre. En mer Noire, malgré l'éradication précoce de leur marine de combat, les Ukrainiens se sont rapidement appuyés sur leur base arrière

terrestre pour frapper les Russes en mer, comme lors de l'attaque du croiseur Moskva (touché par deux missiles Neptun tirés d'une batterie côtière), lors des combats autour de l'île aux Serpents (où les drones ukrainiens décollés du continent ont frappé sans répit les patrouilleurs Raptor russes) ou lors des frappes d'USV (télécommandés depuis la terre). Les Russes, contraints d'abandonner l'île aux Serpents pour se recentrer sur la Crimée, ont ainsi réappris à leur dépend la fameuse formule selon laquelle « a ship is a fool to fight a fort ». Dans une moindre mesure, cet adage s'applique également aux Occidentaux en mer Rouge, alors que plusieurs dizaines de frappes américaines et britanniques n'ont pas réussi à entamer sérieusement le potentiel de nuisance des Houthis.¹⁴

Plus généralement, les événements au large des côtes du Yémen et de l'Ukraine rappellent que l'orque qui s'approche d'une côte ennemie où prolifèrent les piranhas y dispose d'un désavantage net, qui s'aggrave dans la durée : soumis à des moyens nivelants comme les mines ou mis en œuvre depuis la terre comme les aéronefs, les missiles ou les drones, il doit déployer un maximum d'efforts dès les premiers temps du conflit... mais encore faut-il qu'il dispose de la volonté politique nécessaire¹⁵.

Finalement, la mer peut apporter un concours décisif, mais elle n'est pas un remède miracle, comme l'avait déjà pressenti Castex au sujet de la mer Noire : « Le maître de la mer [...] ne peut obtenir de résultats sérieux sur le théâtre d'opérations de mer Noire [...] que s'il dispose de puissants moyens terrestres, entièrement comparables à ceux de son adversaire. La force navale est bien le multiplicateur de l'effort des armées, seul décisif [...]. Mais si le coefficient multiplie zéro, le produit est aussi égal à zéro. »¹⁶

¹² CASTEX Raoul (amiral), Théories stratégiques, tome V, Economica, Paris, 1997, p. 170.

¹³ CASTEX Raoul (amiral), Théories stratégiques, tome III, Economica, Paris, 1997, p. 157.

¹⁴ Soulignons cependant que pour certains analystes, ces frappes étaient volontairement mesurées, le signalement stratégique vers les observateurs du conflit en mer Rouge ayant davantage de valeur que l'effet militaire direct.

¹⁵ HOLMES James, "Houthi Rebels Cry Havoc! And Let Slip the Drones of War", Proceedings, Février 2024.

¹⁶ CASTEX Raoul (amiral), Théories stratégiques, tome V, Economica, Paris, 1997, p. 519.

CINQUIÈME ENSEIGNEMENT : LE COMBAT NAVAL S'IMBRIQUE DE MANIÈRE CROISSANTE AVEC LES ENJEUX MARITIMES

Deux phénomènes apparemment antagonistes sont à l'œuvre. D'un côté, les enjeux maritimes se globalisent et s'éloignent donc, en théorie, d'une protection souveraine par des acteurs militaires dont la vocation est de rester les gardiens de leurs intérêts nationaux immédiats. Mais, de l'autre côté, la prise en compte de ces mêmes enjeux par les marines militaires est incontournable, car les impacts d'un dérèglement de l'ordre en place sont plus nombreux, plus imbriqués et plus médiatisés qu'auparavant. C'est bien cette seconde tendance qui domine : l'observation de la mer Noire et de la mer Rouge suggère que lien historique entre commerce et puissance navale, au cœur des théories du Seapower de Mahan (1840 – 1914), est plus que jamais d'actualité.

En mer Noire, le début du conflit s'est traduit par une véritable guerre de course durant laquelle plusieurs navires civils ont été frappés par des missiles ou des mines, avant de céder la place, quelques mois plus tard, à un corridor céréalier. Très tôt, les infrastructures maritimes sont devenues des cibles navales, comme à Odessa ou Mykolaev, mais aussi le pont de Kertch, son terminal de ferry¹⁷, les plateformes pétrolières et gazières du golfe d'Odessa¹⁸, voire le gazoduc Nord Stream 2 en mer Baltique. Réciproquement, certaines infrastructures de plaisance ukrainiennes ont été utilisées comme zones de départ d'USV. Sous l'effet de la menace de ces derniers¹⁹, la marine russe a dû mobiliser des moyens navals pour protéger son flux logistique vers la Syrie, avant de réorienter ce flux logistique, qui vient désormais de mer Baltique et rejoint Tartous via Gibraltar²⁰. Enfin, les marines ont dû s'intéresser de nouveau aux solutions offertes par les voies fluviales pour trouver des solutions de contournement à la fermeture des détroits turcs aux navires militaires.

En mer Rouge, dès lors que le ciblage d'intérêts commerciaux de pays liés à Israël par les Houthis s'est élargi, l'enjeu de la protection du trafic commercial s'est traduit par un retour des convois escortés, à un niveau sans précédent depuis la guerre des tankers dans le golfe persique dans les années 1980. En revanche, les rumeurs de ciblage volontaire de câbles sous-marins n'ont pas été confirmées, les incidents ayant pu avoir été causés par des ancres de navires de commerce. Si tel avait été le cas, un nouveau type de mission de surveillance des fonds marins aurait sans doute vu le jour, entraînant dans son sillage une coopération

étroite entre les instruments de la puissance navale et les acteurs du business des câbles sous-marins²¹.

Et, demain, nul doute que la question du déminage des espaces maritimes de la mer Noire et de la mer Rouge ouvrira un nouveau chapitre de cette communauté d'intérêts.

Outre des conséquences stratégiques qui ont été abondamment commentées (réorganisation des voies maritimes, impact sur le commerce mondial, etc.), cette imbrication entraîne également des conséquences tactiques : de plus en plus, les acteurs du combat naval doivent savoir opérer au milieu de nombreux acteurs aux intérêts parfois divergents, mais qui occupent, voire se disputent, le même espace global. En mer Rouge, les navires occidentaux qui opèrent en protection de navires de commerce doivent gérer des « navires clandestins » qui se greffent parfois au dernier moment dans les convois, et naviguent régulièrement à proximité de navires de commerce iraniens et de boutres dont il est difficile de confirmer qu'ils servent de relais de désignation vers les Houthis, tandis que, dans le ciel, pullulent les drones d'un grand nombre de nations²². En mer Noire, l'Ukraine a eu recours à un navire de commerce civil pour livrer en décembre 2023 quatre patrouilleurs construits en France vers la Roumanie. Cette imbrication requiert de disposer d'un niveau élevé de connaissance et de renseignements au plus bas niveau tactique afin de distinguer orques et piranhas au milieu d'une vaste faune de poissons d'eaux troubles.

17 Les Ukrainiens ont attaqué par drone aérien le 23 juillet 2024 le ferry civil Slavyanin dans le port de Kavkaz, potentiellement car il était le dernier navire capable de transporter des wagons de marchandises dans la région, et constituait à ce titre un élément important de la chaîne d'approvisionnement en munitions russes pour la péninsule de Crimée occupée.

18 Qui ont une vocation duale en supportant des radars de surveillance maritime.

19 Les Ukrainiens ont frappé le TM Sig le 05/08/23 au mouillage, le Sparta IV le 17/08/23 en mer, le Yaz le 14/09/23 en mer et l'Ursa Major le 14/09/23 en mer.

20 En février-mars 2024, le pétrolier Sig et les RoRo Sparta-IV et Ursa Major ont ainsi été réorientés vers St Petersburg au lieu de leur destination habituelle qui est Novorossiysk en mer Noire, depuis les bases russes de Syrie. Ce « crochet » rallonge de 2 semaines les délais d'approvisionnement des forces russes.

21 Voir, pour la France, la stratégie ministérielle de maîtrise des fonds marins – Février 2022.

22 Fin février 2024, une frégate allemande opérant en mer Rouge a ainsi visé par erreur avec ses systèmes d'armes un drone MQ-9 Reaper américain.

SIXIÈME ENSEIGNEMENT : LA MAÎTRISE TACTIQUE DE LA MER N'EST JAMAIS ABSOLUE

Le célèbre principe stratégique de Corbett se vérifie inlassablement au niveau tactique : le sea control est toujours relatif, dans le temps comme dans l'espace. Ne pas le comprendre expose au risque de grandes désillusions.

En mer Noire, aucun belligérant ne peut revendiquer de manière crédible le contrôle de l'espace maritime. D'un côté, après une domination initiale dans le golfe d'Odessa, les forces navales russes se sont repliées vers l'Est, et les Ukrainiens ont réussi à porter le fer jusque dans les approches maritimes tenues par les Russes²³, en mer d'Azov ou au sud de la mer Noire, en utilisant des drones aériens ou de surface. L'attaque du bâtiment russe Ivan Khurs par des drones navals à plus de 200 nautiques d'Odessa en témoigne. De l'autre, les Russes n'ont jamais vraiment cessé leurs incursions régulières dans la partie Ouest de la mer Noire, et ils ont eux aussi eu recours à des modes d'actions « du faible » pour frapper en zone déniée, comme lors de la frappe du pont de Zatoka à proximité d'Odessa en février 2023 par des drones de surface. Dans les faits, les Ukrainiens n'ont jamais verrouillé le golfe d'Odessa. On est donc loin, en mer, du « gel » qui s'opère sur le front terrestre ukrainien. Au sud de la mer Rouge, force est de constater que la liberté d'action aéromaritime des Houthis n'a pas été totalement entravée en dépit du déploiement de moyens militaires occidentaux conséquents associé à des frappes au sol.

La maîtrise de la mer est toujours incomplète et relative, et elle devrait le rester encore longtemps. Même la Royal Navy, qui disposait d'une supériorité navale écrasante pendant la guerre de Sept Ans (1756 – 1763), ne disposait que d'une maîtrise partielle limitée à quelques zones clefs. En mer, et à plus forte raison à proximité des côtes, il n'existe pas de « bastion » imprenable sécurisé par des barbelés : même le plus faible piranha peut toujours tenter quelque chose, pour peu qu'il ne se résigne jamais à une posture défensive purement attentiste.

23 PCG Ivanovets frappé le 01/02/24 au large des côtes de la Crimée devant le lac de Donuzlav, LST Kunikov frappé le 14/02/24 à proximité immédiate des côtes russes, FSG Sergei Kotov frappé le 04/03/24 au large du cap Takil (extrémité Sud-ouest du détroit de Kertch).

24 En juin 2024, sur 110 attaques houthies recensées, 22 avaient été couronnées de succès.

SEPTIÈME ENSEIGNEMENT : L'INTERPÉNÉTRATION DES MILIEUX ET DES CHAMPS EST UNE RÉALITÉ TACTIQUE PORTEUSE D'INSTABILITÉ À TOUS LES NIVEAUX DE LA GUERRE

À l'ère du recoupement des milieux et des champs, des avantages, même ténus, dans l'espace exo-atmosphérique ou dans les champs informationnel ou électromagnétique peuvent être décisifs pour s'imposer à terre ou en mer. Le parti le plus agile et le plus apte à tirer profit de la nouveauté dans ces domaines en retire des dividendes immédiats.

La guerre navale au large de l'Ukraine témoigne ainsi de la puissance du narratif et de la communication. Le fait d'être en difficulté au sol n'a pas empêché l'Ukraine de remporter des victoires navales symboliques : reprise de l'île des Serpents et visite du président Zelensky pour y célébrer le 500e jour de la guerre, coup de main contre des plateformes pétrolières, attaques régulières de drones (dont les seules images publiées sont évidemment celles des attaques qui réussissent), attaques multiples du pont de Kertch, et même, en septembre 2023, frappe contre le quartier-général de la flotte de la mer Noire, le cerveau des opérations navales russes. Et tant pis si l'effet militaire est faible tant qu'il réchauffe le moral ukrainien, comme la remarquable frappe d'un système sol-air russe S400 en Crimée par un missile tiré d'une vedette dans le golfe d'Odessa en août 2023 ou l'audacieux raid de jet-skis mené en Crimée début octobre 2023. Quand le front terrestre est figé, l'espace fluide de la mer continue d'offrir des opportunités d'action et donc de démonstration de force, dont les Ukrainiens ont su tirer le maximum dans le champ informationnel. La mer peut aussi être employée pour transmettre des messages stratégiques, comme en témoigne en août 2023 la mise en scène des tirs de sommation et du contrôle du cargo Sukru Okan, quelques jours après la fin de l'accord qui permettait aux céréales ukrainiennes de quitter les ports du sud du pays. En mer Rouge, les images spectaculaires du détournement du cargo Galaxy Leader en novembre 2023 ou de la destruction du cargo Tutor en juin 2024 ont eu un retentissement majeur, au sein des salles de marché comme au sein de la communauté maritime civile. Et ce même si, dans la pratique, le ratio « nombre d'attaques houthies réussies / nombre d'attaques houthies lancées » n'a fait que diminuer depuis le début des événements en mer Rouge²⁴.

Certains analystes vont jusqu'à envisager avec justesse un changement de paradigme : les belligérants deviennent capables d'organiser des opérations dont le seul but est de soutenir leur narratif. Le fait d'être capable de prendre des risques humains pour « marquer des points » dans le champ cognitif, malgré des gains tactiques insignifiants, n'est bien sûr pas entièrement nouveau, mais il démontre l'importance de l'interpénétration croissante des milieux et des champs et de l'instabilité qui en résulte.

Dans le champ électromagnétique, il semble que le levier de l'asymétrie a été surtout saisi par les Russes. Qu'il s'agisse d'écouter ou de brouiller, ces derniers ont une longueur d'avance sur leurs concurrents en mer Noire, même si cet aspect de la conflictualité navale est assez peu documenté dans les sources ouvertes.

Enfin, dans le milieu spatial, ce sont les Ukrainiens qui bénéficient du levier d'Archimède des constellations de satellites de communication en orbite basse, qui rend possible la coordination des moyens ukrainiens²⁵, le développement de certaines applications (pour la guerre terrestre en l'occurrence)²⁶, et, surtout, la mise en œuvre des USV qui font tant de mal aux Russes. Ultra-redondante et sécurisée, à l'abri des tentatives russes de frappes ou de hacking, la constellation Starlink, pourtant à mille lieux du champ de bataille naval, agit telle la fronde de David dans les mains des Ukrainiens.

Toutes ces interdépendances entre milieux et champs contribuent à nourrir l'instabilité de l'action de combat naval.

HUITIÈME ENSEIGNEMENT : EN MER COMME À TERRE, LES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES S'ANNULENT IMPLACABLEMENT

La guerre navale en mer Noire et en mer Rouge démontre que la dialectique des volontés tourne à plein régime dans le domaine technologique, et qu'aucune arme en saurait, seule, régner durablement dans un contexte d'adaptation permanente. Comme l'explique Joseph Henrotin, « l'avantage technologique est par nature transitoire parce qu'en vertu de la loi du facteur tactique constant, il répond à une logique dialectique. »²⁷

Ce principe se vérifie dans tous les milieux de confrontation : ainsi, les drones TB2 ukrainiens ont progressivement perdu leur efficacité initiale face aux systèmes sol-air russes, avec une durée de vie en vol de 30 minutes aujourd'hui.

De même, l'efficacité générale de la défense sol-air face aux missiles de croisière des deux camps a vu son efficacité croître de 20-30% en mars-avril 2022 pour atteindre 50-60% en juin 2022. En outre, les tactiques de brouillage se sont adaptées aux drones jusqu'à abattre chaque mois 10 000 drones ukrainiens dont 50% par brouillage. Ce qui a donné lieu en réaction à une recrudescence de frappes cinétiques anti-brouilleurs. Et ainsi de suite.

En mer Noire, la supériorité technologique initiale de la flotte russe a été contournée par l'emploi conjugué du renseignement occidental, des missiles Neptun et de drones de surface qui prolifèrent et se sophistiquent en permanence. Et, à l'inverse, l'efficacité des drones de surface ukrainiens a été tempérée par l'emploi d'hélicoptères et de munitions téléopérées russes type Lancet en mode FPV. En outre, certains drones russes seraient désormais également équipés du système Starlink, annulant dès lors cet avantage jusqu'ici réservé aux Ukrainiens²⁸.

En mer Rouge, face à la réponse occidentale, les Houthis réalisent progressivement des tirs de plus en plus précis, y compris à grande distance, diversifient leurs vecteurs (drones de surface, missiles antinavires, missiles balistiques guidés ou non, drones aériens OWA) et adaptent leurs créneaux et leurs patterns de vols pour ne pas être vus des avions de chasse et saturer les défenses sol-air des frégates occidentales. Les Occidentaux répliquent par du brouillage et l'adaptation de leurs systèmes d'auto-défense... jusqu'à une nouvelle percée houthie.

La guerre en mer est une course technologique implacable, où même le meilleur coureur finit toujours par être dépassé par un concurrent.

25 Selon Mykhailo Fedorov, vice-Premier ministre et ministre de la Transformation numérique de l'Ukraine, « Starlink est le sang de toute [leur] infrastructure de communication aujourd'hui ». Plus de 30 000 terminaux Starlink ont été livrés à l'Ukraine au cours des 15 premiers mois de la guerre.

26 BOUNAT Ulrich, « Les différentes facettes de l'innovation de l'armée ukrainienne », Revue Défense Nationale, Février 2023, pp. 30-36.

27 HENROTIN Joseph, « Mon game changer est plus gros que le tien – Retour sur le renouveau d'une mythologie technologique », DSI hors-série n°87, Décembre 2022-Janvier 2023.

28 L'USV russe Murena 3005 dévoilé en août 2024 serait potentiellement doté d'une antenne Starlink selon le média d'analyse Covert Shores. URL : <http://www.hisutton.com/Russia-USVs-ARMY-2024.html>

NEUVIÈME ENSEIGNEMENT : LES GAME-CHANGERS, S'ILS EXISTENT, NE SONT PAS TOUJOURS CEUX QU'ON IMAGINE

L'emploi des drones en Ukraine et en mer Rouge a conforté l'idée, déjà populaire, que des game-changers auraient révolutionné le combat naval : les prophéties de « règles de la guerre » rebattues à chaque nouvelle avancée technologique saturent ainsi les médias grand public. Tâchons d'aller plus loin, car cette opinion n'est, fort heureusement, pas unanime²⁹.

Tout d'abord, la stratégie de l'innovation³⁰ visant au renversement d'un rapport de force par une percée technologique a des limites. Historiquement, l'innovation comme arme du faible n'est pas toujours couronnée de succès, en témoigne, par exemple, les tentatives d'innovation des Confédérés qui firent feu de tout bois durant la guerre de Sécession : le cuirassé Merrimack neutralisa l'escadre nordiste, les passes furent protégées par des torpilles immergées et les Davids attaquèrent les navires adverses en faisant exploser contre leur coque une charge explosive fixée au bout d'un espar. Cependant, les bâtiments du Sud ne furent jamais que des expédients, blindés avec des rails de chemin de fer laminés : les ressources limitées et l'absence d'industrie navale empêchèrent le Sud de passer suffisamment à l'échelle pour peser dans la balance.³¹ Les piranhas ukrainiens feront-ils mieux avec l'aide occidentale ? Cela reste à confirmer dans la durée.

Par ailleurs, le terme de game-changer ne repose pas toujours sur des motifs solides. Dans le cas des drones de surface ukrainiens, par exemple, c'est probablement davantage la miniaturisation et la démocratisation des systèmes de positionnement et de communication par satellite, comme Starlink, qui a constitué le véritable game-changer, en autorisant le pilotage jusqu'à des distances très importantes d'engins qui n'étaient pas particulièrement nouveaux et qui s'inspiraient d'ailleurs fortement des drones houthis ayant attaqué la frégate saoudienne Al Madinah en 2017. Un parallèle pourrait être établi avec les chars allemands de 1940, moins évolués techniquement que les chars français, mais que la doctrine et la radio permettaient d'employer de manière beaucoup plus efficace.

En outre, les game-changers ne sont pas toujours ceux qu'on imagine. Si les drones ont été popularisés car ils présentaient l'attrait de la nouveauté (malgré leur existence presque séculaire), d'autres moins visibles ont eu un impact aussi déterminant, à commencer par les mines. Moins visibles, moins évoluées techniquement et moins médiatiques car moins « nouvelles » et davantage critiquables par leur caractère

indifférencié, elles ont probablement fortement dissuadé les Russes d'attaquer Odessa par la mer au début du conflit, et jouent encore aujourd'hui un rôle décisif en écartant les navires russes de la côte ukrainienne.

Enfin, nous sommes encore loin d'avoir pris conscience du réel potentiel de ce que nous nommons aujourd'hui des game-changers. Ainsi, concernant les drones, reconnaissons que le potentiel de surprise lié à la masse (emploi en essaims) et à l'introduction d'un haut degré d'autonomie (robots) n'a pas été exploité complètement jusqu'ici en Ukraine, en tout cas pas dans le volet naval du conflit : au maximum une dizaine d'USV (comme dans le cas du patrouilleur Ivanovets en février 2024) ou une vingtaine d'UAV (attaque du 9 janvier 2024 avec 18 UAV) ont été employés simultanément, ce qui n'est rien par rapport aux futurs essaims qu'annonce l'ère de la robotique. En outre, nous assistons en Ukraine comme en mer Rouge à un simple « déport » de prothèses pilotées par des humains, qui agissent de manière juxtaposée, sans aucune autonomie pour détecter, classier et cibler. Les drones que nous observons à l'œuvre sont très « monovalents », ils n'accomplissent souvent qu'une seule mission, reconnaissance ou frappe, mais pas les deux. Le plus haut degré de sophistication consiste à disposer de drones qui « attendent » sur des patterns prédéterminés pour frapper des cibles d'opportunité. Force est de constater que nous n'en sommes pas encore là... et qu'entre temps, de puissants antidotes auront peut-être vu le jour, annulant l'effet de « rupture » clamé par certains.

Sans minorer leur utilité, reconnaissons donc que les drones restent pour l'instant un moyen de compensation d'un manque de capacités plus lourdes, et qu'ils brillent surtout dans la guerre des côtes. Ils constituent donc autant une formidable opportunité qu'une limite cherchant à masquer les

29 Citons en particulier le directeur du renseignement militaire français : « Il n'existe aucun game changer. On entend souvent dire çà et là que tel armement livré à l'Ukraine ou produit par la Russie modifiera le cours de la guerre. Je n'y crois absolument pas. [...] une capacité opérationnelle est le fruit de la combinaison de nombreux facteurs. Il n'existe pas d'arme magique, de game changer, de silver bullet permettant d'inverser le cours de la guerre du jour au lendemain. » Audition, à huis clos, du général de corps d'armée Jacques Langlade de Montgros, directeur du renseignement militaire, sur la situation militaire en Ukraine, 12 juillet 2023.

30 Le terme « innovation » est lui-même sujet à débat. Voir en particulier la typologie éclairante proposée par Olivier Schmitt pour caractériser les niveaux du changement militaire (ajustement – adaptation – innovation – rupture). Une grande partie des « innovations » dont il est question en mer Noire et en mer Rouge relève en réalité du champ de l'ajustement et de l'adaptation. SCHMITT Olivier, Préparer la Guerre – Stratégie, innovation et puissance militaire à l'époque contemporaine, PUF, Paris, 2024, 460 p.

31 BERNERON-COUVENHES Marie-Françoise, « Les révolutions technologiques des XIXe et XXe siècles et la puissance sur mer », in La puissance maritime, Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris, 2004, p. 268.

difficultés pour concevoir des plateformes plus élaborées³². Seule leur capacité à se déployer en nombre, au large et de manière résiliente et coordonnée pourra en faire des acteurs décisifs de la maîtrise de la mer.

Au final, il n'existe pas de système de supériorité unique et déterministe en mer. La victoire résulte d'un assemblage de forces et d'une combinaison des effets en fonction de la nature de l'affrontement et des objectifs à atteindre. C'est d'ailleurs ce qui rend nécessaire et pertinente une marine « complète » apte à intervenir dans tout le spectre des actions navales, sans « impasse » capacitaire subie.

DIXIÈME ENSEIGNEMENT : PARADOXALEMENT, L'HOMME RESTE PLUS QUE JAMAIS AU CŒUR DU COMBAT NAVAL

Les événements à l'Est et au Sud illustrent de prime abord une tendance à éviter d'exposer la ressource humaine, jugée de plus en plus précieuse. Pour l'Ukraine, pénalisée par l'équation démographique face à la Russie, les USV permettent de remplacer des hommes que l'on ne veut pas exposer et qui rendent justement possible la mise en œuvre de ces moyens de guerre déportés. En mer Rouge, tout est fait pour préserver les équipages des navires de commerce dont la perte ferait bondir les tarifs d'assurance. Cette dynamique s'inscrit dans la tendance à perdre au combat plus de machines et moins d'hommes.

Mais si les marins sont moins nombreux en mer, s'ils seront graduellement environnés de nuées de robots et assistés par l'intelligence artificielle, tout indique paradoxalement qu'ils restent déterminants pour mettre en œuvre un nombre de capteurs et d'effecteurs en augmentation permanente, gérer le surplus de complexité non pris en charge par les automates, pallier les limitations et les défaillances des machines, et préparer intelligemment les étapes suivantes qui verront probablement leur place se réduire encore davantage. Pour l'instant, n'oublions pas que ce sont encore les équipages embarqués qui fixent les limites de l'endurance acceptable dans une zone de combat, comme le suggèrent les témoignages publics des commandants récemment engagés en mer Rouge³³ (les sources pour la mer Noire manquent dans ce domaine).

Par ailleurs, un facteur de supériorité décisif émerge des affrontements entre orques et piranhas : il s'agit de la créativité, qui reste encore pour l'instant une qualité d'essence humaine.

En mer Noire, les idées fusent vraisemblablement chez chaque belligérant pour tenter de reprendre l'avantage dans un contexte de neutralisation technologique : les Ukrainiens ont inventé des raids en jet-skis sur les côtes de Crimée et imaginent des drones sous-marins, tandis que les Russes ont déployé des hélicoptères de combat pour détruire les drones adverses et déploient des veilleurs armés en plage arrière de leurs navires. En mer Rouge, les Houthis, loin de l'image de « guerriers en sandales » qu'on leur attribue parfois à tort, tirent remarquablement partie des ressources à leur disposition, et font par exemple preuve d'une aptitude impressionnante à s'approprier et à adapter la technologie iranienne. L'adaptation permanente de leurs modes d'actions est la marque de la créativité humaine. Un exemple parmi d'autres : le 12 juin 2024, lors de l'attaque du Tutor, celui-ci est d'abord frappé par un projectile aérien, entraînant son immobilisation qui permet aux Houthis de lancer dans la foulée une attaque d'USV (qui aurait été plus difficile contre un navire manœuvrant...) sous forme de skiff³⁴ téléguidé ayant à son bord des mannequins pour troubler la défense en la faisant hésiter à ouvrir le feu contre une cible habitée. Un bel exemple d'ingéniosité humaine derrière un combat de machines.

Enfin, les récents engagements navals démontrent que les organisations restent à l'image des hommes qui les animent. L'Ukraine dispose d'équipes audacieuses et ingénieuses, qui apprennent rapidement de leurs erreurs et sont dirigées par un commandement très réactif. Face à elle, la marine russe semble visiblement plus lente à s'adapter, moins innovante et probablement plus rigide, en témoigne le degré de préparation relativement bas des premiers navires russes frappés par des drones ou des missiles, qui n'est probablement pas sans lien avec les récents changements de la hiérarchie navale russe. Quant au Yémen, les attaques menées en mer Rouge montrent que des hommes déterminés et qui n'ont rien à perdre peuvent influencer de manière décisive sur le commerce mondial malgré des ressources limitées.

Quand les équipements se neutralisent, défont ou viennent à manquer, il ne reste plus que l'homme pour faire la différence.

Ces dix enseignements sont probablement amendables et incomplets, et seule l'histoire jugera à terme de leur pertinence et de leur fiabilité.

³² L'USV ukrainien fondé sur un jet-ski Yamaha, trouvé échoué sur une plage turque en juillet 2024, constitue à ce titre autant une belle preuve d'inventivité qu'une régression en recourant à des expédients.

³³ Voir, par exemple, le témoignage du commandant du HMS Diamond, récemment engagé en mer Rouge. « On board HMS Diamond as it faces Houthi attacks », BBC News, 25 mars 2024

³⁴ Embarcation traditionnelle en bois largement répandue en mer Rouge.

Bien qu'imparfaits, puissent-ils nous rappeler qu'il n'existe pas de fatalité en mer et que la conjugaison de la volonté de vaincre, de l'ingéniosité et de soutiens extérieurs efficaces peuvent tenir en échec voire éroder sérieusement les capacités d'une marine de haut rang. Des brûlots de l'Antiquité aux nageurs de combat italiens de la Seconde Guerre mondiale, de l'attaque du destroyer USS Cole en 2000 à celle de la frégate saoudienne Al Madinah par un drone houthi en 2017, l'infériorité n'a jamais empêché les piranhas de frapper durement des orques en mer. Plus encore, les orques, lorsqu'elles sont programmées pour affronter d'autres orques, ne sont jamais aussi perturbées que lorsqu'elles doivent affronter des piranhas... David l'emporte car il est David, pas parce qu'il essaye de se muer en un Goliath miniature³⁵.

Veillons, enfin, à ne pas nous méprendre : aujourd'hui, nous lisons en France ces enseignements du point de vue d'une marine d'orques confrontée à de potentiels assaillants piranhas. Mais attention, les comparaisons ichtyologiques pourraient s'inverser : dans le Pacifique, c'est un grand pays asiatique qui pourrait tenir le rôle de l'orque, et nous celui des piranhas...

THIBAUT LAVERNHE ET FRANÇOIS-OLIVIER CORMAN

³⁵ C'est d'ailleurs la raison pour laquelle David refuse le glaive et la cuirasse que lui propose le roi Saül (Premier Livre de Samuel, chapitre 17, versets 38 et 39). Sur le sujet des erreurs de la tentation de « l'imitation symétrique », voir SANDOR Fabian, « The Illusion of Conventional War: Europe Is Learning the Wrong Lessons from the Conflict in Ukraine », Modern War Institute, 23 avril 2024



PHILOSOPHIE DES RELATIONS INTERNATIONALES



.....p 140



PENSER LA GUERRE, L'ACTUALITÉ DE LA PENSÉE DE RAYMOND ARON

JEHAN-CHRISTOPHE CHARLES, CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'INSTITUT FMES

Raymond Aron a profondément marqué le vingtième siècle comme penseur libéral de la politique et des relations internationales. Sa théorie des relations internationales élaborée dans « Paix et guerre entre les Nations » nous éclaire sur la manière d'appréhender le monde et les conflits entre puissance. Sa réflexion sur l'ère nucléaire qui s'ouvre à son époque nous incite à renouveler notre approche à l'heure où la menace ressurgit explicitement. Ses pensées sur la paix nous interrogent sur ce que nous voulons. Son deuxième ouvrage majeur, « Penser la guerre, Clausewitz », est une réflexion approfondie sur la pensée du célèbre auteur Prussien. Là aussi, il renouvelle notre approche sur cet auteur, paradoxalement mal compris et négligé à l'Ouest, mais structurant dans le monde communiste. L'article souligne les points forts de ces deux ouvrages pour mieux comprendre et appréhender les crises actuelles.

...la paix, qui n'est pas l'absence de guerre mais une force de l'âme. R. Aron¹

En ces temps d'incertitude stratégique il peut s'avérer utile de relire les travaux de ceux qui nous ont précédés, nous les nains inintelligents², afin que, juchés sur les épaules des géants³, nous puissions voir plus loin. Raymond Aron fut l'un des grands penseurs du XXème siècle : spectateur engagé, juif en Allemagne dans les années 30, combattant de 39-40 et acteur de la France Libre, gaulliste puis anti-gaulliste, professeur et éditorialiste, sociologue, mais aussi, et c'est ce qui nous intéresse, stratège. Sa pensée peut encore nous éclairer

À l'occasion de deux grands succès de sa carrière⁴, un poste de professeur à la Sorbonne en 1955, et son admission au Collège de France en 1970, R. Aron a rédigé ce qui peut être considéré comme ses deuxièmes et troisièmes thèses⁵. Ces deux ouvrages, « Paix et guerre entre les nations⁶ », et « Penser la guerre, Clausewitz », constituent un ensemble d'analyses et de réflexions sur les relations internationales, la guerre et les facteurs qui conduisent ces activités. Ce sont ces écrits que je me propose de relire, d'analyser, et de confronter au monde contemporain.

Je voudrais lever une première objection concernant l'actualité des travaux de R. Aron : n'appartient-il pas à un monde dépassé, écroulé en 1990, un monde n'intéressant que les historiens? Lire Raymond Aron dissipe rapidement ces doutes. Intelligence, rigueur, puissance d'analyse frappent le lecteur et l'entraînent sur les chemins de sa réflexion. L'épilogue de « Penser la guerre, Clausewitz » est particulièrement éclairant sur les causes de nos malheurs actuels : tous les maux qui nous ont conduit là où nous sommes sont décrits. Après une analyse des deux ouvrages, je présenterai une esquisse de ce que les travaux de R. Aron pourraient nous apporter aujourd'hui.

PAIX ET GUERRE ENTRE LES NATIONS: THÉORISER LES RELATIONS INTERNATIONALES

R. Aron souhaitait réaliser un ouvrage sur la théorie des relations internationales. Il se penche donc sur les relations entre les Etats en recherchant une conceptualisation de celles-ci (première partie « Théorie – concepts et systèmes »). Il élargit cependant le spectre de son propos en conduisant une étude sociologique des principes (deuxième partie « Sociologie -déterminants et régularité »), puis une analyse historique à l'âge thermonucléaire (troisième partie « Histoire- le système planétaire à l'âge thermonucléaire »). Enfin la dernière partie de l'ouvrage, intitulée « Praxéologie – les antinomies de l'action diplomatico-stratégique »⁷, est une réflexion philosophique sur la paix et les moyens de l'atteindre. L'ouvrage dépasse donc le cadre stricto-sensu d'une théorie des relations internationales. La richesse de la pensée de R. Aron l'amène à explorer de nombreuses voies et à donner un avis sur des sujets variés.

1 Raymond Aron, Penser la guerre, Clausewitz. Tome II, l'âge planétaire, Gallimard, 1976, p. 225.

2 J'emprunte la formule à Jacques Julliard, in Le Figaro du 4 décembre 2022, « Notre déclin, nous l'avons fabriqué de nos propres mains, par démagogie sans doute, mais surtout par inintelligence des situations, et même, disons le mot au pays qui s'enorgueillit sans cesse du rôle de ses intellectuels, de la sottise la plus difficile à combattre, celle des gens intelligents. »

3 Voir Umberto Eco, Sur les épaules des géants, Grasset, 2018, sur l'origine de cette expression.

4 Les éléments biographiques sont tirés de Nicolas Baverez, Raymond Aron, Flammarion, 1993.

5 Nicolas Baverez, op. cit., p. 425.

6 Raymond Aron, Paix et guerre entre les nations, Calmann-Lévy, 1962, 1984.

7 Praxéologie : science ou théorie de l'action.

Résumer un tel ouvrage revient à opérer des choix, et je me propose de présenter les principaux principes théoriques vus par Aron, de conduire une réflexion sur les questions de la nature de l'ordre international à partir de ces principes, de relever les observations sur la rivalité thermonucléaire en 1960 et, enfin, d'examiner les pensées de R. Aron sur la paix en devenir. Au cours de l'ouvrage, il s'arrête souvent sur l'analyse de la situation en Europe et ces réflexions prennent un relief particulier à l'aune de la guerre en Ukraine.

L'OMBRE DE LA GUERRE

Le premier constat de R. Aron est que la paix et la guerre dominent les relations internationales : « Les relations interétatiques présentent un trait original qui les distingue de toutes les autres relations sociales : elles se déroulent à l'ombre de la guerre ou, pour employer une expression plus rigoureuse, les relations entre Etats comportent par essence l'alternative de la guerre et de la paix.⁸ » Contrairement aux relations intraétatiques, où la paix civile règne par l'autorité du gouvernant, des lois, de la police et de la justice, les relations internationales sont marquées par la violence, violence non obligatoire, mais violence potentielle, qui peut remettre en cause l'existence même d'une nation. En conséquence, diplomatie et stratégie sont liés, pour permettre à un Etat de survivre. Il n'est pas nécessaire de gagner toutes les guerres ou tous les conflits, ne pas perdre peut-être suffisant pour conserver l'existence « Peut-être l'alternative suprême, au niveau de la stratégie, est-elle « gagner ou ne pas perdre ». Cette alternative est parfaitement illustrée par les conflits actuels. L'Ukraine, et l'Europe avec elle, ne peut pas perdre cette guerre, mais n'a aucunement la nécessité de faire entrer ses troupes à Moscou. Le bras de fer entre le Hamas et Israël montre aussi l'enjeu existentiel de survie des deux entités -ne pas perdre. C'est alors un paradoxe, ou une faute stratégique, que l'un des acteurs, le Hamas, se soit lancé dans une action suicidaire, risquant sa survie pour abattre l'adversaire.

THÉORIE DE LA PUISSANCE

R. Aron étudie ensuite la notion de puissance : « J'appelle puissance sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer aux autres unités sa volonté. En bref, la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine. » Aron distingue la puissance et la force, la première étant la capacité de mise en œuvre des éléments du deuxième terme. Ainsi, le Vatican n'a que sa force spirituelle mais s'avère être une puissance importante. Quels sont les déterminants de la puissance ? « ... la puissance d'une collectivité dépend de la scène de son action,

et de sa capacité d'utiliser les ressources matérielles et humaines, qui lui sont données : milieu, ressources, action collective, tels sont, de toute évidence, quel que soit le siècle et quelles que soient les modalités de la compétition entre unités politiques, les déterminants de la puissance. [11] » Le milieu, tel qu'entendu par R. Aron, est l'espace géographique d'un Etat. En 1960, il considère qu'Etats-Unis et URSS ont encore des terres vierges à conquérir, de l'espace à mettre en valeur, alors que les pays Européens ne disposent plus de cette capacité, sauf à développer de vastes métropoles. Le changement sémantique opéré par R. Aron d'espace à scène d'action, puis milieu montre qu'il ne s'agit pas seulement de km², mais bien d'un environnement complexe dont la surface est un élément. La rapidité de développement et la capacité d'influence de pays comme Israël ou Singapour peuvent être comparées à d'autres pays occupant de grands territoires comme le Brésil, par exemple.

L'action collective est la capacité à mettre en œuvre les ressources matérielles et à les transformer en outil de puissance. Il s'agit là de savoir. En effet, à quoi bon être assis sur une mine de fer si on ne sait le transformer en acier. « Quand il s'agit d'armées régulières, le potentiel humain et industriel fixe d'étroites limites à l'action du chef. Il n'y a pas de grande armée moderne sans une grande industrie » Le facteur humain est aussi déterminant et une élite guerrière, un entraînement poussé, multiplierons l'efficacité des machines, ou, à l'inverse, les rendrons inutiles. Ainsi la puissance militaire de la France actuelle est largement dépendante de la qualité de son industrie de défense et de celle de ses soldats, tous deux reconnus dans le monde, alors que son territoire et sa population sont respectivement au 22ème et 49ème rang. Il convient également d'ajouter qu'à la notion d'industrie vue en 1960, il convient d'ajouter les capacités numériques, où l'innovation tient une grande place.

Aron se pose la question de la nature du régime de l'Etat dans ce calcul de puissance : une dictature est-elle intrinsèquement supérieure à une démocratie ? Tirant les leçons de la deuxième guerre mondiale, il écrit : « Des régimes où un seul commande, où les délibérations se déroulent en secret sont plus capables que les régimes où la presse demeure libre et où le parlement discute, de faire croire à une force irrésistible et à une résolution sans faille. Dans le poker diplomatique, le totalitaire bluffe souvent et gagne presque toujours – jusqu'au jour où l'autre tient le bluff. » Ainsi, l'Ukraine, après avoir ramassé la mise russe en 2022, tient toujours tête à la Russie, sans se laisser impressionner. Israël a également toujours refusé la menace d'écrasement par les pays arabes.

8 Paix et guerre...

Cette obstination a payé, puisque l'Égypte et la Jordanie ont quitté, aujourd'hui, la table du conflit. Cette remarque ne préjuge pas de l'avenir.

La conscience d'elle-même d'une collectivité est aussi un élément de la puissance : « Une collectivité humaine, [...] tire sa vitalité d'une idée historique. Que cette idée vienne à manquer [...]: la collectivité paraîtra peu à peu comme vidée de sa substance, de moins en moins capable de créer des œuvres de culture. » Ainsi, l'Europe a cédé sa place de phare culturel aux États-Unis. Si l'idée européenne contemporaine était de créer un espace de paix et d'échange, la vision historique de l'unité du continent, qui est une idée essentiellement culturelle, a été oubliée. Un peuple de consommateurs perd de son génie.

L'HOMME D'ETAT

L'homme d'Etat est donc un élément déterminant dans la mise en œuvre de l'action collective. Rejoignant Clausewitz, Aron fait des relations internationales une lutte d'intelligence, d'astuce, de raison, de sagesse aussi. Mais la faute principale à éviter, rejoignant ainsi Marc Bloch⁹, demeure de « se rendre coupable de ce que J. Benda¹⁰ appelait finalement la pire trahison des clercs : la sottise ». Nous approfondirons cette question ultérieurement.

LE MONDE EN 1960

Après cette partie consacrée à la théorisation des relations internationales, Aron applique ces principes à la situation de 1960. Il y voit une situation originale dans l'histoire de l'humanité, car, pour la première fois, l'humanité entière participe à l'histoire. Tous les pays sont représentés à l'ONU et donc participent à l'action diplomatique. Autre aspect, le conflit thermonucléaire entre les USA et l'URSS menace l'humanité entière. Cependant, ce monde homogène juridiquement est aussi réellement hétérogène : « [...] la conjoncture de 1960, [est] dominée par deux faits majeurs : la révolution technique, origine tout à la fois de la capacité prodigieuse de détruire (armes thermonucléaires) et de produire (vanité des conquêtes), l'extension planétaire du champ diplomatique, origine tout à la fois de l'hétérogénéité réelle (diversité des principes de légitimité étatique, dimension des unités politiques) et de l'homogénéité juridique (Nations Unies, égalité et souveraineté des États). » L'ONU met sur un pied d'égalité tous les États, du plus petit au plus grand. Cette organisation est passée de 51 membres en 1945, à 99 en 1960 et à 193 aujourd'hui.

Mais en 1945, seul le vieux monde était représenté, Europe, les Amériques, Moyen-Orient et Inde, encore sous influence Britannique, et, en Afrique, Afrique du Sud et Éthiopie, le seul vraiment culturellement indépendant. Aujourd'hui, la mosaïque humaine, dans toute sa variété, politique, culturelle, religieuse, occupe la scène des relations internationales.

Le conflit thermonucléaire USA – URSS occupe une grande part de l'ouvrage. Nous sommes en 1960, depuis 10 ans l'URSS est entrée dans la course nucléaire et a rétabli la parité, voire dépasse les USA en nombre et en performance technologique. La conquête de l'espace est soviétique, la Chine communiste prend son envol, l'Asie du Sud-Est, après la chute de Dien Bien Phu, vire au rouge : l'Occident est en train de perdre. Que signifie la dissuasion dans un duopole où toute montée aux extrêmes est suicidaire ? La prolifération (Chine, Royaume-Uni, France) apporte-t-elle ou non, la stabilité ? Des voix s'élèvent également pour prôner la capitulation de l'Occident, afin d'éviter la guerre nucléaire. Et in fine, Aron table sur les relations diplomatiques et la raison des dirigeants.

Il défend la résistance de l'Occident. Constatant la volonté du Kremlin de détruire cette civilisation, il refuse la capitulation au nom de la défense de nos valeurs. « L'Occident ne sera réellement en sécurité que le jour où le bloc soviétique cessera d'avoir pour but la destruction des régimes appelés par lui capitalistes, c'est-à-dire en fait la destruction de l'Occident lui-même. » « À l'âge de la stratégie de dissuasion, on ne sauverait pas une nation ou une civilisation par la guerre, mais on ne la sauverait pas non plus par la capitulation. » L'anxiété générée par la guerre froide, qui transparait dans les lignes de son ouvrage laisse place à une farouche volonté de résistance. Ce n'est malheureusement pas l'attitude qu'il constate chez les Européens. S'il comprend le déclin lié aux deux guerres mondiales, il regrette l'esprit de soumission : « Ce n'est pas le pacte Atlantique, c'est leur faiblesse [les Européens] qui les prive de leur indépendance. » Il fustige les mouvements pacifistes qui conduiraient à une capitulation et entrevoit la pente qui conduit l'Europe au renoncement : « Et les Occidentaux peuvent s'abandonner à l'illusion qu'au pire, dépouillés de leur puissance, ils devraient seulement accroître leur contribution au développement du tiers monde. » Cette inquiétude de R. Aron s'est malheureusement réalisée. L'UE aide à fonds perdus Gaza, alimentant un mouvement terroriste, mais achetant une certaine bonne conscience. Le mouvement woke affiche une faiblesse voulue face à toute revendication, déstructurant l'existant, déconstruisant toute volonté de résistance.

⁹ Marc Bloch, *L'étrange défaite*, 1946.

¹⁰ Julien Benda, *La trahison des clercs*, première édition Grasset 1927.

Si la virilité est combattue, vue comme toxique, l'affirmation de soi et le courage qui l'accompagne sont aussi éliminés du champ lexical et donc du champ du possible.

QUELLE PAIX ?

Comment construire la paix ? Aron examine différentes options, oscillant entre idéalisme et réalisme, soumission à la loi ou soumission à un empire. Aucune solution ne se dégage, sauf à respecter trois conditions : « que les armes thermonucléaires (ou des armes équivalentes) ne soient pas employées, que la répartition équitable des ressources soit assurée, que les races, les peuples, les nations, les croyances s'acceptent et se respectent. Aucune de ces trois conditions n'ayant jamais été remplie, il n'est pas faux de dire que l'ordre politique est inséparable des hostilités. »

En conclusion de son ouvrage, Aron constate que les relations internationales sont à la fois un jeu d'intelligence (diplomatie), choc des volontés et des astuces, et une lutte, celle-ci n'excluant pas l'emploi des armes.

« Laissons à d'autres, plus doués pour l'illusion, le privilège de se mettre par la pensée au terme de l'aventure et tâchons de ne manquer ni à l'une ni à l'autre des obligations imposées à chacun de nous : ne pas s'évader d'une histoire belliqueuse, ne pas trahir l'idéal ; penser et agir avec le ferme propos que l'absence de guerre se prolonge jusqu'au jour où la paix deviendra possible – à supposer qu'elle le devienne jamais. »

PENSER LA GUERRE, CLAUSEWITZ : LA RÉHABILITATION D'UNE PENSÉE COMPLEXE

L'ouvrage est publié en deux tomes intitulés « l'âge européen » et « l'âge planétaire ». Le premier tome est consacré à l'œuvre de Clausewitz, l'élaboration de la pensée du général allemand, ce que contient « De la guerre » et une étude sur la formation d'une théorie, la confrontation de celle-ci à l'histoire et aux philosophes. Le deuxième tome, quant à lui, voit R. Aron confronter Clausewitz aux conflits d'un XX^{ème} siècle couvrant la période 1870-1970. Nous voyons se succéder à la fois les généraux allemands, Foch, puis Lénine, Hitler, Mao, les résistants et les partisans. Dans une deuxième partie de ce tome II, il conduit une réflexion sur la guerre dans un contexte marqué par les armes nucléaires.

Raymond Aron ne se contente pas de faire une simple analyse de l'ouvrage de Carl von Clausewitz, mais il fixe de façon claire et contradictoire la

théorie, et confronte cette théorie au monde contemporain. Je dis contradictoire parce que R. Aron se confronte aux détracteurs de Clausewitz, soit parce qu'ils récuse son approche, soit parce qu'une lecture trop rapide ou incomplète de l'ouvrage provoque une interprétation caricaturale de la théorie. Or, les huit livres « De la Guerre » décrivent dans le détail les différents types de conflit, pas uniquement la guerre totale. Aron entre dans ce détail pour une compréhension intime de l'auteur, de l'œuvre et de son application. Insistons : dans son analyse théorique, Clausewitz décrit la guerre totale et la guerre limitée comme des archétypes entre lesquels la guerre réelle existe. Il n'est pas le chantre d'un type de guerre, mais l'analyste de situations historiques et le théoricien de la guerre. Le but de la guerre est la paix, et les conditions de la paix doivent être fixés par le politique qui en retour donne au militaire les moyens d'accomplir cette tâche. Bien sûr, la guerre totale est une réalité et quand Clemenceau dit « je fais la guerre » en abordant tous les aspects de sa politique, il fait la guerre totale. Quand Clausewitz aborde la notion de centre de gravité, il cite, selon les cas, l'armée, la capitale du pays, l'unité des intérêts dans une alliance, le chef principal et l'opinion publique¹¹. La destruction de l'armée ennemie est donc bien un objectif possible, mais il n'est pas le seul. Quand Clausewitz descend dans des notions purement militaires, comme la dialectique offensive/défensive, il institue la défensive comme méthode supérieure, et non pas l'offensive à outrance. La défensive stratégique n'est pas passivité et l'Ukraine aujourd'hui mène une guerre défensive pour conserver son territoire et son indépendance, et pour cela le gouvernement ukrainien utilise des offensives, notamment en direction de Koursk en Russie. Donc opposer la politique, méthode soft, aux autres moyens paroxystiques de la violence, est un contresens. La phrase est d'ailleurs la continuation de la politique, et non pas le remplacement de celle-ci. La subordination du militaire, des buts de guerre et des moyens, au politique, tel que l'affirme Clausewitz, montre bien cette continuité. Si nous analysons l'opération spéciale Russe en Ukraine, l'attaque du 24 février 2022 était limitée à deux centres de gravité : la capitale et le chef principal. Des attaques secondaires ont aussi eu lieu, mais si ces deux cibles étaient tombées en 3 jours, la guerre s'arrêterait là et nous aurions la paix en Ukraine, sans guerre totale. Mais le défenseur en a décidé autrement. « La formule qui ravissait Lénine – que le défenseur commence réellement la guerre parce que le conquérant préférerait prendre sans combattre – se rapporte manifestement au niveau supérieur de la politique. » Le président Zelensky a décidé politiquement d'entrer en guerre pour se défendre contre l'agression et pour reprendre les territoires perdus en 2014.

¹¹ Penser la guerre, ...

Si l'Ukraine est en guerre totale, la Russie, malgré son effort conséquent, ne l'est pas forcément puisqu'elle s'arrête pour l'instant au seuil nucléaire. L'Ukraine mène aussi une guerre politique, diplomatique et intérieure.

L'analyse de l'ouvrage souligne encore ces éléments en reprenant d'autres aspects de l'œuvre de Clausewitz.

LE TEMPS DE LA RÉFLEXION

Que peut-on retenir de l'ouvrage de R. Aron? Tout d'abord, la lente maturation de la réflexion de Clausewitz. L'intuition initiale de 1804, où le jeune lieutenant se permet de critiquer vertement un auteur militaire connu, a lentement mûri au fil de la carrière et des événements historiques des guerres napoléoniennes. Mais tout est déjà là : « Dans ces notes dispersées de 1804 apparaissent la plupart des notions à l'aide desquelles s'élèvera finalement la cathédrale conceptuelle du Traité: stratégie et tactique, attaque et défense, forces matérielles et forces morales, les moyens et la fin, les règles et le génie, l'audace et la prudence, grandeur du succès et grandeur des risques, qualités de l'esprit et qualités du caractère nécessaires au chef de guerre ». La rédaction des huit livres du « De la guerre » se poursuit jusqu'à la fin de sa vie (1831, à 51 ans). Mais, au fur et à mesure de sa rédaction, il mûrit la formulation de sa pensée, reprend ses écrits et a seulement le temps de réécrire le chapitre 1 du livre I.

Au-delà de la caricature de la guerre portée aux extrêmes dont on affuble Clausewitz, R. Aron insiste sur les réflexions du Prussien sur la nature de la guerre. La théorie montre le concept idéal de guerre, mais Clausewitz, lui-même combattant, sait bien que « Les situations, abstraitement définies, prennent historiquement des caractères variés de telle sorte qu'entre le désarmement du vaincu et la partie nulle, de multiples formes intermédiaires se manifestent. » R. Aron constate qu'« Il semble donc, en ce cas, que la théorie présente une double origine, d'une part l'analyse des notions, d'autre part, l'expérience. »

Au cœur de cette réflexion, il y a la paix et la notion d'usage de la guerre, qui aboutit à la fameuse formule de la guerre continuation de la politique : « Concept strictement militaire, la victoire n'apparaît que comme un moyen en vue de la fin véritable, à savoir la paix. La pluralité des fins politiques, la non détermination de ces fins réponde très exactement à l'exigence de Fuller : penser la guerre non en elle-même mais par rapport à la paix ». Le tome II reviendra sur ce point.

FORCES MORALES

Dernier point retenu de ce tome I, la discussion sur le triptyque violence de la guerre, libre activité de l'âme et pur entendement. A partir de ces éléments, R. Aron discute des facteurs en cause dans ces trois points et souligne que c'est Clausewitz qui a introduit la notion de facteur moral : « Clausewitz passe souvent, et à juste titre, pour l'écrivain militaire qui introduisit dans la théorie la notion du moral (d'une armée) ou des forces morales (moralische Potenzen). » Forces morales nécessaires au chef de guerre ou au chef politique pour exercer leur entendement, en respectant cette condition :

« La politique ne détermine adéquatement la fin qu'à condition d'apprécier exactement la nature de la guerre en fonction des circonstances qui la conditionnent. »

Le refus de la France, en 2003, de suivre les américains en Irak illustre ce propos : examen de la situation, appréciation autonome et force morale pour résister à la pression de notre allié. Dans un monde troublé et dangereux, dans lequel les faits peuvent être masqués par de la propagande, où des agents d'influence plus ou moins bien intentionnés jouent leur rôle, il faut avoir la capacité à s'extraire de cet environnement, revenir aux faits et décider en conscience.

LES ÉTRANGES HÉRITIERS DE CLAUSEWITZ

À partir des analyses réalisées dans le tome I, R. Aron va analyser les conflits du XX^{ème} siècle dont il est le contemporain et l'acteur. Il décrit notamment comment Lénine et Mao se sont appropriés Clausewitz et ont développé une pensée stratégique clausewitzienne, adaptée à leur vision politique : « La conclusion s'impose d'elle-même : la pensée de Clausewitz, interprétée par un marxiste, a servi de cadre théorique ou d'idéologie justificatrice à Lénine et aux marxistes-léninistes depuis 1915 jusqu'à nos jours inclusivement. » Ainsi, « Lénine a certainement compris une des composantes de la pensée clausewitzienne : la totalité politique contient la guerre qui n'en constitue qu'un moment ou même un aspect toujours partiel, y compris durant les hostilités. » Mao a repris à son compte l'enseignement de Lénine, en l'adaptant aux conditions politiques locales, non seulement au début de son combat, mais aussi en s'adaptant à leurs évolutions (guerre contre les Japonais, puis contre les nationalistes). « Lénine, et surtout Mao, à la faveur de circonstances, transformèrent un mode de combat en un instrument de révolution ».

R. Aron rappelle que, pour ces dirigeants, la Paix est l'objectif final, mais la paix comme fin des raisons de lutter, c'est-à-dire quand le monde sera devenu socialiste. Et pour se faire : « La stratégie totale [...] se confond avec la politique de l'Etat lui-même, mettant en œuvre tous les moyens ou matériaux pour s'affirmer à l'égard des autres Etats. »

NATURE DES ARMES NUCLÉAIRES

La dialectique nucléaire est aussi évoquée. R. Aron a participé à des travaux américains sur ce sujet, ses réflexions sont donc celles d'un acteur. Il constate que « la guerre nucléaire restitue son sens authentique à la définition de la politique par l'intelligence de l'Etat personnifié. » Le feu nucléaire dans la main d'un seul homme est la représentation absolue des réflexions de Clausewitz sur la relation entre politique et militaire. R. Aron est sceptique quant à l'efficacité absolue de la dissuasion « la dialectique de deux volontés politiques n'est jamais entièrement prévisible. La thèse de l'efficacité infaillible d'une menace nucléaire [...] demeure une vue de l'esprit ». Il reconnaît une valeur stratégique à la dissuasion – anéantir l'intention offensive de l'adversaire mais considère que c'est une traite sur l'avenir, qu'il faudra payer un jour. Le nucléaire fausse donc les rapports stratégiques, présente un coût élevé et les armes ne servent pas. Comme l'a montré l'exemple vietnamien pour les Etats-Unis « c'est aussi l'inutilité, pour atteindre certains buts politiques, des armes que l'on n'emploie pas et que l'adversaire ne craint pas pour la simple raison qu'il sait qu'elles ne seront pas employées ». Les actions asymétriques ne sont pas autre chose : passer sous la garde de l'adversaire, qui éprouve alors des difficultés pour combattre sans utiliser ses atouts. C'est ce qui caractérise aujourd'hui la stratégie iranienne vis-à-vis d'Israël, dont l'arsenal nucléaire, même s'il est maintenu dans une posture d'ambiguïté, est reconnu sur la scène internationale.

SORTIR DE L'HISTOIRE ?

L'épilogue de l'ouvrage s'intitule « Adieu aux armes ou la Grande Illusion ». Déjà en 1975, R. Aron percevait une volonté de désengagement de l'Occident, au moment où le reste du monde revenait dans l'histoire : « Mais si, en Europe et peut-être aux Etats-Unis, les fondements du patriotisme ont été rongés par la civilisation commerciale industrielle de notre époque, en va-t-il de même en Union Soviétique, en Chine, en Inde, en Algérie, dans les pays arabes ? En vérité, la grande illusion, en l'an de grâce 1975, ce n'est plus celle qui lança les peuples d'Europe [...] en une ardeur suicidaire, c'est l'illusion de sens contraire, celle des Européens [...] qui prêtent à tous les peuples et à tous ceux qui les gouvernent une seule rationalité, celle des

économistes qui comparent les coûts et les rendements. Les Européens voudraient sortir de l'histoire, de la grande histoire, celle qui s'écrit en lettres de sang. D'autres par centaines de millions, y entrent ou y rentrent. » La très grande acuité d'analyse de R. Aron lui permettait de percevoir la tendance de nos sociétés conduisant à la situation de bascule actuelle, alors que les 15 années suivantes, jusqu'en 1990 et même 2001, semblait voir triompher le marché et la société de consommation.

Il existe des parades à cette illusion, notamment l'étude à laquelle devrait se soumettre nos élites « Et nunc, reges, intelligite : erudimini qui iudicatis terram ¹² » car « Tout art suppose une aptitude innée, même si l'étude ou l'exercice permettent seuls de développer le talent naturel. » R. Aron considère que Clausewitz fait partie des sujets d'étude : « Démocrates et libéraux, à la condition de le bien comprendre, peuvent au moins apprendre de lui la rigueur conceptuelle. » Ainsi, il devrait être possible de retrouver « ce qui manque, [...] c'est le sens de l'histoire et du tragique. »

RAYMOND ARON AU XXI^{ÈME} SIÈCLE

Au bout de ces quelques 1500 pages, la vision diplomatico-stratégique de R. Aron apparaît centrée sur le chef d'Etat, l'homme politique. Dans la vision stratégique, c'est lui qui doit fixer les objectifs de la lutte, fixer les limites et donner les moyens. Clausewitz l'a exprimé en posant la guerre comme continuation de la politique. La théorie sur la puissance dans Pays et guerre... montre bien le rôle du politique au sens de Périclès, celui qui conduit la cité, la polis.

LA PUISSANCE

Reprenons les critères de puissance établis par R. Aron : si l'espace d'un Etat semble quelque chose de donné et d'immuable, dans les faits le politique peut modeler cet espace, d'abord en créant des relations avec ses voisins ; ainsi l'Union Européenne est un moyen de modeler un espace favorable pour des puissances déclinantes, mais aussi en adaptant son propre espace territorial, fût-il naturellement hostile. Il suffit de regarder comment les pays de la péninsule Arabique ont dompté leur espace, élargi leur territoire, sans trop toucher aux frontières. Le projet NEOM¹³ en Arabie Saoudite en est un bon exemple, futuriste, et on pourrait ajouter pour ce même pays le

¹² Et maintenant rois, comprenez, instruisez-vous, juges de la terre ! Psaume 2. Trad. Ecole Biblique de Jérusalem. Ed. du Cerf. 1955.

¹³ NEOM: un accélérateur du progrès humain

développement d'Al Ula¹⁴, permettant, au-delà du tourisme, de retrouver des racines pré-islamiques. Une lecture trop rapide du mot ressources laisserait croire que l'exploitation des ressources naturelles existantes serait un cadeau du ciel donné, ou refusé, à exploiter au mieux. La notion de ressources est dynamique. Par exemple, le nucléaire civil français est un facteur de puissance, combattu en cela par nos adversaires, anti-nucléaires français et Allemagne, dépendants de Moscou ou d'autres puissances. Le dynamisme est aussi dans la création d'industrie ou le développement de l'instruction. Là encore, l'Arabie Saoudite contemporaine est un bon exemple de volontarisme dans le domaine des ressources autres que naturelles. À contrario, l'interdiction légale d'exploiter le pétrole guyanais maintient la France dans une dépendance aux hydrocarbures étrangers.

L'action collective dépend de l'organisation de l'Etat, de sa capacité à être efficace, à susciter l'adhésion des peuples, à mettre en action ressources et espace. Aron inclut l'idée historique dans la vitalité d'une nation. Reste à impulser et diriger ce mouvement. C'est là le rôle du politique. C'est une lourde responsabilité.

Comme souligné à la fois dans Paix et Guerre... et dans Penser la guerre..., il faut commencer par se faire une idée juste de la situation : sans compréhension précise des faits, des situations, de la psychologie des acteurs, nation et dirigeant – quelle est la psychologie du peuple américain ? De V. Poutine ? Sans analyse des rapports de force, forces intrinsèques et alliances, le dirigeant ne peut pas prendre de décisions fondées. Sun Tsu ne disait pas autre chose. Or pour reprendre l'expression de Jacques Julliard, déjà soulignée par M. Bloch et J. Benda, l'inintelligence, la sottise sont des maux profonds qui frappent les élites. Comment regarder le monde tel qu'il est si l'on est aveuglé, par son milieu, son éducation et souvent par soi-même, l'hypertrophie du moi, ayant une tendance fâcheuse à empêcher les yeux de s'ouvrir. La culture, celle qui permet d'apprendre sur l'humanité et sur soi-même, et développe l'humilité est un excellent contre-poison à la sottise des gens intelligents. Comprendre la culture d'autrui est une nécessité, mais connaître la sienne et l'assumer est primordial.

LES ARMES NUCLÉAIRES

Depuis 1990, nous avons oublié la terreur, telle que décrite par R. Aron, de la destruction mutuelle. Pourtant, l'arsenal nucléaire est à la fois plus performant et plus disséminé qu'en 1960. Il considère que c'est un facteur d'égalisation entre puissances car il n'est plus besoin d'avoir des armées puissantes pour dissuader.

L'acquisition de telles armes est cependant un facteur de puissance marqué par une volonté, des ressources technologiques et scientifiques, et un environnement favorable, notamment via l'aide d'alliés. Les difficultés que rencontre l'Iran pour mener rapidement à bien son programme nucléaire illustre a contrario ce principe. L'emploi de ces armes est la pleine expression du pouvoir politique, quasi solitaire, avec la part de réflexion, de sagesse ou d'ego que cela comporte, et donc la part d'incertitude. La montée systématique aux extrêmes, que l'on a reproché à Clausewitz trouve là sa traduction chimiquement pure. Mais, compte tenu du risque, la palette d'action s'ouvre avant d'aller au tragique. Nos dirigeants actuels n'ont pas connu cette confrontation au tragique, contrairement à la génération de Aron. Peut-être ont-ils alors une vision différente du champ d'action, plus étroit, avec un refus du premier conflit, trop large. La lenteur des réactions concrètes de l'Europe de l'Ouest à l'invasion de l'Ukraine montre une distance par rapport à la réalité. La Pologne, les pays Baltes, la Finlande ont encore en mémoire le poids de la domination et de la menace soviétique. Leur réaction a été plus vive et radicale.

MARX, LÉNINE ET MAO

L'anticommunisme de R. Aron n'est un mystère pour personne. J'ai cependant ressenti, dans Penser la guerre..., de l'admiration de notre auteur pour la manière dont les marxistes se sont approprié Clausewitz et ont fait leurs les théories du général prussien¹⁵. Aron estime que les communistes en sont d'autant plus dangereux. Ils ont un objectif politique, qui est la Paix par la destruction du capitalisme et l'imposition du socialisme sur le monde entier. Le chef d'Etat-stratège a un objectif, et il s'y tient. En conséquence, tout est subordonné à cet objectif, et tous les moyens sont bons, y compris la subversion, à laquelle Aron consacre un chapitre (chapitre XVII) dans Paix et guerre... Et comment ne pas reconnaître certaines situations actuelles quand il écrit : « des non-communistes en viennent, sans même en prendre conscience, à militer dans une association dont les dirigeants sont tous ou des communistes ou des pions en un jeu mené par les communistes.¹⁶ » La dialectique employée par Moscou dans sa guerre en Ukraine est dans la droite ligne de celle employée pendant la guerre froide, la destruction de l'Occident reste l'objectif des communistes. C'est donc bien ce que souligne

¹⁴ L'Agence française pour le développement d'AlUla

¹⁵ Paix et guerre, ... op. cit. Tome II page 61 et suivantes. Aron analyse l'appropriation du traité par Lénine, puis Mao et comment le général prussien irrigue encore aujourd'hui la pensée Marxiste-Léniniste la plus orthodoxe.

¹⁶ Paix et guerre... p. 515.

Aron : la compréhension marxiste-léniniste de Clausewitz a abouti à un objectif politique, et toute l'action est subordonnée à cet objectif.

L'OCCIDENT, AFFAIBLISSEMENT INÉLUCTABLE ?

Notre civilisation, née au bord du Nil, grandie en Grèce puis au bord du Tibre, vivifiée par l'apport chrétien, a dominé le monde. Il y a moins d'un siècle, en 1931, Paris accueillait l'exposition coloniale internationale, célébrant l'apogée des Empires. Près d'un demi-millénaire de conquête et de domination presque totale de la planète étaient ainsi célébrées. La France célébrait les peuples et cultures rencontrés et son action civilisatrice. Apogée de l'Empire, mais aussi chant du cygne. La puissance des puissances coloniales était déjà bien émoussée par la première guerre mondiale, la seconde allait donner le coup de grâce. Aron constate ce désenchantement. Il y a probablement une forme de sidération et de culpabilité après les ravages de la guerre, une action communiste délétère – les voix pacifistes sont fortes, surtout au Royaume-Uni, et l'Allemagne est impuissante. Ce renoncement, à l'abri du parapluie américain, a aussi conduit à un renoncement de puissance, par l'abandon progressif de la volonté de celle-ci. La fin des empires coloniaux a permis la manifestation de l'hétérogénéité des nations, et donc de leur volonté d'existence. Le développement conduit par ces Etats a pris plus ou moins un demi-siècle. Dès lors que, sur les espaces à peu près stables, les ressources, notamment de savoir, sont au niveau occidental, il suffit d'une volonté pour réclamer la puissance, et déchirer les lambeaux du linceul de la nôtre. Nous nous réveillons de notre engourdissement, un peu surpris de l'Histoire qui se déroule sous nos yeux, selon les mêmes principes que ceux décrits par R. Aron. Nous ne soumettrons plus le monde, comme en 1930. Est-ce une raison pour se contenter d'être le vieillard malade d'un monde revivifié ? Les facteurs de puissance sont bien connus. Nous, occidentaux, ne manquons ni d'espace, ni de ressources, surtout scientifiques et technologiques. Manquerions-nous de volonté ? Une civilisation est attractive, et donc respectée, si elle est dynamique. Il n'est pas nécessaire d'être en opposition, en conquête. Être soi-même fièrement, simplement et marcher son propre chemin devrait permettre aux Européens de retrouver un rang de Puissance, à égalité avec les autres.

CONCLUSION

J'ai mis en exergue cette citation de R. Aron « la paix, qui n'est pas l'absence de guerre mais une force de l'âme. » Au terme de cette réflexion, il est possible d'explicitier cette phrase. Elle est issue du chapitre VI du volume II de Penser la guerre... qui s'intitule « l'intelligence de l'Etat personnifié ». Les philosophes discutent de l'avantage de la guerre absolue pour gagner la paix définitive. Aron est désireux de cette paix, mais son côté réaliste voit les nombreux obstacles. Notamment, comme il le disait déjà dans Paix et guerre..., la paix universelle ne viendra pas de la destruction de l'humanité. La paix universelle est une illusion. La guerre est une constante de l'histoire humaine, parce qu'elle est une spécificité de l'espèce humaine. Elle est donc inéluctable. La paix doit cependant rester un objectif à très long terme, mais pour cela il faut que son idée soit ancrée dans nos âmes et reste présente malgré les vicissitudes. C'est une paix de volonté d'airain de l'Etat personnifié, non pas un refus du combat mais une volonté de dépasser la spirale où nos ennemis – nous en avons – veulent nous entraîner. C'est une paix de modestie, de reconnaissance de l'autre en tant qu'humain, avec ses droits et ses devoirs, et surtout avec son droit à l'existence, comme nous. La victoire totale d'écrasement n'est plus à l'ordre du jour, rejoignant ainsi l'analyse de Clausewitz et la soumission du militaire au plus noble de la Politique. Si vis pacem, para bellum disaient les Romains. La mise en action de la puissance dont nous disposons est la meilleure réponse aux désordres actuels. Un philosophe constate que notre âme a été abolie, n'est-ce pas le plus grand danger ?

JEHAN-CHRISTOPHE CHARLES

L'INSTITUT FMES

FORMER

L'institut FMES propose des **formations** destinées aux cadres dirigeants, du secteur public, privé, médiatique et associatif : la session méditerranéenne des hautes études stratégiques (SMHES), la session des hautes études maritimes (SHEM), la session des hautes études géopolitiques africaines (SHEGA). L'institut propose également **deux cycles jeunes**, destiné aux étudiants et jeunes diplômés civils et militaires. Il réalise, sous mandat du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la DGA, des **expertises, des outils et des actions visant à informer les risques de cybersécurité** au sein des entreprises.

INFORMER

L'institut FMES produit plusieurs formats tels que des **articles de réflexion géopolitiques, stratégiques et maritimes** qui décryptent l'actualité, combinés chaque semestre dans les **Perspectives Stratégiques**.

Il produit également des ouvrages tels que l'Atlas Stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient, des podcasts ainsi qu'une newsletter mensuelle.

SE RENCONTRER

L'institut FMES organise également les **Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed)**, des ateliers de **Wargames et Serious games**, ainsi que des **conférences mensuelles**. De plus, il organise le **Prix Géopolitique**, qui a pour but d'encourager la recherche et l'analyse liées à la géopolitique et à l'étude de la conflictualité actuelle et de récompenser chaque année un ouvrage.

SUIVRE NOTRE ACTUALITÉ

Vous souhaitez en savoir plus sur nos activités ?

Découvrez les nombreux avantages en adhérant à la FMES.
Scannez le **QR Code** ou
Visitez notre site **www.fmes-france.org**



Retrouvez-nous sur nos réseaux sociaux.





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83 000 Toulon

+33 4 94 05 55 55

info@fmes-france.org

www.fmes-france.org

